

Robert Fossaert
(1991)

Le monde au 21^e siècle

Une théorie des systèmes mondiaux
Deuxième partie

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web : http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron,
bénévole,
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec,
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

À partir de :

Robert Fossaert (1991)

Le monde au 21^e siècle : Une théorie des systèmes mondiaux.

Une édition électronique réalisée du livre de M. Robert Fossaert. Paris : Éditions Fayard,
1991, 523 pages.

[Autorisation de l'auteur accordée le 20 juillet 2003 de diffuser cette œuvre sur ce site].

Courriel : robert.fossaert@wanadoo.fr

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

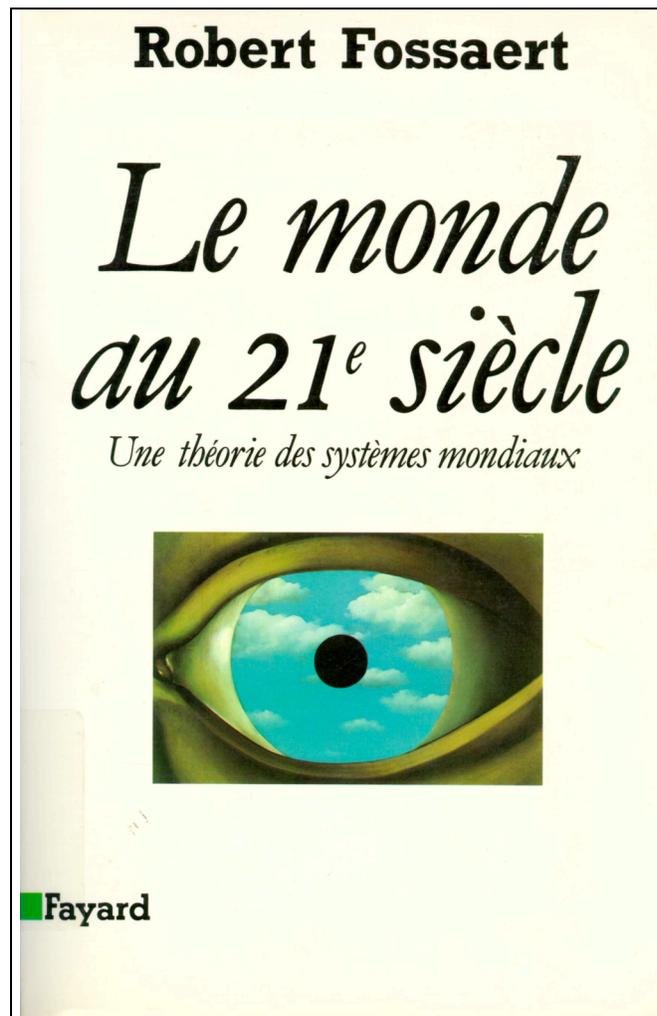
Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word
2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 12 avril 2005 à Chicoutimi, Québec.



Robert Fossaert
(1991)



En couverture : René Magritte : Le faux miroir, huile sur toile, 1928
Musée d'art moderne, New York

DU MEME AUTEUR

Aux Éditions du Seuil

L'avenir du capitalisme, 1961
Le contrat socialiste, 1969

La société, tome 1 — Une théorie générale, 1977.
La société, tome 2 — Les structures économiques, 1977.
La société, tome 3 — Les appareils, 1978.
La société, tome 4 — Les classes, 1980.
La société, tome 5 — Les États, 1981.
La société, tome 6 — Les structures idéologiques, 1983.

La nationalisation des chrysanthèmes, 1988.

En couverture



1985-1991 : du début de la glasnost à l'unification de l'Allemagne et à la guerre du Golfe, un nouveau monde prend forme. La guerre froide s'achève par forfait de l'URSS, l'Europe efface ses divisions, les États-Unis affirment leur prééminence. À sa manière, l'Asie participe à cette novation : des Indes à la Chine, la moitié de la population mondiale esquisse une réelle progression économique. Le monde se transforme, malgré la stagnation de l'Amérique latine, saignée par sa dette, et l'implosion des frères États africains, peuplés d'ethnies hétéroclites, à la démographie exubérante.

Le monde du 21^e siècle promet d'être nouveau, mais il demeurera incompréhensible pour qui négligerait le travail millénaire qui a civilisé la Chine, l'Inde ou le Proche-Orient ; pour qui dédaignerait les réseaux marchands, infiltrés entre les anciens empires, puis enflés de colonies à partir du 16^e siècle ; et, surtout, pour qui ignorerait les mutations financières, politiques et culturelles que le capitalisme a multipliées au long des 19^e et 20^e siècles.

En revanche, le monde du 21^e siècle peut devenir moins opaque si la théorie nourrie par ces expériences historiques débouche sur une évaluation réfléchie des novations discernables dès aujourd'hui. Novations techniques, démographiques et culturelles, certes, mais aussi bouleversements dus à la multiplication des villes géantes, au mariage forcé de l'industrie et de l'écologie ou à la nécessaire domestication des médias. Toutes évolutions qui s'effectueront dans un monde plus capitaliste que jamais, où le trop-plein d'États contrôlera mal les centaines de peuples qui aspirent à plus d'autonomie.

Sur sa lancée présente, le monde du 21^e siècle pourrait être aussi lourd de crises et de guerres, voire de révolutions, que le monde chaotique des années 1914-1945. Mais rien n'interdit aux forces politiques, aux peuples et même aux États, de faire preuve d'imagination bénéfique, comme ils le firent souvent de 1945 à 1975. Le monde du 21^e siècle est à bâtir.

Robert Fossaert, économiste et sociologue. À publié plusieurs ouvrages dont La Société (six volumes parus de 1977 à 1983). A présidé l'une des banques nationalisées en 1982 et a rendu compte de cette expérience dans La nationalisation des chrysanthèmes (1985). Cofondateur de divers groupes de réflexions, des Rencontres socialistes de Grenoble (1966) au Cercle Condorcet.

Table des matières

Le monde au 21^e siècle (Une théorie des systèmes mondiaux)

Introduction : **Un nouveau monde ?**

PREMIERE PARTIE : Les mondes précapitalistes.
(Des origines au 18^e siècle)

Chapitre 1 : **Multiplés mondes anciens.**
(Des origines au 18^e siècle)

- (1) — La mise en place des peuples.
- (2) — Les peuples.
- (3) — Les langues ; privilèges des langues écrites.
- (4) — Armées et dominations.
- (5) — Appareils et religions.

Chapitre 2 : **Les empires au centre des mondes anciens.**
(Des origines au 18^e siècle)

- (6) — Le bâti des empires.
- (7) — Les territoires.
- (8) — Les blocs mécaniques de peuples et les empires centraux.
- (9) — La structure des mondes anciens.
- (10) — Les civilisations.

Chapitre 3 : **Le lierre des mondes marchands.**
(De -800 à 1300)

- (11) — Un commerce lointain et marginal.
- (12) — Itinéraires et monopoles.
- (13) — Monnaie et crédit ; le capital marchand.
- (14) — Cités et autres États marchands ; la révolution communale.
- (15) — Mondes marchands et mondes anciens.
- (16) — Croisades et diasporas.

Chapitre 4 : L'Europe marchande et coloniale.(Du 14^e au 18^e siècles)

- (17) — Fusion des mondes marchands européens.
- (18) — Colonies et guerres coloniales.
- (19) — La traite et la démographie ; *de l'Afrique*.
- (20) — Du crédit à la banque ; la valeur entre l'usage et l'échange.
- (21) — Les États de l'équilibre européen ; *de la Hollande*.

Chapitre 5 : Le centrage du monde.(Du 14^e au 18^e siècles)

- (22) — Poussées nationalitaires et crises religieuses.
- (23) — Les réseaux secondaires ; la culture européenne.
- (24) — Le territoire des royaumes ; les empires coloniaux.
- (25) — La structure du monde colonial et marchand : plus qu'une économie-monde.
- (26) — L'Europe marchande et coloniale aux prises avec les autres mondes.

DEUXIEME PARTIE : [Les trois premiers mondes capitalistes.](#)(Du 18^e siècle à 1990)**[Chapitre 6 : Le monde en proie au capitalisme.](#)**(Du 18^e siècle à 1914).

- (27) — [La révolution industrielle capitaliste.](#)
- (28) — [Le marché et la valeur d'échange.](#)
- (29) — [La banque et le capital financier.](#)
- (30) — [Capitalisme et révolution démocratique-bourgeoise ; empires coloniaux.](#)
- (31) — [Équilibre européen et impérialismes.](#)
- (32) — [L'exubérance européenne ; la territorialisation inégale.](#)

[Chapitre 7 : Le monde des nations civilisatrices.](#)(Du 18^e siècle à 1914)

- (33) — [Appareils et réseaux.](#)
- (34) — [Nations et aspirations nationalitaires.](#)
- (35) — [Classes sociales ; minorités au sein des nations.](#)
- (36) — [Sociétés civiles et régimes politiques.](#)
- (37) — [La civilisation européenne ; de l'Angleterre.](#)
- (38) — [La structure du premier monde capitaliste ; le monde en 1913-14.](#)

Chapitre 8 : Le monde des guerres mondiales.

(De 1914 à 1945 -50)

- (39) — [Guerres et révolutions.](#)
- (40) — [La révolution soviétique ; de la Russie.](#)
- (41) — [Dettes de guerre ; crises monétaires et économiques.](#)
- (42) — [Les empires rivaux ; de l'Inde.](#)
- (43) — [Communisme et fascisme ; multiplication des nations.](#)
- (44) — [La structure du deuxième monde capitaliste ; vers l'explosion démographique.](#)

Chapitre 9 : Le monde de la dissuasion nucléaire.

(De 1945 -50 à 1990)

- (45) — [La structure du troisième monde capitaliste.](#)
- (46) — [La dissuasion nucléaire.](#)
- (47) — [Les trois périodes de l'histoire politique de 1945 à 1990.](#)
- (48) — [La hiérarchie des puissances et l'équilibre mondial ; des États-unis.](#)

Chapitre 10 : L'archipel étatique-socialiste.

(De 1945 -50 à 1990)

- (49) — [Le camp socialiste vite fracturé.](#)
- (50) — [Les révolutions chinoises ; de la Chine.](#)
- (51) — [Les crises des années 1980.](#)

Chapitre 11 : Le monde sous l'empire du marché.

(De 1945 -50 à 1990)

- (52) — [La révolution informatique.](#)
- (53) — [Les multinationales et le commerce mondial.](#)
- (54) — [Les banques et le FMI jusqu'en 1970.](#)
- (55) — [Le désordre monétaire international après 1970.](#)
- (56) — [Les crises bancaires et boursières après 1982 ; du Brésil.](#)
- (57) — [Trente ans d'expansion ; les unions douanières en Europe.](#)
- (58) — [Quinze ans de crise ; de la CEE à \(6/9/10\) 12.](#)

Chapitre 12 : Le monde débordant de nations.

(De 1945 -50 à 1990)

- (59) — [Réseaux dédoublés et nations multiples ; du Japon.](#)
- (60) — [Les peuples pris dans la grille des États.](#)
- (61) — [Transformations mondiales des classes sociales.](#)
- (62) — [Régimes politiques et hégémonies ; le welfare.](#)
- (63) — [Les civilisations occidentalisées.](#)

Chapitre 13 : Le monde de l'impérialisme triomphant.

(De 1945 -50 à 1990)

- (64) — [La valeur entre l'échange et le développement.](#)
- (65) — [Multinationales et États : l'aide au développement.](#)
- (66) — [L'exubérance démographique des périphéries : du Mexique.](#)
- (67) — [Tensions démographiques internationales.](#)
- (68) — [Un jeu d'espaces intriqués.](#)

TROISIEME PARTIE : Le monde au 21^e siècle.

(De 1990 à 2100)

Chapitre 14 : La fin du socialisme étatique en URSS.

(De 1990 à 2100)

- (69) — Le parti soviétique.
- (70) — L'État divorcé du parti.
- (71) — La propriété désétatisée.

Chapitre 15 : Avenirs de la Russie et de la Chine.

(De 1990 à 2100)

- (72) — Le reflux vers la Russie
- (73) — La Chine décalée
- (74) — L'URSS et la Chine au 21^e siècle

Chapitre 16 : Le mariage forcé de l'économie et de l'écologie.

(De 1990 à 2100)

- (75) — Une croissance accélérée.
- (76) — Un marché sans limites.
- (77) — Compter avec la nature.

Chapitre 17 : Le capitalisme enfin mondial ?

(De 1990 à 2100)

- (78) — Le capital mobile.
- (79) — La conquête de l'est.
- (80) — Galops d'éléphants et grands espaces économiques.
- (81) — Un 21^e siècle riche et misérable.

Chapitre 18 : Le monde, côté Bandoung.

(De 1990 à 2100)

- (82) — L'Asie des soleils levants.
 - (82-I) — Les isolats d'Extrême-Orient.
 - (82-II) — Promesses d'entre Inde et Chine.
 - (82-III) — L'Australasie.
- (83) — L'Asie des volcans.
 - (83-I) — Les Indes à coudre.
 - (83-II) — Le Proche et Moyen-Orient au carrefour des périls.
- (84) — L'Afrique, hélas !
 - (84-I) — Au sud du désert, la misère.
 - (84-II) — L'Afrique méditerranéenne.

Chapitre 19 : Le monde, façon Europe.

(De 1990 à 2100)

- (85) — Une ou deux Amériques ?
 - (85-I) — Les Amériques centrales
 - (85-II) — L'Amérique brésilienne ?
 - (85-III) — Une seule Amérique
- (86) — L'Europe redevenue européenne
- (87) — De l'équilibre européen aux équilibres continentaux

Chapitre 20 : Un trop-plein d'États.

(De 1990 à 2100)

- (88) — Dissuasion, prolifération, modération.
- (89) — Les États-Unis en mal d'empire.
- (90) — L'empire mondial à partager.
- (91) — Discipliner les États.
- (92) — Le droit des peuples à disposer d'États de droit.

Conclusion : **Un autre monde.**

ANNEXES ET TABLES

Bibliographie sommaire.

Pour plus de précisions théoriques.

[Table des sigles.](#)

[Table des cartes.](#)

Cartes *

[Retour à la table des matières](#)

La Terre utile

Assises d'empires anciens

Villes à l'appui des réseaux marchands avant 1500

L'onde coloniale en 1500 et 1800

Traite africaine et peuplement des Amériques

Les derniers empires anciens

[L'onde coloniale en 1914](#)

[Puissances inégales](#)

[La ceinture commerciale du monde](#)

[La limite du sous-développement](#)

La mosaïque soviétique

La Chine entrouverte

Carrefours dangereux

Un monde de sous-systèmes

Les isolats d'Extrême-Orient

Les prochains Japon

Le continent indien

La zone des volcans

Éruptions africaines

La grosse tête des Amériques

L'Europe devient européenne

L'emprise mondiale des États-Unis

Villes immenses de l'An 2000

* Toutes les cartes ont été établies par l'atelier *Études et Cartographie* de Lille.

Sigles

[Retour à la table des matières](#)

AELE	<i>Association européenne de libre-échange</i> (n° 57).
AID	<i>Agence internationale pour le développement</i> (n° 65).
AIE	<i>Agence internationale de l'énergie</i> (cf. OCDE).
ANASE	<i>Association des nations de l'Asie du sud-est</i> (n° 47).
ANZUS	<i>Australia, New-Zealand, United States, (Pacte militaire)</i> (n° 47).
ASEAN	<i>voir ANASE.</i>
BAD	<i>Banque asiatique de développement</i> (n° 54).
BEI	<i>Banque européenne d'investissement</i> (n° 79).
BID	<i>Banque interaméricaine de développement</i> (n° 54).
BIRD	<i>Banque internationale pour la reconstruction et le développement, dite aussi Banque mondiale</i> (n° 54).
BIT	<i>Bureau international du travail — Agence de l'ONU.</i>
BRI	<i>Banque des Règlements internationaux (à Bâle)</i> (n° 54).
CAD	<i>Comité d'aide au développement</i> (cf. OCDE) (n° 65).
CAEM	<i>Comité d'entraide économique mutuelle</i> (n° 49).
CEDEAO	<i>Communauté économique des États de l'Afrique occidentale</i> (n° 84).
CEE	<i>Communauté économique européenne</i> (n° 57).
CFA	<i>Communauté financière africaine.</i>
CNUCED	<i>Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement</i> (n° 65).
COCOM	<i>Coordinating Committee — (cf. OCDE)</i> (n° 53).
COMECON	<i>voir CAEM.</i>
CSCE	<i>Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe</i> (n° 89).
DTS	<i>Droits de tirage spéciaux</i> (n° 54).
EAU	<i>Émirats arabes unis.</i>
ECU	<i>European currency unit (monnaie de compte de la CEE)</i> (n° 55).
FAO	<i>Food and alimentation organisation (agence de l'ONU)</i> (n° 66).

FSM	<i>Fédération syndicale mondiale (n° 49).</i>
GATT	<i>General agreement on Tariffs and Trade (agence régulatrice du commerce international) (n° 53).</i>
G7	<i>Groupe des sept principales puissances industrialisées (n° 58).</i>
HCR	<i>Haut-commissariat aux réfugiés.</i>
IDS	<i>Initiative de défense stratégique (n° 46).</i>
LIBOR	<i>London interbank offered rate (taux du marché monétaire londonien entre banques) (n° 56).</i>
MITI	<i>Ministry of International Affairs and Industry (ministère japonais de l'industrie et des relations économiques extérieures) (n° 65).</i>
NASA	<i>National aeronautics and space administration (agence spatiale des E. U.) (n° 64).</i>
NEP	<i>Nouvelle politique économique (URSS, années 1920) (n° 40).</i>
NORAD	<i>North America Defence (n° 46).</i>
OCDE	<i>Organisation pour la coopération et le développement économique (n° 57).</i>
OEA	<i>Organisation des États américains (n° 47).</i>
OECE	<i>ancêtre de l'OCDE (n° 57).</i>
OLP	<i>Organisation de libération de la Palestine.</i>
ONG	<i>Organisation non gouvernementale (reconnue par l'ONU) (n° 63).</i>
ONU	<i>Organisation des Nations unies.</i>
OPA	<i>Offre publique d'achat (n° 56).</i>
OPEP	<i>Organisation des pays exportateurs de pétrole.</i>
OTAN	<i>Organisation du traité de l'Atlantique nord.</i>
OUA	<i>Organisation de l'unité africaine.</i>
PC	<i>Parti communiste.</i>
PCUS	<i>Parti communiste de l'URSS.</i>
PIB	<i>Produit intérieur brut (n° 64).</i>
PNB	<i>Produit national brut (n° 64).</i>
PNUD	<i>Programme des Nations unies pour le développement (n° 81).</i>
PPA	<i>Parité de pouvoir d'achat (comparaison internationale des PIB) (n° 64).</i>
PRI	<i>Parti révolutionnaire institutionnel (du Mexique) (n° 66).</i>
RDA	<i>République démocratique allemande.</i>

RFA	<i>République fédérale d'Allemagne.</i>
RSFSR	<i>République socialiste fédérative soviétique de Russie.</i>
SDN	<i>Société des Nations (n° 40).</i>
SME	<i>Système monétaire européen (n° 55).</i>
UEO	<i>Union de l'Europe occidentale (n° 90).</i>
UEP	<i>Union européenne & paiements (n° 54).</i>
UMA	<i>Union du Maghreb arabe (n° 84).</i>
URSS	<i>Union des Républiques socialistes soviétiques (n° 72).</i>

DEUXIEME PARTIE

LES TROIS PREMIERS MONDES CAPITALISTES

(Du 18^e siècle à 1990)

Chapitre 6

Le monde en proie au capitalisme

(Du 18^e siècle à 1914)

« S'il n'est pas tout à moi que me fait l'univers avec
ses Westminster ses Kremlins et ses Louvres ».

DESNOS

27 — La révolution industrielle capitaliste

[Retour à la table des matières](#)

Au 18^e siècle, en Angleterre, les mines, les manufactures et les chantiers navals deviennent avides de nouveautés rentables. Premier symbole de cette ère nouvelle, la machine à vapeur assèche les mines, anime les filatures, devient locomotive ou chaudière de navire. La production du charbon — son combustible, bientôt unique — jauge les progrès de l'industrie. Pendant un bon siècle et demi, jusqu'en 1913, elle augmente de 4 % par an : un peu plus, vers 1850-70 ; un peu moins, ensuite, car les machines améliorent leur rendement, tandis que le pétrole et l'électricité entrent en scène.

Pourtant, la machine à vapeur ne s'impose pas sans délai. En 1840, elle est encore absente d'un quart des fabriques anglaises du textile et de 90 % des fabriques américaines. Néanmoins, le textile anglais progresse de 4,6 % par an, de 1780 à 1913, contre 2,8 % pour l'ensemble de l'industrie. Rejoint par la sidérurgie,

la chimie et la série toujours plus large des industries nouvelles, il demeure prééminent dans le commerce mondial, tout au long du 19^e siècle.

La marchandise qui foisonne au sortir d'industries toujours mieux machinées dissimule le caractère essentiel de la révolution qui s'accomplit : elle n'est ni marchande, ni industrielle, ni technique, mais, avant tout, capitaliste. Après Smith et Ricardo, Marx en a clairement démonté les ressorts. L'énorme croissance de la production L'espace-temps du premier monde capitaliste naît de l'union du capital investissable et du travail salarial, puis de la reproduction, toujours élargie, du capital additionnel que cette union procure.

Les travailleurs, libres de toute servitude personnelle, mais dépourvus de terres et d'outils — donc disponibles pour le salariat — existent de longue date, comme journaliers, soldats et vagabonds ou, au mieux, comme main-d'œuvre pour l'artisanat et la boutique. L'accroissement de la rente foncière que procurent la demande urbaine accrue et l'amélioration de la productivité rurale, incite désormais à alléger les campagnes des bras excédentaires. Les traditions familiales et villageoises qui imposaient de faire place à tous, tombent en désuétude, par nécessité.

De leur côté, les capitaux prêts à s'investir en bâtiments, machines, stocks et salaires, deviennent moins rares à mesure que la production manufacturière, puis usinière, se révèle plus rentable que le commerce lointain, sinon plus honorifique que la propriété foncière. Les jeunes industries n'exigent alors, il est vrai, que fort peu d'investissements : 1 % du PNB annuel pour équiper le textile, 2 % pour doter la sidérurgie, déjà plus lourde. Une fois amorcé, le processus capitaliste se nourrit de sa propre plus-value.

Le capitalisme fait tache d'huile. Au tournant du 19^e siècle, ce mode de production venu d'Angleterre est présent en Belgique, en France et en Suisse. Au milieu du siècle, il s'étend aux États-Unis comme en Allemagne et dans l'empire autrichien. Souvent précédé par le rail, il gagne ensuite l'Espagne, l'Italie et la Russie. Vers la fin du siècle, il s'installe en Scandinavie, prend une énorme ampleur aux États-Unis, pénètre au Canada et en divers pays d'Amérique latine et entraîne le Japon vers une rénovation à marches forcées.

La progression du capitalisme est ondoyante. Territorialement, elle se diffuse à partir de premiers points d'appui industriels. Sectoriellement, elle est stimulée par la création d'industries nouvelles d'où aucun artisanat n'est à évincer. Chronologiquement, elle est rythmée par des mouvements cycliques, dont le retour plus ou moins décennal, s'affirme dès les années 1820 et prend parfois une ampleur considérable : notamment, dans les années 1860, quand la guerre de Sécession prive l'Europe de coton et dans les années 1873 à 1896, quand la construction ferroviaire se ralentit. On dispute beaucoup de l'ampleur de ces crises

de sous-consommation ou de surproduction et de la multiplicité des cycles qui s'entrelacent, mais la discussion des oscillations conjoncturelles les plus courtes comme des éventuels mouvements de longue durée gagnerait à être mise en relation avec l'aire exacte du capitalisme, laquelle ne cesse de varier, tandis que les interférences provenant des secteurs précapitalistes se modifient elles aussi. Néanmoins, le mouvement général n'est pas douteux : l'onde capitaliste ne connaît aucun reflux sectoriel ou spatial, mais seulement des accidents temporaires.

L'espace-temps du premier monde capitaliste	
1765 – Rails de fonte dans les mines anglaises 1792 – Télégraphe optique (sémaphore) 1814 – Locomotive de Stephenson 1816 – Premiers navires commerciaux à vapeur sur la Manche 1828 – Navires fluviaux à vapeur 1830 – Vitesse commerciale du train : 30 km/h v. 1835 – Lignes de sémaphore jusqu'à Saint-Pétersbourg 1838 – Navires à vapeur sur l'Atlantique. Coque en fer. Hélice à pales v. 1840 – À vapeur ou à voile (<i>steamers</i> et <i>clippers</i>) la traversée de l'Atlantique dure 14 jours (40 à 70 jours au 18 ^e siècle) 1843 – Télégraphe électrique 1850 – 35 000 km de lignes ferroviaires en service dont 38 % en Amérique du nord 1851 – Câble télégraphique sous la Manche 1855 – Chemin de fer transisthmique à Panama 1858 – La pose du câble télégraphique transatlantique commence ; elle sera achevée en 1866	v. 1860 – 10 % du tonnage maritime mondial en <i>steamers</i> (vapeur) 1863 – Métro à Londres 1869 – Ouverture du canal de Suez. Liaison ferrée trans-américaine 1882 – Tunnel ferroviaire du Saint-Gothard 1885 – Liaison ferrée transcanadienne 1897 – Le transsibérien atteint Irkoutsk 1899 – Ouverture du canal de Corinthe v. 1900 – Vitesse commerciale du train : 65 km/h ; le téléphone commence à se diffuser 1910 – Débuts pratiques de l'aviation, à des fins militaires 1913 – 1 174 000 km de lignes ferroviaires en exploitation (39 % en Amérique du nord et 31 % en Europe) 1914 – Ouverture des canaux de Panama et de Kiel 1916 – Achèvement du transsibérien
Le coût du transport maritime baisse, dans la proportion de 7 à 1, au cours du 19 ^e siècle.	

Le capitalisme est un puissant producteur de richesses, mais aussi d'inégalités. Bairoch a mesuré ses effets réels, pour l'ensemble du 19^e siècle, en divisant le monde en cinq zones et en usant de filtres statistiques qui éliminent autant que possible les parasitages dus aux fluctuations des changes et des prix.

Produit national brut par tête (en \$ et prix américains de 1960)					
Années	Europe occidentale	Amérique du nord	Japon	Europe orientale	Reste du monde
1800	215	239	180	177	188
1913	693	1333	310	412	175
<i>Source : 5</i>					

Au début du siècle — hormis l'avantage économique des colons américains, dépourvus de propriétaires rentiers et peu concurrencés par les plantations esclavagistes — les écarts sont faibles, quoique l'Europe occidentale ait déjà amorcé son essor capitaliste. En 1913, l'écart est presque de 1 à 8, entre un *reste du monde* où vit 68 % de la population planétaire et une Amérique du nord où la percée américaine devient éclatante. Mais l'éveil du Japon et la progression diversifiée de l'Europe se dessinent nettement.

28 — Le marché et la valeur d'échange

[Retour à la table des matières](#)

Débordant des zones qu'il industrialise, le capitalisme fait du monde un immense marché où les boutiques et les bourses se multiplient. À mesure que les États déblaient les obstacles qui gênent les échanges, ils convertissent leurs territoires en *marchés nationaux*. Contenu ou stimulé, le commerce extérieur emprunte les routes frayées par le capital marchand (n° 12) et en ouvre de nouvelles. L'exportation de cotonnades et de rails procure désormais plus de profits que l'importation d'épices et de soieries. Au retour, les minerais et les vivres inspirent une équation simpliste : produits industriels de l'Europe contre matières premières et alimentaires des autres continents.

L'exemple anglais sous-tend cette opinion. Premier exportateur mondial de cotonnades pendant près d'un siècle et demi, la Grande-Bretagne trouve aux Indes son débouché principal, dût l'artisanat local en périr. Vers les années 1880-90, la sidérurgie conquiert à son tour le marché indien où le chemin de fer s'installe. Mais le rôle global des débouchés extérieurs se révèle plus modeste. Pour l'ensemble de l'Europe, il s'accroît, certes, de 1 600 % tout au long du siècle, mais surtout entre pays industrialisés. La balance commerciale de l'Angleterre se déséquilibre de plus en plus, mais son déficit — qui est de 40 % en fin de siècle — est plus que compensé par les intérêts et dividendes du capital financier anglais. Hormis l'empire britannique, le commerce avec les colonies est médiocre. L'Allemagne et

la France illustrent ce point, la première en effectuant, de 1890 à 1914, plus de 75 % de son commerce extérieur en Europe même, la seconde en n'effectuant avec ses colonies de 1913 que 10 % de ses échanges hors métropole (9-II, 224). Ainsi, les échanges progressent en trois cercles bien hiérarchisés : pour l'essentiel, au cœur de chaque marché national ; à titre complémentaire, entre les marchés nationaux des pays capitalistes eux-mêmes ; à titre subsidiaire, enfin, entre métropoles et colonies ou semi-colonies.

Au 19^e siècle, la reproduction élargie du capital ne peut pas s'opérer sans disproportions anarchiques. Les entreprises travaillent pour un marché dont la demande leur est inconnue, car les grandes fabriques du textile anglaises ont toutes moins de 300 salariés et n'explorent donc qu'un très court segment du marché. La production s'engorge de temps à autre en une surproduction, à laquelle on ne connaît alors que deux remèdes : conquérir de nouveaux débouchés ou réduire les coûts de production, fût-ce au risque d'une sous-consommation. Ainsi s'enchaînent les crises cycliques.

La baisse des coûts de production prend des formes brutales dans les fabriques du 19^e siècle. Il s'agit d'accroître la durée et l'intensité du travail et de réduire les salaires, par l'embauche d'enfants et de femmes comme par l'abaissement des taux offerts aux hommes adultes. Ainsi, la valeur produite se partage entre de maigres salaires et un surplus qui se fragmente lui-même en impôts, prélevés d'autorité, et en pseudo-prix : rentes foncières enveloppées dans le prix des matières premières et le loyer des immeubles ; profits commerciaux habillés en commissions et courtages ; agios, intérêts et autres prix de l'argent ; et, par solde, profits industriels, que la distribution de dividendes déguise en prix du capital-actions, à moins qu'ils ne soient mis en réserve pour l'autofinancement, c'est-à-dire pour la reproduction du capital en fonction dans les entreprises.

De tous ces mouvements dont Marx détaille l'analyse, le plus riche d'effets, quant à la structure du système mondial, résulte du jeu national et international de la valeur d'échange. Dans chacun des marchés nationaux, la valeur produite — abstraction faite des suppléments tirés de modes de production précapitalistes (n° 20) — dépend fondamentalement du temps de travail dépensé par l'ensemble des producteurs, dans les conditions sociales moyennes de production. Les entreprises qui, pour quelque raison que ce soit, s'activent dans des conditions supérieures à la moyenne, bénéficient d'une rentabilité supplémentaire, tandis qu'à l'inverse, les entreprises en retard sur la moyenne sont pénalisées de ce fait. La faillite des plus retardataires et la préférence des investissements nouveaux pour les entreprises les plus rentables ou pour les nouveaux secteurs d'activité déplacent sans cesse les conditions sociales moyennes de la production, à l'intérieur de chaque marché national. Chacun est ainsi soumis à sa propre loi de la valeur, laquelle est d'autant plus efficace que les obstacles internes au développement des échanges et du capitalisme sont suffisamment déblayés. À l'inverse, des dénivellations locales ou sectorielles peuvent subsister, par l'effet de douanes

intérieures, de traditions restrictives, de corporations encore puissantes, d'anciennes échelles de prix ou de salaires demeurées vivaces, etc. La logique de la valeur d'échange tend néanmoins à raboter ces écarts, elle est uniformisatrice.

Mais, dans l'ordre international, cette logique se heurte à la diversité des héritages historiques, d'une société à l'autre, et à la pluralité des États souverains qui les dominent. Dès lors, la loi de la valeur tarde à s'unifier à l'échelle du capitalisme mondial. Les dénivellations entre les divers cantons nationaux du marché mondial provoquent un *échange inégal*, souvent décrit par ses symptômes — inégalités de salaires, de niveaux de vie, etc. — mais rarement analysé quant à ses causes.

En fait, l'efficacité du capital investi dans un pays donné et du travail qui le met en œuvre résulte de deux séries de conditions dont la production courante entremêle les effets, mais qui relèvent néanmoins d'histoires différentes et de pouvoirs distincts. La première série dépend des entreprises capitalistes elles-mêmes : de la qualité de leur capital fixe et de leur organisation du travail, comme de l'intensité de l'exploitation qu'elles pratiquent pour maximiser la production de marchandises et le surplus que leur vente permet de réaliser. La seconde série de conditions est réglée hors les entreprises capitalistes, mais elle pèse néanmoins d'un très grand poids dans la fixation et l'évolution des *conditions sociales moyennes de production* pour un pays donné : c'est le système des qualités instillées dans la force de travail par la formation qu'elle a reçue et des commodités procurées par le territoire national, grâce aux équipements publics qui assurent ou facilitent les transports, les communications et toutes autres externalités favorables à l'efficacité des entreprises.

À la racine de *l'échange inégal* entre les divers marchés nationaux, on découvre ainsi une réalité non-marchande. C'est la richesse ancienne, déjà accumulée en équipements publics, en moyens de formation, en niveaux culturels acquis par la force de travail — c'est-à-dire, à la limite, par la population tout entière — qui entretient cette inégalité, en se mariant avec la production d'entreprises dont le capital fixe, est lui-même d'âge technique différent, d'un pays à l'autre.

Or, le propre du développement capitaliste est d'accroître, d'année en année, l'avance scientifique, technique et capitaliste des pays déjà les plus avancés (n° 27). L'échange inégal est de la nature même du capitalisme. Il ne peut être corrigé ou atténué qu'au prix de politiques rompant avec la logique de la valeur d'échange (n° 30).

29 — La banque et le capital financier

[Retour à la table des matières](#)

L'inégalité est particulièrement sensible en matière bancaire. Les souplesses du crédit doivent accompagner l'expansion des échanges, faute de quoi les crises économiques sont plus fréquentes et plus graves. Dans les principaux pays capitalistes, la monnaie additionnelle provient pour partie des banques d'émission qui reçoivent de l'État, un monopole explicite — encore que la Suisse et les États-Unis ne reconnaîtront cette nécessité qu'au début du 20^e siècle. Il importe, en effet, de fortifier la confiance du public dans les billets de banque qui démultiplient l'encaisse de la banque d'émission et sont néanmoins censés valoir un bon poids d'or — ou d'argent, en quelques pays. La confiance s'établit, mais lentement. En France, les billets de banque représentent 20 % de la monnaie en circulation en 1820-24, et atteignent à peine les 60 % à la fin du siècle, avant que la guerre de 1914 impose leur cours forcé.

Dans les échanges entre industriels et négociants, la vieille monnaie des marchands — c'est-à-dire la lettre de change (n^o 13) — demeure prépondérante. Son escompte fait fleurir, dans toutes les villes actives, des banques locales, qui présentent ensuite les meilleures traites au réescompte de la banque d'émission. Mais l'Angleterre, bientôt imitée sur le continent, crée de nouvelles banques pour collecter les dépôts des particuliers et des entreprises, escompter les traites et opérer en bourse. Les agences multiples de ces banques commerciales surclassent les banques locales et relèguent au second rang l'ancienne *Haute banque*, spécialisée dans les prêts aux États et les opérations boursières. Les banques commerciales deviennent donc les caissières des entreprises, tout en accoutumant les bourgeoisies aux opérations de banque et de bourse.

Les nouvelles banques commerciales créent également de la monnaie en finançant le commerce vers maints pays. Ainsi, le Crédit Lyonnais est présent, dès 1882, en Algérie et en Tunisie, et il s'apprête à créer en Italie et au Portugal des agences pour compléter son réseau déjà installé à Londres et Genève, comme à Madrid, Alexandrie, Saint-Petersbourg et Constantinople. Avec l'aide de leurs correspondants ou de leurs filiales, les banques escomptent et encaissent les traites tirées en diverses monnaies, sur les clients lointains. Les crédits à court terme qu'elles octroient peuvent être des plus rentables — la Turquie surendettée des années 1860-80 doit payer du 20 % l'an (9-II, 80), avant d'abandonner à un consortium international la gestion de sa dette et de ses taxes sur le sel et le tabac.

Londres trône au sommet de la hiérarchie bancaire en assurant l'escompte et l'encaissement d'une part essentielle du commerce international. Son rôle résulte de la prépondérance du commerce britannique. D'autres banques européennes et, en fin de siècle, américaines, participent également à ce trafic mondial, mais en

position seconde. La livre sterling est la devise-clé, celle que les banques centrales commencent à détenir, comme réserves, au même titre que l'or. Toutefois, celui-ci garde sa priorité dans les nombreux pays où la convertibilité en or des billets de banque reste en vigueur.

Grâce aux banques, l'or ne sert qu'à faire l'appoint des paiements internationaux. Son abondante production renforce l'encaisse des banques d'émission et le stock des pièces en circulation dans les pays où, comme en France, le billet de banque se répand lentement. Elle contribue au solde des échanges internationaux quand le crédit bancaire n'y suffit pas. L'or-marchandise est, certes, le régulateur ultime du système monétaire international, au 19^e siècle, mais les créances bancarisées qui circulent en son nom en font une unité de compte, cependant que le métal repose de plus en plus souvent dans les caves des banques centrales.

Au fil du siècle, les mouvements internationaux de capitaux deviennent abondants. Leurs flux sont gonflés de crédits à court terme que d'ultérieurs paiements résorbent et qui renaissent au gré des conjonctures. Les opérations de plus longue durée comprennent peu de crédits bancaires. Ce sont des transferts de capitaux destinés par les entreprises capitalistes à la création de filiales industrielles ou commerciales, à l'étranger. Plus souvent encore, ce sont des transferts de capitaux collectés par émission d'actions ou d'obligations, aux bourses de Londres, Paris et autres places, pour le compte de sociétés ou d'États étrangers. Ces émissions remportent un grand succès dans les pays riches (9-II) où les banques placent avec zèle des titres qui leur valent — sans risque pour elles — de substantielles commissions : 8 à 12 % des fonds collectés, y compris les agios sur les fonds en attente de transfert ; des titres, aussi, qui promettent une rentabilité supérieure à celle de l'investissement industriel : la France suit volontiers ce leurre auquel l'Allemagne et les États-Unis échappent (18,440).

Les capitaux exportés au long du 19^e siècle servent pour moitié à financer des chemins de fer, des ports, des canaux et d'autres équipements publics ; les mines, les plantations et, plus rarement, les entreprises industrielles en reçoivent un tiers à peine et le solde se disperse en installations commerciales, bancaires et autres. Ainsi, la dissection industrielle demeure exceptionnelle — sauf de l'Angleterre vers ses colonies de peuplement. L'origine des capitaux dessine nettement la hiérarchie des puissances capitalistes : totalisés en 1913, 43 % des capitaux proviennent d'Angleterre, 20 % de France, 13 % d'Allemagne, 7 % des États-Unis et le reste de Belgique, Hollande, Suisse, etc. Les banques et les bourses convertissent en capitaux des épargnes oisives dont chacune est trop courte pour s'investir. Elles contribuent ainsi au financement des économies déjà développées et aident à promouvoir les nouveaux marchés nationaux où le capitalisme prend le départ (18,438).

Au reste, la reproduction élargie du capital ne se nourrit pas seulement des profits accumulés par les entreprises pour leur autofinancement et des capitaux centralisés par les banques et les bourses. La concentration du capital élargit également les moyens des principales entreprises et leur permet de se mêler aux banques en un *capital financier* dont Hilferding a produit, dès 1910, une analyse remarquable (18).

Les entreprises capitalistes grandissent, se modernisent, pénètrent en de nouveaux domaines. L'investissement moyen par salarié y augmente à mesure que les machines et équipements deviennent plus efficaces. Vers 1913, en Angleterre, l'investissement requis, en moyenne, pour chaque poste de travail, s'étale entre 6 et 13 mois de salaires, selon les branches, alors qu'au début du 19^e siècle, il équivalait à 4 mois environ. Cet alourdissement s'accompagne d'une transformation structurelle des entreprises. Le capitaliste qui finance une entreprise sur ses propres ressources ou grâce à la commandite de quelque bailleur de fonds ne disparaît certes pas, mais il est surclassé par l'association de capitalistes en *sociétés anonymes*, puis par la formation de groupes de sociétés anonymes, sous la houlette d'une *société-mère*, si ce n'est d'un *holding* à plusieurs étages. Dans ces groupes, les banques sont souvent présentes, comme associés prédominants ou comme observateurs. Hilferding est persuadé que, dans le capital financier qui prend ainsi forme, le pilotage bancaire est de règle. Il cite volontiers l'exemple de la banque Morgan qui participe, en 1906, aux conseils d'administration de cinq autres banques américaines, de cinquante compagnies ferroviaires, de trois sociétés de navigation, de huit compagnies d'assurances et d'une quarantaine d'entreprises industrielles (18,198).

Pourtant, le primat des banques est relayé, à doses variables selon les époques et les pays, par le primat d'industries qui en viennent à créer leurs propres banques. Souvent aussi, des alliances plus complexes ou plus mobiles s'établissent entre groupes. À l'instar du Comité des forges français, certaines alliances prennent même la forme de *cartels* ou de *trusts* destinés à organiser le marché — c'est-à-dire à y réduire la concurrence.

Ainsi, les vainqueurs de la concurrence capitaliste réinventent le monopole, cher au capital marchand (n° 13), mais à frais nouveaux. Les surprofits que les cartels tirent du marché requièrent désormais un contrôle de la production s'étendant, si possible, des matières premières aux industries de transformation et aux circuits de commercialisation. Hors le marché national, le contrôle requiert la compréhension des États, car leurs tarifs douaniers, leurs réglementations, voire leurs aides à la création de rivaux peuvent désorganiser le monopole. La bienveillance des États est également requise pour conforter les débouchés extérieurs des cartels nationaux dont la rivalité devient inévitablement une affaire d'État. Ainsi, l'équipement ferroviaire de l'Europe donne lieu à de multiples compétitions économique-politiques où les alliances nationales d'États et de sidérurgistes et les prêts internationaux sont monnaie courante.

30 — Capitalisme et révolution démocratique-bourgeoise ; empires coloniaux

[Retour à la table des matières](#)

Le capital industriel et financier bouleverse les économies européennes, mais non sans délais. L'artisanat persévère à côté de l'industrie. Le capital marchand perd le contrôle du grand négoce et de la banque, mais il s'épanouit à l'étage inférieur, car le 19^e siècle est l'âge d'or de la boutique. Au cœur de l'Europe, les modes de production latifondiaire et paysan continuent de se partager les campagnes où le capitalisme tarde à pénétrer.

Le capitalisme subvertit les formations domaniales-marchandes, mais au prix de soubresauts politiques. L'Angleterre abolit les lois protectrices de la propriété foncière — les *corn-laws* — en 1846 seulement. Les révolutions de 1830 et de 1848 aident à libérer un capitalisme français qui s'épanouit sous le Second empire. En Allemagne et en Italie, la voie du capitalisme et celle de l'unification nationalitaire se recourent (n° 34). En Autriche-Hongrie, la défaite de Solferino (1859) conduit aux réformes libérales. La guerre de Crimée (1854-56) entraîne de même, l'abolition du servage en Russie, mais plus lentement.

Les transformations économiques sont continues, les mutations politiques sont plus saccadées. La révolution démocratique-bourgeoise progresse par bonds et reculs, comme jadis la révolution communale (n° 14). L'avance politique de l'Angleterre, acquise au 17^e siècle, prend fin avec la révolution française qui dérange l'équilibre européen. Après le traité de Vienne (1815), il faut du temps pour que la Sainte-Alliance des puissances anti-révolutionnaires — y compris la France de la Restauration — cède la place à de nouvelles dominations libérales-bourgeoises où les sujets deviennent citoyens et électeurs, où la liberté d'association et de religion se consolide et où la monarchie cède finalement la place à des institutions républicaines. Une bonne part de ce chemin est parcourue, dès avant 1875, dans tout le centre européen, mais non dans ses périphéries.

En effet, les grands propriétaires à prétentions nobiliaires demeurent puissants, de l'Espagne et du sud italien jusqu'en Scandinavie, en passant par les empires autrichien et russe où le servage persiste. Malgré les poussées de 1848, les États aristocratiques de cette Europe périphérique tardent à se convertir au modèle aristocratique-bourgeois inventé par l'Angleterre dès le 18^e siècle.

Outre-mer, le contraste est plus grand encore. Aux États-Unis, les paysans et les commerçants avancent vers l'Ouest, aux dépens des tribus indiennes, mais ne se fixent pas vite. Les ordonnances de 1787 et de 1854 qui règlent l'octroi des terres, offrent des lots peu onéreux, souvent revendus par des colons plus spéculateurs qu'agriculteurs (24). La mobilité ouvrière n'est pas moindre, tant

l'Ouest, l'artisanat et la boutique offrent de possibilités et de mirages. Les entreprises capitalistes doivent donc pratiquer des salaires relativement élevés, malgré l'afflux des migrants européens. La propriété domaniale, enfin, ne disparaît pas avec la guerre de Sécession (1861-65) : les esclaves deviennent des métayers ou des journaliers sur les plantations maintenues. Néanmoins, l'immense marché nord-américain et la diversité politique des États, sous une Fédération lointaine, donnent libre cours à un capitalisme puissant, qui copie les produits européens avant de les concurrencer et qui se concentre en groupes si puissants que la Fédération doit les modérer par quelques lois antitrust, au tournant du 20^e siècle.

L'organisation politique des États-Unis est tout aussi contrastée. Leur Fédération se consolide au début du 19^e siècle, mais n'étend guère ses compétences, si bien que cette république bourgeoise coordonne une collection d'États semi-autonomes, dominés les uns par une aristocratie esclavagiste ou un patriciat marchand et bourgeois, les autres par les représentants de classes plus modestes, à l'instar des républiques paysannes. Qui plus est, la mosaïque politique des États-Unis nuit à la maturation du mouvement ouvrier qu'elle fragmente.

Les autres surgions européennes à dominante anglo-saxonne ressemblent à des États-Unis entravés, pour ce qui est de leur développement économique. Hormis l'Australie qui sert de baignoire jusqu'au milieu du 19^e siècle, les immigrants européens y trouvent les mêmes opportunités qu'en Amérique, mais le capitalisme y est contrôlé par la métropole anglaise : les exportations de capitaux anglais ne s'y développent qu'à la fin du 19^e siècle. Les territoires canadien ou australien comprennent plusieurs colonies aux statuts distincts, qui finissent par être assemblées en États fédéraux. Les principales de ces colonies, ainsi que celles du Cap et de Nouvelle-Zélande, acquièrent, dès les années 1854 à 1867, leur autonomie interne, puis progressent vers une souveraineté plus complète, par une transition achevée au début du 20^e siècle, mais dont la formalisation sera plus tardive. Ainsi le Canada qui signe, dès 1911, son premier traité avec les États-Unis, attendra 1982 pour rompre formellement les liens constitutionnels avec la Couronne et le Parlement britanniques.

L'indépendance des anciennes colonies latino-américaines, hors les îles caraïbes, est plus ancienne, sinon plus complète. Elle est acquise au cours des années 1820-25, par rupture avec les métropoles, mais sans redistribution des terres et sans conversion des indiens et des esclaves en libres citoyens. Le Brésil sera l'un des derniers pays à abolir l'esclavage, en 1888. Les grands domaines, exploités par des métayers ou des péons, continuent de prédominer. La suppression des mainmortes ecclésiastiques n'y change rien : ainsi, malgré la *Reforma* de 1860, les neuf dixièmes des terres fertiles du Mexique sont des *latifundia*. La grande propriété gagne même du terrain dans les élevages de la *pampa* argentine où, de 1876 à 1903, mille huit cents personnes s'approprient 40 millions d'hectares (11, 297). Du Brésil au Guatemala, les plantations s'étalent à mesure que le marché mondial aspire leurs produits. Le Mexique où, dès le début du 19^e siècle, les mines

et manufactures procurent près de 40 % du PNB (**10-III**, 361) est, alors, une exception. Aussi développé que beaucoup de pays européens, il surclasse une Amérique latine où l'industrie ne progressera que dans les années 1880, autour des trois pôles de Monterrey (Mexique), Medellin (Colombie) et São Paulo (Brésil) (**11**, 322).

Dominée par ses propriétaires fonciers, par les *compradores* que les exportations enrichissent et par les notables de quelques professions libérales, l'Amérique latine du 19^e siècle est partagée entre des États aristocratiques, moulés dans les anciennes subdivisions coloniales et dirigés par des notables à prétentions militaires, les *caudillos*, que délogent de fréquents coups d'État. Les États plus modernes, de type aristocratique-bourgeois ne prennent forme que vers la fin du siècle, dans les sociétés où, à l'instar du Mexique de Porfirio Diaz (1876-1910), le rail et l'industrie donnent vigueur à une jeune bourgeoisie. Mais c'est seulement dans les pays où l'immigration européenne devient massive que des républiques bourgeoises s'esquissent, au tournant du 20^e siècle, notamment au Chili et en Uruguay. Vue de Buenos Aires, l'Argentine semble, elle aussi, se convertir en une telle république, mais ce n'est encore qu'un vernis — une *forme de régime* (n° 36). Dans ce pays où la grande propriété progresse, la révolution démocratique-bourgeoise demeure inachevée, comme dans presque toute l'Amérique latine, malgré la révolution mexicaine de 1911.

Le Japon montre combien les liens entre la révolution démocratique-bourgeoise et la révolution industrielle capitaliste peuvent être distendus. Ce pays bondit d'une formation semi-servagiste vers un rapide développement capitaliste, méthodiquement impulsé par l'État, à la suite d'une crise politique (1868-70) qui déchire sa classe dirigeante et l'ouvre à de nouvelles influences marchandes et militaires que le capitalisme compliquera peu à peu. Ainsi, son État aristocratique devient, plus lentement qu'en Russie ou au Brésil, un État aristocratique-bourgeois ; il se précipite vers la modernisation industrielle, militaire et intellectuelle, pour échapper à la quasi-colonisation qui le menace, après son effraction commerciale.

Le Japon est une exception. Tous les autres pays d'Asie qui échappent à une colonisation formelle le doivent aux rivalités des colonisateurs potentiels. L'empire ottoman, la Perse, l'Afghanistan, et le Siam gardent ainsi une précaire indépendance, assortie d'un zèle modernisateur médiocre ou nul.

La situation de l'immense Chine est assez semblable. Les deux guerres de l'opium (1842 et 1860) ouvrent à ce produit des Indes anglaises un débouché rentable, mais ne permettent pas de renouveler la performance du siècle précédent (n° 18), par un grignotage de l'empire chinois, car ce vieil empire unifié, assailli par de multiples prétendants européens, américains et japonais, leur oppose une énorme inertie. La révolte des Taïpings (1853-64), qui ressemble aux crises traditionnelles, inquiète beaucoup plus la dynastie régnante. De concessions

commerciales en jacqueries et d'interventions étrangères en révolution anti-impériale (1911), l'organisation mandarinale et tributaire-marchande se décompose difficilement.

La décomposition est moindre aux Indes où, pourtant, l'industrie anglaise ruine les immenses artisanats textiles et sidérurgiques, où la classe des fermiers de l'impôt — les *zamindars* — rénove l'ancienne pratique du tribut et où, après la mutinerie de 1857, l'administration coloniale resserre ses liens avec les aristocraties survivantes. En effet, ces mouvements n'excluent pas les transformations bénéfiques. L'empire anglais unifie les Indes, bien au-delà des frontières atteintes par le Grand Moghol et il déborde, de Ceylan à la Malaisie, vers des terres jadis disputées entre marchands hindous, arabes et chinois. À la fin du siècle, il devient à son tour le réceptacle de capitaux exportés de Londres, qui adjoignent aux équipements portuaires et ferroviaires déjà en cours, un solide embryon de capitalisme industriel. À quoi s'ajoute bientôt, sous la direction de *l'Indian civil service*, une classe de tenants indigènes où le jeune parti du Congrès, né en 1885 chez les avocats et les marchands, trouve des renforts discrets. Le *Raj* britannique est trop exotique pour se voir accorder le statut de *dominion*, mais il n'en devient pas moins porteur d'un projet indépendantiste.

Rien de tel n'intervient, par contre, dans les aires coloniales où l'Europe maintient ses traditions des 15^e-18^e siècles : esclavage aboli tardivement ; plantations et mines dont le marché mondial oriente l'activité et où les *coolies* hindous, les péons américains et les corvéables africains suppléent finalement les esclaves ; administrations orientées vers le rendement et qui instaurent, avec le travail forcé, un mode de production colonial ; formation vers 1890, de nouvelles compagnies coloniales marchandes (n° 18), du Nigeria aux Rhodésie, comme dans les territoires que l'Allemagne, la Belgique et l'Italie découpent, à leur tour, en Afrique.

Aucune puissance n'échappe à la tentation coloniale. Ainsi après 1896, les États-Unis évincent l'Espagne de Cuba, Porto Rico, Hawaï et des Philippines, tandis que le Japon, déjà maître d'Okinawa depuis 1879 et de Taiwan depuis 1895, y adjoint, en 1905, quelques bases mandchoues prises aux Russes et, en 1910, la péninsule coréenne en son entier. En 1914, les impérialismes européens, américains et japonais se partagent la planète entière.

31 — Équilibre européen et impérialismes

[Retour à la table des matières](#)

Le monde capitaliste du 19^e siècle transforme l'équilibre européen (n° 21) en un équilibrage mondial, tout aussi conflictuel.

L'équilibre européen est plus que jamais fondé sur l'irréductible pluralité des puissances centrales. Au tournant du 19^e siècle, l'aventurisme napoléonien fait connaître certaines des réformes proclamées par les assemblées parisiennes et certains des projets débattus dans les clubs révolutionnaires, mais surtout il donne vigueur à la vague nationalitaire qui va transformer les cultures européennes.

Cette vague n'est guère ressentie à Vienne, où le traité de 1815 est négocié. L'Italie y est réduite à six États, non compris la Lombardie-Vénétie que l'Autriche s'attribue. L'Allemagne est ramenée à trente-neuf États, parmi lesquels la Prusse prend de l'ampleur. Mais la Belgique, en 1830, l'Italie en 1850-70 et l'Allemagne en 1860-70 attestent de la vigueur croissante des aspirations nationales (n° 34), lesquelles agitent également les empires hétérogènes d'Autriche, de Russie et de Turquie.

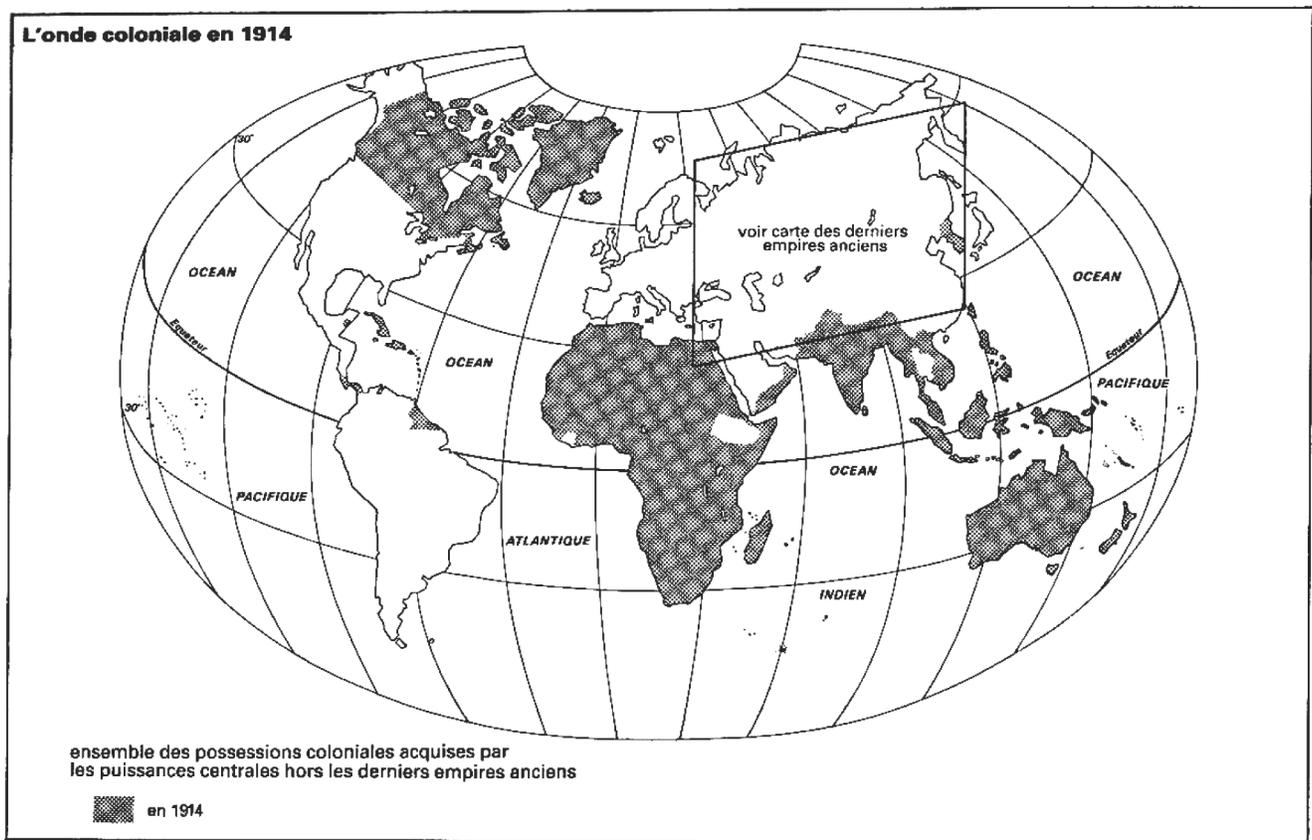
Dès les années 1830, une autre poussée devient sensible, avec le chartisme anglais et les émeutes des canuts lyonnais. Elle s'étale, en 1848, de Paris à Budapest, puis s'enfle plus encore, de la Commune de Paris (1871) à la révolution russe de 1905. Ces avancées du mouvement ouvrier déposent un sédiment de syndicats et de partis (n° 36) et se mêlent à des poussées nationalitaires ou démocratiques-bourgeoises, à moins que les États ébranlés ne fassent diversion en déplaçant les enjeux. L'Autriche excelle à ce genre de contre-feu qui lui permet, en 1848 et 1867, de ranger une partie de ses minorités slaves à l'ombre d'une Hongrie aristocratique, rendue à demi-autonome, sous une dynastie impériale inchangée. Au vrai, la révolution démocratique-bourgeoise, la poussée nationalitaire et l'émergence du mouvement ouvrier ne constituent pas trois vagues bien distinctes, mais trois débouchés des luttes de classes que le développement des villes industrielles rend plus complexes et que la presse et le Parlement rendent plus visibles (n° 36).

L'Angleterre profite des guerres continentales des années 1792-1815, pour rafler quelques colonies coupées de leurs métropoles — comme le Cap — et pour parfaire sa police des mers. Les campagnes contre la traite esclavagiste lui permettent de visiter les navires, entre 1840 et 1870. Les jeunes États-Unis vont plus loin : la doctrine énoncée par le président Monroe, en 1823, vise à protéger de la Sainte-Alliance des monarques européens, les nouveaux États indépendants de l'Amérique latine. L'Angleterre contourne cet obstacle par des voies commerciales et bancaires qui garantissent son influence jusqu'à ce que les États-Unis aient suffisamment monté en puissance.

Cette montée s'accélère quand le Texas, un temps indépendant (1835-46), rejoint la fédération nord-américaine, peu avant qu'une guerre arrache au Mexique près de la moitié de son territoire. Vingt ans plus tard, la Russie cède, pour 7 millions de \$, l'Alaska et le Nord californien qu'elle occupait, laissant ainsi les États-Unis se carrer de l'Atlantique au Pacifique.

L'onde coloniale en 1914

[Retour à la table des cartes](#)



En Europe, la puissance montante du second 19^e siècle est l'Allemagne. Elle hérite du rôle de perturbateur principal, naguère tenu par la France et jadis par l'Espagne (1,69). Sa prépondérance continentale s'affiche lors des conférences de Berlin sur les affaires balkaniques (1878) et africaines (1884-5). L'Allemagne n'est pas mêlée aux guerres par lesquelles les États africains un peu consistants résistent à la colonisation, d'Ashante et du Niger au Zambèze (1850-1890), comme de Madagascar (1880-1900) au Soudan (1881-98). Elle n'est pas non plus mêlée aux chocs symboliques où se marquent les prétentions rivales de l'Angleterre et de la France, quand les axes Le Cap-Le Caire et Dakar-Djibouti se croisent dangereusement à Fachoda (1898). Son poids est plus sensible dans la formation du Congo belge (1885), comme dans la tentation d'aider les Boers (1901) ou de pénétrer au Maroc (1912). Néanmoins, c'est en Europe qu'elle s'affirme. Ses

alliances militaires avec l'Autriche (1879), puis avec l'Italie (1882), à quoi répondent des accords entre la France, la Russie (1893) et l'Angleterre (1904) donnent au vieil équilibre européen, la raideur d'alliances durables.

Cependant, l'inattendu vient de très loin. La guerre de Sécession américaine (1861-65) et la révolution mexicaine qui commence en 1911 sont ignorées par l'Europe, malgré les ravages que l'armement industriel y provoque. Par contre, le nouveau venu japonais qui inflige une sévère défaite terrestre et navale à l'empire russe, surprend une Europe où se répand le mythe du *péril jaune*.

Ainsi, le monde capitaliste produit un impérialisme d'un type nouveau, radicalement différent de l'ancien impérialisme générateur de blocs mécaniques de peuples (n° 8). Pour en juger, il faut partir des novations opérées par le capital financier (n° 29).

Au début du 19^e siècle, le mercantilisme survit. L'Angleterre croit protéger son avance en prohibant l'exportation des machines et des techniciens aptes à les monter. Cette loi, souvent fraudée, n'est abolie qu'en 1825, mais il faut attendre 1846 pour que les droits de douane sur les blés importés soient abrogés. Alors l'Angleterre devient adepte d'un libre échange auquel la Belgique, la Hollande, puis la France (1860) et quelques autres États se rallient. En Asie, ce libre-échange est imposé à la Chine, tandis que, dans la plupart des colonies, le commerce est réservé aux métropoles. En Amérique, les luttes du *parti européen* libre-échangiste et du *parti américain*, aussi protectionniste que les États-Unis eux-mêmes, emplissent tout le 19^e siècle.

Le premier concurrent du libre-échange est l'union douanière qui permet aux jeunes entreprises capitalistes de s'activer sur un *grand territoire économique* (18,445). L'Allemagne, du *Zollverein* de 1834 à l'empire de 1871, donne forme à un tel territoire, tout comme l'Italie en voie d'unification et les empires autrichien ou russe. Les États-Unis relèvent évidemment du même cas. Le *grand territoire* est particulièrement bénéfique quand, selon les conseils de List, il impose des *droits éducatifs* (18,411), qui protègent les industries naissantes jusqu'à ce qu'elles deviennent aptes à la compétition sur le marché mondial. L'Allemagne et les États-Unis font preuve, à cet égard, d'une ténacité que seul le Japon dépassera : ils développent leur propre capitalisme, à contrepeinte du marché mondial alors dominé par l'Angleterre.

Le protectionnisme n'est pas toujours éducatif. À l'instar de la France, divers pays européens se ferment, vers 1890, aux importations alimentaires des *pays neufs*, pour protéger leurs paysanneries. Mal irriguées en main d'œuvre additionnelle, leurs industries en souffrent.

Par ailleurs, les exportations de capitaux stimulées par des projets d'alliance militaire rentabilisent les banques (n° 29) sans toujours favoriser l'essor industriel

des pays d'origine et de destination des fonds. Une chose est de financer un canal de Suez, autre chose est d'équiper les arsenaux russes. Hors les mines et plantations, les investissements industriels directs sont plutôt le fait de l'Angleterre, puis de l'Allemagne et des États-Unis, en fin de siècle. La France ne rejoint ce courant que vers 1905 (9-II,274), après avoir longtemps privilégié les emprunts d'État, aux retombées incertaines.

À mesure que la concentration du capital forme des groupes industriels ou financiers assez vastes pour concevoir une stratégie internationale, la politique économique des États change de sens. Auparavant, ces choix pouvaient être influencés par des opinions industrielles collectives — à l'exemple du textile manchestérien plaidant pour la libre importation des blés — ou par des manœuvres sectorielles, comme celles des banques, avides d'agios à l'exportation, ou des sidérurgistes, volontiers poseurs de rails en tous pays. Désormais, ces pressions se complètent d'objectifs mieux ciblés : tel groupe vise tel projet en tel pays, et tente de trouver, auprès de tels ministres et de tels appareils d'État, les soutiens nécessaires à ses entreprises. Réciproquement, les États ambitieux trouvent en leur sein — ou constituent, à la manière japonaise — des groupes assez puissants pour coopérer aux fins que leurs diplomates ou leurs états-majors conçoivent. L'impérialisme moderne peut alors se déployer.

Les historiens de cet impérialisme mettent l'accent sur les coopérations entre groupes et États, sur les alliances Krupp-Wilhelmstrasse ou Schneider-Quai d'Orsay qui deviennent visibles dès la fin du 19^e siècle (9-I). Au-delà de tels exemples, on entrevoit ce que l'impérialisme a de plus objectif : le champ de forces international auquel il donne vie.

La réalité de ce champ de forces se reconnaît à divers symptômes. Quand Bairoch souligne la dissymétrie des effets de l'aventure coloniale (5), il en pointe la naissance, dès avant la révolution industrielle capitaliste. Quand Bouvier montre que le développement inégal du capitalisme à l'échelle mondiale est déjà très accusé au tournant du 20^e siècle (9-II, 66), il en marque le principal effet : les dissymétries originelles sont devenues des dénivellations. La reproduction élargie du capital accroît ces dénivellations (n° 29), par-delà les aléas de l'histoire économique mondiale. Ainsi, par exemple, la pénurie de coton provoquée par la guerre de Sécession américaine (1861-65) fait de l'Égypte et de la Mésopotamie turque de grands producteurs de coton. Mais si la géographie des ressources naturelles se modifie au gré des découvertes minières, des évolutions techniques et des contraintes géopolitiques, l'écart entre le centre capitaliste et les diverses périphéries ne cesse de s'accroître (n° 38).

Les politiques pratiquées par les États en tous domaines riches d'incidences économiques — transports, communications, armements, etc. — modifient peu ou prou le champ de forces impérialiste. Elles favorisent ou gênent l'accumulation du capital sur leurs territoires respectifs ; elles orientent plus ou moins le

développement des industries ; elles favorisent ou non la qualification des travailleurs, le progrès des techniques, l'extension des équipements collectifs ; elles créent ou non un *grand espace économique*, proportionné au développement capitaliste acquis, etc. Bref, elles atténuent ou renforcent les dénivellations capitalistes.

Celles-ci ne sont donc pas inéluctables, puisqu'elles marient une incoercible tendance économique, aux aléas historiques de la géographie économique et aux éventuelles corrections que peuvent leur appliquer les États. D'où l'importance de plus en plus décisive que prennent, dans le monde capitaliste, les effets de dépendance politique. Dans le précédent système mondial, la colonisation créait des *dissymétries* ; désormais, elle accentue des *dénivellations*.

L'existence ou non d'un État propre, c'est-à-dire d'une domination politique enracinée dans un territoire donné, devient ainsi un élément décisif pour le présent et l'avenir du ou des peuples habitant ce territoire. Une société est indépendante, quand un tel État la dirige et quand cet État jouit, dans le jeu international, d'une pleine capacité militaire et diplomatique, mais aussi fiscale, douanière et monétaire. Sa dépendance commence dès qu'une mise sous protectorat le prive de certaines de ces compétences. Le degré ultime de la dépendance est atteint, en situation coloniale, surtout si toute autonomie locale disparaît : les appareils administratifs en viennent alors à régler leur action selon le seul intérêt des tenants coloniaux et des classes métropolitaines qu'ils servent.

Entre l'indépendance et la colonisation — maquillée ou non en protectorat — les situations intermédiaires sont instables. Une position semi-coloniale — Turquie, Chine, Perse — glisse vers le partage territorial, à moins qu'une guerre ou une révolution en modifie le cours. À l'inverse, l'autonomie interne accordée à une colonie peut y faire mûrir des poussées indépendantistes irrésistibles, comme celles qui portent les *dominions* britanniques vers la pleine souveraineté, dès le début du 20^e siècle. En toute hypothèse, la question clé est de savoir où se trouvent les classes dominantes d'un territoire donné : sur place ou non ? Car, en ce qu'il a d'essentiel, le sort d'une société se joue toujours sur place.

32 — L'exubérance européenne ; la territorialisation inégale

[Retour à la table des matières](#)

La population du premier monde capitaliste augmente trois fois plus vite que celle du système mondial précédent (n^o 19). Principale bénéficiaire de cette poussée, l'Europe des années 1750-1913 gagne 0,7 % par an, contre un petit 0,6 % pour la moyenne mondiale (30). Elle rassemblait 19 % de l'humanité en 1750, elle en groupe près du quart en 1913, malgré un fort courant d'émigration.

Les plus fortes densités sont atteintes dans l'aire première de l'industrie (n° 27), mais les forts accroissements sont plus contrastés : ils s'observent en Angleterre, puis en Allemagne, mais aussi dans l'Est européen où la Pologne et surtout la Russie se remplissent.

Les villes de plus de 5 000 habitants assemblaient 11-12 % de l'Europe des 17^e-18^e siècles (sans la Russie). Dès avant 1850, ce taux est triplé, puis il dépasse les 40 % en 1910 (4,282), tandis que la Russie aux campagnes immenses, demeure urbaine à 15 % durant tout le 19^e siècle (*id.*, 375). L'Angleterre bat tous les records : 69 % des Britanniques sont urbanisés. En 1900, le monde compte seize agglomérations millionnaires dont neuf en Europe. Le Royaume-Uni en contient quatre à lui seul : Glasgow, Birmingham, Manchester et l'immense Londres, alors première ville du monde.

Les anciennes armatures urbaines s'étiolent dans les pays où l'industrie tarde à pousser : Espagne et Italie méridionales, Portugal et même Pays-Bas. À l'inverse, des champignons urbains prolifèrent près des grandes mines de charbon et de fer, des Midlands à la Ruhr. Ainsi « la différence radicale entre le monde capitaliste et son prédécesseur s'imprime sur le terrain (n° 27).

Le 19^e siècle européen correspond à la phase délicate de la transition démographique où la baisse de mortalité n'est pas encore compensée par une réduction de la natalité. La mortalité, réduite par les progrès de l'agriculture, diminue derechef par l'effet de l'hygiène et de la médecine, de Semmelweiss à Pasteur. Les poussées de surmortalité infantile — comme celle de l'Angleterre, au premier tiers du siècle — se résorbent grâce aux lois réfrénant le travail des enfants. L'espérance de vie des Européens double au cours du 19^e siècle : à des dates variables selon les pays, elle se hisse, en moyenne, de 25 à 50 ans environ. Mais la baisse de fécondité est plus tardive, sauf en France (n° 19). L'Angleterre y supplée d'abord par une émigration massive. Puis le célibat féminin, le retard du mariage, l'instruction des femmes et la contraception finissent par produire, vers 1870-80, des effets sensibles en Grande-Bretagne et dans l'Europe du nord-ouest ; l'Europe centrale est touchée pendant la décennie suivante et l'Europe de l'est et du sud-est en fin de siècle seulement.

L'Europe s'emplit et se vide en même temps : l'émigration y prend des proportions extraordinaires. Des drames majeurs, comme les famines irlandaises des années 1845-46 ou finlandaise de 1867, expliquent certaines de ses pointes locales. Les commodités offertes par le rail et le steamer favorisent son extension. Mais son ressort principal est autre. Les traditions communautaires, associées aux anciens modes de production, s'effacent des campagnes (n° 27), si bien que les bras libres doivent transiter, via le marché du travail, vers des mines, usines et chantiers relativement proches ou vers de lointains pays. L'exil évacue une partie de l'armée industrielle de réserve.

De 1800 à 1914, 70 millions d'émigrants quittent l'Europe, non sans reflux : Bairoch estime ces retours à 40 % des départs (4,379). L'évolution des flux par pays montre clairement que les progrès géographiques du capitalisme (n° 27) induisent l'émigration pendant plusieurs décennies. Au début du siècle, les partants sont britanniques. Après 1845, l'exil s'enfle au départ de l'Irlande et reçoit un net renfort allemand. Ses pointes suivantes, en 1850, 1870 et 1885 demeurent essentiellement britanniques et allemandes. Puis l'essor capitaliste de l'Allemagne minore son émigration, tandis que la Scandinavie prend le relais, dès 1885. À quoi s'ajoutent, surtout après 1900, les énormes flux quittant l'Italie et la Russie (Pologne incluse).

L'Europe se déverse de tous côtés. La Sibérie double sa population au 19^e siècle, en recevant de Russie, sept millions d'immigrés, y compris quelques dizaines de milliers de relégués. L'Afrique reçoit deux millions d'hommes venus d'Espagne, France et Italie vers le Maghreb, et d'Angleterre vers le Cap où ils rencontrent un égal afflux hindou. L'Australie et la Nouvelle Zélande reçoivent, elles aussi, trois gros millions de Britanniques, parmi lesquels les bagnards se raréfient dès 1850.

Mais le flux principal se rend en Amérique où des records démographiques sont battus. Prolifique et enrichi d'immigrants, esclaves ou libres, ce double continent voit sa population augmenter de 1,5 % par an, entre 1750 et 1900. Il passe ainsi de 2 % à 9 % du total mondial. Chaque année, les États-Unis reçoivent des apports croissants d'Europe et du Canada, malgré une pause entre 1860 et 1880. L'afflux net y est de trente neuf millions, dont cinq proviennent d'un Canada qui, pour sa part, reçoit neuf millions d'Européens, au long du siècle. De son côté, l'Amérique latine se partage treize millions d'Européens, venus surtout des pays latins et souvent fixés dans le cône sud, à la fin du siècle. Partout, le gros des immigrants afflue après l'abolition de l'esclavage.

Ailleurs, loin de l'Europe et de ses surjets, la démographie est tout autre. L'Afrique, encore saignée par la traite (n° 19) tombe de 9 à 7 % du total mondial, entre 1750 et 1900. L'énorme Asie recule aussi, de 69 % à 60 % de la population mondiale, en cette même période, mais cela signifie simplement qu'elle croît moins vite que les autres continents. Car, dans l'absolu, sa population augmente plus que jamais — aux Indes, plus qu'en Chine — si bien qu'elle projette également un flux, volontaire ou forcé, d'émigrants : coolies hindous vers l'Afrique australe et les îles des Océans indien et pacifique, Chinois vers le sud-est asiatique, Javanais vers Sumatra et la Malaisie, japonais vers Hawaï et la Californie.

L'occupation du monde s'achève, au 19^e siècle, dans l'interminable Canada, comme dans l'Ouest américain : en 1907, les derniers lots sont vendus en Oklahoma, là même où la sécheresse des années 1930 fera des ravages. L'Amérique du Sud s'emplit aussi, des *llanos* vénézuéliens à la *pampa* argentine. De même, le peuplement australien se déploie, depuis le sud-est initialement

occupé. En Afrique australe, les Boers fuyant les Anglais vers le nord, croisent l'ultime migration des Zoulous vers le sud. Les taches blanches disparaissent de toutes les cartes. Du Far West à l'Extrême-Orient, l'Europe baptise un monde dont elle se croit le nombril.

En Europe même, la territorialisation va bon train (n° 24). À la différence des anciens modes de production qui juxtaposaient des domaines, des parcelles et de maigres bourgs artisanaux, le capitalisme est expansif, mais lacunaire. Au 19^e siècle, il se fixe sur les mines de fer et de charbon et au bord des fleuves et des canaux par où ses approvisionnements et ses produits circulent à bon compte. Sa grande affaire est le tracé des nouvelles voies ferrées. La novation territoriale tient à cette vascularisation de l'industrie. Le rail transporte les marchandises, mais aussi les voyageurs et les états-majors le guignent dès avant son tracé. La poste, le télégraphe et les autres moyens de communication ont même polyvalence. Si bien que la nouvelle géographie du capital fixe se double d'une géographie des voies de transport et de communication dont l'intérêt militaire, politique et culturel est immense.

Les aménagements réalisés par ou pour les entreprises capitalistes s'accommodent parfois mal des frontières étatiques. Celles-ci sont une gêne ou une protection, selon les branches d'activité, les conjonctures et les politiques appliquées par les États. Ainsi, la territorialisation étatique entretient des rapports complexes avec les aménagements économiques. Elle les infléchit éventuellement à des fins stratégiques et elle les cantonne lorsqu'elle double les frontières politiques de protections économiques. Les douanes, les régimes monétaires et fiscaux et les différences légales ou réglementaires donnent aux frontières économiques une complexité sans commune mesure avec la linéarité des frontières politiques (15). Jointe aux dénivellations entre les systèmes productifs des divers pays (n° 29) cette complexité est précisément ce qui spécifie chaque *marché national* comme un canton découpé par un État, dans le marché mondial vers lequel le capitalisme tend spontanément.

Cependant les États enrichis par le capitalisme, doivent faire face à de nouveaux besoins politiques. Il leur faut policer les concentrations de *classes dangereuses* que l'industrie agglomère, équiper des villes plus vastes, multiplier les services publics, se mêler d'hygiène et de santé, scolariser une fraction croissante des jeunes générations, etc. D'où un gonflement des appareils administratifs et idéologiques — lesquels mobilisent jusqu'à 10-12 % de la population active, contre les 3 à 4 % qui étaient le maximum observable dans les sociétés précapitalistes.

Plus le siècle avance, plus le contraste s'accuse entre les *marchés nationaux* et les *possessions coloniales* que quelques métropoles engrappent en empires. La malformation principale des colonies résulte de leur territorialisation excentrique. Routes et rails y sont orientés des mines et plantations vers les ports accessibles

aux navires métropolitains. Les interconnexions sont rares, les mises en réseau presque inexistantes, sauf aux Indes où, néanmoins, le réseau ferré est, en 1914, d'une densité trois fois inférieure à celle du réseau européen. Les routes maritimes assurant l'accès aux colonies et la desserte commerciale d'autres territoires sont les mieux soignées. Leurs escales deviennent des relâches où trouver les vivres, l'eau et le charbon nécessaires aux *steamers*. Leurs détroits et leurs canaux prennent une valeur stratégique, à Suez et Panama comme à Gibraltar ou Malacca, etc. Ainsi, le capitalisme qui métamorphose les territoires européens, transforme également les terres et les mers où son influence rayonne. Sa géopolitique mondiale marque toutes les géographies locales.

Chapitre 7

Le monde des nations civilisatrices

(du 18^e siècle à 1914)

« L'humanité s'installe dans la monoculture ; elle s'apprête à produire la civilisation en masse, comme la betterave. Son ordinaire ne comportera plus que ce plat »

LEVI-STRAUSS

33 — Appareils et réseaux

[Retour à la table des matières](#)

Au 19^e siècle, la révolution technique semble limitée à l'industrie et aux transports publics. Seuls le gaz d'éclairage, la machine à coudre et la bicyclette deviennent d'usage courant. Les machines de caisse et de bureau tardent à remplacer les commis. Pourtant, les informations dont les appareils étatiques se nourrissent et les idées que les appareils idéologiques répandent, circulent plus vite que les marchandises et les voyageurs. Le siècle naît avec le sémaphore et s'achève avec le téléphone et la radio. L'imprimé devient l'illustré ; la photographie s'anime en cinéma ; la parole et la musique finissent par se laisser phonographier. La presse et l'édition tirent parti de ces nouveautés. Dès 1850, la France publie 5 000 ouvrages par an — cinq fois plus qu'au 17^e siècle tout entier — et les États-Unis disposent de 2 300 quotidiens. En 1866, le câble transatlantique donne une vigueur nouvelle aux agences Reuter et Havas. Les entreprises capitalistes se créent désormais librement, en Angleterre (1859) puis en France (1866). Après la société anonyme, la liberté d'association gagne les abords de l'industrie. Les caisses de solidarité, les mutuelles et les syndicats succèdent aux compagnonnages artisanaux. La tutelle des églises ou des États qui pesait sur les organisations sociales des mondes précapitalistes est effacée. L'auto-organisation des intérêts sociaux devient la nouvelle norme.

Les souplesses du marché, la liberté d'association et la rapidité des communications multiplient les appareils idéologiques et imposent maintes révisions aux appareils étatiques. L'armée — qui n'avait guère changé d'Alexandre à Napoléon, hormis l'artillerie — se subdivise pour s'adapter à la variété croissante de ses moyens ; elle se dote d'états-majors, selon un modèle qui doit beaucoup à la Prusse. La spécialisation s'accroît de même, dans le travail gouvernemental. Le commerce, l'industrie, l'agriculture et l'instruction publique reçoivent un ministère propre. Les colonies également : entre 1890 et 1910, toutes les métropoles européennes imitent le *Colonial Office*, créé à Londres dès 1854.

Le maillage des provinces devient plus serré, tandis que s'accroît la diversité des services locaux, de la police aux administrations techniques. L'école finit par mobiliser plus d'hommes que les églises et devient le signe distinctif des sociétés où le capitalisme se déploie. Désormais, les appareils idéologiques sont plus scolaires que religieux, tandis que les appareils étatiques deviennent plus bureaucratiques que militaires.

Ces mouvements massifs se détaillent en changements plus subtils qui affectent la vie de tous. De nouveaux groupes de convivance prennent forme. L'usine assemble plus d'hommes que l'atelier artisanal. Les quartiers industriels, les banlieues ouvrières, les corons miniers tissent de nouvelles relations de voisinage, différentes de celles des villages ou des villes marchandes. Les chantiers itinérants des constructions ferroviaires et des nouvelles urbanisations agrègent des populations semi-flottantes. D'autres groupes, sans cesse renouvelés, se forment dans les armées de conscription, les écoles de tous niveaux et les institutions où sont rassemblés les prisonniers, les malades ou les vieillards.

Entre ces groupes, les liaisons qui relevaient presque toujours de la famille, sont désormais enrichies de multiples façons. Le rail porte plus loin et plus vite que la route ou le fleuve. Le livre et le journal s'insinuent partout. La scolarisation enrichit les échanges. Dès 1860, il ne reste plus que 30 % d'illettrés de sexe masculin, en France — et ce même pourcentage est atteint, quinze ans plus tard, pour le sexe féminin. Ainsi les grappes de *pays* perdent de leur isolement, un treillis aux mailles serrées s'établit à l'échelle du marché national (n° 34). L'isolement provincial était naguère de règle ; les isolats sont maintenant l'exception.

Les réseaux secondaires changent plus encore (n° 23). Le foisonnement des appareils idéologiques, la montée des effectifs universitaires et les curiosités que la presse, le livre et les associations stimulent, élargissent ces réseaux au-delà de la *bonne société*, tandis qu'une certaine spécialisation les clive en *milieux* — littéraires, scientifiques, artistiques — distincts sinon étanches.

Hors le centre européen, l'évolution des appareils et des réseaux est très inégale. Le retard des États-Unis s'atténue. Vers 1900, les différences principales

tiennent à la forte décentralisation de ce pays et à son espace immense. Après la tentative de Sécession, l'armée compte 25 000 soldats, répartis en petits postes, dans tout l'ouest. Compte tenu des gardes nationales des États, des polices des villes et comtés et des milices dont le patronat fait parfois usage, le total des hommes en armes atteint 250 ou 300 000, soit autant qu'en Allemagne ou en France, mais pour une population supérieure à celle de ces deux pays pris ensemble. Le vrai retard américain tient à la faible densité des réseaux primaires dans tout l'ouest et à l'exiguïté du réseau secondaire, fût-ce en Nouvelle-Angleterre.

Du Mexique à l'Argentine, les archaïsmes de la propriété foncière retardent la cristallisation du capitalisme et les structures idéologico-politiques en souffrent. Une fiscalité d'ancien style, où les droits de douane sont longtemps la ressource principale ; de pesantes églises, à demi délaissées par Rome (11,419) mais longtemps riches de terres ; des loges maçonniques, fortes en ville, mais dont la doctrine vieillit ; des collèges ébranlés par la dispersion des jésuites après 1767 ; des universités vieillies ; et, comme vague liaison entre les réseaux primaires des campagnes latifonduaires et des communautés indiennes, et ceux des villes administratives et marchandes, des chaînes de caciques locaux et de notables urbains : ainsi stagne l'Amérique latine, en son premier siècle d'indépendance.

Les autres sociétés formellement indépendantes, comme la Turquie ou la Chine, tentent de moderniser leurs appareils d'État, mais on ne rénove pas une armée en la dotant simplement de canons. La seule exception est celle du Japon où l'imitation de modèles européens dûment sélectionnés, aboutit, en plusieurs décennies, à une réelle modernisation de l'armée et d'autres appareils, ainsi qu'à une diversification des réseaux idéologiques, dans les villes et les ports touchés par le capitalisme (25).

L'évolution des appareils et des réseaux est plus contrastée encore dans les empires coloniaux proprement dits. Ainsi, dans l'immense empire des Indes, le noyau de l'appareil d'État local reste longtemps une chasse gardée britannique. *L'Indian Civil Service* compte un millier d'agents, à la fin du 19^e siècle, lesquels administrent tous les districts et figurent dans les conseils du vice-roi et des gouverneurs provinciaux. Très peu d'Indiens accèdent à ce *Service*, avant 1920, malgré les timides réformes de 1868. Il en va de même, dans les armées formées surtout de mercenaires, extraits de communautés périphériques, tels les Sikhs ou les Gurkas. De même encore, la fiscalité est régie par la volonté de rentabiliser la *John*, (n° 18), puis d'autofinancer la colonie. Vers 1885, un peu de souplesse s'introduit dans l'administration communale où les notables locaux prennent du poids, tandis que naît, à Bombay, le parti du Congrès. Puis, en 1904, l'enseignement est à son tour amélioré : de nouvelles universités renforcent celles qui avaient été créées à Bombay. Madras et Calcutta, en 1857, et les collèges privés qui en préparent l'accès se font moins rares.

L'histoire qui se projette sur le grand écran indien, se joue de même, à l'échelle des autres colonies, anglaises ou non. Les différences de méthode qui distinguent les diverses métropoles — administration indirecte à l'anglaise, administration directe à la française, administration à haut rendement économique de style hollandais — ne modifient guère les résultats. Partout, la fiscalité et l'administration sont subordonnées aux fins coloniales tandis que le recours aux langues métropolitaines déforme les réseaux idéologiques.

34 — Nations et aspirations nationalitaires

[Retour à la table des matières](#)

Pays, nation, État, patrie : ces mots que le 19^e siècle traite souvent comme des synonymes appellent pourtant bien des précisions. Ainsi, le concept de nation se clarifie, lorsqu'il désigne l'identité collective du peuple, virtuellement unifié, dont la vie se déroule dans le réseau idéologique primaire qui couvre tout le territoire d'un État lui-même attentif à l'identité de sa population. Les premières nations mûrissent au 19^e siècle. Les peuples qu'elles identifient ont perdu, de longue date, leurs adhésions ethniques et se sont accoutumés à une vie provinciale commune où leurs différences d'origine se sont effacées. Mieux, leurs élites politiques, culturelles et marchandes ont noué, par delà les provinces, des liens où l'intégration nationale s'est esquissée (n° 22).

La révolution industrielle brasse les hommes : les industries et les chantiers des Midlands et de Basse-Écosse aspirent la main-d'œuvre d'Irlande et des Highlands ; Paris et le nord-est français drainent les Limousins, les Savoyards ou les Bretons ; et ainsi de suite, dans chacun des pays où le capitalisme s'installe. La conscription, le recrutement des fonctionnaires, l'extension des villes contribuent à ce déménagement du territoire. Le mariage, le travail, le domicile s'émancipent des limites provinciales.

La nation mûrit comme forme identitaire du discours social qui devient commun à des peuples, naguère porteurs de discours sociaux distincts ; le langage est le principal véhicule de ce discours, sa forme, mais non sa substance. D'où l'importance des brassages que le capitalisme induit dans les groupes de convivance qu'il interconnecte et que les États renforcent par un travail nationalitaire délibéré.

Déjà, les États centraux des 17^e et 18^e siècles avaient fini par exercer une domination que l'on a dite nationalitaire parce qu'elle contribuait indirectement à la fusion des ethnies et au désenclavement des provinces (n° 22). Au 19^e siècle, la conversion de peuples encore divers en une nation aussi homogène que possible devient une priorité pour beaucoup d'États européens.

Le maillage administratif et judiciaire plus serré, le marché rendu *national* par des équipements de desserte et de communication comme par une politique économique mieux ciblée, l'armée *nationale* où la conscription est substituée au mercenariat, la culture *nationale* dont les gloires sont honorées et les trésors enrichis et, par-dessus tout, l'école *nationale*, propagatrice de la langue *nationale* contre les dialectes et patois locaux, institutrice d'une histoire *nationale* et foyer d'une morale civique dont la valeur suprême est évidemment la patrie *nationale* : tels sont les principaux aspects d'un travail qui trouve son couronnement dans la défense et illustration d'une *nationalité* juridique dont l'État est le gardien, et qu'il concède aux étrangers suffisamment assimilés pour être déclarés nationaux par voie de *naturalisation*. Quoi de plus naturel, en effet, que le travail dont la nation est le produit !

La France, l'Angleterre et l'Espagne illustrent bien ce processus, malgré les retards du capitalisme, dans le dernier cas. L'Italie et l'Allemagne également, car leur intégration nationale est l'une des grandes novations du 19^e siècle. Mais qu'en est-il des deux sociétés qui deviendront prépondérantes un siècle plus tard ?

Le cas de la Russie est complexe, mais non douteux. Au sud-est, ses frontières incluent un empire colonial qui continue de s'étendre (n° 30) ; à l'ouest, elle est bordée, de la Finlande aux Carpates par un chapelet de peuples dominés qui la font ressembler à l'Autriche-Hongrie ; à l'est, la Sibérie la prolonge, comme une sorte de Canada semi-désert ; au cœur de l'empire, enfin, la Russie et ses prolongements ukrainiens se densifient énormément (n° 32), mais tardent à se moderniser : le rail traverse des campagnes à peine sorties du servage et pauvres en industrie, sauf autour de Moscou et de Saint-Pétersbourg ; l'État multiplie les efforts militaires puis administratifs et même scolaires ; le réseau secondaire supporte une culture brillante ; mais, au total, le corps immense de la Russie est encore une collection de provinces éparses et de pays plus courts ; la nation qui s'y prépare est à peine esquissée clans les villes où, précisément, les révolutions de 1905 et 1917 feront sentir leurs effets destructeurs et accélérateurs (n° 39).

Les États-Unis sont moins avancés que la Russie au début du 19^e siècle, mais plus libres d'allure. Aucun héritage seigneurial ou paysan n'entrave leur jeune capitalisme, même dans les États où l'esclavage s'étend. Les lois qui imposaient de longs délais d'attente pour toute naturalisation sont réformées, dès que la crainte d'une avalanche canadienne se dissipe (24,430). Presque du même mouvement, les États-Unis peuvent bâtir leur industrie, étendre et occuper leur *grand espace économique* (n° 29), importer des millions d'Européens et forger une nation. Certes, des grumeaux se forment dans leur *melting pot*, à partir des années 1850, avec les arrivées massives d'Allemands, d'Italiens et de Polonais. Mais, finalement, le creuset américain ne refuse qu'un seul élément : les Noirs, longtemps esclaves et durablement cantonnés dans le Sud. Hormis cette enclave raciste, les États-Unis inventent peu à peu une variante originale de la nation : celle qui entretient la

diversité culturelle, en son sein, au bénéfice d'institutions politiques très décentralisées.

En toutes ses variantes, la nation désigne non point un état, mais un processus. Elle manifeste les progrès d'un discours social commun dans un treillis dont le capitalisme et l'administration enrichissent le maillage et où le persévérant travail de l'école — entre autres — accoutume une vaste population, à la vie commune, au sein d'un même État. Aux empires anciens qui ne peuvent assembler que des blocs *mécaniques* de peuples divers (n° 8), les nouvelles sociétés capitalistes opposent ainsi un assemblage souvent plus nombreux, où des peuples immenses sont solidarisés par les liens organiques du marché et de la nation.

À la fin du 19^e siècle, le Japon adjoint un nouveau modèle aux variantes européenne et américaine. Ses provinces, coupées du monde extérieur et fermement pacifiées depuis trois siècles, subissent, à partir de 1868, une modernisation pilotée par l'État. Le maillage administratif et marchand progresse vite, la scolarisation s'accélère : 28 % des enfants sont scolarisés en 1873 et 98 % en 1904. Mais les hiérarchies traditionnelles des villages et des villes ne s'effacent pas pour autant (25). La nation japonaise présente donc deux traits originaux : elle ne s'accompagne pas d'une révolution démocratique-bourgeoise (n° 29), mais se nimbe d'un nationalisme plus virulent encore que ceux de l'Europe et des États-Unis.

Les modèles nationaux se répandent, dès avant 1914. La variante nord-américaine se reproduit, à plus modeste échelle, dans les dominions de Nouvelle-Zélande, d'Australie et du Canada. Au début du 20^e siècle, elle gagne également le sud de l'Amérique latine, pauvre en Amérindiens et enrichi d'immigrants italiens et ibériques. Ailleurs, les ethnies indiennes du Pérou et du Mexique, ainsi que les esclaves tardivement libérés du Brésil, demeurent enkystés dans ces vastes sociétés dont la maturation nationale est retardée d'autant. Même l'énorme révolution d'après 1911 ne suffira pas à résorber tous les isolats mexicains.

La variante européenne est, elle aussi, contagieuse, mais moins que ne l'affirme le *principe des nationalités* qui relaie les anciennes prétentions dynastiques des États. Bousculée par la révolution de 1848 et par les performances italienne et allemande, l'Autriche se résigne à un condominium austro-hongrois pour résister aux autres aspirations nationalitaires qui la travaillent et que Bauer caractérise comme *le réveil de nations sans histoire* *. Dans sa terminologie, les nations sans histoire désignent les peuples privés de classes dominantes et assujettis à des dirigeants — et souvent à des propriétaires latifondiaires — issus de peuples conquérants : ainsi des Irlandais assujettis par les Anglo-Écossais, des Tchèques soumis par l'Autriche ou des Slovaques sous domination hongroise (n° 22). Bauer

* Otto Bauer — *La question des nationalités et la social-démocratie*, 1906, Éd. française : 2 volumes — EDI-Arcantère-Guérin, Paris et Montréal, 1987.

observe les transformations que l'industrie capitaliste et la modernisation de l'État induisent dans ces peuples soumis. En quelques décennies, l'école, l'administration qui se détaille par un recrutement local et les concentrations ouvrières, deviennent le terreau de syndicats, d'associations, de partis et de journaux qui s'adressent au peuple dans sa langue usuelle. Ainsi appareillée, l'aspiration nationalitaire devient une force d'autant plus pressante que des luttes de classes — par exemple entre ouvriers tchèques et capitalistes autrichiens — surdéterminent les tensions nationales.

Tandis que les tensions nationalitaires se multiplient de la sorte, les expériences de cohabitation multinationale dans un État fédéral promouvant à la fois l'industrie capitaliste, le marché et la nation demeurent exceptionnelles au 19^e siècle : la Suisse et le Canada en sont les seuls exemples probants.

Loin du centre capitaliste et des périphéries européennes ou américaines, l'effervescence nationalitaire demeure inconnue, sauf au Japon. Les vieilles identités collectives perdurent ou se transforment à l'ancienne. La colonisation bouscule quelque peu les évolutions ethniques des sociétés les plus frustes, mais guère plus que les empires à l'ancienne (n° 8). Ses seuls effets originaux s'esquissent en Inde où la naissance du parti du Congrès (1885) souligne la formation d'un nouveau réseau secondaire indigène où mûrit l'idée d'une libération nationale ; et en Afrique du Sud, où une sorte de Canada anglo-boer naît après soixante ans de guerres larvées — les treks de 1834-52 dont naissent les États libres d'Orange (1852) et du Transvaal (1859) — puis de guerre ouverte (1900-02), le tout envenimé de conflits adventices avec les peuples Hottentots et Bochimans à l'ouest et avec la grande migration Zouloue à l'est. Mais quand l'Union sud-africaine devient, en 1910, un nouveau *dominion* quasi indépendant, ce n'est déjà plus un Canada potentiel, car ses colons blancs forment la minorité dominante d'un micro-empire où les peuples noirs prennent de l'ampleur sans acquérir de droits.

35 — Classes sociales ; minorités au sein des nations

[Retour à la table des matières](#)

Dans les sociétés capitalistes où la nation mûrit comme identité collective d'un peuple virtuellement unifié, une seconde transformation identitaire s'opère : les différenciations, internes de ces sociétés tendent à s'exprimer en termes de classes sociales. Autrement dit, la nation et les classes s'épanouissent de concert, dans le discours social commun.

L'existence de classes aux statuts contrastés précède de beaucoup le capitalisme, mais ces différenciations — qui résultent de l'organisation de l'économie et des appareils — se réfractent en hiérarchies diverses dans les conceptions du monde, savantes ou populaires, qui ont cours avant le 19^e siècle (n° 8). En ce siècle où tout change, l'identité des classes devient plus précise.

Cette évolution doit peu aux *prises de conscience* qui, par *intime conviction* individuelle, feraient naître une *conscience de classe*, de même que les conversions, homme par homme, occupent peu de place dans les propagations religieuses. Le processus qui l'entraîne est d'ordre social, dans ses progrès, comme dans ses retards ou ses ratés.

Le principal de ces ratés concerne la population en transit vers les usines dont la main d'œuvre croît spasmodiquement et vers les villes où le paupérisme est traité par une vague bienfaisance et où un *Lumpenproletariat* végète entre la mendicité, la révolte et l'asservissement clientéliste. Mais le 19^e siècle européen n'est encombré de telles franges qu'au plus fort des crises économiques car l'émigration évacue beaucoup des bras en surnombre.

Hors ces marges mouvantes, les nations s'ordonnent dans la dépendance d'une bourgeoisie qui absorbe peu à peu le patriciat marchand et les propriétaires fonciers. La baisse des rentes foncières — spécialement en fin de siècle, quand la concurrence d'outre-Atlantique devient forte (18,460) — favorise cette fusion bourgeoise des classes propriétaires, à l'heure où l'investissement urbain et le prêt à l'étranger font prime (n° 29). Si bien que, dans les campagnes européennes, la paysannerie des fermiers et des propriétaires-exploitants devient prépondérante, sauf dans les empires autrichien et russe où le servage reflue tardivement.

La bourgeoisie a pour vis-à-vis une classe ouvrière lentement dégagée de sa gangue artisanale et à laquelle le travail des enfants, des femmes et des vieillards donne, pour un temps, une consistance exceptionnelle, dans les zones où l'industrie la concentre. Entre ouvriers et bourgeois, les classes moyennes se décantent peu à peu. Les sociétés anonymes font de certains employés de véritables cadres techniciens ou dirigeants, qui se distinguent des employés des bureaux ou des administrations avec lesquels une commune formation scolaire les fait confondre fort avant dans le siècle. Autour de ces classes portées par l'élan capitaliste, les petites bourgeoisies de l'artisanat et de la boutique ou la paysannerie qui est moins homogène encore, tardent à s'accepter comme classes moyennes d'autant que leurs évolutions respectives sont contrastées et ralenties par des protections corporatives ou étatiques.

D'un pays à l'autre, les nouvelles identités différentielles retardent d'ailleurs sur les transformations sous-jacentes de l'économie et des appareils. Les débats politiques et culturels qui agitent le discours social commun et l'inégale transformation des réseaux primaires ou ce discours se colporte, expliquent ces distorsions. L'Angleterre a beau tenir la tête du développement capitaliste, elle est cependant en retard sur la France où les révolutions ameublissent les esprits. Aux États-Unis, une extrême mobilité sociale déforme les nouvelles identités, malgré la vigoureuse évolution de l'économie. C'est sans doute dans l'Allemagne du 19^e siècle finissant que l'écart est le moindre entre statuts et identités, grâce à l'élan

parallèle du capitalisme industriel et d'un parti social-démocrate des plus solides. En effet les nouvelles identités ont des propagateurs dont les plus originaux composent le vaste ensemble d'appareils idéologico-politiques qui impulsent le mouvement ouvrier. Trois tendances, inégalement déployées d'un pays à l'autre, se combinent dans ce mouvement.

La plus répandue conduit de la grève occasionnelle à la confédération syndicale nationale, par l'intermédiaire de syndicats d'entreprise, ensuite groupés par métiers, par branches industrielles ou par régions. La deuxième tendance court de la presse libérale au parti national et à ses éventuelles alliances internationales. La presse demeure multiple, mais l'organisation politique tend à l'unité, après un premier 19^e siècle où les souvenirs des Jacobins, les sectes carbonarismes et les pétitions du chartisme anglais (1838-39) meublent la société civile d'appareils politiques (n^o 36).

Les partis plus ou moins socialistes se multiplient, surtout après la fondation de *l'Association internationale des Travailleurs* (1864), sinon sous son impulsion. Le parti allemand (1863), dédoublé en 1869, fusionne en 1879, au moment où le parti français — retardé par l'exil des Communards — s'organise lui aussi. Puis vient le tour de l'Angleterre et de la Belgique (1884), suivis par la Norvège (1887), l'Autriche et l'Espagne (1888) puis la Suède (1889). En cette année centenaire de la Révolution Française, une II^e Internationale relaie celle que Marx avait pratiquement supprimée en 1872, après la Commune. En 1890, commence la campagne internationale des manifestations du 1^{er} Mai. L'essor des partis socialistes se poursuit en Italie et en Pologne (1892), aux Pays-Bas (1893), en Russie (1898) et en Suisse (1901). Seuls les États-Unis échappent — au prix de répressions obstinées — à cette évolution à laquelle le Japon cédera lui-même, mais plus tard (n^o 59).

Cependant, une troisième tendance se fait sentir, loin des usines ou de la scène politique par la création de coopératives, de mutualités, de caisses d'épargne, de sociétés sportives, d'orphéons et fanfares, etc. Ce foisonnement déborde de la classe ouvrière, mais, dans nombre de pays, les partis socialistes réussissent à le contrôler, tout en influençant l'organisation syndicale. Ainsi se forme la constellation social-démocrate qui assied durablement l'identité et l'influence de la classe ouvrière, notamment en Grande-Bretagne, en Allemagne ou dans les pays scandinaves.

Le mouvement ouvrier propage une identification de classe dont les contours et les accents varient d'un pays à l'autre. L'Angleterre valorise les métiers ; l'Europe centrale professionnalise ses syndicats et ses partis ; la France théorise son inaptitude à unifier le mouvement ouvrier ; les États-Unis où ce mouvement demeure incoordonné subissent, de ce fait, maintes déviations, dans l'espace incertain qui sépare la négociation salariale du *racket*.

Dans l'usage commun, les nouvelles identités différentielles se dégagent difficilement des anciennes hiérarchies sociales (n° 8), un peu comme les nouveaux poids et mesures tardent à remplacer les anciennes dénominations. Souvent aussi, la survie des archaïsmes est favorisée par la persistance ou l'extension d'agencements sociaux contrariant l'unité idéale de la nation ou la généralisation des nouvelles classes sociales : abolition tardive de l'esclavage ou maintien des ex-esclaves dans une position subordonnée et dévalorisée ; existence, sur le territoire contrôlé par un État, de minorités étrangères dont l'intégration nationale est refusée, par ces minorités elles-mêmes ou par l'État nationalisateur de la majorité ; flux massifs d'immigration éventuellement cristallisés en minorités localement très denses ; communautés relevant de diverses diasporas (n° 16) ; etc.

Ces différences que le 19^e siècle dit souvent *raciales* — et que le 20^e siècle finissant dira plutôt *ethniques* (n° 60) — ne peuvent se dissoudre dans la nation et les classes, si ce n'est pas un travail extrêmement persévérant, dont le succès n'est d'ailleurs jamais complet, car des minorités irrédentistes et des communautés diasporiques peuvent refuser durablement l'assimilation complète.

En effet, les nations naissent par ethnolyse, c'est-à-dire par la fusion d'ethnies en une communauté plus vaste où les différences d'origine et de tradition sont minorées, au profit des nouveaux liens qu'un plus vaste réseau idéologique autorise et que l'État aide à tresser (n° 34). Même commencée de longue date, dans des provinces bien stables, cette fusion est un travail immense qui doit abaisser toutes les barrières entre des peuples naguère distincts : barrières langagières certes ; mais aussi pratiques culinaires, hygiéniques, esthétiques et autres ; traditions vestimentaires ; usages domestiques ; mœurs et pratiques sexuelles ; rites religieux ; valorisations attachées aux particularités physiques, aux maladies, aux infirmités ; rites de passage ; et ainsi de suite, à l'infini : tout le discours social commun doit y passer.

Entre peuples apparentés, l'ethnolyse est facile. Entre peuples nettement étrangers, elle requiert beaucoup plus de temps, non point pour éliminer toutes les différences, mais pour les réduire à des accents *régionaux*, à des traditions *provinciales*, à des survivances *folkloriques*, à des coutumes *locales*, c'est-à-dire à des particularités devenues mineures.

L'ethnolyse devient difficile, voire impossible, quand les États contrarient le travail nationalitaire par des actions ségrégatives : interdiction de l'immigration de couleur, comme en Australie ; discriminations scolaires et professionnelles ; abolition de l'esclavage sans insertion organisée des ex-esclaves (États-Unis, Brésil, etc.). Tous domaines où les appareils d'État ne sont pas seuls en cause : les églises, les syndicats et maintes autres organisations peuvent séparer de même l'ivraie *ethnique* du bon grain *national*.

Ainsi, les différences perceptibles au sein des nations résultent des retards ou des ratés de l'intégration nationale. Elles s'entretiennent par divers blocages politiques et culturels et ne peuvent disparaître que par un déconditionnement que les écoles, les églises, les syndicats, les partis et autres associations doivent prendre en charge. Faute de quoi, les scories d'une histoire qui a entremêlé des peuples et l'écume des courants internationaux de population nourrissent un racisme — ou une ethnophobie — dont aucune nation n'est *a priori* indemne.

L'évolution des communautés juives d'Europe, au 19^e siècle, illustre les complexités de l'intégration nationale. En Russie du sud, comme en Pologne russe, les pogroms anti-juifs des années 1880 procèdent d'une politique ancienne (n° 8) renforcée par la volonté d'effrayer d'autres minorités hostiles au tsarisme. La formation en 1897 du *Bund*, parti socialiste où les Juifs de Russie, de Pologne et de Lituanie se retrouvent nombreux, mêle intimement l'identification ethnique et l'aspiration socialiste, au grand dam des partis socialistes d'Allemagne et de Russie qui se voudraient internationalistes. La même année, le sionisme qui s'affirme au Congrès de Bâle, propose à toute la diaspora juive, la perspective d'un foyer national à construire en Palestine. Néanmoins, les juifs d'Allemagne, de France et, déjà, des États-Unis, préfèrent le plus souvent l'assimilation dans les nations où ils vivent parfois de longue date.

La différenciation des classes sociales est, elle aussi, perturbée par la persistance des clivages ethniques, surtout quand ceux-ci sont soulignés par des discriminations délibérées. Les emplois sales, dangereux et mal payés systématiquement réservés aux ex-esclaves, aux immigrants de certaines origines ou — comme au Japon — aux descendants de castes quasiment intouchables — durcissent un racisme dont rien ne protège la classe ouvrière, si ce n'est, éventuellement, le travail persévérant des syndicats et des partis du mouvement ouvrier. De même, les paysanneries et les petites bourgeoisies urbaines peuvent être hérissées de préjugés discriminatoires, dont la fréquence s'atténue seulement dans certaines mailles du réseau secondaire : les talents et la richesse effacent beaucoup de clivages, sauf aux heures de crise.

À la fin du 19^e siècle, les intellectuels socialistes débattent longuement des capacités respectives de la classe et de la nation. L'alliance internationale des classes ouvrières contre les bourgeoisies impérialistes est souvent souhaitée et parfois même présentée comme inéluctable ou virtuellement accomplie : c'est oublier que l'ensemble des liens sociaux *en voie de nationalisation* — le marché, l'école, l'armée, la presse, le Parlement, etc. — entrave les éventuelles solidarités internationales des classes ouvrières, d'autant que cet internationalisme est fort mal appareillé, même à l'intérieur des empires virtuellement multinationaux, comme la Russie et l'Autriche, où les partis et les syndicats tendent à se fragmenter selon les nationalités.

Entre les classes et la nation, comme entre la nation et les minorités nationales, l'État fait toute la différence, car il soutient sa nation de sa forte ossature et assure ainsi sa prépondérance sur des identités différentielles beaucoup plus faiblement appareillées.

36 — Sociétés civiles et régimes politiques

[Retour à la table des matières](#)

Cet appareillage plus léger est celui de la *société civile*, laquelle ne désigne point une partie ou un secteur de la structure sociale, mais vise sa totalité *considérée sous un certain angle*. Hormis les communautés trop courtes pour porter un État et réserve faite des périodes de crise aiguë où un État tombe en ruines, donc, dans l'ordinaire du fonctionnement social, l'État trône au centre des activités politiques, comme faisceau de capacités dûment appareillées. Son pouvoir est central, mais jamais unique. À ses côtés ou loin de lui, des entreprises, des associations, des appareils autonomes et des familles assemblées en communautés villageoises ou urbaines, exercent, à leurs fins propres et dans leurs domaines respectifs, une autorité qui rejailit, indirectement ou délibérément, vers l'État : toutes ces institutions concourent ainsi au fonctionnement politique de la société. Sous *l'angle politique*, la société civile désigne l'ensemble des pouvoirs qui s'exercent hors la hiérarchie de l'État.

Cette société civile existe avant l'essor du capitalisme. Partout les familles, assemblées en communautés longtemps villageoises, en constituent l'immense toile de fond, sur laquelle se profilent des églises non ou mal incorporées aux États, des confréries, des corporations et des guildes, des sectes et des sociétés secrètes, des compagnies commerciales, des associations autorisées ou non, etc. Dans les États agrandis par l'annexion d'États plus petits, des corps de villes et des assemblées provinciales peuvent venir renforcer la société civile, dans la mesure où ces échelons administratifs gardent une suffisante autonomie et deviennent, en somme, les gardiens de particularismes locaux dans l'État annexant.

Au début du 19^e siècle, quand Hegel fait entrer la société civile dans son Système, pour opposer à l'État le *monde des intérêts particuliers communs*, il la réduit aux métiers et aux corporations, en quoi il est fidèle à son temps : l'Allemagne des cités marchandes est ainsi équipée (n° 14). Mais, durant le 19^e siècle, une transformation politique majeure s'opère : la maigre société civile des mondes anciens et marchands se convertit en une chaîne de forteresses où l'énorme vague révolutionnaire d'après 1917 viendra se briser (n° 39).

Chacun des pays capitalistes s'emplit de manufactures, d'usines et de banques aux patrons puissants, de syndicats bientôt substantiels, d'associations partout proliférantes, de partis et de *lobbies* tournés vers les institutions électives qui se multiplient entre l'État et la société civile. Des organismes culturels de toute sorte

complètent ou concurrencent les appareils idéologiques de l'État. Ainsi prennent forme les libertés religieuses, commerciales, d'entreprise, de parole, d'opinion, de presse, d'association, etc. La société civile de type libéral devient l'une des caractéristiques du centre capitaliste, sauf dans les pays où l'État d'un type encore ancien (n° 30) entrave, pour un temps, sa libre expansion.

Les rares organismes internationaux qui apparaissent au 19^e siècle sont souvent des agences inter-étatiques, comme l'Union télégraphique (1865), l'Union postale (1874) ou le Tribunal arbitral de La Haye (1899). Hors la sphère étatique — et hormis les églises qui sont encore mal séparées des États — rares sont les institutions qui débordent des frontières : quelques filiales et succursales d'entreprises industrielles ou bancaires (n° 29) ; quelques associations comme la Croix Rouge (1863) ou les *Internationales* socialistes (n° 35). La société civile demeure interne ; son essor libéral la confronte à un État singulier.

Au 19^e siècle, une contradiction originale se développe au centre du système mondial : l'industrie grandit selon un modèle *hiérarchique*, quasi militaire et l'État enfle ses administrations de plus en plus *bureaucratiques*, mais la société civile se déploie *libéralement* et, pour couronner le tout, les régimes politiques tendent à se *démocratiser*.

Le régime politique serait un concept ambigu, si l'on s'en tenait aux simplifications de la révolution qui détruisit l'Ancien Régime et aux polémiques que cette révolution suscita contre la féodalité, l'absolutisme, etc. Néanmoins la *forme de régime* peut aider à comprendre les structures politiques que le capitalisme transforme (n° 30), parce qu'elle synthétise leurs manifestations principales. Elle désigne non point la *scène politique* où s'activent les ministres et les parlementaires, mais l'ensemble des pouvoirs politiques en fonctionnement visible : la Cour ou son substitut républicain, le gouvernement et tout ce que la société civile projette sur l'interface parlementaire, comme dans la presse et dans la rue. Tant il est vrai que les organes multiformes de la société civile donnent voix aux classes sociales, convertissent leurs statuts en identités conflictuellement reconnues (n° 35) et canalisent l'expression de toutes les tensions sociales. Bien conçue, la *forme de régime* exprime clairement les rapports entre l'État et la société civile, elle décrit le fonctionnement apparent de la structure politique.

Plusieurs anciens régimes subsistent au 19^e siècle, tels le tsarisme russe, l'absolutisme autrichien et leurs variantes atténuées — après 1848 en Autriche et après 1905 en Russie. De la Scandinavie à l'Ibérie, des exemples analogues se présentent. Mais la monarchie, la noblesse chamarrée et les rites anciens ne suffisent pas à définir le régime politique qu'ils décorent. Le Royaume-Uni des années 1840-70 semble aussi vieillot que l'Empire austro-hongrois, mais sa substance politique est tout autre. Ici, le gouvernement et le Parlement exercent le pouvoir, dans un État dont la forme monarchique masque mal la dimension démocratique-bourgeoise (n° 30). Le Royaume-Uni devient, en somme, une

république dont le président serait encore un dynaste héréditaire. Son régime est en avance sur celui de la France, jusque vers la fin des années 1870 où, à Paris, la république démocratique-bourgeoise finit par triompher en fait comme en droit.

Ce tardif triomphe couronne un siècle de transformations souvent reprises. Les années révolutionnaires et impériales, pépinière de régimes rêvés ou expérimentés, à Paris sinon toujours en province, avaient été suivies de monarchies restaurées, d'une république à nouveau esquissée et d'une ultime mode impériale. Quand la troisième tentative républicaine est, enfin, couronnée de succès, l'État et la société civile rattrapent vite leur retard sur l'Angleterre — et la France devient, pour un temps, le modèle politique de l'Europe capitaliste : non plus la terre prophétique de la Révolution, mais bien le prototype d'un régime républicain qui sera imité — formellement ou réellement — dans beaucoup d'autres pays européens, avant comme après 1914. La soumission de l'armée à des règles de droit — et de sa hiérarchie à l'autorité gouvernementale, comme il ressortira finalement de l'Affaire Dreyfus ; la séparation de l'Église et de l'État ; la multiplication des ministères technico-dépensiers, aux côtés des vieux ministères de souveraineté qu'étaient la Guerre, les Finances, la justice, les Affaires Étrangères et l'Intérieur ; la liberté explicite des associations, syndicats et partis ; le suffrage universel — pour les hommes, s'entend ; le respect des droits de l'homme ; telles sont les normes proclamées sinon toujours respectées par ce modèle.

Plus les sociétés civiles se déploient librement, plus les projets s'y multiplient. Les aspirations exprimées dans les mondes précapitalistes émanaient des puissants, des riches et des savants — et les sourdes rumeurs populaires n'étaient rendues audibles que par d'occasionnelles révoltes victorieuses. Désormais, de multiples organes s'emploient à élaborer et à diffuser contradictoirement les projets les plus divers. Les structures sociales prépondérantes imposent aveuglément de puissantes tendances : vers l'accumulation du capital, l'industrialisation et le profit ; vers l'urbanisation et la territorialisation (n° 32) ; vers l'instruction publique et la recherche scientifique ; etc. Mais des projets plus volontaristes se mêlent désormais, en grand nombre, à ces tendances lourdes, quitte à les déformer plus ou moins. Ces opinions et ces utopies, ces rêves ou ces aspirations réfléchies deviennent des forces matérielles lorsqu'elles s'emparent des masses comme le jeune Marx l'avait fort bien compris.

La société civile qui prend vigueur commence à contrebalancer le pouvoir d'État et devient le terreau de nouvelles forces sociales qui inventent des avenir.

37 — La civilisation européenne ; de l'Angleterre

[Retour à la table des matières](#)

Ces projets deviennent une composante durable de l'opinion, c'est-à-dire des réactions que suscite, dans les profondeurs du réseau primaire, la circulation des nouvelles et des rumeurs. Comme toutes les autres facettes du discours commun, l'opinion est désormais mobile : la tradition rend mal compte d'un monde en changement accéléré.

Les besoins changent de même, entraînés par les produits nouveaux. D'Irlande en Finlande, la famine exerce ses derniers ravages. Les hygiénistes et les moralistes mènent croisade contre l'alcoolisme populaire. Les socialistes tentent de contrôler les débits de boisson, dans les zones où les taudis industriels en font, hélas, le living-room du populaire. Sur le tard, leurs *maisons du peuple* étendent aux salariés des formes de sociabilité vaguement imitées des cercles, loges et clubs du 18^e siècle (n^o 23), tout comme le café-concert imite l'Opéra.

Les *Lumières* se banalisent elles aussi. Au panthéon des élites cultivées, l'artiste et le savant succèdent au philosophe. Les rudiments du savoir sont véhiculés par une école primaire dont l'obligation se répand, non sans variantes : la France se veut laïque et fait aimer le livre, l'Allemagne promeut les études techniques qui valorisent le métier, l'Angleterre réserve ses meilleurs efforts aux élites, etc. Le rail raréfie les isolats ruraux. Même s'il demeure exceptionnel, le voyage est connu de tous. Les classes fortunées élargissent leurs pérégrinations jusqu'à l'Égypte ou l'Amérique. Hier effrayants, l'alpe et le rivage deviennent terrains de sports.

Il en va autrement au cœur de l'Asie et de l'Afrique où les genres de vie demeurent englués dans une misère millénaire, coupée de luxes extravagants. Hormis les armes et les produits textiles, la modernité européenne se réduit aux chemins de fer, aux médicaments et au spectacle étrange qu'offrent les colons européens.

Partout, cependant, certaines langues sont promues. Les États font prévaloir une langue nationale. Le 19^e siècle voit ainsi l'anglais, l'allemand, le français et divers autres langages triompher des dialectes et patois dont ils émergent, de même que le norvégien, le grand-russe ou d'autres langues encore, entrent à leur tour dans la courte liste des vainqueurs nationalitaires. Comme dans l'Amérique hispanisée, la sélection s'étend aux empires coloniaux où chaque métropole propage son idiome national. En Afrique et dans le sud-est asiatique, les langues impériales — ou les sabirs qui en dérivent — deviennent souvent les *lingua franca* entre des tribus ou des ethnies sans parentés linguistiques — et sans vocabulaire pour dire la modernité qui les assaille. La scolarisation prolonge cette tendance pour les

minorités qu'elle touche : ainsi naissent les *Afriques* anglophone et francophone qui survivront à la colonisation. Les langues européennes des industries et des universités s'imposent pour exprimer les techniques, les sciences et les pensées qui s'acquièrent en Europe. L'Autriche-Hongrie, aux onze langues officielles, illustre ce point : on peut éditer en onze langues les manuels pour sous-officiers, mais en matière artistique ou scientifique, la gloire est germanophone, à Vienne.

Ainsi, la colonisation, la dépendance impériale, le rayonnement commercial et l'agrégation nationalitaire privilégient quelques langues. La prolifération langagière qui caractérisait jusque-là l'histoire des peuples (n° 3) commence à s'inverser. Babel s'éloigne.

En Europe, les sciences, stimulées par leurs applications techniques (n° 27) enregistrent tant de succès que divers délires les prolongent, par confiance scientifique dans leurs pouvoirs infinis ou par surestimation positiviste du mesurable et du fait supposé pur. Parmi les sciences sociales qui prennent tournure autour de l'économie et de l'histoire, la géographie connaît son heure de gloire : des sociétés spécialisées s'ouvrent à Londres, Berlin, Paris et autres capitales européennes, tandis que se publient de grandes *géographies universelles*. À la fin du siècle, l'Allemagne est la serre chaude de ces sciences sociales. Londres et Paris multiplient les fouilles et les pillages de ruines, de Rome à Athènes et au Caire.

L'architecture est moins glorieuse. Ses palais de fonte ou d'acier abritent des foires ou des gares ; ses ouvrages d'art sont des viaducs, ses bâtisses administratives sont ventrues comme les bourgeois de ce temps. La grâce est ailleurs, dans les musiques allemandes, les opéras italiens, les peintures parisiennes. Partout, après les émois du romantisme, le théâtre, la poésie et le roman connaissent de grands succès, raffinés ou populaires. Ce travail civilisateur est une aventure européenne, même si quelques villes des Amériques en imitent les produits. New York est, en 1914, la deuxième ville du monde, mais ce n'est encore qu'une banlieue culturelle de Londres et de Paris, un débouché pour le *bel canto* italien.

En Europe et aux États-Unis, les ressources de l'hégémonie religieuse (n° 16) ne suffisent plus à assurer le calme des esprits. Rome est révoltée par la Révolution française, sa constitution civile du clergé (1790), sa vente des biens ecclésiastiques, ou la liberté qu'elle accorde aux protestants et aux juifs (1791). Plus les sociétés civiles deviennent libérales (n° 36), plus s'effacent les discriminations confessionnelles. La situation est pire aux États-Unis où la libre entreprise religieuse est de règle. Au milieu du siècle, l'Ouest est traversé de crises millénaristes et de *revivals* baptistes, puis l'étrange église mormone s'y enracine. Au Sud, la libération des esclaves offre de nouveaux terrains aux *preachers*. À la différence du Québec et du Mexique, l'Église romaine demeure très minoritaire aux États-Unis malgré les renforts irlandais et polonais. Ses rivales protestantes se résignent mieux qu'elle à prêcher sans dominer.

En Europe, la crispation catholique est durable. L'Église méconnaît les réalités ouvrières. Son maillage diocésain ignore la nouvelle géographie industrielle, mais elle vise plus à réformer son entourage qu'à s'y adapter. En 1864, Pie IX dresse *le syllabus* des erreurs modernistes. Son successeur tente d'éveiller l'Église à des choses nouvelles — *Rerum novarum* — telles que la condition ouvrière, la multiplication des républiques, la diversité des rites orientaux, etc., mais il est mal compris des évêques comme des bien-pensants. L'Église catholique que Bismarck doit ramener à la raison par un *Kulturkampf* (1871-78) et dont la France sépare son État (1901 -05) aborde à reculons le nouveau monde capitaliste.

Loin du centre, la situation religieuse n'est pas meilleure. C'en est fini des évangélisations à l'espagnole (n° 18). Le traité de Nankin (1853) qui ouvre la Chine au commerce, impose également la libre entrée des missionnaires, mais les chrétiens chinois et les missionnaires européens seront durement frappés par la révolte des *Boxers* (1900). En Asie, l'islam est seul à progresser encore, au Turkestan et aux Indes, où il motive la Mutinerie des cipayes (1857-59). En Amérique latine, l'enveloppe religieuse se craquelle. Les syncrétismes ne se drapent plus, comme au Mexique, dans les replis d'un catholicisme indigénisé, ils s'étalent comme la *santera* (Cuba), le *voudou* (Haïti), le *xango* (Recife), le *candomblé* (Bahia) ou la *macumba* (Rio). Seule l'Afrique offre un terrain favorable aux missions chrétiennes, d'autant que celles-ci servent souvent d'hôpital et d'école. Néanmoins, l'islam y garde sa vigueur : il inspire les messianismes somalien (1883) et soudanais (guerre du Mahdi 1881 -98) et il progresse parmi les populations berbères du Maghreb.

Chaque religion est à la fois forme d'un lien social et conception normative du monde. Aucune relève ne s'offre, dans le premier monde capitaliste, pour remplacer simultanément cette forme et ce contenu, malgré les tentatives maçonniques, révolutionnaires ou comtiennes. La relève s'opère donc empiriquement par disjonction de la forme et du contenu.

La nouvelle forme est fournie par le droit. L'Europe capitaliste, héritière du droit romain, du droit commercial des marchands et de quelques autres matériaux juridiques, enrichit cet héritage par des codifications et des novations dont certaines intéressent le droit des affaires et du travail, mais dont les principales concernent les individus. La nationalité, la citoyenneté, l'état civil et les droits patrimoniaux procèdent d'une même tendance : le progrès de l'égalité entre citoyens d'un même État. Dans ce mouvement, la France révolutionnaire est productrice de modèles. Son répertoire constitutionnel et ses codes inspirent les imitations comme les réactions.

Dans l'espace juridico-politique qui se formalise ainsi, les conceptions du monde les plus diverses s'affrontent de plus en plus librement, les religieuses comme les autres, si bien que l'hégémonie semble fluctuante, voire douteuse. En

fait, sa nouvelle substance se décante, par adjonction à de lourds sédiments religieux, de strates nouvelles déposées par le débat politique, l'expérience de la vie sociale et l'habitus scolaire. Hors les périodes de crise aiguë, chaque société manifeste son consentement aux façons d'être, d'agir et de s'affronter qui lui deviennent coutumières. Ainsi s'établit une hégémonie nouvelle, de forme juridique et d'échelle nationale, puisque telle est la dimension que les États capitalistes rendent prépondérante, dans l'Europe du 19^e siècle.

Il n'en va pas de même dans les possessions coloniales où le droit métropolitain s'applique peu et mal. Ici, la contrainte ne cherche guère à s'enrober de consentement. Les chefferies locales et les princes résignés au protectorat, les religions traditionnelles et les missions importées sont mis à contribution, s'il se peut, mais la colonie tire aussi son prestige des techniques, des genres de vie et des savoirs dont les colonisateurs font montre. Plus profondément, elle bouscule les coutumes, modifie les langages et colonise jusqu'aux toponymes (21-II, 118). Bref, une hégémonie coloniale s'établit. Néanmoins, la religion demeure prégnante en maints territoires, si bien que l'hégémonie coloniale doit s'ajuster, vaille que vaille, à cette situation. D'où un conflit potentiel, déjà perceptible aux Indes et en quelques aires islamiques, et que le temps avivera, lorsqu'un réinvestissement anticolonialiste de certaines religions se dessinera (n° 46).

En Europe, le bouillonnement culturel est intense. Le temps des renaissances s'achève — peut-être avec le romantisme, riche de nostalgies gothiques. Désormais le travail civilisateur s'emploie moins à refondre l'héritage de glorieuses sociétés anciennes, qu'à bâtir du nouveau, de *l'art nouveau*, du *modern style*. L'Europe chante ses héros actuels, ses machines, sa fée Électricité. Elle glorifie sans délai les Bessemer et les Pasteur, les Hugo et les Wagner, quels que soient leurs domaines d'excellence. Le cosmopolitisme du réseau secondaire (n° 23) persiste dans certains arts et l'innovation technicienne donne partout même allure aux machines et aux bâtisses. Mais les prétentions nationales sont fortes. La gloire acquise par Paris au 18^e siècle est soumise à l'efficace compétition de Londres. Les codes, le système décimal et le rayonnement politique d'après 1789, sont concurrencés par d'autres valeurs. À Londres, l'industrie tient sa première exposition universelle, en 1851, et les réfugiés politiques trouvent leur principal asile. Il faut attendre les années 1880 pour que la France retrouve une notoriété internationale de meilleur aloi que sa fête impériale des années 1860. Néanmoins, le 19^e siècle est britannique, autant qu'il est industriel.

L'Angleterre est flexible comme l'anglais qui, depuis trois siècles, devient la lingua franca de la planète. Ses pirates et ses marchands de draps et d'esclaves ont bâti un archipel une marine et un empire que ses malins ont encore élargi en pourchassant la traite et la piraterie. Ses possessions, souvent drapées de compagnies commerciales ou de protectorats, ne se sont revêtues de pourpre impériale qu'aux Indes, en un temps où l'Europe faisait fête aux Empires. Ses draps et ses machines, longtemps sans rivaux, puis ses colonies, longtemps

inégalées, ont dû céder la place à de nouveaux venus du marché ou du pouvoir, mais ses banquiers ont gardé leur empire.

Son royaume, uni comme peuvent l'être la misère irlandaise et l'orgueil anglais, a cependant réussi à fondre Gallois, Écossais, Anglais et maints Irlandais dans le creuset lointain de dominions où tous sont devenus des Britanniques bon teint. Sa monarchie victorienne, aussi vénérée que décorative, a vertueusement voilé l'érection d'une république parlementaire, souvent exemplaire.

Hors l'impossible Irlande, ses guerres sont bientôt devenues des sports continentaux et des expéditions maritimes, jusqu'aux sombres années 1940 où Londres et son Angleterre ont souffert vaillamment.

Aujourd'hui, l'Angleterre achève l'immense aller-retour d'une ville qui maîtrisa une île, puis un archipel, avant de conquérir le monde, d'où il lui fallut regagner l'archipel — rogné par les Irlandais — puis abandonner une bonne part de l'île primitive, à la chasse, à la pêche et au golf, comme aux friches industrielles des Lowlands, des Midlands et du Pays de Galles, si bien que l'Angleterre redevient une ville, un Londres d'ailleurs édenté de ses docks. Mais une ville immense, riche, dynamique, une Cité plus puissante que toutes les Venise anciennes, entourée d'un vaste contado de Home Counties où l'industrie, la science et la finance empilent leurs modernismes et leurs promesses d'avenir, loin des loqueteux de Liverpool et des gueulars de Glasgow.

Ainsi va l'Angleterre, pays avare d'espérances religieuses ou révolutionnaires, tandis que l'anglais, relayé par toutes les Nouvelles Angletterres, de Boston à Sydney, et par tous les médias, de Hollywood à Singapour, offre au monde, à défaut d'espérance, un esperanto.

Au reste, la taille des agglomérations anglaises est à noter. En 1875, Londres dépasse les 4 millions d'habitants, loin devant les quelques 2 millions de Paris et New York et le gros million de Berlin. En 1900, Londres est toujours en tête, avec 6 millions d'habitants, talonnée par les 4 millions de New-Yorkais, tandis que Paris et Berlin se situent entre 2 et 3 millions, suivies par Chicago qui dépasse désormais Vienne, en population sinon en rayonnement.

Ainsi le jubilé de la reine Victoria (1897), célèbre la prééminence de Londres, autant que celle de l'empire britannique. Mais l'Europe est multiple. Paris devient, plus que jamais, capitale des arts. Berlin règne sur un empire où les sciences de la nature et de la société sont en pleine expansion. Vienne entre dans le 20^e siècle, avec une pléiade d'artistes et de savants aussi innovateurs que Freud. Et, du modernisme moscovite à l'opéra italien, la constellation européenne ne cesse de s'enrichir, sauf dans les métropoles détrônées d'Espagne ou de Hollande. Le monde capitaliste du 19^e siècle n'a donc pas de centre culturel unique. La primauté culturelle est plus subtile que la prépondérance politique ou la prééminence

économique. Elle n'a ni l'inertie du capital fixe, ni la lourdeur des armées, elle rebondit de ville en ville, comme la lumière dans un jeu de miroirs.

38 — La structure du premier monde capitaliste ; le monde en 1913-14

[Retour à la table des matières](#)

Le premier système mondial capitaliste s'est formé par subversion de l'ancien monde colonial et marchand (n° 25). L'éruption a commencé au centre de celui-ci, avec le capitalisme manufacturier d'Angleterre, dans les années 1760, puis avec les poussées révolutionnaires des années 1780, surtout en France. En se généralisant, elle a déclassé le flanc méditerranéen de l'ancien centre, puis elle a promu, peu à peu, la Belgique, la Suisse et maintes parties des empires autrichien et allemand comme des États-Unis. En 1913, le nouveau centre ne compte guère plus de grandes puissances que le précédent, mais sa géographie est tout autre : il chevauche désormais l'Atlantique.

Plus dynamique que jamais, ce centre a changé de moteur. Les ambitions dynastiques et territoriales, les appétits marchands et coloniaux sont désormais détrônés par l'accumulation du capital et par l'inégal développement qu'elle provoque. Le premier monde capitaliste est celui où, sans trop le savoir, les États-Unis surclassent, en un siècle, l'Angleterre, l'Allemagne et toutes les autres puissances.

Le centre est le foyer de l'industrie, de la banque, de la bourse, des assurances ; la source des standards, des normes, des codes et des modes ; le créateur de modèles pour l'entreprise, l'administration, l'armée ; et le promoteur de langues, de sciences, de techniques, d'arts et d'écoles.

Les grands États y font prime : ils ont l'allant d'un *grand espace économique* (n° 29), ils jouent de la souplesse militaire et stratégique que l'espace procure, ils bénéficient de la ressource démographique que l'étendue autorise. Les plus petits pays ont besoin d'alliances ou de voisins qui se neutralisent réciproquement pour compenser leurs déficits à ces trois titres.

La qualité des États centraux tient aussi, plus secrètement, à l'épaisseur et au foisonnement de leurs réseaux idéologiques (n° 33), à l'équilibre qui s'établit entre les appareils d'État, à la prolifération des sociétés civiles (n° 36) et, plus généralement, au bon dosage de la contrainte et du consentement que procure, de plus en plus souvent, une république bourgeoise associée à une hégémonie juridique (n° 37). Le centre connaît ainsi de longues périodes de paix. Ses conflits sociaux sont moins sauvagement réprimés, ses rivalités culturelles et ses querelles d'écoles deviennent plus fécondes.

Néanmoins, le nouveau monde capitaliste est structurellement inégalitaire, il produit maintes dénivellations économiques et culturelles (n° 28). La prépondérance de la Grande-Bretagne, presque en tous domaines, ne la rend pas gestionnaire du système mondial. Superpuissance, elle gère en force ses intérêts propres et joue de l'équilibrage mondial, comme hier de l'équilibre européen (n° 31). Les États de rang inférieur jouent, eux aussi, de tous leurs atouts et ils se coalisent pour faire contrepoids aux États trop pesants. Le centre est calme, mais comme l'œil d'un cyclone, il est au foyer des contradictions mondiales entre puissances.

En effet, les quelques 90 % de la population mondiale qui vivent hors le centre, sont rangés en zones d'âges divers et réagissent diversement aux impulsions centrales. De la Turquie à la Chine, les restes d'empires anciens s'effritent sous la pression de métropoles rivales. En Amérique latine, de faibles États indépendants ne s'émancipent de l'influence anglaise que pour subir celle des États-Unis. D'Ottawa à Canberra, de nouvelles *Angleterres* s'échafaudent, vaille que vaille, cependant que les États-Unis, beaucoup plus avancés dans cette voie, deviennent — presque à leur insu — la Super-Grande-Bretagne. L'Afrique entière, les flancs sud de l'Asie et les îles, des Caraïbes au Pacifique, sont partagés entre une demi-douzaine d'empires coloniaux. La périphérie européenne, enfin, se laisse aisément pénétrer par un capitalisme dont les avant-postes se multiplient de Bilbao à Milan et de Trieste à Cracovie et Saint-Pétersbourg.

Aucun cousinage, donc, entre la vieille Asie d'où le Japon s'élance, seul, vers une modernisation aventureuse et l'Amérique hispanisée aux indépendances incertaines ; entre l'Inde agrandie, secouée, réveillée parfois et l'Afrique maintenue dans sa pulvérulence ethnique ou même tribale (n° 19) ; entre le Canada ou l'Italie que leurs voisins entraînent et les Indes insulaires que les Néerlandais confinent en plantations ; etc.

Les traits communs sont imposés de l'extérieur, par les puissances européennes, exportatrices de langues et de produits, de religions parfois, de soldats et d'administrateurs souvent, de précautions sanitaires, toujours, car les épidémies circulent de mieux en mieux, comme les hommes et les marchandises.

Beaucoup de sociétés périphériques sont privées d'État propre ou n'en gardent que le décor, si bien que leurs contradictions n'ont pas de résultantes locales, mais entrent, de biais, dans de plus vastes faisceaux de contradictions, traitées ailleurs, par d'autres États ou par d'autres institutions de moindre envergure : des sociétés minières ou de plantations plus attentives au marché mondial qu'aux économies locales ; des banques connaissant mieux les monnaies que les peuples.

À première vue, les transformations du 19^e siècle prolongent celles qui travaillaient déjà le monde précédent : expansion marchande, bâti territorial, poussées nationalitaires, pour le centre ; propagation marchande et expansion

coloniale du centre vers les périphéries ; au centre encore, vie sociale rythmée par une conjoncture économique, une situation politique fluctuante et une actualité culturelle devenue mobile (n° 25). Mais la ressemblance est superficielle. À tous égards, le monde capitaliste est qualitativement différent de son prédécesseur.

Son expansion marchande ne cesse de s'accélérer, entraînée par une accumulation du capital dont la croissance économique est le corollaire. De même, le bâti territorial change de sens en s'intensifiant. L'État est tissé de routes et de voies ferrées, d'administrations et d'écoles, de lignes télégraphiques comme de distributions journalistiques, de comités électoraux comme de syndicats. Une puissante société civile s'y étoffe et l'aide à se convertir en une république bourgeoise. De même, enfin, l'État n'est plus nationalitaire mais devient national. Il enveloppe dans la lourde pâte d'une identité commune toute une nation qui enserme les classes sociales et contient les éventuelles minorités tenues pour étrangères.

Les inflexions sont moins nettes dans les possessions coloniales où, le cas échéant, les exterminations d'autochtones se poursuivent et où la suppression de l'esclavage tarit la traite, tandis que les administrations inventent de nouvelles formes de travail forcé. Le changement principal intervient dans les colonies de peuplement où l'exubérante Europe déverse son trop-plein (n° 32). Les Amériques, au nord puis à l'extrême sud, et les futurs *dominions* bénéficient ainsi d'une transfusion de familles, déjà frottées de civilisation européenne et qui transportent, avec leurs forces de travail, leurs savoirs et leurs espoirs.

Au reste, la colonisation n'est qu'un aspect de la domination que le centre exerce. L'accumulation du capital ne tarde pas, en effet, à produire de nouveaux liens proprement impérialistes, dont les banques et les bourses sont les agents, plus discrets que des armées. Les dénivellations techniques et culturelles qui ne cessent de s'accuser, accroissent d'autant l'avance industrielle, la rentabilité et la prépondérance des puissances capitalistes (n° 29). De ce fait, le rattrapage de ces puissances devient de plus en plus difficile : il y faut la protection de la distance et la transfusion massive d'hommes déjà qualifiés, dans le très grand espace économique virtuel des États-Unis ; ou le bâti en force d'un grand espace, par un État résolument protectionniste comme l'Allemagne ; ou, enfin, l'impérieuse mobilisation d'un État hautement discipliné, comme le Japon. Trois réussites, donc ; mais aussi, trois exceptions.

Les rythmes de la vie sociale s'accroissent, eux aussi. La conjoncture économique des siècles précédents s'enfle en mouvements incessants, coupés de crises périodiques, à géographie variable. Ces crises touchent l'ensemble des marchés nationaux ainsi que les zones de mines et de plantations qui les desservent. Leur aire croît donc d'une crise économique à l'autre. Les crises politiques sont moins régulières et de nature différente. Le 19^e siècle européen est balayé par plusieurs vagues révolutionnaires d'ampleur inégale, auxquelles se mêlent, peu à peu, les échéances normalisées des élections. Les rythmes culturels

s'enrichissent, eux aussi, par l'effet de modes, de conflits d'écoles, etc. À ses débuts, le 19^e siècle scande encore chaque année au rythme des saisons ; quand il s'achève, l'année scolaire, modelée sur l'année agricole, commence son long règne qui subvertira toute la vie sociale, au centre des systèmes mondiaux du 20^e siècle.

La nouveauté radicale du monde capitaliste tient aux logiques nouvelles qui l'orientent. Logique économique, certes, qui devient celle de la pure valeur d'échange (n° 28). Mais aussi logique idéologico-politique qui — toujours au centre — devient celle de l'État-nation. La formation des États territoriaux-nationaux spécifie durablement le système mondial comme un *jeu de places prises* : un jeu de territoires auxquels les nations doivent s'adapter ; un jeu de marchés nationaux segmentant un marché mondial encore virtuel ; un jeu d'États et de sociétés civiles où se forment les législations et les habitudes.

Plus que son prédécesseur, le monde capitaliste du 19^e siècle mérite le titre *d'économie-monde* (n° 25), par l'élan qu'il donne aux échanges internationaux, à l'exportation de capitaux, à l'émigration contrainte ou volontaire et par l'inclusion de la planète entière dans sa périphérie. Mais c'est aussi un monde d'États-nations, entraîné par les plus impérialistes d'entre eux. Cet entraînement transpose, à l'échelle mondiale, les normes antérieures de l'équilibre européen (n° 31), en un *concert des empires* aussi discordant que l'ancien *concert des nations*.

Dans ce monde où la géo-économique des marchés, des ressources, des mouvements de capitaux et des banques est déjà bien visible, la géo-politique demeure néanmoins prééminente. La découpe des marchés, comme celle des peuples — intégrés ou non en nations — résulte principalement de la grille des États. Même les complicités impérialistes qui se nouent entre les intérêts de quelques groupes et les actions de quelques gouvernements illustrent ce primat géopolitique. Les firmes dont les ambitions débordent du commerce banal — fût-il bancaire — ne peuvent percer, hors leur marché national, qu'avec le soutien d'un pouvoir d'État toujours attentif à ses propres visées politiques.

Dans ses possessions coloniales comme ailleurs, l'Europe, inconsciemment dénivellatrice, croit délivrer au monde un message d'hygiène et de progrès, de savoir et de modernité, de civilisation pour tout dire. Mais sa civilisation, supposée exemplaire, est d'atteinte toujours plus difficile, pour ce qui est de son moteur essentiel : l'industrie, étendue par l'accumulation capitaliste, nourrie par les sciences et mise en œuvre par des travailleurs mieux spécialisés et plus qualifiés.

Au cours des années 1910, le premier monde capitaliste avance aveuglément vers sa fin. On loue Spencer qui glorifie la sélection sociale des meilleurs, on n'écoute guère Mahan ou Mackinder qui disputent des avantages stratégiques de l'océan ou du continent — rebaptisés *rimland* et *heartland* — on ignore les avertissements des Hilferding, Jaurès, Lénine et autres socialistes, lesquels jurent, à Bâle (1912) d'arrêter la guerre qu'ils voient venir. Ceux qui gouvernent la France,

l'Allemagne, l'Angleterre et quelques autres puissances la voient aussi venir, mais avec satisfaction : pour tirer revanche de Sedan, pour renouveler Sadowa, bref pour livrer une de ces guerres brèves et point trop cruelles, comme celles qui ont façonné quelques nations depuis 1850 et qui se livrent encore aux confins balkaniques de la vieille Turquie. Rares sont les colonels Meyer — ou, bien avant lui, les Engels — qui ont compris, au spectacle des guerres de Crimée et de Sécession, que l'industrie, la conscription et le patriotisme national allaient produire de longues boucheries.

L'Europe qui assure 44 % de la production industrielle mondiale et 62 % du commerce international (**9-I**) se sent portée par sa *belle époque*. Les États-Unis où 36 % de la production industrielle mondiale sont déjà logés, ignorent encore leur surpuissance. Qui prêterait attention aux révolutions de Russie (1905) et du Mexique ou de Chine (1911), jusqu'à les croire contagieuses ? L'Europe de 1913-14 aborde l'avenir avec sérénité.

Chapitre 8

Le monde des guerres mondiales

(De 1914 à 1945 -50)

« J'ai au cœur une haine féroce, celle du désordre, de la révolution. Je me sens, certes, plus près de tous ceux qui la combattent, de quelque nationalité qu'ils soient, que de tels de nos compatriotes avec qui je n'ai pas une idée commune et que je regarde comme des ennemis publics »

LYAUTEY

39 — Guerres et révolutions

[Retour à la table des matières](#)

Août 1914. Berlin prépare un nouveau Sedan, Paris rêve d'un nouvel Iéna, mais en trois mois le front se fige : ce sera Verdun. La *grande* guerre est commencée. D'entrée, elle devient mondiale par le concours des dominions britanniques et du Japon. L'empire ottoman se joint dès 1914 à la coalition austro-allemande. L'Italie attend 1915 pour affronter la Turquie, avant de s'attaquer, en 1916, à l'Autriche. Les États-Unis renforcent l'entente anglo-française en 1917, au moment où la Russie fait défaut. De Versailles (1919) à Lausanne (1923), les signataires des traités sont plus nombreux encore, car les belligérants mineurs et les États nouvellement établis sont également conviés. La guerre se prolonge en Anatolie où un État turc s'extrait des ruines de l'empire ottoman, tandis que l'Angleterre et la France reçoivent de la nouvelle SDN, le mandat de protéger les États arabes issus de cet empire. Elle se prolonge plus encore dans l'immense empire russe.

Novembre 1917 La révolution qui dure depuis mars provoque des réactions en chaîne. Les armées allemandes avancent en Ukraine et dans les pays baltes. Des troupes alliées viennent renforcer les années de la contre-révolution. Des colonies s'émancipent, au Turkestan et en Transcaucasie. L'armée rouge de Trotski sort

victorieuse de ces longues guerres, mais la contagion révolutionnaire espérée par Lénine, s'éteint vite. Les révoltes allemandes sont matées ; la révolution hongroise échoue ; l'armée rouge est défaite en Pologne. L'URSS est isolée.

Octobre 1922. La marche sur Rome des milices fascistes parachève une contre-révolution dont s'inspirent les régimes antidémocratiques de Lituanie et du Portugal (1926), puis de Yougoslavie (1929) et de Pologne (1930).

Octobre 1929. Une crise économique déferle sur les États-Unis, puis frappe l'Autriche et l'Allemagne, avant de s'étendre à toute l'aire capitaliste.

Avril 1931. L'armée japonaise occupe Moukden, contre l'avis du gouvernement de Tokyo qui passera aux mains des militaires huit mois plus tard. La Mandchourie entière est capturée dès 1932, malgré les pressions de la SDN que le Japon quitte en 1933. En 1937, l'armée japonaise occupe toutes les provinces densément peuplées d'une Chine où les communistes survivants de la *Longue marche* (1934-35) et les troupes régulières de Tchang Kaï-Chek leur livrent une guerre aux fronts mouvants.

1933. Roosevelt promet aux États-Unis un *New Deal*. Hitler convertit l'Allemagne en un État nazi où les Juifs, les communistes et les opposants de toute sorte n'échappent aux camps de concentration que par l'exil. Le nazisme allemand inspire une nouvelle vague réactionnaire en Autriche (1933), en Lettonie, Estonie et Bulgarie (1934), en Grèce (1936) et en Roumanie (1938). Une guerre civile retarde cette vague en Espagne.

Mars 1938. L'Allemagne annexe l'Autriche. Elle commence à démanteler la Tchécoslovaquie en septembre, pour en achever la découpe en mars 1939. L'alliance germano-japonaise, conclue en 1936, sous forme d'un *Pacte anti-Komintern*, reçoit en 1937 le renfort de l'Italie. En août 1939, un pacte germano-soviétique isole l'alliance anglo-française.

Septembre 1939. Une deuxième guerre mondiale éclate au cœur de la vieille Europe dont l'Allemagne prend bientôt l'entier contrôle, hormis l'URSS où ses armées s'enfoncent en juin 1941 et l'Angleterre qui sert ensuite de base à la contre-offensive américaine. En Asie également, 1941 est l'année des désastres, de Pearl Harbor à Singapour. Puis l'ère des guerres et des révolutions se calme après les capitulations allemande et japonaise de 1945. De la destruction d'Hiroshima (1945) à l'indépendance des Indes (1947) et à la victoire des communistes en Chine (1949), un nouveau système mondial s'esquisse (n° 45).

Les deux guerres mondiales, comme les conflits et révolutions intermédiaires relèvent de l'âge industriel. L'artillerie, les avions et les tanks sortent des chaînes de fabrication. Le chemin de fer permet à l'Allemagne de se battre sur deux fronts et à l'armée rouge de courir d'un front à l'autre dans l'immense Russie. Les navires

produits en série exportent les armes et les vivres américains. Des gaz au nucléaire, les armes nouvelles se multiplient.

La conduite des armées s'adapte aux armements nouveaux, à grands frais humains. Les tranchées de 1914-18 usent des millions d'hommes. Les batailles d'après 1939 sont aussi meurtrières, mais moins statiques, car la Chine et l'Espagne ont offert leurs terrains d'essais aux aviateurs et aux tankistes.

La guerre industrielle est onéreuse. Pour chacun des deux conflits mondiaux, les dépenses annuelles totales des belligérants atteignent environ 60 milliards de \$, aux prix de 1970 (26,27). Les pertes en hommes, indépendamment des effets différés, sont comprises, pour la première guerre mondiale, entre 8,5 et 9,5 millions de soldats et entre 6 et 10 millions de civils, écart dû notamment à la révolution russe. Pour la seconde guerre mondiale, les incertitudes sont plus vastes encore : 15 à 22 millions de pertes militaires et 6 à 28 millions de pertes civiles, selon qu'on y inclut ou non les victimes des massacres et des famines (en Chine, notamment). Mais comment ignorer ces tueries, hors bataille, alors que l'Europe du 20^e siècle renoue avec une sauvagerie digne des conquérants mongols ?

Industrielles et sauvages, les guerres de 1914 et de 1939 relèvent-elles encore des théories inspirées à Clausewitz par les succès napoléoniens ? La question vaut d'être posée, car le premier 20^e siècle est inintelligible sans une claire théorie de la guerre.

La richesse de Clausewitz demeure intacte, estime R. Aron (2) qui actualise ses concepts. Il adapte la représentation des forces matérielles aux produits de l'industrie et celle des forces morales aux propagandes nationalitaires ou révolutionnaires (n° 43), il enrichit l'attaque et la défense des souplesses que la vitesse mécanique leur donne, il élargit les théâtres d'opération à l'échelle des flottes aériennes, il souligne enfin l'enchaînement planétaire des campagnes. Pour Aron, comme pour Clausewitz, la guerre demeure *la continuation de la politique par d'autres moyens*.

Mais Aron insiste sur le fait que Clausewitz vise très précisément *la politique d'État* (2-I, 104), laquelle s'incarne dans la décision du chef d'État légitime exprimant « tous les intérêts de la société tout entière » (2-II, 60). En bon disciple de Hegel, Clausewitz n'hésite pas à définir cette politique comme « l'intelligence de l'État personnifié » et Aron, en bon disciple de Weber, prête à cette intelligence des pensées claires et riches de *signification*, car « l'action (des) masses armées devient insensée, dès que l'on refuse à une intelligence la charge de les conduire » (2-II, 229).

Lénine admire Clausewitz, mais non Weber. L'intelligence de l'État personnifié ne le soucie guère, car les politiques, pacifiques ou guerrières, lui apparaissent comme la résultante — délibérée ou insensée — des rivalités impérialistes. Sa

réflexion vise à dénuder les intérêts de classes que les guerres expriment et à orienter l'action des classes ouvrières vers les politiques — pacifistes ou guerrières, selon l'occasion — les mieux adaptées à leurs intérêts révolutionnaires. Les guerres lui semblent justes ou injustes, selon qu'elles sont révolutionnaires ou impérialistes, selon les classes qu'elles servent.

Lénine ne peut être suivi sans réserves, tant le volontarisme obère son jugement. Il est vrai que toute guerre exprime des intérêts de classes, généralement médiatisés par les États qui la conduisent, mais aucune grâce scientifique ne donne à aucun dirigeant politique ni à aucun parti — fût-il léniniste — la capacité de reconnaître souverainement les intérêts des classes affrontées dans une situation donnée.

Les seules certitudes tiennent à la nature des États en guerre dont les classes régnautes — c'est-à-dire le gouvernement, l'état-major, les dirigeants des autres appareils d'État, etc. — expriment généralement les intérêts des classes dominantes, usent toujours des guerres pour redoubler leur contrôle politique et l'endoctrinement idéologique des classes dominées et se servent parfois de ces guerres pour ruser avec des tensions sociales internes devenues immaîtrisables. Mais, de ces principes aux jugements précis sur une guerre donnée, en ses diverses péripéties, il y a place pour un débat concret, rendu fort difficile par la guerre elle-même. Ce débat se livre pourtant, entre forces politiques officielles ou clandestines et, plus encore, au sein des armées et des peuples où les fluctuations du moral en expriment le résultat.

À cet égard, les années 1914-45 sont riches d'enseignements, car beaucoup d'États se sont vu retirer, au cours des conflits, le pouvoir de qualifier leurs guerres, voire la capacité de les conduire. Entre 1914 et 1945, l'illusion d'optique qui prête aux États une sorte de monopole du droit de paix et de guerre s'est dissipée, quoi qu'en pense Aron (24, 109 sq.). Les corps francs de l'Allemagne de Weimar, les milices fascistes et nazies, les services d'ordre de maints partis socialistes et communistes des années 1930, les vigiles patronaux, alors multipliés à l'instar des États-Unis, les brigades internationales de la guerre d'Espagne, les armées populaires des communistes chinois et, un peu partout, les groupes de francs-tireurs et partisans ont démontré que les États n'ont pas le monopole de l'action armée, ni celui des guerres longues.

40 — La révolution soviétique ; *de la Russie*

[Retour à la table des matières](#)

La première guerre mondiale scandalise les peuples européens. Leurs classes régnautes et dominantes sont choquées plus encore par la révolution russe. Celle de mars 1917 — dite de *février*, à cause du calendrier local — est ressentie comme une trahison. En novembre, la révolution dite d'*octobre* fait déborder la coupe : ses propositions en vue d'une paix sans indemnités ni annexions sont intolérables.

Il faut intervenir pour aider les *blancs* à battre les *rouges*, mais les mutineries des troupes alliées imposent leur rapatriement dès 1919. Néanmoins les armées blanches demeurent pressantes. En outre, la Pologne pousse une offensive jusqu'à Kiev (1919) avant qu'une contre-offensive vienne menacer Varsovie (1920). Finalement, les bolcheviques se résignent à ratifier, par traité, la sécession des peuples occidentaux de l'empire russe, de la Finlande à la Bessarabie. Un *cordon sanitaire* prend forme pour contenir l'épidémie révolutionnaire.

Cette ceinture d'États, n'arrête pas la nouvelle Internationale communiste, créée à Moscou dès 1918. Les révoltes d'Allemagne et de Hongrie sont matées, mais les polices et les contre-propagandes n'endiguent pas l'influence communiste dans les syndicats et les partis du mouvement ouvrier. Par scissions ou créations, le communisme s'organise en groupuscules ou en partis plus substantiels.

Cependant, la Russie s'extrait du concert des nations. Dès 1917, elle répudie ses dettes, au grand dam des prêteurs français (n° 29). Elle s'isole du marché mondial, si bien que son commerce extérieur demeurera étale, de 1918 à 1945, hormis une courte montée, pendant la NEP, avant 1930. Son isolement politique est à peine moindre, malgré les reconnaissances consenties en 1924, par l'Angleterre, l'Italie et la France. C'est seulement après le triomphe de Hitler en Allemagne (1933) et après avoir été reconnue par les États-Unis et maints autres États que l'URSS adhère à la SDN (1934) et élargit ses contacts diplomatiques. Mais la mollesse des réactions à l'égard du réarmement allemand de la Rhénanie, de l'offensive italienne en Abyssinie ou des agressions japonaises en Chine — trois puissances signataires du Pacte anti-Komintern — rendent l'URSS méfiante. Elle aide un peu la Chine de Tchang Kaï-Chek, malgré sa lutte contre la petite armée maoïste ; elle aide davantage l'Espagne républicaine — et tente d'y prédominer ; elle défait les japonais en Mandchourie, en 1938 ; elle signe en septembre 1939, un pacte germano-soviétique d'intérêt purement russe. La victoire allemande en Pologne lui permet de récupérer les anciennes possessions occidentales de l'empire russe, de la Bessarabie aux pays baltes. Seule la Finlande lui résiste, par la dure guerre hivernale de 1940. C'est seulement après l'attaque allemande de 1941 que l'URSS bascule vers l'alliance avec une Angleterre et des États-Unis résignés à ce moindre mal.

Née scandaleuse, scandaleusement isolée dans le système mondial des années 1920 et 1930, puis scandaleusement incluse dans la coalition victorieuse de 1945, l'URSS accomplit, de 1917 à 1945, une transformation dramatique. Son histoire n'est qu'une longue fuite en avant.

Au départ, la survie de leur révolution importe, seule, aux bolcheviques. La distribution des terres légalise les partages commencés dès 1917. La fixation des frontières sanctionne également le fait accompli. Des peuples s'émancipent sous de nouveaux États, quand l'URSS n'a pas la force de les retenir. Mais, en Arménie ou en Georgie, l'indépendance est annulée, dès 1922, car la Turquie, elle-même en gésine, n'a pas la force de s'en mêler et bloque le passage des éventuelles interventions occidentales.

L'armée rouge, indispensable à la survie de la révolution, naît, elle aussi, par l'expédient amalgame de recrues souvent motivées et d'officiers ayant eu l'expérience du front. Après ses victoires, sa conversion en *armée de travail* échoue aussitôt, car la troupe aspire à travailler ses propres champs. Les révoltes populaires que l'extrême pénurie et la dureté du *communisme de guerre* font éclater, notamment à Kronstadt (mars 1921) sont maîtrisées, non par cette armée populaire, mais déjà par des troupes spéciales, d'abord improvisées, puis professionnelles. Tout s'improvise, y compris le parti communiste lui-même. Ses 5 000 adhérents de 1905 deviennent, tout au plus, 40 000 en février-mars 1917. 300 000 adhérents sont représentés, au congrès de mars 1919 et le double un an plus tard, après la prohibition des autres partis, comme des tendances au sein du PC.

La révolution triomphe dans une Russie à bout de souffle. En 1921, la NEP — ou nouvelle politique économique — abolit les contraintes du *communisme de guerre*. La paysannerie, l'artisanat et le commerce reprennent vie, les transports sont réparés, mais les usines peinent toujours. Elles ont perdu beaucoup d'ingénieurs, de techniciens et d'ouvriers qualifiés et reçoivent peu de fonds à investir. Le niveau de vie ouvrier remonte peu à peu vers son maigre niveau de 1913 qui sera retrouvé en 1928.

Malgré les vides causés par l'émigration, la société civile se réactive, elle aussi, et la vie intellectuelle reprend dans les grandes villes. Mais non la vie politique. La glaciation du parti, commencée dès 1920, s'accélère après la mort de Lénine, en janvier 1924. À la tête du PC, les alliances sont fluctuantes, mais l'emprise de Staline et de son secrétariat croît. Son *socialisme dans un seul pays* — mot d'ordre de 1925 — l'emporte contre les espoirs de *révolution permanente* entretenus par Trotski.

En 1928, le premier plan quinquennal requiert un choix décisif. Boukharine refuse de forcer le rythme, car l'alliance des ouvriers et des paysans, qui est l'assise

de la révolution, n'y résisterait pas. Staline qui n'a plus besoin de son soutien, après l'exil de Trotski (1927), se rallie aux mesures les plus extrêmes. Il réclame, en 1928, le prélèvement d'un *tribut* exceptionnel sur la paysannerie, pour financer un plan quinquennal dont l'achèvement en quatre ans sera réclamé, dès 1929.

Ce tribut est acquis au prix d'une révolution anti-paysanne : la formation accélérée de kolkhozes. Malgré un bref coup de frein en 1930, le mouvement se poursuit jusqu'en 1933. Régions après régions, les contraintes administratives et économiques et les déportations massives de récalcitrants — baptisés *koulaks*, c'est-à-dire paysans riches — viennent à bout de toutes les résistances. Le bas prix des livraisons agricoles et les hauts prix des fournitures aux kolkhozes et des locations de machines et de tracteurs, extraient des campagnes le *tribut* souhaité, non sans susciter un abattage massif du bétail, plusieurs années de famine et la déportation de millions de paysans.

La révolution des années 1930 ne crée aucune coopérative et anémie le pays. Elle donne aussi naissance à un mode de production concentrationnaire. Les camps de travail, substitués aux exécutions sommaires des années 1918-20, s'emplissent de *koulaks* souvent imaginaires. Le *Goulag* s'étend : son arc nord, des Solovki à Vorkouta, est fait d'exploitations forestières et minières ; le Kazakhstan central, autour de Karaganda, et la Kolyma sibérienne voient aussi les camps se multiplier ; mais, pour la plupart, ceux-ci sont installés en Russie d'Europe, pour les besoins du canal Baltique-Mer Blanche (creusé en 1931-33), des constructions de Moscou et des mines et chantiers principaux (32, n° 47).

La paysannerie qui représente, en 1928 comme en 1913, 82 % de la population totale, fournit l'essentiel des effectifs concentrationnaires jusqu'en 1934. Elle se déverse aussi dans la nouvelle classe ouvrière urbaine : pendant le premier plan (1928-32), l'effectif des ouvriers d'usine passe de 11 à 23 millions. Non sans d'immenses difficultés, l'URSS des années 1930 dépasse ses capacités de production d'avant-guerre et commence à édifier une solide industrie lourde. Sa prouesse principale, réalisée à grand renfort de propagande et de contrainte, d'enthousiasme et de stimulants matériels, sera de faire acquérir les rudiments de la discipline industrielle à une population paysanne non préparée au rythme des usines et dont, d'ailleurs, la productivité demeurera médiocre.

Ainsi prend forme le principal mode de production soviétique, celui qui donne sa tonalité à toute la structure économique. La collectivisation intégrale des moyens de production et d'échange rend les capitaux inaliénables et intransmissibles et isole l'économie du marché mondial par tout un jeu d'écluses commerciales et monétaires. La gestion et la coordination des firmes deviennent une affaire administrative, régie par un ensemble d'appareils spécialisés, sous le contrôle du parti. Ainsi naît une formation étatique-socialiste, caricature improvisée d'un socialisme, dont la doctrine avait beaucoup débattu, de Marx à Lénine, mais dont les contours industriels étaient demeurés très vagues.

L'enthousiasme d'une minorité de la population soviétique n'a rien qui doive surprendre. La révolution, la collectivisation et le premier plan sont des batailles qui brassent les hommes par millions et exaltent les vainqueurs. En outre, les années 1930 offrent maintes chances de promotion, dans un pays où les classes régnautes et tenantes se construisent à partir de rien, tout comme les cadres des entreprises et où les purges renouvellent les places à pourvoir.

En 1933-34, une certaine détente se dessine. Les déportations massives de paysans cessent, les famines s'achèvent, le niveau de vie ouvrier, fortement déprimé depuis 1928, reprend un cours ascendant qui lui fera rejoindre, en 1940, le seuil de 1913 et de 1928. Mais les difficultés du deuxième plan, les médiocres performances des campagnes, les contraintes du réarmement et le besoin *d'ennemis du peuple* qui caractérise le régime stalinien, conduisent à de nouvelles purges dont le parti et l'appareil d'État sont les principales cibles.

Le parti qui comptait 3,5 millions de membres et de candidats en 1932, n'en comprend plus que 2 millions, en 1938, après trois purges méthodiques dont les victimes sont déclassées, sinon déportées. Les permanents découvrent leur statut de dirigeants sans *tenure*, d'occupants *sans titre* du pouvoir qu'ils exercent. La population concentrationnaire dépasse les 5 millions d'hommes, chiourme comprise. Cette main-d'œuvre carcérale est répartie entre le forestage (20 %), la construction (17 %), les mines et carrières (15 %) et la plupart des autres branches de la production (32, n° 47).

En 1937-38, le régime stalinien se parachève. Ses traits principaux dureront jusque vers 1955 — État et parti entremêlés, société civile inhibée, domination bureaucratique-partisane, hégémonie communiste sous-tendue par un contrôle détaillé de tous les appareils idéologiques — eux-mêmes inclus, le plus souvent, dans l'appareil d'État. Cette formation sociale de type nouveau, improvisée au hasard des tempêtes, sort renforcée de la deuxième guerre mondiale. De nouveau, l'urgence assure la survie du régime. En effet, l'attaque allemande de juin 1941 surprend une direction politique qui ne l'attendait pas de sitôt et une armée dont les effectifs ont certes triplé depuis 1937 — 4,2 millions d'hommes contre 1,4 million — mais dont le commandement a été décimé par les grands procès de 1938 et dont l'entraînement et l'équipement sont encore médiocres. Quatre ans plus tard, la guerre est néanmoins victorieuse, avec 11,4 millions d'hommes sous les armes et des milliers de tanks et d'avions produits par les usines soviétiques plus que par le prêt-bail américain. C'est que la guerre a été, pour l'URSS, une sorte de dégel où l'élan patriotique russe et la raideur partisane se sont conjugués contre les massacres nazis. Les milices recrutées par la *Wehrmacht* en Russie ont été d'ampleur modeste. Ni les prisonniers sortis des camps, ni les paysans contraints au kolkhoze, ni les peuples allogènes n'ont fait massivement défaut à l'armée et au pouvoir soviétiques.

Trois décennies d'improvisations, d'éclans et de massacres ont transformé l'empire russe en une forteresse que les écluses du commerce extérieur, les canaux souterrains de l'Internationale (n° 43) et les barrages de la propagande ont isolée du système mondial. Ce pays aux 19 000 km de frontières terrestres (15) a parcouru, cahin-caha, un chemin étrange. Il a façonné une nouvelle structure politique avant de rebâtir son économie, puis d'esquisser une nouvelle culture. Il a inventé un nouveau type de société industrielle où l'État s'est épanoui sans contrepoids.

Le coût en hommes de cette invention médiocre est difficile à évaluer, faute de recensements fiables. Hormis les pertes dues aux rectifications de frontières et à l'évolution des comportements, on peut néanmoins estimer que de 1914 à 1950, l'empire devenu URSS a perdu entre 50 et 60 millions d'hommes, du fait des deux guerres mondiales, des révolutions, des famines et des déportations. Mais il faut laisser aux historiens de l'après-*glasnost*, le soin de préciser et de ventiler ces chiffres.

Au cœur de l'isolat soviétique, l'immense Russie occupe une place prépondérante. Cette société qui s'émancipait à peine de la tutelle mongole quand l'Espagne a découvert un nouveau monde (n° 18) n'a aboli le servage, qu'un demi-siècle avant la révolution de 1917. Néanmoins, elle cultivait depuis des siècles la liberté par la fuite : vers le grand Nord aux temps mongols, puis vers les steppes cosaques aux 16^e et 17^e siècles, vers la Sibérie aux 18^e et 19^e siècles et vers l'Ukraine et la Crimée au 19^e siècle, après le refoulement des Turcs (n° 24). Son énorme expansion démographique des 18^e et 19^e siècles a nourri cet exil.

Rurale à plus de 80 % jusqu'au début des années 1930, longtemps servile sauf exil, imprégnée d'orthodoxie et de paganisme, dotée de nobles et de marchands à demi hiérarchisés par le tsarisme, la Russie avait fait montre aux 18^e et 19^e siècles d'un brillant réseau secondaire, largement ouvert aux élites européennes. Mais l'épaisse ignorance cachée par ce vernis était restée inconnue d'une Europe occidentale où les emprunts russes faisaient florès, si bien que la barbarie n'est devenue visible qu'à travers la révolution et ses suites.

Après 1917, les peuples de l'URSS ont été ballottés, de l'effervescence révolutionnaire à l'athéisme militant, des purges et répressions à la progressive extension d'un enseignement généralisé, de la dénonciation incessante des archaïsmes à la réhabilitation patriotique des traditions religieuses et paysannes, cependant que les épreuves et les expériences de la vie quotidienne faisaient entrer dans le discours commun, maintes marques du modernisme technique et industriel.

Mais aucune glasnost n'a éclairé l'énorme perestroïka des années 1917-1945. Une propagande obsessionnelle a rendu la société opaque à elle-même — sauf à sa police d'où sortiront les poussées réformatrices des années 1980 (n° 51). À tâtons, l'immense nation russe a mûri au milieu des nationalités allogènes, en se

nourrissant de mythes fragiles : la révolution léniniste, l'internationalisme prolétarien, l'édification du socialisme, la constitution stalinienne, la grande guerre patriotique...

L'URSS a hérité d'un empire composite. Mal résigné aux pertes de 1917 -20, le pouvoir soviétique a combattu les risques de sécessions ultérieures par un renforcement des contrôles politico-militaires sur les peuples non russes et par de substantiels transferts de populations. Mais les républiques périphériques et les multiples régions autonomes qui y sont découpées ont toutes permis une certaine maturation nationalitaire des tribus, ethnies et provinces non-russes. Formellement, par l'octroi d'un statut semblable à celui de la république russe et par la promotion systématique de cadres issus des peuples locaux, sauf à doubler les principaux responsables d'assistants russes et à éviter que se constituent des corps d'armée allogènes. Réellement, parce que ces réformes formelles ont été accompagnées par un développement culturel systématique : création d'écritures pour les langues purement orales ; encouragement aux arts et aux littératures ; enseignement élémentaire et, souvent, secondaire, dans les langues locales. Ainsi l'URSS est devenue un ensemble multinational aussi riche de novations que de faux-semblants.

41. — Dettes de guerre ; crises monétaires et économiques

[Retour à la table des matières](#)

La révolution soviétique affecte peu les économies européennes. Les guerres mondiales sont plus ravageuses. La première ruine la Belgique et le nord-est de la France. La seconde saccage toute l'industrie européenne, hormis la Bohême, l'Oural et l'Écosse. Seules la Suède et la Suisse dont la neutralité est par deux fois respectée, traversent ces conflits en plein essor industriel.

D'une guerre à l'autre, le rôle des États s'accroît. Ils contrôlent les achats d'armements, de matériaux et de vivres, ainsi que leur financement et leur transport. La réparation des dommages de guerre et l'aide aux vétérans deviennent l'affaire d'administrations durables. Le pétrole, la production d'avions et la recherche militaire font l'objet d'interventions publiques.

La paix revenue, les réseaux téléphoniques et radiophoniques attirent, eux aussi, les États. Vers 1935, l'Allemagne et les États-Unis financent les premières autoroutes. Mais surtout, les États principaux s'intéressent aux réseaux aériens dont les lignes commerciales passent de 5 000 à 500 000 km entre 1920 et 1937.

Surpris par la durée de la guerre, les belligérants de 1914-18 anémient leurs monnaies en soldant leurs déficits budgétaires par des émissions de papier monnaie — faute d'impôts et d'emprunts à suffisance. Là où les péripéties de

l'après-guerre accentuent cette inflation, comme en Hongrie ou en Allemagne (1923), des monnaies meurent, en ruinant les titulaires de créances monétaires. Ailleurs, le rétablissement de monnaies stables prend plusieurs années, d'autant que, d'un pays à l'autre, les capitaux flottants courent vers les taux d'intérêt élevés, mais fuient les risques de dévaluation. Le franc est ainsi déprécié, de 1923 à 1926, par une spéculation où des capitalistes français prennent une grande part. La stabilisation est chose faite, pour le nouveau mark en 1924, pour la livre en 1925, et pour le franc en 1926-28. Ces monnaies redeviennent, comme le dollar, des devises convertibles entre elles, selon une teneur en or dûment définie. La longue paix monétaire du 19^e siècle semble rétablie (n° 29). Elle sera rompue dès 1931.

Sa vulnérabilité tient d'abord aux dettes de guerre. 26 % des prêts anglais de 1913, 58 % des prêts français et 83 % des prêts allemands ont été rendus irrécouvrables par la révolution russe et la défaillance turque. Les pays naguère prêteurs ont dû s'endetter, quand les achats de guerre ont déséquilibré leur balance commerciale : la France, dès 1915 ; l'Angleterre après 1917. À la fin de la guerre, les créances américaines atteignent 11 milliards de \$ dont plus de 4 sont dus par la France et près de 5 par l'Angleterre ; en outre, la France doit à cette dernière l'équivalent d'un milliard de \$.

La France, il est vrai, espère payer les pays anglo-saxons avec une partie des 11 milliards (d'équivalent \$) dont l'Allemagne lui est redevable, au titre des réparations de guerre. D'autres débiteurs des États-Unis ont même espoir. Mais leur créancier refuse toute compensation. La France réagit donc aux retards de paiement allemands par des prises de gage, jusqu'à occuper toute la Ruhr en 1923. La résistance passive, décrétée par le gouvernement allemand, fait échouer cette manœuvre. Une conférence internationale dénoue la crise par le plan Dawes de 1924 : les États-Unis s'ouvrent aux emprunts allemands et les annuités de réparation sont allégées. En 1929, au terme de ce plan, une nouvelle conférence internationale entérine l'accord Young qui réduit les réparations allemandes et les divise en deux tranches : la plus massive cesserait d'être exigible si les États-Unis faisaient grâce à leurs débiteurs européens. La France accepte mal ce plan où les éventuels abandons de créance américains bénéficient à l'Allemagne, mais où les éventuelles défaillances allemandes n'exonèrent nullement les dettes françaises vis-à-vis des États-Unis.

La crise économique tranche le débat. En 1932, le président Hoover accorde un moratoire d'un an aux débiteurs des États-Unis et la conférence de Lausanne met fin aux réparations allemandes. Les États-Unis doivent ensuite constater, non sans grincements, que leurs débiteurs européens sont pratiquement tous défaillants. Les dettes allemandes et interalliées s'évanouissent en discordes qui ne seront pas soldées avant les années 1950.

Dans le monde capitaliste d'avant 1914, la livre servait de monnaie internationale (n° 29). De 1914 aux stabilisations de 1924-28, les transactions

internationales s'équilibrent à grand renfort de dollars et d'expédients. Après les stabilisations, la livre partage le rôle de devise-clé avec le dollar, le mark et le franc, selon une gamme de taux de changes enfin stabilisée. Le nouveau dispositif est faible. Le dollar y pèse lourd, mais la réserve fédérale, créée en 1913 seulement, manque de savoir-faire. Le mark renaît à peine, après l'inflation de 1923. La livre n'est plus adossée à une économie dominant le commerce international et largement exportatrice de capitaux. Le franc, enfin, jouit de sa récente stabilisation en accumulant un stérile stock d'or — passé de 29 à 80 milliards de francs entre 1928 et 1933 — et en faisant pression sur la livre, pour renforcer l'influence française en Europe orientale et balkanique.

L'Angleterre déclare forfait en 1931. Sa livre flotte au gré du marché et commence par perdre 30 % de sa valeur. Son libre échange séculaire (n° 28) est abandonné, au profit de préférences impériales. Le monde éclate en zones monétaires distinctes, les barrières douanières se multiplient, le commerce et le crédit international s'étioilent.

Jusque vers la fin des années 1920, la production industrielle mondiale croît de 4,5 % par an. Fin 1928, elle dépasse de 42 % le niveau de 1913. La surproduction qui commence à se manifester dans diverses branches, notamment aux États-Unis, n'a donc rien d'exceptionnel : une crise cyclique se dessine, comme d'habitude (n° 28). Mais tout va envenimer cette crise jusqu'à la rendre catastrophique. La bourse de New York, dopée par l'essor des États-Unis, spéculait à grand renfort de crédit bancaire, puis souffre, en octobre 1929, d'une chute brutale des cours. Peu réglementées et mal contrôlées, 4 000 banques américaines font faillite, non sans contrecoups de par le monde. Les efforts américains et européens pour alléger les effectifs industriels, baisser les salaires, résorber les déficits budgétaires, réduire les importations et empêcher les emballements du crédit produisent un résultat imprévu mais inévitable : la production industrielle baisse de 50 % en Allemagne, de 45 % aux États-Unis, de 37 % en France et de 26 % en Grande-Bretagne, entre 1928 et le fond de la crise qui est atteint, selon les pays, en 1932 ou 1933. Cet effondrement, prolongé par le désordre monétaire, retentit partout. Les pays d'Amérique latine où la guerre de 1914-18 avait amorcé une certaine prospérité économique, (11,463) sont parmi les plus saccagés. L'ampleur mondiale de la crise se mesure au commerce international : de 1929 à 1932, son volume diminue de 36 % ; il s'accroît un peu ensuite, mais l'effondrement des prix se poursuit, si bien que, de 1929 à 1936, la valeur de ce commerce est réduite de 66 %.

Quand Keynes publie sa *Théorie générale*, en 1936, quelques gouvernements commencent à peine à relancer empiriquement leurs économies nationales, en gonflant la demande effective par un peu d'assistance, d'investissements publics et de réarmement. Ainsi, l'Allemagne, devenue nazie en 1933, réussit à augmenter sa production de 40 % entre cette date et 1939. Ses 6 millions de chômeurs de 1930 ne sont plus que 1,6 millions en 1936 et disparaissent avant 1938. Les autres puissances ne rattrapent pas leurs niveaux de production de 1928-29, sauf

l'Angleterre. Seule la guerre mettra fin à cette crise, au grand bénéfice de l'industrie américaine.

Produit national brut par tête (en \$ et prix américains de 1960)					
Années	Europe occidentale	Amérique du nord	Japon	Europe orientale	Reste du monde
1913	693	1333	310	412	175
1928	784	1657	430	426	194
1938	868	1527	660	566	192
1950	928	2364	405	588	202
<i>Sources : 5</i>					

Les dénivellations qui garantissent la prééminence des puissances centrales, continuent de s'accroître, mais moins vite qu'au 19^e siècle (n° 28) : les guerres freinent l'élan européen, la crise casse l'essor américain. En outre, quelques sociétés périphériques profitent des convulsions guerrières du centre, pour développer une industrie qui ravitaille l'Europe ou qui se substitue aux importations défailtantes. Plusieurs pays d'Amérique latine y réussissent mais de façon fragile. Le Japon y réussit mieux, grâce à son capitalisme d'État original (n° 65). L'URSS y réussit tout à fait, durant les années 1930, mais au prix d'un socialisme étatique bardé de contraintes épouvantables (n° 40).

Ainsi, de nouvelles structures économiques prennent forme dans le système mondial. Jusqu'en 1945, le socialisme étatique est une exclusivité soviétique, mais le capitalisme d'État n'est nullement réservé au Japon. L'Italie confie à un institut financier étatique — l'IRI, créé en 1930 — la sauvegarde des industries menacées par la crise. La France crée plusieurs banques publiques et diverses sociétés à capitaux mixtes — publics et privés — avant de nationaliser quelques industries d'armement. Mais nulle part ces éléments de capitalisme étatique n'acquièrent un poids suffisant pour se subordonner le capitalisme privé.

Celui-ci continue de se renforcer, sauf au creux des années 1930. L'automobile, la chimie, le pétrole, la première transformation des métaux voient se multiplier les filiales étrangères d'entreprises, souvent américaines. En outre, les accords de cartel se répandent au cours des années 1923-29, pour coordonner notamment le commerce international de l'aluminium, de l'acier, du cuivre, du pétrole, de la potasse et de l'azote — autrement dit des engrais — des métaux pour la construction électrique et mécanique et de l'énergie. Le capitalisme des sociétés les plus puissantes devient ainsi monopoliste et commence à tramer le marché mondial.

42 — Les empires rivaux ; de l'Inde

[Retour à la table des matières](#)

La concurrence qui reste néanmoins prédominante, inspire les industries nouvelles et les créations d'entreprises. Elle provoque les fréquentes renégociations des accords de cartel. Elle se traduit par des rachats de firmes, quand il est dangereux d'acculer des rivaux à la faillite. Elle guide la sélection des intérêts avec lesquels les gouvernements font alliance dans l'établissement des buts de guerre, des traités de paix et des offensives diplomatiques.

Les États prennent ainsi l'allure d'impérialismes rivaux. Les guerres que leurs rivalités provoquent et les révolutions qui parfois les sanctionnent, donnent au système mondial sa caractéristique principale, clairement annoncée par Lénine : le monde d'après 1914 entre dans l'ère *des guerres et des révolutions*.

Après 1918, les puissances victorieuses découpent les empires d'Europe centrale et orientale. Quatre nouveaux États finlandais et baltes sont confirmés, au flanc de la Russie, tandis que la Pologne rassemble des terres partagées jadis entre la Prusse, l'Autriche et la Russie. Un sixième État groupe, sous l'égide de la Bohême, les autres slaves du nord, tandis que la double monarchie austro-hongroise est disjointe. Plus au sud, enfin, les États balkaniques sont agrandis de dépouilles russes, turques ou austro-hongroises et les slaves du sud sont agglutinés dans la Yougoslavie. La France se réjouit de ce découpage d'États dont beaucoup deviendront clients de ses banques et disciples de son État-major. L'Angleterre s'intéresse davantage aux dépouilles ottomanes d'une zone qui, selon son usage, commence d'être désignée comme Proche et Moyen-Orient.

En 1916, la France et l'Angleterre avaient esquissé le partage de la Turquie d'Asie, sauf à en promettre quelques bribes aux alliés russe et italien. À l'heure des traités, la résistance des armées turques oblige à négliger les appétits italiens et grecs, comme les promesses faites aux Kurdes et aux Juifs. La Grande Syrie française, espérée par le parti colonial, est réduite au protectorat d'une petite Syrie, tandis que l'Angleterre reçoit en partage la Mésopotamie et la Palestine. Les frontières se multiplient pour séparer de la Syrie un petit Liban, également inclus dans le protectorat français, et pour distinguer de l'Irak, un Koweït minuscule et une Jordanie désertique, le tout sous mandat britannique.

Les puissances coloniales qui succèdent aux Turcs, s'exposent à bien des troubles. En 1925, la Syrie se révolte vainement. L'Angleterre concède à l'Égypte (1929) et à l'Irak (1930) une indépendance, rendue formelle par les bases militaires qu'elle maintient dans ces pays sans armée propre. Les principautés d'Arabie sont assemblées, en 1932, par l'émir Ibn Séoud, sans trop troubler les prospecteurs anglais et américains qui, déjà, s'intéressent au pétrole du Golfe. Le partage des dépouilles pétrolières allemandes conduit, après divers intermédiaires, à la formation

d'une *Irak Petroleum Company* contrôlée par les Anglais, mais où les États-Unis et la France détiennent chacun 23,75 % du capital.

Tout l'empire colonial allemand (n° 31) est réparti en protectorats japonais, australiens, sud-africains, anglais et français. L'Italie, mal consolée de ses rêves anatoliens par l'octroi du Trentin enlevé à l'Autriche, tente d'arrondir son empire colonial : elle adjoint à sa Libye, un protectorat sur l'Albanie et, en 1935-36, elle conquiert l'Abyssinie. Le temps des colonisations survit plus encore dans l'idéologie. La Grande-Bretagne fête chaque année son empire, au jour anniversaire de la naissance de la reine Victoria. En 1930, la France célèbre le cinquantenaire du protectorat tunisien et le centenaire de la prise d'Alger. En 1931, trente trois millions de visiteurs admirent son Exposition coloniale. En 1938, après la reculade de Munich, une propagande obsédante chante la valeur stratégique du Maghreb et les richesses immenses de l'Afrique et de l'Indochine. Rares sont ceux qui comprennent ce qu'annoncent les révoltes de Syrie et du Rif marocain (1925) ou du Tonkin (1930-31), comme la fondation du Néo-Destour tunisien (1934), les troubles d'Oran (1943), les massacres de Sétif (mai 1945) ou la bataille de Haiphong (décembre 1945).

L'Inde bronche également. En 1917, l'armée tue 400 manifestants à Amritsar. Le parti du Congrès boycotte les produits anglais et prône la désobéissance civile. L'éléphant indien se rend sourd à son cornac.

En 1932-33, la crise durcit la révolte en grèves ; dix ans plus tard, la famine suscite des émeutes, mais le Congrès désapprouve l'alliance avec les Japonais qui viennent d'envahir la Birmanie. Il veut l'indépendance, non la révolution.

L'Angleterre ruse avec ces forces. Quand la guerre de 1914 distrait son armée des Indes, elle promet une autonomie accrue — mais elle la limite, après 1920, au seul niveau des provinces, sauf à inscrire l'Inde à la Société des Nations. Quand se réunit, en 1926, la première Conférence impériale des dominions, le Congrès revendique vraiment ce statut pour l'Inde. Son lot de consolation, octroyé en 1935, est un Indian Act où le Parlement londonien affirme que l'indépendance est son but, mais ne fixe aucune échéance. Quand la guerre de 1919 impose un gonflement de l'armée des Indes, pour couvrir les fronts d'Afrique et d'Asie, le Congrès insiste, assez pacifiquement : que les Anglais quittent l'Inde ! proclame-t-il en 1942. Il reçoit satisfaction, cinq ans plus tard, après que les Britanniques aient préparé la partition du Pakistan et l'envol indépendant de la Birmanie et de Ceylan.

Ainsi réduite, l'Inde naît à l'indépendance, riche d'un Pendjab fertile, d'un Bengale déjà trop peuplé et d'une industrie point négligeable. Son artisanat ruiné par Manchester a fait place tardivement à une industrie textile moderne, au 4^e rang mondial pour le coton. La guerre de 1939-45 a imposé, de même, l'essor

des aciéries locales, tout en initiant des centaines de milliers d'hommes à la mécanique des armes, des camions et même des avions. Malgré son handicap démographique, l'Inde n'en est plus à vagir dans les limbes d'un sous-développement extrême, comme celui de l'Afrique noire.

D'autant qu'en presque toutes ses parties, une vieille civilisation l'enrichit d'élites, jugées fascinantes par de bons esprits européens. Il est probable, en effet, qu'en soumettant la pensée hindoue aux recherches multiséculaires auxquelles la pensée grecque a été livrée, ils en pourraient tirer un même poids de sagesse, non sans découvrir, en son fond, le triste homologue de l'esclavage grec : l'encastrement des hiérarchies sociales, qui rend intouchable le peuple commis aux basses besognes... L'Inde qui s'émancipe n'a qu'un seul handicap, mais immense : aucune révolution communale, ni aucune révolution démocratique-bourgeoise n'ont commencé à la libérer des vaches sacrées de la propriété, du pouvoir et de la tradition.

En matière coloniale, la seule novation politique de l'entre-deux-guerres, concerne les dominions britanniques où, du Canada à l'Afrique du Sud et à la Nouvelle-Zélande, se poursuit le glissement vers l'indépendance amorcé bien avant 1914. La conférence impériale de 1926 formalise ce mouvement en présentant les dominions et le Royaume-Uni comme un *Commonwealth*, c'est-à-dire comme un groupe de communautés autonomes au sein de l'empire britannique où les assemble une commune allégeance à la Couronne. Dès 1932, la conférence annuelle du *Commonwealth* explicite les préférences financières et douanières que ses membres s'accordent réciproquement. L'Angleterre affaiblie a besoin d'alliés.

Cependant, les traités des années 1920 ne se réduisent pas au partage des dépouilles impériales et coloniales. Celui de Versailles organise une Société des Nations (SDN) destinée à garantir la sécurité collective des peuples — ou, du moins, des États. Malgré le refus américain, la SDN assemble vingt-neuf ex-alliés, et treize autres États invités à les rejoindre. Ces 42 adhérents de 1920 deviendront 60, en 1934, quand l'URSS adhérera à son tour, après l'éviction du Japon — conquérant de la Mandchourie — et de l'Allemagne — réarmée au-delà des limites imposées par le traité de Versailles — mais avant l'éviction de l'Italie, qui sera condamnée pour avoir envahi l'Abyssinie, autre État membre de la SDN.

La SDN réunit les États d'Europe et d'Amérique latine, avec les dominions britanniques et quelques États d'Afrique ou d'Asie qui jouissent d'une indépendance réelle (Perse, Siam, etc.), formelle (Irak, Égypte, etc.) ou simplement promise (Inde). Cette vaste assemblée n'a qu'une puissance symbolique. Ses votes — ou ceux de son conseil permanent — habillent divers protectorats en *mandats internationaux*, blâment quelques agresseurs et convoquent plusieurs conférences de désarmement, mais aucun bras séculier ne conforte les sanctions qu'elle décide rarement, par un vote unanime de l'assemblée.

La SDN est un simple forum diplomatique. Ses organisations satellites sont un peu moins impuissantes : l'*Organisation Internationale du Travail* — ancêtre du BIT — favorise l'acclimatation, en divers pays, du syndicalisme et du droit de travail, le *Commissariat aux Réfugiés* procure aux apatrides — créés par les annexions et redécoupages des traités — des passeports dits Nansen, du nom du directeur norvégien de cette institution.

Quelques traités des années 1920 renforcent le sentiment qu'une sécurité collective pourrait s'élaborer. Celui de Washington (1922) plafonne les marines de guerre des principales puissances ; mais, en 1936, le Japon en refuse le renouvellement. L'accord de Rapallo (1922) met fin aux réclamations réciproques de l'URSS et de l'Allemagne. Le traité de Locarno (1925) comporte une garantie réciproque des frontières de l'Europe occidentale, lesquelles seront néanmoins mises à rude épreuve après 1938.

Durant les années 1930, le Japon et l'Allemagne deviennent les principaux perturbateurs d'un équilibre européen et mondial (n° 31), que les autres puissances ne savent pas protéger.

La France perd tout prestige international avant que la décennie s'achève. Elle assiste passivement à la réoccupation de la rive gauche du Rhin par l'armée allemande, en 1936. Aux soutiens allemands et italiens du coup d'État franquiste de 1936, en Espagne, elle oppose une non-belligérance, assortie d'une assistance furtive aux républicains espagnols qui sont finalement défaits en 1939. Elle partage avec l'Angleterre la responsabilité des accords de Munich (1938) qui autorisent le dépeçage de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne. Elle demeure l'arme au pied pendant la *drôle de guerre* où la Pologne périt, en 1939. Elle subit, en 1940, une défaite militaire sans rémission, après quoi son gouvernement est le seul, en Europe, à signer un armistice, puis à engager sans délai une politique de collaboration avec l'Allemagne nazie.

L'Angleterre décline, elle aussi, mais garde son honneur. D'une décennie à l'autre, elle cède aux États-Unis tous les attributs de la prééminence mondiale. Les accords de Washington (1922) constatent son déclin naval. Le moratoire Hoover (1932) sanctionne son déclin financier (n° 41). Ensuite, tout se passe comme si les États-Unis travaillaient à la subordonner méthodiquement. En 1934, leur loi Johnson interdit les prêts aux débiteurs défaillants des États-Unis. En 1935, ce pays affirme sa volonté de rester neutre, en cas de conflit.

En 1936, il interdit les prêts aux pays belligérants. Toutefois la guerre d'Espagne — et le sens du commerce — le conduisent à autoriser, en 1937, les ventes d'armes aux belligérants qui paient comptant — cash — et qui se chargent du transport — *carry*. En 1940, le système *cash and carry* est toujours en vigueur, pendant les batailles de France, puis d'Angleterre.

En 1941, les États-Unis substituent au *cash and carry*, un système de prêt-bail qui permet à leur Président de prêter, louer ou vendre des produits militaires aux pays dont il estime la défense vitale pour les États-Unis, moyennant un règlement qui interviendra après-guerre, sous forme d'un paiement, d'une restitution en nature ou de tout autre avantage direct ou indirect que le Président jugera satisfaisant. Cette loi est appliquée au bénéfice de l'Angleterre, après que celle-ci ait vendu à des Américains tous les intérêts britanniques en Amérique latine et après qu'elle se soit engagée à supprimer, sitôt la guerre finie, les préférences impériales entre pays du *Commonwealth*. Bref, l'Angleterre devient insolvable en 1941 et l'aide américaine lui est octroyée, sitôt après sa gracieuse soumission à la puissance américaine.

Sous l'influence des conflits internationaux, le monde des années 1914-1945 présente une particularité politique plus discrète : trois nouvelles formes de domination s'esquissent au cours de cette brève période, pour se répandre ensuite, en révélant plus clairement leurs traits essentiels (n° 60). En Europe occidentale et nordique, la domination démocratique bourgeoise (n° 30) amorce, sous des régimes très contrastés, sa conversion en une domination interventionniste bourgeoise, riche d'avenir. En Europe orientale, l'isolat soviétique expérimente, à tâtons, la nouvelle forme d'État (n° 40) qu'il diffusera après 1945. Enfin, de-ci de-là — notamment au Mexique et en Turquie — une nouvelle domination, promise à un grand avenir, commence à prendre forme. Elle est militaire, tant la multiplicité des tensions internes incite à jouer fréquemment de la force armée ; mais aussi nationalitaire, car elle s'applique à des sociétés où une nation se cristallise, sous un État qui, pour favoriser sa maturation, tente de hâter la modernisation économique, administrative et culturelle du pays.

43 — Communisme et fascisme ; multiplication des nations

[Retour à la table des matières](#)

Le Canada des années 1920 est un bon miroir. Entraîné par les États-Unis, dont il importe un nouveau mode de vie, il rejoint alors le centre du système mondial. La radio et le cinéma y sont en plein essor, les repas, les vêtements et même les jeux se transforment. L'automobile se répand et les classes aisées en usent aussi pour les vacances dans les bois, l'accès aux stations de loisirs et aux cottages rustiques.

Ailleurs également, la vie change. En Europe, les césures des guerres soulignent les nouveautés. L'après-guerre est l'époque où l'électricité, la radio et l'automobile se répandent. Les camions prolongent jusqu'aux campagnes écartées les transports ferroviaires qu'ils concurrencent durement, dès les années 1930. La maladie, l'accident du travail, le vieil âge, le chômage cessent d'être, en toutes leurs

conséquences, des malheurs individuels. Mais ce changement essentiel procède par saccades. Ce n'est pas un effet du marché, mais un enjeu politique.

La vie change surtout dans l'imaginaire des peuples centraux. Tandis que l'école primaire se généralise, la presse, la radio, le cinéma, la photographie, le phonographe meublent les esprits de mots, d'images et de mythes nouveaux. Les compétitions sportives miment les conflits, les Jeux Olympiques reprennent en 1920, à Anvers, mais l'Allemagne en est exclue jusqu'à Amsterdam (1928).

Le tourisme populaire progresse sous divers régimes : Amis de la Nature, Auberges de Jeunesse, *Kraft durch Freude*. Moins visible, mais plus profond, un glissement s'opère dans la population féminine où le travail salarié, les études secondaires, le retard de l'âge au mariage, l'évolution du vêtement et des mœurs amorcent une conquête de l'égalité avec l'autre sexe que le 20^e siècle ne suffira pas à parfaire, au centre du système mondial.

Ces changements se diffusent selon un parcours rarement démenti : des villes vers les campagnes, des classes riches ou cultivées vers le reste de la population, des sociétés centrales vers les périphéries. Autrement dit, les nouveautés cheminent au long des réseaux secondaires du centre et de leurs prolongements cosmopolites, avant d'infuser dans l'immensité des réseaux primaires.

Ces derniers sont, eux-mêmes, en pleine transformation. Leurs mailles se resserrent, à mesure que les voies de communication se recourent. Mieux, ces réseaux se dédoublent, car la radio commence à tisser des voies de communication indifférentes aux distances. Les États-Unis précèdent l'Europe avec leurs 50 000 postes récepteurs de 1921 qui deviennent 10 millions dès 1929, puis omniprésents durant la décennie suivante. Bientôt, le centre tout entier voit son treillis de groupes de convivance se doubler d'un treillis hertzien. Quant aux réseaux secondaires, ils changent de portée : le paquebot et l'avion permettent aux riches Européens d'accéder aisément à Buenos-Aires, au Caire ou à New York.

Pour l'essentiel, les appareils idéologiques se multiplient à l'instar des écoles. La radio transpose des modèles déjà bien rodés par l'édition et la presse ou par le théâtre et le concert. Les nouveaux appareils sont rares, mais de poids : extension de la publicité ; apparition de la propagande, laquelle s'épanouit en Russie et en Allemagne, après ses vagissements de 1914-18 ; et parfois, formation d'un appareil de contrôle idéologique qui soumet à une tutelle financière ou policière, l'activité de la plupart des autres appareils idéologiques.

Enrichis d'hommes et de ressources supplémentaires, les appareils artistiques, littéraires, scientifiques, etc., participent au moins métaphoriquement aux guerres et révolutions de cette époque. Les révolutions freudienne, surréaliste, sérielle et autres bousculent les arts et maints savoirs. Les sciences physiques sont révolutionnées par les théories de la relativité et des quanta. Le cinéma invente son

langage et ses premiers styles. Mais, d'Einstein à Eisenstein, aucune novation n'est reçue sans combats. L'ébullition de 1900 à Vienne ou à Paris, devient la norme de maintes villes — Moscou vers 1920, Berlin jusqu'en 1933, Londres toujours et Paris plus encore donnent un élan que l'isolationnisme inhibe aux États-Unis, du moins jusqu'au grand exode provoqué par le nazisme.

L'histoire réelle de la Russie (n° 40) ne peut être confondue avec celle du communisme qui devient une force politico-culturelle de portée mondiale. Le premier congrès de la III^e Internationale, en mars 1919, est réellement international. De tous côtés, des socialistes, des anarchistes, des pacifistes et des néophytes viennent se joindre aux bolcheviques russes. La fatigue des peuples ravagés par la guerre assure leur audience. Les hécatombes guerrières exonèrent la barbarie de la révolution soviétique. En ce temps où la vie humaine vaut peu, l'Internationale porte l'espoir d'une révolution mondiale et s'organise à cette fin.

Au deuxième congrès, en 1920, la balance est douteuse : Kronstadt s'est révoltée (n° 40), la révolution a échoué à Berlin et Budapest, mais les partis socialistes de France et d'Italie semblent basculer vers le communisme, tandis que des sections de l'Internationale pointent déjà, en de nombreux pays. L'heure est à l'organisation, la ligue échevelée des révolutionnaires se convertit, non sans conflits, en une milice internationale assez semblable à un ordre militaire-religieux (n° 16). Sa direction demeure internationale, y compris dans sa composante russe, formée de révolutionnaires cosmopolites. La propagande, l'agitation, l'action ouverte ou clandestine mobilisent des trésors d'enthousiasme et un peu d'or de Moscou.

À partir de 1924, la glaciation stalinienne s'étend peu à peu à l'Internationale. Le parti russe contrôle les services de celle-ci dès 1927-28, mais son autorité est moins nette dans les sections nationales. En Chine, la Longue Marche émancipe la direction chinoise. En France, l'autorité de Moscou est presque complète vers 1933-34, dans le parti *intérieur*, mais elle est très faible sur l'énorme parti *extérieur*, c'est-à-dire sur le flux d'adhérents supplémentaires que la montée du Front Populaire provoque. Il en sera de même chaque fois qu'un nouvel afflux d'adhérents viendra combler, pour un temps, les pertes provoquées par les chocs tels que le pacte germano-soviétique de 1939. Seuls les pays où l'Internationale ne peut implanter qu'une secte, seront d'une fidélité à toute épreuve à la direction moscovite.

Durant les années 1920, les campagnes anti-coloniales, les tentatives révolutionnaires, de Hambourg (1923) à Shanghai (1927), l'influence syndicale acquise notamment chez les dockers, marins et cheminots et une propagande multiforme enflent l'image du communisme qu'une contre-propagande convertit en *péril rouge*. L'interdiction des partis et syndicats supposés communistes est de règle dans les États aristocratiques-bourgeois du *cordon sanitaire* (n° 39) et des Balkans, mais les Républiques bourgeoises ne peuvent s'y résoudre sans violer leur

propre légalité. Elles suppléent à cette prohibition par une vigilance policière et par divers contre-feux : aide aux nécessiteux, élargissement des majorités politiques aux partis socialistes naguère réprouvés, etc. Les patronats qui se croient menacés, les églises que le communisme révolte, les partis qui se jugent vulnérables et divers appoints recrutés parmi les anciens combattants et les nouveaux chômeurs procurent des concours financiers, moraux ou musclés, à de nouveaux partis qui élaborent des doctrines anti-communistes à base de nationalisme, de corporatisme et de xénophobie. L'Italie est le premier pays où cette réaction conduit, dès 1922, à un bouleversement du régime politique. Onze ans plus tard, l'Allemagne est la première grande puissance à suivre cet exemple. Son fascisme extrême, renforcé par d'explicites projets guerriers et par un antisémitisme meurtrier, transforme le climat politique et culturel de l'Europe et donne un nouvel élan au communisme.

La III^e Internationale, entraînée par divers partis socialistes et par certaines de ses sections nationales, vire de cap, en 1935. Elle prône désormais l'alliance de tous les partis ancrés dans le mouvement ouvrier (n° 35) et l'extension de cette alliance aux forces politiques plus hostiles au fascisme qu'au communisme. Les grands procès staliniens des années 1937-38 inquiètent les partis invités à de telles alliances, mais ils ne troublent guère des opinions publiques désormais attentives aux progrès du nazisme.

Les succès économiques de l'URSS — qui assure 18 % de la production industrielle mondiale en 1940 — et les vertus supposées de sa planification contrastent avec la crise des pays capitalistes (n° 41). Les encouragements donnés au réarmement occidental — notamment par le pacte Laval-Staline de 1935 — rassurent les opinions nationalistes. Le soutien accordé à l'Espagne, contre le coup d'État franquiste et ses appuis italo-allemands, attestent que l'antifascisme de l'URSS n'est pas de pure propagande. Mais surtout, l'Allemagne devient repoussante alors que l'URSS sait cacher ses plus sombres réalités (n° 40). Socialistes, juifs, intellectuels et autres émigrés allemands font connaître en Europe, puis aux États-Unis, les méfaits du nazisme, cependant que les offensives diplomatico-militaires de l'Allemagne confirment, dès 1936, les projets guerriers de *Mein Kampf*.

La question des années 1920 était : révolution ou contre-révolution ? À la fin des années 1930, la question est devenue : le nazisme est-il pire que le communisme ? Les partis socialistes et les groupes trotskistes de la IV^e Internationale — créée en 1933 — n'ont guère d'illusions sur l'URSS, mais ils donnent à l'antifascisme la même priorité que les gouvernements de Paris, Londres et Washington, lesquels se résignent peu à peu, après Munich (1938) notamment, à la perspective d'une guerre anti-allemande — et anti-japonaise.

Ainsi, l'antagonisme du communisme et du fascisme devient l'axe idéologique du système mondial, le tenseur des opinions et de beaucoup de débats idéologiques. On peut en juger par l'exemple de l'église catholique.

Dès la révolution d'octobre, cette église reconnaît son ennemi : 1917 est pire que 1792. Le cardinal Pacelli, nonce à Berlin qui deviendra pape en 1939, tente de sauvegarder le catholicisme russe, mais ses négociations échouent. Par contre, les accords de Latran, signés en 1929 avec Mussolini mettent fin aux litiges entre la Papauté et l'État italien. En Amérique latine, en Pologne, en Roumanie, l'Église soutient sans émois des régimes musclés. En Espagne, son ralliement à Franco précède le coup d'État. Les encycliques des années 1930 établissent une balance inégale entre le communisme, intrinsèquement pervers — *Divini Redemptoris*, mars 1937 — et le nazisme dont il est dit du mal, mais avec doigté. Cependant, des minorités stimulées par l'encyclique *Quadragesimo anno* (1931) qui célèbre le quarantième anniversaire de la découverte, par la papauté, de la condition ouvrière — s'organisent en associations d'où sortiront certaines résistances anti-allemandes de 1944-45 et l'ensemble des partis chrétiens-démocrates d'après 1945. Néanmoins, l'ancien nonce à Berlin, devenu Pie XII, réussit à ignorer le massacre, en Allemagne, de millions de Juifs, de Tziganes et d'autres déportés, dont quelques milliers de pasteurs et de prêtres allemands. L'anticommunisme l'emporte, ici, sur l'antifascisme.

L'exemple de l'église catholique est loin d'être isolé, mais il finit par devenir minoritaire, après les invasions allemandes des années 1938-41, lorsque l'antifascisme s'enrichit des réactions nationalistes provoquées par l'occupation d'à peu près toute l'Europe (n° 39).

En effet, l'Europe d'après 1918 est devenue une pépinière de nations. À l'ouest, les vieilles nations, y compris l'Allemagne et l'Italie, forment avec leurs États respectifs, des couples bien stabilisés, à de rares minorités près — dont celle d'Irlande qui s'émancipe par une guerre anti-anglaise, de 1916 à 1921. Mais à l'est, les États nouveaux feignent d'être déjà pleinement nationaux, alors qu'ils rassemblent des ethnies pas toujours apparentées et incluent souvent des minorités réticentes. Ainsi, la jeune Tchécoslovaquie adjoint à ses deux ethnies principales — les Tchèques et les Slovaques — un ensemble de Ruthènes, de Polonais et d'Allemands qui forment 22 % de sa population initiale et qui donneront prise au dépeçage de 1938-39 (n° 42).

Dans cette zone orientale, l'intégration nationale préoccupe les États, mais, malgré les renforts que l'école et la radio peuvent leur offrir, l'insuffisant développement de l'industrie, des villes, des voies de communication et des appareils idéologiques, les oblige à réduire maintes réticences par la force, en Yougoslavie comme en Pologne ou en Roumanie. Le cas le plus aigu est celui de la Turquie où les Ottomans, naguère gérants d'un bloc mécanique de peuples (n° 8) dont ils n'ont assimilé qu'une faible partie, sont désormais réduits à l'Anatolie et à Constantinople. Ethnie résiduelle d'un empire défunt, il leur faut disputer ce territoire aux Arméniens, aux Kurdes et aux Grecs qui en occupent diverses parties et aux Italiens, Russes et Français qui en convoitent d'autres. Les massacres

arméniens de 1915-17 et les guerres de Kemal, en 1919-23, sont l'épouvantable prix à payer, pour extraire des décombres du sultanat et du califat, les éléments d'une nation, turque.

La nouvelle grille d'États, découpée après 1919, ne fait pas triompher le principe des nationalités, mais donne l'élan à la difficile fusion d'ethnies en nations. Les victimes de ce processus ne sont pas toutes exposées à un ethnocide, comme les Arméniens. Les Kurdes, partagés entre trois États, les Arabes répartis en de multiples émirats, les Grecs chassés d'Anatolie, les minorités parsemées des Balkans et les Allemands qui, bientôt, perturberont la Pologne, l'Autriche et la Tchécoslovaquie et d'autres pays où leurs minorités sont plus courtes — telle est la liste non exhaustive des entorses majeures au règne de l'État-nation, dans une Europe et un Moyen Orient qui préfigurent, dès 1920, le monde décolonisé des années 1960 (n° 60).

La douloureuse gésine des nations s'accompagne d'une relative clarification des identités différentielles au sein de chaque État. Ce travail, entamé de longue date dans les sociétés capitalistes les plus avancées (n° 35), s'accélère partout, en Europe, par l'effet de l'agitation communiste et des réactions qu'elle entraîne. Face aux partis et aux syndicats ouvriers, les paysans, les artisans et les boutiquiers s'organisent. L'antagonisme des classes bourgeoise et ouvrière renforce la spécificité idéologico-politique de ces classes moyennes. La démarche la plus originale s'esquisse dans les pays scandinaves où le mouvement ouvrier entraîne le gros des classes moyennes et assoit des majorités politiques, hostiles aux bouleversements révolutionnaires, mais attentives aux intérêts des classes populaires.

À l'exemple de l'Angleterre ou de la France, certaines des sociétés capitalistes centrales demeurent soumises à une hégémonie juridique (n° 37) qu'elles essaient d'extrapoler, dans l'ordre international, à l'aide de la SDN. Guidées par l'Italie, puis par l'Allemagne, d'autres sociétés inventent un nouveau régime politique où la police, le parti unique et la propagande enserrant la société civile. Cette dictature n'exclut cependant pas un certain effet d'entraînement : le fascisme règne dans les esprits, du moins tant qu'il accumule les victoires contre le chômage et les conquêtes militaires.

Des novations hégémoniques adviennent également dans quelques périphéries. En Amérique latine la révolte universitaire de Cordoba (1918) s'étend vite, de l'Argentine jusqu'au Mexique, et entraîne une rénovation de l'enseignement supérieur. De leur côté, les dominions britanniques s'affirment sur leur lancée (n° 37). Le changement majeur s'opère en URSS où l'hégémonie communiste présente d'évidentes parentés formelles avec l'hégémonie fasciste — parti unique, dictature politique, propagande — sans qu'on puisse pour autant les identifier, tant les ressources culturelles qu'elles mettent en œuvre les identités qu'elles promeuvent et les ennemis qu'elles visent sont différents.

Un autre changement périphérique, point négligeable, est le reflux des hégémonies religieuses dans les pays où le bâti d'une nation s'opère en crise. Ainsi, la Turquie abolit le califat, en 1924 ; le Mexique, travaillé par une révolution où le catholicisme indianisé de l'armée zapatiste atteste la pérennité des traditions, doit ensuite traverser une crise d'irrégion militante, sanctionnée par la révolte paysanne des *Cristeros* (1926-29) et il devient, finalement, le plus laïc des États américains ; l'Espagne du Front Populaire tente de s'arracher à une église ralliée à Franco (1936-38).

Paradoxalement, le tourbillon européen du fascisme et du communisme aide à différer la primauté nord-américaine. En 1920, les États-Unis s'isolent et laissent les puissances européennes exercer une prépondérance politique qui excède leurs capacités. Vingt ans plus tard, mal remis de la crise, ils continuent de vivre à l'écart du monde, alors que l'afflux des émigrés allemands et européens se greffe sur leurs Universités et sur d'autres appareils idéologiques. Malgré les triomphes de Hollywood et des agences de presse américaines, la civilisation centrale demeure européenne.

44 — La structure du deuxième monde capitaliste ; vers l'explosion démographique

[Retour à la table des matières](#)

Le deuxième monde capitaliste a pris forme à partir de 1914-17 et il a disparu, presque subitement après la destruction nucléaire de Hiroshima, en 1945. Ces coupures brutales tiennent à sa nature. Les systèmes mondiaux antérieurs se présentaient comme des aires où se déployaient certaines structures économiques et idéologico-politiques. Le monde de 1914-1945 est avant tout une période, une phase où les structures préexistantes sont déchirées par les convulsions que leurs contradictions économiques, politiques et culturelles font exploser en chaîne. Le monde de 1914-45 n'est pas une transition, c'est une série de catastrophes, une ère de guerres et de révolutions dont Lénine a bien prévu le déclenchement sinon l'issue.

À la différence du monde colonial et marchand des 15^e-18^e siècles (n° 25) et du premier monde capitaliste du 19^e siècle (n° 38) dont le moteur principal était économique, le système mondial de 1914-45 est propulsé par les crises qui se nouent en deux guerres mondiales ; qui déchirent la Russie, puis l'Europe affrontée aux tempêtes de l'anti-communisme et de l'antifascisme ; et qui anéantissent les économies et les monnaies . De 1914 à 1945, ces crises se mondialisent. En 1942-45, la guerre se joue sur tous les océans et sur tous les continents, hormis les Amériques. Mais, à tout moment, les foyers principaux sont en Europe : c'est le centre du premier monde capitaliste qui implose.

Tout au long du 19^e siècle, le système mondial avait pour centre l'aire européenne du capitalisme (n° 31) d'où rayonnait la civilisation européenne (n° 37). La zone occupée par l'industrie capitaliste était discontinue, mais le damier des marchés nationaux, gérés par les États, en assurait la continuité et le réseau des villes, rendues glorieuses par leurs performances scientifiques, littéraires, artistiques, débordait même du centre économique-politique.

Les convulsions d'après 1914 bouleversent cet ancien centre. L'Angleterre décline, malgré ses beaux restes impériaux et ses grandes prétentions. Elle perd la maîtrise des mers en 1922, pour n'être plus que l'alliée des États-Unis (1,40). Vingt ans plus tard, sa faillite financière est exploitée par son puissant allié (n° 42). La France, vainqueur exsangue de 1919, gendarme hautain des redécoupages territoriaux, chantre de l'or pour lequel son économie s'étiolle (n° 41), finit par s'avilir face à l'Allemagne devenue nazie.

D'autres puissances, encore périphériques, mais pesant d'un bon poids dans l'équilibre européen, sont, elles aussi, transformées. L'Autriche-Hongrie éclate, la Russie s'isole, les métropoles des mondes antérieurs — Hollande, Espagne, Portugal, Italie même — demeurent subalternes. Seule l'Allemagne, blessée et réduite par la guerre de 1914, le traité de Versailles (1919), l'inflation de 1923 et les réparations, recouvre néanmoins sa prépondérance en Europe, au forceps d'une économie de guerre. Elle donne à l'aventure nazie, une assise économique et militaire de premier ordre. Néanmoins la prééminence allemande est courte, comme les victoires japonaises en Asie. En 1945, les États-Unis surclassent de très haut toutes les autres puissances.

À ce moment s'achève l'étrange marche de crabe qu'ils pratiquent depuis la fin du 19^e siècle. Première puissance industrielle, depuis les années 1890, devenus colonisateurs à partir de 1896 (n° 30), les États-Unis semblent ne s'intéresser qu'à leur continent : leurs interventions disciplinent les Caraïbes, leur commerce et leur finance surclassent ceux de l'Angleterre, en Amérique latine. Leur contribution à la première guerre mondiale est décisive, mais inexploitée. Cependant, leur puissance financière, enfin coordonnée depuis 1913 par une banque centrale — le *Federal Reserve Board* — s'impose de fait en Europe. Leurs banquiers Dawes et Young y font la loi (n° 41). Mais leur isolationnisme redouble avec la crise. Il faudra une longue décennie et une rude guerre contre le Japon et l'Allemagne, pour qu'ils s'équipent d'une police fédérale, d'une administration centrale substantielle, d'une armée puissante, d'un service de renseignement et d'une diplomatie professionnelle. Le déséquilibre d'un monde mal centré depuis 1914 et le pseudo-centrage allemand d'après 1940 cèderont alors la place au puissant centrage américain d'après 1945 (n° 45).

Trente ans de guerres, de révolution russe et de crise économique sont ainsi nécessaires pour que le monde retrouve de fait un axe. Mais ces trois décennies tumultueuses ne correspondent pas à une longue syncope du centre, même si elles

s'achèvent par la ruine matérielle de l'Europe — et du Japon. En effet, par-dessous les spasmes politiques du décentrage, l'accumulation du capital assied plus que jamais la logique de la valeur d'échange, la croissance du capital financier (n° 41), le privilège relatif des grands espaces économiques (n° 28), l'enrichissement qualitatif de la force de travail par sa formation générale et professionnelle et l'application de la science à la production : c'est-à-dire l'ensemble des processus qui entraînent la dénivellation croissante des niveaux de vie et de productivité entre les pays capitalistes du centre et les diverses périphéries. La crise économique des années 1930 déforme plusieurs de ces processus, mais ne les brise pas. Les guerres inhibent ou accélèrent ces divers développements, tout en réduisant les niveaux de vie et en ruinant, par pans entiers, le capital fixé en usines et en équipements publics, mais elles ne détruisent pas la source même des richesses, la force de travail qualifiée et massive que de rapides reconstructions industrielles rendent à nouveau productive.

Simultanément, le rayonnement culturel du centre demeure d'autant plus vif que la radio et le cinéma fondent de nouveaux prestiges. Les États, la plupart des églises et les médias, classiques ou nouveaux, chantent les prouesses de l'Europe et des États-Unis auxquels Hollywood prête son miroir — et taisent leurs méfaits. Cependant, au voisinage du centre européen, le grand festival des nations à construire qu'ont été les traités de 1919-23 et le grand jeu des promesses nationalitaires non tenues qui a accompagné la première guerre mondiale — Juifs, Kurdes ou, d'autre manière : Égypte, Indes, etc. — agrandissent l'aire des nations rêvées ou préparées. Débordant de l'Europe, elle s'étend vers l'URSS et le Proche et Moyen-Orient.

Tandis que les richesses économiques et culturelles de l'Europe masquent son affaiblissement, les périphéries plus lointaines subissent les contrecoups de ce décentrage, d'autant plus vite que le monde se raccourcit : son espace-temps se resserre, à la vitesse des avions, des grands paquebots et du téléphone.

L'Amérique latine est la principale bénéficiaire des drames européens. Les guerres mondiales lui donnent une chance de s'industrialiser. Le Chili, l'Argentine, le sud du Brésil et la Colombie tirent parti de cette situation, tandis que le Venezuela devient un producteur pétrolier de premier plan. Distrainé par sa propre révolution, le Mexique ne participe pas à cet élan, mais la nationalisation de son pétrole, en 1938, lui offre des ressources dont il use habilement (n° 66).

L'élan du Japon est plus puissant. Il prolonge l'effort engagé depuis 1868, mais en dilapide les bénéfices en conquêtes coloniales et en armements qui disparaîtront dans les guerres des années 1930 et 1940. En 1945, ce n'est plus qu'un champ de ruines, occupé par une vaste population, rompue à l'industrie. À moindre échelle ou de façon moins certaine, d'autres élans se profilent aux Indes et, surtout, dans les dominions britanniques. On pourrait dire, en somme, que le mode de production capitaliste prolifère hors d'Europe, n'était l'énorme isolat soviétique (n° 40).

Le système mondial convulsif des années 1914-15 prend fin comme il était né, par une guerre pleinement mondiale et plus meurtrière que la précédente ; plus sauvage également, tant il est vrai que le Japon, l'URSS et surtout l'Allemagne se livrent à d'épouvantables massacres, dont les captifs désarmés et les populations civiles sont les victimes les plus nombreuses. Le maximum de l'horreur est atteint dans les camps d'extermination allemands, mais aucun des États en guerre n'échappe tout à fait aux régressions de ce temps, pas même l'Angleterre et les États-Unis qui finissent par s'enivrer de bombardements aériens excessifs. Entre Auschwitz et Hiroshima, une civilisation titube.

La démographie de certains pays européens est affectée par les hécatombes guerrières, mais aussi par les redécoupages territoriaux et les transferts massifs de population. Néanmoins, la forte croissance du 19^e siècle (n° 32) s'accélère pendant toute l'ère des guerres et des révolutions, en Europe, comme en Chine et aux Indes ou dans le reste du monde. L'élan démographique mondial surclasse de beaucoup les pertes guerrières et révolutionnaires.

Le monde de 1914 comptait 1,8 milliards d'habitants ; celui de 1950 en dénombre 2,5 milliards. La croissance annuelle moyenne est donc proche de 0,9 %. Elle est deux fois plus rapide qu'au 19^e siècle (n° 32) et quatre fois plus rapide que dans le monde colonial et marchand des 15^e-18^e siècles (n° 19).

En 1925, comme en 1914, l'Europe contient 24 % de la population mondiale : ni la première guerre, ni la révolution russe n'affectent sa place relative. Par contre, son poids tombe à 21 % du total mondial en 1950, par suite des ravages des années 1930 et 1940 certes, mais surtout en raison de l'accélération de la croissance démographique extra-européenne. Non point en Afrique, ni en Asie — dont les parts demeurent à peu près stables de 1914 à 1950 — mais essentiellement aux Amériques : celle du nord passe de 5 à 6,5 % de la population mondiale entre ces deux dates ; celle du sud, soutenue par une meilleure économie (n° 41) bondit de 4 à 6,5 % du total mondial, au cours de ces trois mêmes décennies.

LE COUT DEMOGRAPHIQUE DES GUERRES ET DES REVOLUTIONS	
Morts	Déplacements
<p>35 à 45 millions de victimes civiles et militaires (40 %) pour la seconde guerre mondiale et ses camps d'extermination.</p> <p>25 à 30 millions de pertes humaines en URSS, entre les deux guerres.</p> <p>15 à 20 millions de civils et de militaires tués pendant la première guerre mondiale.</p> <p>7 à 10 millions de victimes des guerres et des famines, en Chine, jusque 1939.</p> <p>2 millions de morts par famine au Bengale, en 1943.</p> <p>1 million de victimes de la grippe espagnole de 1918-19.</p> <p>0,5 million de tués de la guerre d'Espagne (1935-39).</p>	<p>env. 10 millions d'Européens déplacés par les rectifications territoriales et les expulsions de 1945 (soit trois fois plus qu'en 1918 -23).</p> <p>8 à 10 millions d'émigrants chinois au cours des années 1930, principalement vers le sud-est asiatique.</p> <p>9 millions de prisonniers de guerre et de travailleurs requis ou volontaires, drainés vers l'Allemagne, de 1939 à 1945 (principalement de Pologne, d'URSS et de France).</p> <p>6 à 7 millions d'immigrants aux États-Unis, venus surtout d'Europe.</p> <p>2 millions environ d'émigrés politiques ayant fui l'Allemagne, puis l'Europe nazie, vers l'Angleterre et les Amériques.</p>
Liste non exhaustive. Estimations ou évaluations tirées notamment de 30 et 31 .	

L'Europe convulsive des années 1930 prête une oreille trop attentive aux propagandes sur *l'espace vital* requis pour l'expansion allemande, sur les risques de surpopulation dans les États privés de colonies et sur la nécessaire défense de la race blanche. Elle ignore qu'au cours du demi-siècle suivant, ses territoires, jugés trop exigus, supporteront aisément des populations largement accrues tandis que ses agricultures deviendront puissamment exportatrices.

Chapitre 9

Le monde de la dissuasion nucléaire

(De 1945-50 à 1990)

« La bombe atomique est un tigre en papier dont les réactionnaires des États-Unis se servent pour effrayer les gens »

MAO TSE TOUNG (1946)

45 — La structure du troisième monde capitaliste

[Retour à la table des matières](#)

Au centre du monde, l'ère des guerres et des révolutions s'achève de façon aussi abrupte qu'elle a commencé (n° 39), mais moins naïvement. Les régnants et les peuples étaient entrés en guerre, en 1914, comme en une brève échauffourée (n° 38). Ils sortent de la seconde guerre mondiale, étonnés par l'éclair de Hiroshima. Les retrouvailles, la reconstruction et les nostalgies de la bonne vie d'avant-guerre ne peuvent masquer les novations qui s'opèrent en Europe, sous l'évidente tutelle des États-Unis ou de leur challengeur russe. La charpente d'un nouveau système mondial est vite construite, même s'il faudra des années pour la comprendre.

Le nouveau système mondial est nucléaire dans ses arsenaux, mais non dans ses guerres. Contrecarré par diverses tactiques soviétiques et par la rareté des armes nucléaires, le monopole américain du nouvel armement est vite remplacé par une sorte d'équilibre stratégique et géopolitique, instable mais persistant.

De ce fait, les États-Unis et l'URSS se privent de la possibilité de guerroyer l'un contre l'autre, sauf par des voies indirectes. Ainsi, les guerres dont les États non (ou peu) nucléaires ne se privent pas, sont surdéterminées par les interventions des deux puissances, souvent désignées comme Grands, Super-grands ou Super-puissances, toutes hyperboles nées de leur capacité nucléaire.

La dissuasion réciproque de ces deux puissances déborde du stratégique vers le diplomatique. Chacune se conforte d'alliances qui délimitent son camp et qui le disciplinent. Toutes les sociétés du centre et des périphéries stratégiquement importantes font bloc, dans l'un ou l'autre camp. La neutralité ou l'isolement sont des positions mineures ou transitoires, sauf quand les deux puissances nucléaires y trouvent leur compte. La fixité des camps est la règle, l'infidélité une incartade mal tolérée : révoltes et révolutions sont combattues dans chaque camp.

Cependant la décolonisation multiplie les États non-alignés, indépendants en droit, mais rangés en une hiérarchie de puissances où les inégalités stratégiques et diplomatiques sont renforcées par les écarts économiques et financiers. À ce dernier titre, la dissymétrie des deux camps est manifeste. L'URSS impose à son camp des disciplines étatiques-socialistes où l'étatique prime tout, y compris par des moyens militaires. Les États-Unis ne se privent pas de recourir aux mêmes armes, mais ils trouvent de puissants renforts dans les inégalités qu'engendre l'accumulation capitaliste (n° 53) et dans l'activité des agences internationales qui détaillent l'Organisation des Nations Unies contre l'Allemagne, le Japon et leurs alliés, toutes puissances ex-ennemies ensuite incorporées dans cette ONU. La tension entre les deux camps complique la hiérarchie des puissances, mais elle ne la dédouble pas, car un peu d'échanges économiques, beaucoup de conflits politiques et un flux croissant de propagandes relient les deux camps. Tous comptes faits, le monde d'après 1945 est plus unifié que ses prédécesseurs, car tous les empires coloniaux s'y diluent.

Privé de guerres et de révolutions centrales, ce monde laisse le champ libre à d'autres dynamismes. Les économies étatiques-socialistes y battent des records de croissance extensive, avant d'être freinées par leurs agencements étatiques. L'accumulation capitaliste se développe plus puissamment que jamais et tend à dissoudre les marchés nationaux dans un marché mondial où les crises deviennent mondiales, comme les guerres avant elles. Mais pour la majorité des peuples, les performances industrielles des puissances principales sont moins sources de modèles et d'aides, que génératrices de handicaps difficiles à surmonter. La dénivellation intrinsèque des sociétés capitalistes (n° 29), la hiérarchie stratégique des puissances et les lourdeurs autocentrées des sociétés étatiques-socialistes se conjuguent pour entretenir un sous-développement dont les peuples périphériques ne peuvent s'arracher que par des efforts supérieurs à ceux qu'accomplirent, au 19^e siècle, l'Allemagne puis le Japon.

Le poids des contraintes stratégiques et économiques sur des dizaines d'États récemment libérés de leur dépendance coloniale fait, de toutes les périphéries du système mondial, une zone éruptive où des milliers d'ethnies se laissent mal résorber en quelques dizaines de nations ; où des religions proposent avec insistance leurs non-solutions aux problèmes que les États ne savent pas résoudre ; où l'exubérance démographique ne trouve pas d'exutoire économique à sa mesure

et se fixe en abcès urbains ; où, sans armes nucléaires, les guerres s'allongent et les révolutions se renouvellent ; mais où, malgré tout, les famines se raréfient, la durée de vie s'allonge, l'ignorance recule et l'asservissement des femmes commence d'être contesté.

Le monde du nucléaire, des blocs, des États par dizaines, des inégalités croissantes, de l'exubérance démographique et des identités tumultueuses — bref le monde d'après 1945 — se structure rapidement. Dès 1949, la première explosion nucléaire soviétique annonce la fin prochaine du monopole américain. La même année, la victoire maoïste en Chine et la décolonisation de l'Indonésie — renforçant celle des Indes, en 1947 — délivrent 44 % de la population mondiale des vieilles prétentions impériales. La même année encore, la création de l'OTAN et de deux États allemands fixe les contours de l'Europe d'après-guerre. La guerre de Corée (1950-53) renouvelle bientôt, en Asie, la démonstration déjà établie, en Europe, par le blocus et le pont aérien de Berlin (1948-49) : l'intangibilité des blocs devient presque parfaite. Le traité de San Francisco (1951) qui met fin à l'occupation américaine du Japon parachève l'esquisse : le nouveau système mondial — le troisième monde capitaliste — est désormais bien assis.

46 — La dissuasion nucléaire

[Retour à la table des matières](#)

Ce monde a pour clé de voûte la dissuasion réciproque des deux puissances nucléaires. Chacune peut détruire l'autre en première frappe ou en réplique à une telle frappe, chacune entretient cette capacité et connaît la capacité de l'autre. Leurs dissuasions croisées enveloppent les autres relations internationales : le système mondial est polarisé par ces deux puissances.

Sitôt après 1945, les États-Unis disposent seuls d'un stock minime d'armes nucléaires : 13 bombes en 1947, 50 en 1948. Leurs avions B29 n'ont que 7 000 km de portée. L'URSS ne se sent nullement dissuadée d'agir, d'autant que ses forces militaires sont massives. Elle affermit son contrôle de Sofia à Berlin. Ses fidèles prennent le pouvoir à Prague, mais ils échouent en Grèce et sont évincés en Yougoslavie (n°48). Elle bloque vainement Berlin (1948-49), mais bénéficie du succès maoïste en Chine (1949) et tente de pousser son avantage en Corée (1950). De leur côté, les États-Unis étendent leur panoplie : leurs bombes équipent les B29 des bases anglaises en 1949, après le blocus de Berlin, alors que la première bombe soviétique est sur le point d'être expérimentée.

La doctrine des représailles massives contre l'URSS, en cas d'attaque des alliés européens ou du Japon, prend de la consistance : les bases américaines se multiplient et l'arsenal américain passe de 1 000 engins, en 1953, à 18 000, en 1961. Mais, de son côté, le rattrapage soviétique s'accélère. La bombe H américaine est expérimentée en 1952, la soviétique en 1954. Annoncé par le

sputnik russe de 1957, le premier voyage orbital habité est effectué en 1959. Les avions américains qui dépassent les 15 000 km de portée sont surclassés. L'équilibrage des forces nucléaires est désormais en vue. La crise provoquée, en 1962, par l'installation de fusées russes à Cuba, atteste qu'une nouvelle phase est ouverte.

Il s'établit désormais une « casuistique de la coopération entre ennemis pour éviter l'ascension aux extrêmes et pour assurer la stabilité de la dissuasion » (2-II, 163). Casuistique dont les thèmes mineurs sont finalement fondus dans une doctrine de la *riposte graduée* qui échelonne les répliques en deçà de l'ascension aux extrêmes ; mais où les thèmes majeurs, plus souvent orchestrés par les Soviétiques (ou les Français) que par les Américains, affirment que l'escalade est inévitable en cas d'emploi du nucléaire.

La doctrine officielle de l'OTAN, longuement débattue, mais adoptée seulement en 1967, après le retrait de la France (n° 47), associe à la *riposte graduée*, un engagement américain de ne pas renoncer à la première frappe et de maintenir des armes nucléaires et des troupes en Europe. Elle s'accompagne d'une vive compétition quantitative : de 1962 à 1972, Soviétiques et Américains empilent les stocks nucléaires.

Un glissement s'amorce après l'achèvement, en 1971, d'un dispositif antimissile autour de Moscou et après la mise au point, cette même année, de fusées américaines à têtes multiples diversement ciblables. En 1972, un premier traité russo-américain limite les armements qu'il déclare *stratégiques* parce que leur portée intercontinentale permet aux États-Unis et à l'URSS de se frapper l'un l'autre. Cette pseudo-limitation se contente de canaliser la croissance des stocks : elle permet à chaque puissance de rattraper son retard en sous-marins, fusées ou avions et de multiplier les engins à têtes multiples, car seuls les lanceurs sont décomptés.

Toutefois, la casuistique progresse entre les puissances. Déjà en 1962, un *téléphone rouge* — c'est-à-dire un circuit direct pour l'information des dirigeants en cas de crise — avait été établi. Les plafonds fixés en 1972 sont respectés. De ce fait, la doctrine change. Chaque partie veut s'assurer une capacité de frapper l'autre en toute hypothèse et accepte de ne pas se surprotéger contre les frappes adverses. En 1974, il est précisé qu'un seul site de chaque pays peut être abrité des missiles adverses. De plus, l'observation par satellites permet d'être mieux renseigné sur l'adversaire. La nouvelle doctrine est dite de la *destruction* mutuelle assurée, mais elle conduit plutôt à une *dissuasion* mutuelle assurée.

Un traité plus ambitieux est mis en chantier pour établir des équivalences entre les porteurs d'armes et pour tenir compte des têtes multiples, afin de plafonner globalement les arsenaux. Ce résultat est atteint, en 1979, mais les États-Unis renoncent à ratifier le nouveau traité : leurs militaires renâclent, leurs dirigeants

sont divisés et l'intervention soviétique en Afghanistan fournit un prétexte opportun (n°47). Néanmoins, l'accord non ratifié sera respecté par les deux parties, malgré quelques disputes occasionnelles.

Sous couvert de ce deuxième traité, effectivement limitatif, la recherche de l'avantage se poursuit néanmoins, par miniaturisation des engins, par accroissement de la précision et par sophistication des porteurs — notamment par création du *missile de croisière*, sorte d'avion sans pilote, à longue portée.

D'autres complications, plus politiques, apparaissent également. Les membres européens de l'OTAN s'inquiètent du déploiement de fusées soviétiques à moyenne portée et, en 1979, ils décident que des missiles américains à moyenne portée seront installés en Europe, à moins que la suppression des engins soviétiques puisse être négociée. Le déploiement américain, ainsi annoncé, commence effectivement en 1983. Cette même année, les États-Unis entreprennent un programme de recherches — dit *Initiative de défense stratégique* (IDS) — pour créer un bouclier antimissile couvrant l'ensemble des États-Unis ou, du moins, leurs sites principaux. L'IDS viole les principes de la dissuasion mutuelle assurée, alors que la double décision de l'OTAN s'applique à un domaine pré-stratégique — c'est-à-dire à trop courte portée pour être couvert par ces traités.

L'URSS cède sous cette pression, mais elle s'efforce de sauvegarder la dissuasion mutuelle assurée et de passer de la limitation à la réduction effective des armements nucléaires. À cette fin, un traité est signé en 1987 et ratifié dès 1988, pour supprimer en trois ans et sous un strict contrôle, tous les missiles à moyenne portée — entre 500 et 4 500 km — stationnés en Europe, tandis que les missiles sibériens de même catégorie, tournés contre la Chine et le Japon, sont, eux aussi, massivement réduits. Parallèlement, de vastes négociations sont engagées en vue de réduire les armements de portée intercontinentale et les engins nucléaires dont la portée est inférieure à 500 km (n° 88).

Traitées à la manière des années 1910 ou 1930, les années 1945-1990 auraient produit plusieurs guerres mondiales opposant l'URSS et les États-Unis ainsi que leurs alliés respectifs. Certaines de ces guerres se sont amorcées, aucune ne s'est généralisée, aucune n'a vu les États-Unis et l'URSS s'affronter directement par des moyens guerriers. La guerre n'a pu servir qu'indirectement la politique des deux puissances les mieux armées. La formule de Clausewitz — sur la guerre qui prolonge la politique par d'autres moyens — a été bloquée par l'arme nucléaire, qui tient en otages des peuples entiers, tout en les protégeant.

La dissuasion est aussi politique que la guerre, mais elle obéit à d'autres règles, découvertes peu à peu. Elle s'exerce dans un champ de guerres imaginaires (19) avec des armes qui n'ont d'autre fonction que d'empêcher leur emploi effectif et qui ne remplissent leur fonction que dans la mesure où subsiste la possibilité d'un emploi (2-II, 147) ; donc, avec des armes dont l'obsolescence est évaluée par les

états-majors, hors le champ de bataille, sous le regard d'industriels toujours prêts à vendre de nouvelles générations d'engins et de porteurs.

La dissuasion brouille la distinction entre la guerre et la paix, elle constitue, en somme, un troisième état de la matière internationale. Elle place les États-Unis et l'URSS en position de *guerre froide*, de guerre à *non-bataille* mais à lourds arsenaux, modernisés en vue d'une guerre qui n'aura pas lieu ou qui serait ultra-rapide.

La dissuasion mutuelle assurée inhibe les actions guerrières directes des puissances nucléaires. En termes plus positifs, elle convertit leurs territoires en sanctuaires inattaquables. Mais les limites des sanctuaires sont floues. Le Canada fait partie du sanctuaire américain, puisque la frontière arctique est surveillée, depuis 1958, par le système d'alerte *Norad*, commun aux États-Unis et au Canada. Mais les alliés européens de l'OTAN sont-ils aussi fermement couplés à la défense nucléaire américaine ? L'incertitude est plus grande encore aux marges des alliances : la protection soviétique s'applique-t-elle à Cuba ? et l'américaine à Taiwan ?

La zone douteuse se modifie selon les besoins des puissances. Cuba ou Taiwan sont des bases enviées, jusqu'à ce que les fusées changent de portée ou la conjoncture de sens. En effet, le nucléaire inhibe les guerres centrales, mais il ne peut figer la géopolitique mondiale. Loin du centre et des rares sites jugés prioritaires par l'une ou l'autre des puissances, les guerres continuent de figurer dans l'arsenal politique des États ou de naître des révoltes qui agitent les peuples. Les puissances nucléaires traitent ces guerres selon leurs besoins. Elles les bloquent, comme à Suez, en 1956. Elles les entretiennent ou les enveniment, comme le firent l'URSS au Vietnam, de 1960 à 1975, et les États-Unis en Afghanistan, après 1979. La dissuasion nucléaire éloigne les guerres du centre. Les puissances nucléaires surdéterminent toutes les guerres excentriques : elles usent, pour se combattre, de toutes les armées du monde, sauf les leurs.

La dissuasion est demeurée bipolaire, malgré la prolifération du nucléaire civil. Encouragée par tous les pays industriels, celle-ci s'est accélérée après le renchérissement du pétrole, en 1973. On comptait, en 1960, 22 centrales installées dans cinq pays. En 1984, il s'en préparait 465, dispersées dans 34 pays. En 1990, le nucléaire fournit déjà 17 % de l'électricité consommée dans le monde. Cette diffusion a des effets potentiellement militaires : elle accroît la production de plutonium et sert d'assise aux techniques d'enrichissement de l'uranium, qui sont les deux moyens de produire un explosif nucléaire. D'où la pression croissante exercée par les puissances nucléaires pour empêcher la prolifération militaire du nucléaire. L'Agence de Vienne, créée en 1957, surveille toutes les centrales civiles. Les directives communes, adoptées à Londres, en 1977, par les pays industriels installateurs de centrales — y compris l'Allemagne, le Canada et le Japon — renforcent cette surveillance, tout comme les mesures d'information et d'alerte

décidées après l'accident de Tchernobyl (1986). Par ailleurs, les États-Unis et l'URSS se sont engagés à supprimer les essais nucléaires dans l'atmosphère (1963) et à empêcher la prolifération des engins (1968), mais, malgré l'adhésion de nombreux pays à ces traités, l'armement nucléaire s'est quelque peu répandu de 1945 à 1990.

La Grande-Bretagne qui a participé à la mise au point des premières bombes, s'est équipée dès 1950, mais sa force de frappe se confond pratiquement avec celle des États-Unis. La France a fait exploser ses premières bombes A et H en 1960 et 1968, la Chine en 1964 et 1967 ; depuis lors, ces deux pays ont établi des forces opérationnelles non négligeables. L'Inde et Israël disposent d'armes nucléaires moins développées. Plusieurs autres pays sont soupçonnés à tort ou à raison de vouloir s'équiper de telles armes, mais depuis l'explosion du premier engin indien en 1974, aucun pays n'a publiquement rejoint le club des puissances dotées d'armes nucléaires. Ainsi, la prolifération n'est pas une pesante fatalité, ce n'est qu'une tendance, qui a été diversement combattue ou déjouée.

Les installations nucléaires, de caractère civil ou militaire, suscitent de fréquentes alarmes. La fiabilité des techniques de production, le retraitement des combustibles, le stockage des déchets durablement radioactifs et le transport des engins militaires, leur éventuelle destruction même, exposent à des risques d'accidents, voire d'agressions terroristes, à l'égard desquels les sécurités et les contrôles doivent être sans cesse révisés et protégés des distractions routinières. En fait, les accidents ont été nombreux et graves. Les essais américains de Bikini ont contaminé les îles Marshall (1954) ; les installations de Kychtyn, dans l'Oural, ont été détruites (1958) ; la centrale de Three Mile Island a failli sauter (1979), celle de Tchernobyl a effectivement explosé (1986) ; plusieurs avions américains ou russes ont perdu leurs chargements de bombes, plusieurs sous-marins ont coulé. Les plus graves de ces accidents ont provoqué quelques milliers de morts et ont parfois imposé l'évacuation de vastes zones.

Néanmoins, les procédures se perfectionnent, les sécurités se multiplient, les risques dus à la sismicité, aux bombardements ou aux accidents techniques sont mieux prévenus, surtout quand les opinions publiques intérieures et internationales demeurent vigilantes. Mais, fût-ce en enterrant tous les réacteurs, on pourra seulement minorer les accidents, non les éliminer totalement.

Les précautions multipliées par les puissances nucléaires pour s'informer et s'alerter réciproquement, attestent que les limites de l'escalade nucléaire sont vite atteintes. La crainte de l'hiver nucléaire qu'une frappe massive pourrait provoquer sur toute la planète, la peur des dégâts immenses que produirait une frappe plus courte mais bien ciblée — 200 engins lourds bien dispersés suffiraient pour détruire l'URSS ou les États-Unis (19) — la peur aussi des soubresauts politiques mondiaux qu'une frappe provoquerait et, même, les paniques que de simples coups

de semonce entraîneraient bien au-delà des pays semoncés, sont et demeurent la clé de la dissuasion.

En toute situation impliquant les puissances nucléaires, l'emploi d'armes nucléaires est la pire de toutes les solutions envisageables, c'est-à-dire la plus dangereuse pour l'existence même de ces puissances. Comme il a appris à le faire depuis 1945, le monde doit vivre avec le nucléaire et en tirer le plus d'énergie possible : électrique, certes ; mais plus encore, sociale (n° 88).

47 — Les trois périodes de l'histoire politique de 1945 à 1990

[Retour à la table des matières](#)

Depuis 1945, les *non-guerres* mondiales, les guerres périphériques et les trêves quasi mondiales ont scandé trois périodes. La première s'est achevée en 1956, quand l'équilibre nucléaire, déjà supputé par les états-majors, a finalement été perçu par les opinions publiques (n° 46). La deuxième, parachevée par l'accord d'Helsinki, en 1975, finissait déjà, en 1974, quand un *Kriegspiel* s'est esquissé en Afrique, peu après le retrait américain du Vietnam (1973). La troisième, enfin, s'est terminée avec les années 1980, par une mutation du système mondial (n° 69).

La première phase est marquée par l'antagonisme des États-Unis et de l'URSS. L'équilibrage militaire et nucléaire de ces deux puissances (n°46) s'accompagne, en effet, d'une congélation de leurs alliances en *blocs* qui se révéleront durables, malgré d'ultérieurs *dégels*. L'Europe occidentale relève ses ruines, bénéficie de l'aide Marshall, se réarme dans l'OTAN — ou à ses côtés, pour l'Allemagne et l'Espagne, d'abord tenues à distance — et finit par s'unir dans un *Zollverein* d'un type nouveau (n° 58). En face d'elle, le *camp socialiste* naît de pressions plus fermes encore. Il applique à tous les pays occupés par l'armée soviétique, comme à ses alliés yougoslaves et à ses ralliés tchèques (n° 49), un même modèle économique et politique. À l'ouest, l'ancien centre du monde (n° 44) est surclassé par son tuteur américain. À l'est, la périphérie orientale et danubienne que la France et l'Angleterre se disputaient naguère (n° 41) s'inscrit toute entière dans la mouvance soviétique. En 1949, deux États allemands sont proclamés. La scission s'achève, l'Europe est domptée.

L'Europe impériale tarde à le comprendre, mais reçoit quelques leçons. La Hollande est contrainte d'abandonner ses Indes (n° 24) qui deviennent Indonésie, en 1949. La France peut faire passer la reconquête de l'Indochine pour une défense du *monde libre* contre la Chine communiste, mais, en 1954, son retrait — qui donne naissance à quatre États indochinois indépendants — est accueilli avec soulagement dans le monde entier. Deux ans plus tard, l'Angleterre et la France apprennent, à Suez, qu'il leur est interdit de récupérer le canal de Suez, nationalisé par Nasser. 1956 est une année exemplaire : les États-Unis semoncent leurs alliés,

aventurés à Suez, au moment même où l'URSS mate une révolte hongroise, après avoir cantonné une révolte polonaise.

Hors l'Europe, les Amériques liées par un traité d'assistance mutuelle (1947) et par une Organisation des États américains (OEA-1947) sont plus que jamais la chasse gardée des États-Unis. Par contre, l'Afrique demeure presque entièrement coloniale, alors que, de Delhi au Caire, la colonisation se défait. L'Asie s'ébroue, mais en désordre. Le Japon, d'abord occupé, demeure soumis à la tutelle américaine. La Chine gagnée au camp socialiste est engagée dans la guerre de Corée où, après l'échec du blocus de Berlin (1948-49), l'URSS éprouve à nouveau, de façon indirecte, la résistance des États-Unis (1950). De Taiwan à l'Iran, tout le pourtour asiatique est engagé dans les combats de la décolonisation et les balbutiements d'États nouveaux. Les États-Unis rêvent à des alliances qui ordonneraient cet ensemble, selon le modèle de l'OTAN ou de l'OEA, mais leur pacte de Bagdad (1955) est éphémère ; seule réussit à durer leur alliance avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande (ANZUS, 1951).

Au Proche et Moyen-Orient des conflits naissent en ordre dispersé. La création d'Israël (1948) cristallise une hostilité arabe, activée surtout par l'Égypte et la Syrie. La nationalisation des pétroles iraniens (1951) émeut les États-Unis qui, dès 1953, restaurent le Shah et le Cartel du Pétrole. La république proclamée en Égypte (1953) leur semble plus bénigne, d'autant que l'armée anglaise maintient ses camps près du canal de Suez. Mais, dès 1956, plusieurs pays sont engagés, aux côtés de l'Égypte, dans une deuxième guerre israélo-arabe, compliquée par l'intervention franco-britannique à Suez : l'imbroglio proche et moyen-oriental a pris forme.

Cependant, le monde vit une sorte de trêve. La troisième guerre mondiale n'est pas née en Corée, ni à Suez. Les armistices coréen (1953) et indochinois (1954) ainsi que le traité de paix libérant l'Autriche de ses occupants (1955) marquent une pause sur les principaux fronts de la *guerre froide* entre l'URSS et les États-Unis. La *non-guerre* débouche sur une *non-paix*, couturée de cicatrices : deux Allemagne, deux Berlin même, deux Corée et deux Vietnam.

La trêve ne dure guère car les coupures allemandes et vietnamiennes s'enveniment, tandis que les États fraîchement décolonisés prolifèrent. Les impérialismes de conservation (9-II, 116) sont mis à rude épreuve, notamment en Afrique. La France rêve d'une Eurafrique qui exploiterait l'alumine, l'uranium, le fer et le pétrole de son empire, tandis que le Sahara abriterait ses essais nucléaires. Dès 1956, elle doit abandonner ses protectorats tunisien et marocain. En 1957, l'Angleterre à son tour se retire du Ghana et en 1960, la Belgique quitte le Congo — le futur Zaïre — après quoi tout s'accélère, y compris l'indépendance chèrement acquise par l'Algérie (1962). Bientôt, il ne restera en Afrique que quelques colonies portugaises, ainsi que la Rhodésie dont les fermiers blancs retardent de quinze ans l'indépendance (1965-80) et la Namibie que l'Union sud-africaine garde

sous son contrôle de 1978 à 1989, bien que l'ONU ait révoqué le mandat accordé jadis par la SDN (n° 42).

Les décolonisations africaines des années 1960 n'attirent guère l'attention de l'URSS et ne dérangent pas les États-Unis, d'autant que leurs alliés anglais et français gardent indirectement le contrôle de leurs anciennes possessions, non sans raviver leurs vieilles rivalités — notamment par une guerre du Biafra (1967-70), riche d'archaïsmes coloniaux et d'espérances pétrolières. Par contre, la décolonisation de Cuba scandalise les États-Unis.

Cette grande île, proche de Miami, était, depuis 1896, un quasi-protectorat américain (n° 30), riche de plantations et de casinos. En 195 % la victoire de la guérilla dirigée par Castro et Guevara dérange ces intérêts. De représailles en rétorsions, d'invasion manquée (1961) en alliance avec l'URSS, on aboutit, en 1962, à la crise des fusées (n° 46). Le scandale redouble quand les guérillas, plus ou moins inspirées par Cuba, se multiplient en Amérique latine. Les États-Unis prodiguent leur aide aux armées et aux polices de tout ce continent, pour combattre les mouvements soupçonnables de castrisme. Inversement, la théorie guévarisme propose d'enliser l'impérialisme américain en de multiples Vietnam dont chacun naîtra d'un *foco* révolutionnaire — ou foyer rebelle retranché dans un abri judicieux — d'où la guérilla pourra tirer force, jusqu'à ce que les masses urbaines des gauches endormies puissent être réveillées.

En fait, la théorie du *foco* prête à l'expérience de Cuba, des vertus géopolitiques imaginaires (21-III). Elle renouvelle les traditions romantiques du carbonarisme et du blanquisme — c'est-à-dire la croyance au complot politique. Les avant-gardes que Guevara exalte, se lèvent nombreuses et sont toutes défaites. Les dictatures militaires se multiplient, du Brésil (1964) à l'Argentine (1966 et, surtout, 1974) et au Chili (1973) ou à l'Uruguay (1974). Cuba est isolée.

Pendant ces mêmes années 1955 -75, les Asies se diversifient sans que l'avantage soit nettement acquis par l'une ou l'autre des puissances nucléaires. L'URSS perd la confiance, puis l'alliance de la Chine (n° 49), sans que les États-Unis puissent tirer de cette défaite soviétique, une vraie victoire. Le rétablissement de leurs relations avec la Chine et le traité de paix entre Chine et Japon (1972) entrouvrent l'immense isolat chinois, mais sans l'allier à quiconque.

Les États-Unis subissent, eux aussi, une défaite majeure au Vietnam. La guerre, mal réglée en 1954, y reprend en 1957 et l'intervention américaine ne cesse d'y croître. En 1964, elle devient massive. En 1973, elle se conclut par un piteux retrait, suivi, en 1975, par la défaite du Sud et l'unification des Vietnam. Mais, contrairement à la théorie proférée par les États-Unis, aucune poussée communiste ne bouscule ensuite les *dominos* asiatiques. Le Vietnam épuisé, l'URSS affaiblie par l'hostilité chinoise et la Chine enlisée dans son aventureuse révolution culturelle, sont condamnés au *statu quo*. La rupture des relations entre l'Indonésie

et la Chine (1967) disperse l'alliance anti-impérialiste esquissée, en 1955, à Bandung. L'Association des Nations de l'Asie du sud-est — ANASE ou — en anglais — ASEAN — qui se forme en 1967, s'oriente vers le développement économique.

Plus à l'ouest, l'URSS est victorieuse, mais seulement aux points. L'Inde affirme sa prédominance en cette région. L'Himalaya réduit à peu de choses les escarmouches qui l'opposent à la Chine (1962), après la révolte tibétaine de 1959 (n° 49). Sa guerre de 1965-66 avec le Pakistan se solde par un match nul, que l'URSS arbitre à Tachkent. Mais l'alliance conclue en 1971, entre l'URSS et l'Inde, donne à celle-ci de l'audace. Une nouvelle guerre avec le Pakistan entraîne la sécession du Bangladesh (1971) et resserre les liens entre le Pakistan et la Chine ou les États-Unis.

Au Proche et Moyen-Orient, aucune pause véritable n'intervient vers 1955-56, aucune n'interviendra non plus, vers 1973-75. Les conflits interactifs ne cessent de se multiplier. Après 1956, l'Égypte nassérienne professe un panarabisme qui donne naissance, en 1958, à une République arabe unie dont la Syrie s'émancipe dès 1961. L'Irak qui se libère de la tutelle anglaise en 1958 et du Pacte de Bagdad en 1959, dispute à Damas le rêve d'une grande Syrie et commence à s'opposer à l'Iran dans un Golfe jugé trop persique. L'Égypte se tourne désormais contre l'Arabie que ses rentes pétrolières rendent influente, mais qui lui paraît inféodée aux États-Unis. La rivalité entre l'URSS, alliée de Nasser, et les États-Unis, se manifeste de 1962 à 1965, par une nouvelle guerre qui durcit la division du Yémen, jadis opérée par les Anglais pour établir leur base d'Aden.

Les guerres contre Israël n'unifient pas la *nation arabe*. Celle de 1967 conduit l'Égypte à la défaite et Nasser à une démission qu'il reprend, mais dont il ne se remet pas, jusqu'à sa mort, en 1970. Elle conduit également à l'occupation, par Israël, de vastes territoires, en Cisjordanie et autour de Gaza, où mûrit peu à peu la révolte palestinienne. Celle de 1973, où l'Égypte cherche une revanche, est plus complexe encore, car elle se double d'un embargo pétrolier et d'une montée en puissance de l'OPEP qui vont bouleverser l'économie mondiale de l'énergie (n° 53).

L'embargo pétrolier de 1973 permet à l'Europe de mesurer le chemin parcouru, depuis l'escapade de 1956, à Suez. L'expansion économique a distrait l'ancien centre du monde de presque toutes ses préoccupations extra-européennes. La France s'est repliée d'Algérie en 1962, la guerre du Biafra s'est achevée en 1970, l'Angleterre a fermé en 1971 ses bases à l'est d'Aden, et, bientôt, les accords de Lomé (n° 65) viennent concrétiser l'armistice africain de ces deux métropoles. Bref, l'Europe s'est introvertie, comme en témoignent le retrait français hors l'OTAN (1966), l'esquisse allemande d'une *Ostpolitik* et la reconnaissance réciproque de la RDA et de la RFA (1970) ou l'accord d'Helsinki (1975) qui jure fidélité aux frontières établies.

La pause ainsi marquée n'est pas aussi nette que la *coexistence pacifique* esquissée entre l'armistice coréen (1953) et les crises européennes et proche-orientales de 1956. Elle s'établit en 1972-74, à l'échelle des puissances nucléaires (n° 46) et trouve confirmation en Chine (1972), au Vietnam (1973) et en Amérique latine, mais le Proche-Orient continue de se déchirer et l'Afrique fait une nouvelle entrée dans la géopolitique mondiale, à partir de 1974.

L'occasion en est offerte par le coup d'État militaire qui libère le Portugal d'un régime désuet et permet l'émancipation du plus vieil empire colonial (n° 18), mais aussi par la révolution qui secoue l'Éthiopie et tout l'est africain. L'URSS exploite ces deux novations de 1974. Elle ne réussit pas à infléchir la crise portugaise, mais elle pénètre, avec l'appui de contingents cubains, dans l'Afrique orientale et australe.

À l'est, elle abandonne bientôt la Somalie, pour soutenir l'Éthiopie (1977) contre les rebelles, aidés par l'Arabie, qui l'assaillent depuis l'Érythrée et la Somalie ou de l'intérieur. En 1978, la république sud-yéménite, naguère soutenue par Nasser, s'allie à l'URSS et lui procure l'escale d'Aden et la base insulaire de Socotra. Au sud, l'URSS reçoit un concours substantiel de Cuba dont les armées combattent les guérillas soutenues par les États-Unis — et, parfois aussi, par la Chine — et assistées militairement par l'Union sud-africaine. Il s'ensuit quatorze années de guerres, ruineuses pour l'Angola et d'autres pays, jusqu'à ce que le départ des Cubains et l'indépendance de la Namibie viennent solder ces conflits, en 1989.

Tout en débordant vers la corne de l'Afrique et vers Chypre dont un débarquement turc parachève la partition en 1974, le système des conflits du Proche et Moyen-Orient continue de s'enrichir. Sous les pressions palestiniennes, israéliennes et syriennes, le Liban implose à partir de 1976. L'Égypte rompt son alliance avec l'URSS et récupère le contrôle du canal de Suez. La paix qu'elle établit avec Israël, en 1978, l'isole pour dix ans, mais lui permet de redresser sa situation économique. La situation s'envenime plus à l'est, dès 1979 : la révolution iranienne donne le pouvoir à Khomeiny, l'URSS intervient dans les crises internes de l'Afghanistan dont les États-Unis se mêlent à leur tour, via le Pakistan. En outre, les deux prétendants à la prééminence dans le Golfe, l'Iran et l'Irak engagent, en 1980, une guerre qui durera huit ans. Puis, en 1982, Israël pousse vainement ses armées jusqu'à Beyrouth. Les Palestiniens se révoltent contre la présence israélienne dans les territoires conquis en 1973 et la guerre d'Afghanistan se prolonge, après l'intervention massive des armées soviétiques, puis malgré leur retrait en 1989.

L'apaisement est plus net entre Inde et Chine. Le Vietnam quitte le Cambodge qu'il occupait depuis 1979. L'ANASE, encouragée par les succès de Singapour, est plus que jamais férue d'économie. La flotte soviétique, présente dans l'Océan

Indien depuis 1969 et renforcée dans le Pacifique depuis 1974, se fait plus discrète, y compris dans l'usage de sa base vietnamienne de Cam Rah, cependant que les États-Unis maintiennent leurs bases des Philippines, d'Okinawa et du Pacifique central. Tandis que la Nouvelle-Zélande, hostile au nucléaire, se met en congé d'alliance, l'Australie et les États-Unis confortent leur emprise sur la plupart des archipels du Pacifique, par tout un jeu d'accords politiques qui associent les micro-États locaux, indépendants ou non, aux institutions et aux générosités américaines ou, parfois, australiennes.

Plus au nord, deux isolats prennent du poids : le Japon, par ses succès économiques, et la Chine, par un développement économique enfin esquissé. Le statut politique de Taiwan devient équivoque, lorsque la Chine lui succède à l'ONU, en 1972, mais l'essor économique de cette île ne cesse de s'affirmer. En 1984, l'Angleterre s'engage à restituer Hong-Kong à la Chine en 1997 et le Portugal fait de même pour Macao, si bien que le retour de Taiwan dans l'orbite chinoise devient envisageable. Seules les deux Corée semblent figées dans leur antagonisme.

La troisième phase s'achève sur une perplexité croissante de l'URSS et des États-Unis. La crise que traversent l'URSS et son camp — ou ce qu'il en reste — est tout à fait évidente (n° 51). Celle qui afflige les États-Unis est moins apparente, d'autant que la puissance américaine se fait sentir au Nicaragua et dans presque toute l'Amérique centrale après 1979, à la Grenade en 1983 et au Panama en 1989-90. Néanmoins, les États-Unis perdent de leur poids vis-à-vis du Japon, devenu leur prêteur ; vis-à-vis des Amériques endettées qui vulnérabilisent leurs banques (n° 56) ; et surtout vis-à-vis de l'Europe où l'unité allemande bouscule toutes les données (n° 85).

48. — La hiérarchie des puissances et l'équilibre mondial ; des États-Unis

[Retour à la table des matières](#)

À la différence des deux premiers mondes capitalistes qui comptaient peu d'États, le troisième monde capitaliste en a tapissé toute la planète. L'ONU qui assemble les États souverains a accueilli, en 1990, son 160^e adhérent. La Charte de cette organisation internationale a été adoptée dès 1945, mais l'antagonisme des puissances nucléaires et la prolifération des États ont étouffé beaucoup de ses potentialités (n° 91). De fait, l'ONU fédère trois domaines distincts : celui du Conseil de Sécurité où cinq membres permanents — États-Unis, URSS, Chine, France et Grande-Bretagne — font la loi quand ils s'accordent et ne sont guère dérangés par les membres non-permanents de ce Conseil ; celui des agences spécialisées effectivement opérationnelles (santé, alimentation, éducation, réfugiés, etc.), lesquelles disposent d'autorités propres, attentivement surveillées par les puissances qui s'en partagent ou s'en disputent la tutelle ; et celui des assemblées

générales ou spéciales et des agences non ou peu opérationnelles où les États débattent comme députés en Chambre.

En effet, l'ONU permet aux États de s'exprimer sur toutes les affaires d'intérêt mondial qui agitent leurs gouvernements. Jointe aux commodités diplomatiques de la coulisse, cette fonction quasi parlementaire absorbe l'essentiel du travail des représentants nationaux et des fonctionnaires internationaux. Elle a conduit les États à s'organiser en des sortes de partis, pour accroître leurs capacités de négociation vis-à-vis des puissances les plus importantes. Certains de ces *partis d'États* ont le même contour que les anciens empires anglais et français ou décalquent des organisations continentales, comme l'OEA et l'OUA. Mais, à l'ONU, où la multi-appartenance est de règle, d'autres *partis d'État* ont une signification plus volontariste.

Le principal d'entre eux est né, en 1947, à New-Delhi, par la réunion de 25 pays d'Asie. Il a formulé son programme — décolonisation, solidarité internationale, non-intervention dans les affaires intérieures — à Bandung, en 1955, et il s'est fait connaître comme groupe des *non-alignés* ou des *soixante-dix sept* puisque tel était son effectif, à l'ONU, en 1962, après la grande vague des décolonisations africaines. À ses dernières conférences — Harare, 1986 et Belgrade, 1989 — le groupe des 77 comptait en fait 102 membres, auxquels s'étaient joints 18 pays observateurs. Jusqu'en 1989, on a trouvé parmi ces *non-alignés* un noyau philo-soviétique, rassemblé autour de Cuba et du Vietnam, auquel s'oppose un noyau pro-américain constitué par le Maroc, le Sénégal et quelques autres États, cependant que l'Inde, la Yougoslavie, l'Égypte ou l'Algérie essaient de maintenir la doctrine de Bandoung. Les puissances alignantes polarisent les *non-alignés*.

Souvent éphémères, les autres *partis d'États*, révèlent les tendances nouvelles des relations internationales. Ainsi le groupe dit de *Contadora* où s'illustrent le Venezuela, la Colombie et le Mexique donne à penser que les pressions nord-américaines sont exposées à une vive résistance en Amérique centrale, tandis que le parti de la dénucléarisation — initié en 1984 par l'Inde, le Canada, la Suède, etc. — s'attaque à la prolifération, d'autre manière que les deux puissances nucléaires (n° 88).

Le système mondial d'après 1945 est une mosaïque d'États fort inégaux où la hiérarchie des puissances — sous-tendue par leurs économies, leurs armées, leurs héritages impériaux et leurs rayonnements culturels — se déforme lentement, non sans interférences résultant des affrontements indirects des États-Unis et de l'URSS.

Ainsi, le Brésil ou l'Iran ont parfois été considérés comme des *sous-impérialismes* inféodés aux États-Unis, avant de s'opposer à ceux-ci. Le Vietnam, Cuba ou le Sud-Yémen ont été pris pour des avant-postes de l'URSS, jusqu'au jour

où celle-ci s'est trouvée exposée à leurs réticences, voire à leurs coups d'État. L'Égypte et la Somalie ont été des alliés pleinement contrôlés par l'URSS, avant de s'offrir à un égal contrôle par les États-Unis. Tous exemples qui pourraient être multipliés : les États souverains, même de faible envergure, jouent des rivalités entre les grandes puissances autant que le permet leur environnement régional. Sur les 150 à 160 guerres survenues, de par le monde, depuis 1945, la plupart ont été provoquées par les jeux locaux de puissances non inhibées par la dissuasion nucléaire et ont servi des intérêts locaux, sans souci excessif des intérêts américains ou russes.

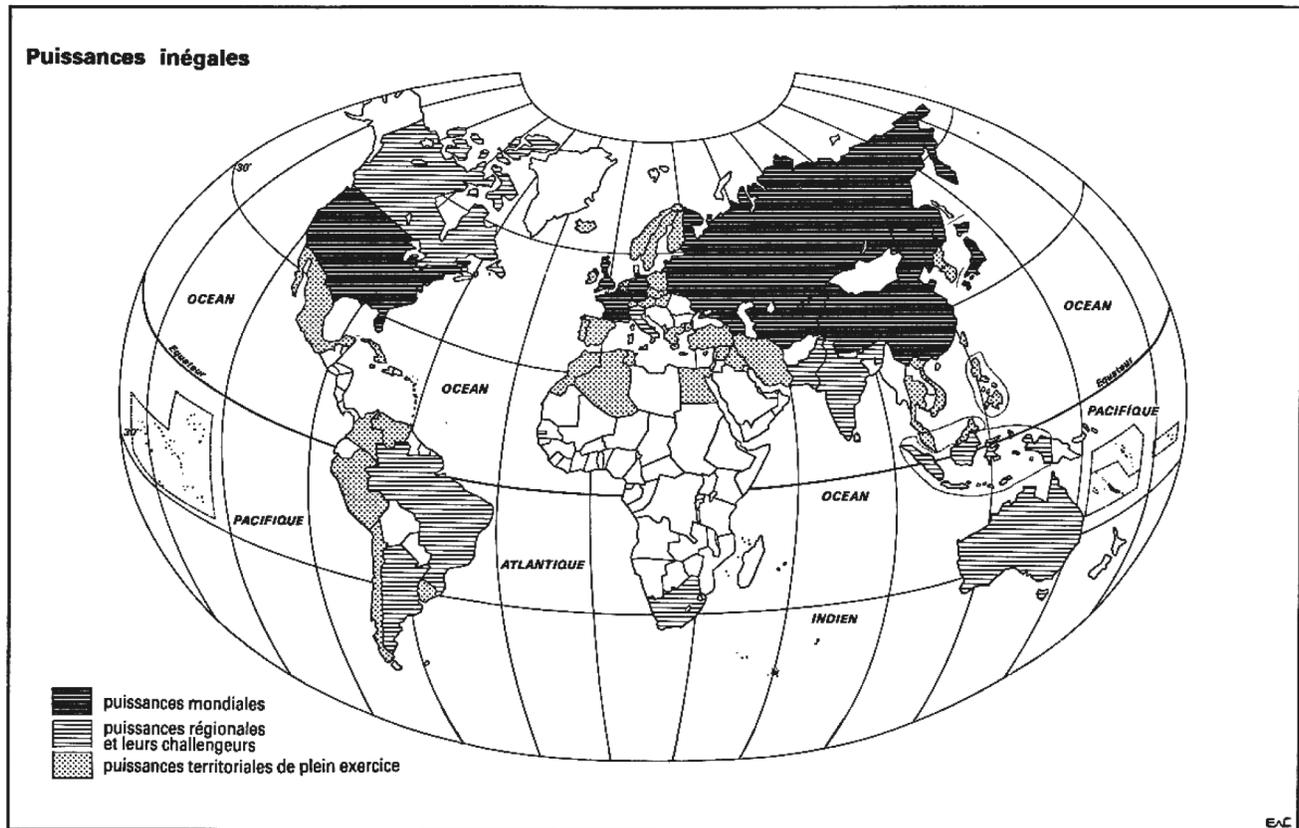
Malgré ces perturbations, la hiérarchie des États se laisse clairement apercevoir. Les *puissances mondiales* sont évidemment celles dont les engins nucléaires peuvent frapper en tous lieux — États-Unis et URSS — mais aussi celles dont l'influence se fait sentir sur plusieurs continents, en s'adossant à un armement nucléaire opérationnel — Chine, France, Grande-Bretagne — ou en ne souffrant guère d'un déficit nucléaire qui pourrait être rapidement comblé au bénéfice d'une surpuissance économique bien établie — Japon et Allemagne.

Un cran plus bas, les *puissances régionales* se reconnaissent à la prééminence qu'elles exercent sur leur voisinage — Inde, Union sud-africaine — ou qu'elles semblent proche d'exercer — Brésil, Australie. Les États voisins qui tiennent le rôle de challengeur — Pakistan, Indonésie, Argentine peut-être — sont des puissances régionales virtuelles. En Europe et en Amérique du nord, les puissances régionales seraient nombreuses, si elles n'atteignaient déjà le rang mondial. Il ne reste donc à noter que le Canada et l'Italie, en attendant que d'autres États, comme l'Espagne, aient réussi à s'affirmer.

Le troisième niveau est celui des *puissances territoriales de plein exercice*, lesquelles sont des États protégés par une alliance ou par une neutralité solides ; mais aussi des États capables d'une suffisante autonomie économique (n° 64) grâce aux rentes de leurs mines, à la solidité de leurs *multinationales*, à leur *grand espace économique* (n° 31) ou à quelque autre ressource. Les membres de l'OCDE non rangés plus haut figurent ici, avec quelques dizaines d'autres États répandus de par le monde : la Hongrie comme le Mexique, les deux Corée comme la Colombie, etc.

Puissances inégales

[Retour à la table des cartes](#)



Les deux derniers étages accueillent la grosse centaine d'États rejetés par les critères précédents. Le quatrième étage est celui des *puissances territoriales bas de gamme*, le cinquième celui des *États virtuels*. Ces derniers se reconnaissent au fait qu'ils flottent sans grande prise sur le territoire qu'ils sont censés dominer : par incapacité durable à nourrir leur population ; par incapacité militaire à contrôler leur population, famélique ou non ; par incapacité budgétaire à payer leur armée et leur appareil d'État. Les États virtuels vivent d'aides alimentaires, d'aumônes budgétaires, d'assistance tutélaire. Encore qu'il faille juger de leur situation cas par cas, on peut considérer, en toute première approximation, que les pays dont la population est inférieure à 1 million d'habitants et dont le PIB par tête se situe au-dessous de 2 000 \$ (de 1990) n'échappent à cette catégorie que s'ils disposent de ressources vivrières suffisantes, d'un site géopolitique protecteur et d'une identité collective suffisamment homogène : c'est dire qu'une cinquantaine de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique sont des États virtuels.

À l'inverse, les famines, les guerres inter-ethniques ou les inondations qui ravagent souvent le Bangladesh, l'Éthiopie ou le Nigeria, n'empêchent pas ces États d'exercer, par voie militaire et fiscale, une domination qui leur permet de

durer par eux-mêmes. Même pauvres ou misérables, ces pays s'inscrivent au bas de la gamme des puissances territoriales, avec quelques dizaines d'autres États moins peuplés qu'eux.

La hiérarchie des puissances explicite l'inégalité des États mais elle ne préjuge pas des configurations — alliances, aides, neutralités, etc. — qui déplacent cette inégalité. Si bien qu'à la faveur de certaines configurations, des puissances de quatrième niveau, encore pulvérulentes comme l'Afghanistan, ou déjà soudées par l'histoire en une nation solide comme le Vietnam, ont pu infliger aux principales puissances mondiales des défaites militaires retentissantes.

Les relations internationales impriment leur marque au sein même des sociétés. Ainsi, la rivalité entre les États-Unis et l'URSS s'est gravée dans toute l'Europe et a gagné les autres continents à mesure que les affrontements bipolaires s'accusaient (n° 47). Les partis et les syndicats de ces pays — quand, du moins, il en existe — ont été polarisés par l'anticommunisme ou l'anti-impérialisme, malgré leurs diaprures propres. Les armées et les polices ont souvent été dressées contre les affidés réels ou supposés de l'autre camp. Les églises, la presse, la radio-télévision et d'autres appareils idéologiques ont été mobilisés pour des campagnes brutales ou insinuanes.

Les États-Unis et l'URSS ont également donné au monde entier d'insistantes leçons de propagande, d'espionnage et, le cas échéant, de subversion ou de guérilla. À la fin des années 1950, Cuba a inauguré la série des prises d'otages (Fangio, La Havane, 1957), puis des détournements d'avions. Les États-Unis qui s'étaient entraînés depuis le début du siècle, dans leur banlieue caraïbe, ont continué de jouer, selon l'occasion, de leurs *marines* ou de *guérilleros* dûment entraînés. Protégée des divulgations parlementaires, l'URSS a acquis une notoriété plus discrète, mais un égal savoir-faire. Si bien que les États turbulents du Proche et Moyen-Orient et les partis-milices exprimant quelque intérêt libanais ou palestinien ont tous été à bonne école. Les détournements d'avions se sont raréfiés après que Cuba et les États-Unis eurent trouvé un *modus vivendi*. Les attentats terroristes et les prises d'otages se raréfieront, de même, si les puissances mondiales s'accordent sur les règles du *fair play*.

En 1945, rien ne prépare les Américains à leur rôle mondial, Leurs aïeux ont fui l'Europe et tué les Indiens, eux-mêmes cantonnent leurs Noirs et méprisent leurs Chicanos : qu'attendraient-ils d'étrangers plus lointains ?

L'Amérique, la vraie, étale ses villes propres ou industrielles, ses banlieues loties à l'infini et ses campagnes vides, loin des quelques Babylone où les affaires s'affichent et les plaisirs se cachent. Ses vertus sont provinciales, comme ses usages et ses curiosités. Le cinéma et la radio, bientôt fondus en télévision, lui donnent à rêver, mais l'église, l'école et la loge domestiquent ses rêves.

L'aventure, c'est l'automobile. Le supermarché tient lieu de paradis. Quant au débat politique, il déborde peu des parties, sauf au temps des superparties qui tiennent lieu de congrès aux partis.

Ouverte aux rumeurs du monde par l'effraction des guerres, l'Amérique est avide d'idées simples. Il lui plaît que le diable soit unique et rouge — après avoir été noir, puis jaune. Il lui plaît de prêcher contre ce diable, comme elle sait prêcher contre l'alcool, la drogue, l'avortement ou la paresse de ses pauvres. S'il faut se battre, elle aime jouer son western sous toutes les latitudes et s'indigne des perfidies exotiques de ses adversaires.

Comme des raisins perdus dans une grosse brioche, quelques groupes prennent pourtant, du monde, une vue moins courte. Ces commissions parlementaires, ces universités hors du commun, ces rédactions émérites et ces grappes de militants occasionnels évaluent contradictoirement les bénéfices que l'armée et l'industrie tirent l'une de l'autre, les enjeux des conflits où les boys sont engagés, les chances et périls que l'Amérique encourt de la sorte. Ici fermentent les élans patriotiques et les crises morales, ici les lobbies ne cessent de labourer.

Nourri par ces débats et peu dérangé par les lueurs que ces groupes projettent sur ses actions clandestines, le pouvoir américain souffre des mêmes carences qu'eux : la guerre et la révolution sont les grandes inconnues de l'histoire américaine. En effet, les États-Unis n'ont jamais été envahis, occupés ou ravagés, si ce n'est par eux-mêmes pendant la lointaine Sécession du Sud ancien. Leur expérience révolutionnaire est plus courte encore, car la liberté des communes et le démantèlement des propriétés latifondiaires n'exigèrent d'eux aucun combat — y compris dans le Sud où les plantations survécurent aux esclaves.

Avant Roosevelt, la Maison Blanche était une résidence, plus qu'un siège du pouvoir. En un demi-siècle, son effectif politique a sextuplé pour coordonner la gestion des intérêts mondiaux de l'Amérique. Plus exactement : pour former un gouvernement implicite des affaires mondiales dont le seul rival est en URSS. Selon que le Président est un homme d'État, un malade ou un acteur, la direction de ce gouvernement lui revient ou non, mais toujours y figurent : le secrétaire général de la Maison Blanche, le conseiller du Président pour les affaires de sécurité, le contrôleur des services de renseignement et les ministres du Département d'État (affaires étrangères), de la Défense et du Trésor. Quels que soient leurs titres et leurs positions hiérarchiques apparentes, les patrons américains de l'OTAN et de quelques autres agences relèvent également de ce gouvernement informel auquel Kissinger donna un certain lustre, de 1969 à 1976.

Les bras séculiers de ce gouvernement sont présents dans le monde entier et souvent pesants. Mais l'Amérique provinciale continue d'ignorer l'étranger. Dans ce pays-continent où les autobus sont des avions, les Américains ne cessent de déménager. La géographie des écoliers serait toujours différente de celle des

parents, si on l'enseignait, mais la culture américaine goûte peu les savoirs abstraits. Comme l'industrie ou l'armée, elle est technicienne, elle grignote tous les problèmes selon une logistique infiniment détaillée. L'intelligentsia européenne, réfugiée aux États-Unis de 1933 à 1945, y a fécondé quelques arts et quelques universités, mais elle n'a pu greffer le verger tout entier : les pommes provinciales demeurent aigrelettes.

L'Amérique est riche, parfois généreuse, jamais charitable. Elle croit sa réussite exemplaire. Elle ne peut comprendre que toutes les ressources de la planète ne pourraient approvisionner les trois mille Amériques que la population mondiale pourrait composer d'ici la fin du 21^e siècle. Ni que les malheurs des peuples arriérés sont, pour une bonne part, les fruits involontaires de son avance.

Rien encore ne prépare les Américains à un 21^e siècle qui ne sera plus leur âge d'or.

En 1945, les États-Unis ont produit une doctrine des affaires mondiales où le commerce et la production sont des fins éminentes ; où les institutions gardiennes de l'ordre public ont priorité sur tous les autres appareils ; où les églises sont d'autant plus respectables qu'elles s'en tiennent aux choses divines ; où la libre circulation des journalistes américains et, s'il se peut, des informations qu'ils produisent, prime les autres libertés publiques ; où l'éventuel Parlement local mérite considération, quand il s'abstient de violer les priorités précédentes ; et où les partis et les syndicats sont tolérables, dans la mesure où ils confortent le système ainsi ordonné.

De telles orientations sont évidemment plus favorables à la propriété latifondiaire qu'à la réforme agraire ; au patronat qu'aux salariés ; aux militaires qu'aux étudiants ; aux religions sages qu'aux *théologies de la libération* ; et, ainsi de suite, pour ne rien dire des guérillas et des populismes, ni des révoltes et des révolutions.

Par ses moyens comme par ses fins, la pression soviétique est différente. L'expérience internationale de l'URSS est plus ancienne que celle des États-Unis. Elle a été acquise, dès les années 1920, via la III^e Internationale — et ses branches spécialisées : syndicats, propagande, etc. — puis au cours des années 1930, par le développement de services de renseignements d'abord militaires et européens, puis mondiaux comme ceux des États-Unis. La révolution dont l'URSS s'est longtemps voulue le propagateur et le modèle exclusif (n^o 49) a ordonné les priorités de cet appareillage international et celles des partis communistes demeurés soumis : organiser les masses ouvrières et paysannes ; soumettre leurs organisations au contrôle des PC locaux ; activer les salariés contre les patrons, les paysans contre les propriétaires fonciers, les artisans, les boutiquiers et les petites entreprises contre le capital monopoliste ; soutenir l'URSS en toutes circonstances ; appuyer,

sur place comme dans les métropoles, la *libération nationale* des peuples colonisés ; bref, concourir aux transformations les plus radicales, mais avec doigté, Moscou se réservant d'apprécier chaque conjoncture locale selon sa vision d'ensemble.

Ces orientations diamétralement opposées ont connu des effets divers selon les situations régionales et locales (n° 47) mais aussi selon la nature profonde des États qu'elles visaient à influencer. Leur efficacité a dépendu des types d'État — lesquels ne doivent pas être confondus avec les formes de régime politique dont les États se parent. Ce qui compte, en effet, ce n'est pas tant l'habit civil ou militaire des gouvernants et les jeux de la scène politique que la nature des classes dominantes dans chaque société, la qualité de leurs liens avec les régnants qui exercent le pouvoir et avec les tenants des divers appareils d'État et, plus encore, la dose de consentement qu'elles inspirent aux classes dominées. Dans un monde où les puissances mondiales surdéterminent toutes les tensions sociales, seuls les États bien assis et bien acceptés ont chance d'abriter leurs sociétés des pressions excessives et d'affirmer une politique relativement autonome.

Une telle assise s'acquiert différemment, selon le type d'État en vigueur. Dans les sociétés où une révolution étatique-socialiste, spontanée ou importée, a été réalisée, l'État qui est de type soviétique (n° 49) peut convenir à un isolat — comme la Chine ou l'Albanie — aussi bien qu'à un pays du *camp socialiste* — comme la Hongrie ou la RDA — dès lors que les marges de jeu, propres à ce type d'État, sont reconnues et exploitées. Le dérapage vers une soumission sans espoir à l'URSS ou vers une errance dramatique — dont la Roumanie offre l'exemple — montre *a contrario* que ces marges de jeu existent et peuvent être mesurées (n° 50).

Les États de type soviétique se distinguent nettement des autres formes étatiques. Une frontière plus subtile partage celles-ci, selon qu'une révolution démocratique-bourgeoise — active ou passive (n° 30) — a permis ou non la modernisation de l'État. Faute d'une telle novation, les États demeurent surchargés par la propriété latifondiaire et par son cortège de notables et de *caciques* ; de généraux, d'éminences religieuses et de diplomates imbus de leur caste ; d'églises et de confréries archaïques, quelle qu'en soit la confession ; de partis réduits aux rivalités provinciales ou clientélistes de leurs dirigeants ; etc.

En Europe occidentale, en Amérique du nord et au Japon, où la révolution démocratique-bourgeoise est chose faite, à quelques séquelles près, la république bourgeoise est de règle. Le plus souvent, son modèle libéral s'est transformé par à-coups en un modèle interventionniste devenu très vivace, même dans les pays où la déréglementation est fort prisée (n° 65). Ailleurs, les républiques bourgeoises sont rares, parfois fragiles — comme en Argentine ou au Chili — et leur modèle interventionniste est encore peu répandu.

Faute de révolution démocratique-bourgeoise, beaucoup d'États d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine doivent affronter simultanément les contradictions du vieux monde rural, celles des villes industrielles et celles des services les plus modernes, le tout, au sein de peuples en croissance rapide dont la maturation nationalitaire est inachevée (n° 59) et à l'aide d'appareils étatiques encore peu modernisés. L'État militaire-nationalitaire caractérise ces puissances, vastes comme le Pakistan et l'Indonésie, ou courtes comme les États d'Amérique centrale, mais qui, toutes, s'appuient principalement sur une armée dont les attributions débordent de l'État vers l'économie et vers divers appareils idéologiques. Vaille que vaille, l'Inde et le Brésil se sont arrachés à ce type d'État pour entrer en république bourgeoise, à la faveur de constitutions fédérales qui permettent d'enclaver les provinces les plus retardataires dans un système global plus mobile. Mais l'Égypte, l'Algérie, les Philippines, la Corée du sud et bien d'autres sociétés demeurent bloquées à ce stade ou s'en arrachent péniblement (n° 65).

Par ailleurs, l'Afrique, le Proche et Moyen-Orient et maintes îles du Pacifique relèvent souvent de types d'État plus archaïques encore. L'Arabie et les émirats voisins demeurent des États aristocratiques-bourgeois. Maints États virtuels d'Afrique ne seraient que de simples principautés, n'était le vernis que leur donnent les coopérants anglais, français, cubains ou autres. D'où le prix des efforts accomplis, du Sénégal au Gabon et de la Tanzanie au Zimbabwe par les quelques États africains qui tendent vers un modèle militaire-nationalitaire de meilleure efficacité, non sans l'orner parfois de promesses démocratiques encore vagues.

Chapitre 10

L'archipel étatique-socialiste

(De 1945-50 à 1990)

« La République Populaire Démocratique de Corée
est un pays socialiste modèle »

KIM IL SUNG

49 — Le *camp socialiste* vite fracturé

[Retour à la table des matières](#)

L'URSS d'avant 1941 était un État isolé, flanqué d'une République populaire de Mongolie, aussi vaste que vide. Cinq ans plus tard, elle organise un *camp socialiste*, riche d'une dizaine d'États et bientôt arrondi d'une *nouvelle Chine* (1949).

Ce camp dispose d'un modèle éprouvé : l'URSS elle-même, qui reconstruit rapidement son économie étatique-socialiste (n° 40). La réforme monétaire de 1947 éponge l'inflation de guerre. Le kolkhoze reprend vigueur, les usines se multiplient derechef : les déménageurs qui avaient évacué l'industrie vers la Sibérie, transportent les usines est-allemandes, hongroises et roumaines ou mandchoues vers la Russie en ruines. L'URSS et les États d'Europe orientale fondent des sociétés mixtes, dévouées aux intérêts de la *patrie du socialisme*. En 1950, la reconstruction s'achève. En 1953, Staline meurt, dans un pays qui a retrouvé l'élan des années 1930, mais dont la production est trois fois inférieure à celle des États-Unis.

L'élan est contraint. L'exaltation nationaliste des années de guerre se dissipe, il faut de nouveaux ennemis pour nourrir la fièvre obsidionale où le régime stalinien replonge l'URSS. Les *revanchards* allemands et japonais, les *agents de l'impérialisme*, les *nationalistes bourgeois* et *sionistes* rejoignent les *koulaks* et les

trotskistes, dans les camps à demi dépeuplés par la guerre. L'armée occupe le glacis qui prolonge désormais l'URSS. Elle comptait plus de 11 millions d'hommes en 1945, elle ne tombe pas au-dessous de 4 millions par la suite. De Rostock à Prague et Sofia, elle contrôle une Europe que les partisans yougoslaves et albanais prolongent jusqu'à l'Adriatique, cependant que la Chine et la Corée du Nord forment en Asie un second glacis. Partout, le même type d'État s'installe, à l'imitation de la république soviétique. Il contrôle les entreprises et les appareils étatiques et idéologiques. Il fonctionne en double commande, le parti doublant les organes administratifs. Dans son glacis, l'URSS triple ces commandes, en surveillant de près les PC et certains appareils comme l'armée, la police ou la propagande. Toutefois, elle se heurte aux prudences ombrageuses des États non occupés par l'armée rouge : les dissidences yougoslave, chinoise ou albanaise viendront notamment de là.

Néanmoins, tous les nouveaux États de type soviétique fonctionnent selon un régime stalinien qui ne justifie en rien leur appellation de démocraties populaires. Les procès à grand spectacle et les emprisonnements massifs y font régner une terreur semblable à celle des années 1930, en URSS (n^o 40), cependant que la propagande y chante les efforts et les joies du socialisme en construction. Les seules exceptions s'observent en Pologne où la paysannerie échappe à la collectivisation des terres et où l'Église catholique maintient, de la sorte, ses racines rurales ; et en Yougoslavie où la direction des entreprises jouit de quelques souplesses, à l'enseigne de l'*autogestion* : mais cette tentative originale s'effectue hors le *camp socialiste* dirigé par l'URSS et dont la Yougoslavie s'émancipe dès 1948.

L'organisation du camp se clarifie par l'explicitation d'une alliance militaire — pacte de Varsovie (1955) — et par la dissolution des sociétés mixtes (1956). Le Comité d'Aide et d'Entraide Mutuelle — ou CAEM, souvent dit COMECON — assouplit la coordination des plans nationaux qu'il assure depuis 1949. Mais l'inconvertibilité des monnaies, la gratuité des transferts de technologie et la raideur des systèmes nationaux de prix limitent cette coopération. Le camp socialiste juxtapose *plusieurs socialismes en un seul pays*, au lieu d'esquisser, une communauté internationale. L'URSS refuse tout ce qui affaiblirait son contrôle, à commencer par la fédération balkanique, envisagée, en 1947, par le Bulgare Dimitrov et le Yougoslave Tito. Le camp finit par prendre une consistance propre, grâce à l'étatisation générale des économies, laquelle donne naissance, en chaque pays, à une classe de cadres du parti : il donne forme à l'alliance internationale de ces classes, confortées par le pacte de Varsovie, mais souvent divisées quant aux choix tactiques.

Le Soviétique Jdanov qui théorise la conception stalinienne du monde, en 1947, lors de la création du *Bureau d'information des partis communistes* — ou KOMINFORM, successeur européen de la III^e Internationale, officiellement dissoute en 1943 — ne limite pas le camp aux seules *démocraties populaires*. Il

prend aussi en compte les États anti-impérialistes — tels l'Indonésie, le Vietnam ou l'Inde — et ceux qui sympathisent avec leurs luttes, comme l'Égypte ou la Syrie. En 1955-56, Khrouchtchev visitera plusieurs de ces pays, sans oublier l'Afghanistan, ni la Birmanie.

Au-delà des États, le camp se prolonge par le *mouvement ouvrier et démocratique*, c'est-à-dire par l'ensemble des partis communistes, si bien que le gouvernement des affaires mondiales qui prend forme en URSS — parallèlement à celui des États-Unis (n° 48) — présente des traits originaux. Il comprend, certes, les dirigeants des affaires étrangères, de l'armée et du renseignement, mais il leur adjoint ceux des organes hérités de la III^e Internationale qui coordonnent les PC locaux, les syndicats regroupés dans la FSM, les fédérations internationales de jeunes ou de femmes et le *Mouvement de la Paix*.

La fresque grandiose de Jdanov dépeint une réalité fragile. Les PC fluctuent. Le camp se délite, dans sa partie est-européenne où la Yougoslavie fait faux bond dès 1948 et où la Pologne et la Hongrie se révoltent en 1956. En Asie, il se réduit à des alliances bilatérales, notamment à celle de l'URSS et de la Chine qui est formalisée par un traité en 1950 et concrétisée par l'envoi de conseillers soviétiques en Chine, pour y construire 366 entreprises offertes par l'URSS. Après l'armistice coréen de 1953, l'URSS pousse l'amitié jusqu'à restituer, à la Chine, Port-Arthur jadis annexé par le tsar. La Chine, de son côté, n'a d'autre ambition affichée que *d'apprendre de l'URSS*. Mais l'idylle sera brève : dès le début des années 1960, la rupture est consommée entre la Chine et l'URSS (n° 50).

L'URSS compense ses revers chinois par divers succès qui mondialisent son influence : Cuba, jetée dans ses bras par les États-Unis, en 1959-60, et qui devient, ensuite, le foyer d'offensives panaméricaines, inégalement appréciées par Moscou ; la Somalie où la flotte soviétique installe une base après 1969 ; l'Inde avec qui les liens se précisent par le traité d'amitié de 1971 ; l'Égypte qui demeure une proche alliée jusqu'en 1972 ; le Vietnam dont les États-Unis se retirent en 1973 ; l'Éthiopie où la révolution de 1974 ouvre de nouvelles perspectives ; Aden et Kaboul où des coups d'État sont réussis, en 1975, par des forces politiques qui cherchent à Moscou leurs appuis. En outre, l'URSS renforce ses bases en Méditerranée, après 1966, et dans l'Océan Indien après 1969.

Aron distingue, à bon droit, les bases obtenues par alliance et l'extension du camp qui s'opère seulement lorsqu'un PC s'empare du pouvoir et réussit à s'enraciner dans l'État (3,131). C'est dire que le camp gagne tout au plus le Vietnam, ravagé par la guerre, et Cuba où triomphe une révolution autonome. Ailleurs, ce ne sont que bases navales ou perspectives lointaines et fragiles.

Par ces quelques succès, l'URSS tire avantage de sa nouvelle politique internationale, dite de *coexistence pacifique*. Le temps des antagonistes frontaux est mort avec Staline, en 1953. Peu à peu, tandis que Khrouchtchev évince les

autres prétendants à la succession, la politique internationale tient mieux compte de l'armement nucléaire (n° 46). Désormais, l'URSS fait confiance à la maturation spontanée des contradictions internes aux diverses sociétés et des conflits que le système mondial stimule entre elles. Elle espère également rattraper les performances des États-Unis et faire, de sa future richesse, un usage plus exemplaire. Mais, en attendant ce pactole, elle ne dispose que d'une capacité d'aide très limitée. Elle finance peu de barrages d'Assouan, peu d'aciéries indiennes. Son concours se réduit souvent aux armes et aux discours.

En URSS même, le régime politique s'adoucit, quoique l'État demeure de type soviétique. Le centralisme succède au stalinisme. Le 20^e Congrès du PCUS consacre ce tournant, en 1956. Le Goulag perd la grande majorité de ses détenus, le parti saute de 7 à 13 millions d'adhérents, pendant l'ère khrouchtchévienne. Une tentative d'élection et de rotation des cadres est même esquissée : elle précipitera la chute de Khrouchtchev, en 1964. La classe dominante de l'URSS, c'est-à-dire les dirigeants et cadres qui disposent collectivement du pouvoir d'État et de la propriété étatique des moyens de production, d'administration et de communication, craignent cette aventure. Tandis que s'éloigne le souvenir des purges staliniennes, ils trouvent, en Brejnev, un parfait symbole.

La déstalinisation de l'URSS bénéficie également au camp est-européen. La liaison entre le parti et l'État demeure intime, mais les camps se vident. La répression massive fait place à des contraintes plus individualisées. La peur s'atténue. Quelques journaux et revues s'écartent prudemment — ou clandestinement — de l'orthodoxie, quelques théâtres et studios de cinéma lâchent un peu la bride aux réalisateurs. En outre, les variantes nationales s'accusent : la Pologne se proclame plus catholique que jamais ; la Hongrie, nullement domptée en 1956, assouplit son régime centraliste, autant qu'il est tolérable. Mais la tolérance de l'URSS est courte : la Tchécoslovaquie où la conversion du stalinisme en centralisme avait beaucoup tardé, s'élance trop hardiment et subit un brutal coup d'arrêt en 1968.

Parallèlement aux réformes politiques, l'URSS de Khrouchtchev réorganise son économie, suivie en cela par les autres pays de son camp. Dès 1954, la direction khrouchtchévienne met en culture les steppes inexploitées, avec l'espoir que ces *terres vierges* fourniront aux moins deux bonnes récoltes par quinquennat. Puis les impôts ruraux sont allégés et les prix relevés ; les livraisons obligatoires sont abolies et les stations de machines et de tracteurs dispersent leurs engins entre les kolkhozes (1958). La production céréalière augmente d'un tiers. Le reste de l'économie progresse moins nettement, malgré les succès des jeunes industries spatiales (n° 46). La décentralisation des administrations économiques, décidée en 1958, est annulée dès 1964 : les comités régionaux — ou *sovmarkhoz* — n'ont pu dessaisir les ministères moscovites. La croissance globale excède encore les 5 % par an, mais elle s'essouffle. Le système des prix devient de plus en plus irrationnel. On dispute de la rentabilité des entreprises, du rôle que le marché

pourrait jouer, des investissements trop longs et trop lourds, mais sans profit pratique. Plus étatique que socialiste, l'économie paie sa complexité croissante par un surdimensionnement de la bureaucratie.

En revanche, plusieurs des pays de l'est européen progressent plus vite que l'URSS. Ainsi de la Hongrie où une ouverture progressive vers le marché mondial stimule l'économie et améliore l'ordinaire des citoyens ou de la RDA où une base industrielle est édifée aux lieux et places des usines démontées par l'URSS et où, vers 1970, le niveau de vie individuel rejoint celui de l'URSS, avant de le dépasser nettement. La Pologne et la Tchécoslovaquie qui surclassaient jadis les performances de l'Allemagne orientale, peinent désormais à rejoindre la RDA : la Pologne, à cause du retard des campagnes, des grèves qui secouent l'industrie et des précautions prises pour prévenir le retour de ces grèves ; la Tchécoslovaquie en raison de la vétusté d'un capital fixe, usé mais non détruit par la guerre, épargné par les réparations et insuffisamment modernisé par la suite.

Ainsi, les potentialités de l'économie planifiée ne s'épanouissent guère. La production, la formation et la recherche scientifique ne se combinent pas en un développement dynamique (n° 64) car les sociétés étatiques-socialistes sont privées de ressort. Faute d'explicitation des tensions potentielles entre leurs classes sociales, elles ne sont pas incitées à économiser la force de travail par une meilleure organisation et de meilleures techniques, ni à comprimer le coût des produits et des services pour élargir leurs débouchés, ni à rationaliser le choix des investissements entre des fins concurrentes dont les partisans débattaient largement et publiquement. Le bricolage des prix ou le recours aux tarifs mondiaux, le quasi-blocage des revenus et des productivités et l'affectation autoritaire du revenu national conduisent à la stagnation économique, dès que sont épuisées les capacités de croissance, nées d'une main-d'œuvre d'abord surabondante et de l'édification, hautement volontariste, d'une industrie lourde.

Dès la fin des années 1960, les souplesses du marché — ou de l'autogestion ou de tout autre système d'allocation contradictoire des ressources — font défaut à des sociétés où l'infinie ramification des industries légères et des services ne peut venir couronner une solide industrie de base.

Partout, la propagande badigeonne les classes sociales d'un discours supposé marxiste, où les classes ouvrière et paysanne prennent des proportions mythiques, où les tenants des appareils se fondent dans la masse indistincte des intellectuels et où les permanents du parti n'ont d'autres repères que leur extraction sociale et leur dévouement à un prolétariat dont ils constitueraient, par essence, l'avant-garde.

La variété est plus grande en matière d'identités collectives. Dans les sociétés unifiées ou qui se déclarent telles — Pologne, Hongrie, Bulgarie, Albanie — la nation est exaltée dans les limites d'un internationalisme, souvent attentif à la suprématie de l'URSS. Seule la RDA fait problème, dans cette catégorie, car elle

est évidemment un fragment de la nation allemande ; elle s'en tire par une promesse suggérée : elle est cette part de la nation allemande qui est déjà socialiste.

En URSS et en Yougoslavie où les nationalités sont multiples et même en Tchécoslovaquie où les Slovaques s'affirment distincts de l'ensemble bohême-morave et en Roumanie où vit une forte minorité hongroise, les États ajustent leur travail nationalitaire (n° 60) à cette situation plus complexe. Des minorités allemandes demeurent présentes en Pologne et en Roumanie, comme en Tchécoslovaquie, malgré les refoulements de 1945, mais elles sont officiellement ignorées jusqu'à la fin des années 1980 (n° 51).

En URSS même, la nation russe continue de s'étaler dans toutes les républiques fédérées. Avec les Ukrainiens et les Biélorusses qui lui sont apparentés, elle groupe moins de 80 % de la population fédérale en 1970, contre 7 % pour les peuples baltes, 5 % pour ceux du Caucase et 10 % pour ceux d'Asie centrale qui déforment ces proportions par leur croissance rapide. Les peuples exilés à l'époque stalinienne — Allemands de la Volga, Tatars de Crimée, divers éléments caucasiens, etc. — marbrent la Sibérie et le Kazakhstan, cependant que les souvenirs guerriers des années 1920 demeurent vifs en Transcaucasie et en Ouzbékistan. Toutefois, la fédération soviétique promeut les langues et les cultures de presque tous ses peuples, non sans mater leurs soubresauts occasionnels. En fait, sa mosaïque plurinationale est cimentée par un parti et une armée pansoviétiques et par des entreprises et des appareils ouverts à la circulation des élites de toute provenance. Comme les villes et les combinats, les républiques fédérées sont soumises à la vigilante tutelle centralisatrice du parti unique lequel s'emploie parfois à propager l'idée que les peuples de l'URSS se fondraient progressivement en une nationalité soviétique.

La fédération yougoslave, héritière de peuples hétérogènes, s'efforce de modérer les prétentions de la nation serbe prépondérante et de la riche Slovénie, pour donner à chaque peuple des chances plus égales. Elle y réussit quelque peu, tant que ses difficultés économiques demeurent maîtrisables.

En URSS et dans plusieurs des sociétés de l'est européen, l'atténuation des contraintes, sous des régimes désormais centralistes, le contrôle des tensions entre nationalités, l'inorganisation des classes dominées et une croissance économique d'abord soutenue, aboutissent, au cours des années 1960 et 1970, à une sorte de consentement résigné à l'ordre établi. Cette hégémonie communiste ne permet pas à l'URSS de convertir sa suprématie militaire et économique en une primauté culturelle reconnue au-delà de ses frontières, sauf peut-être en Bulgarie. Partout l'appareil assure son assise, les classes salariées compensent la grisaille quotidienne par un corporatisme peu propice à la productivité, et les intellectuels se partagent entre le conformisme et la dissidence.

Finalement, l'économie soviétique enregistre une décélération de plus en plus nette au lieu du rattrapage naguère visé. Mais les orages politiques précèdent les crises économiques, notamment en 1968 : émeutes polonaises, réformes du *printemps de Prague*, invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie. La doctrine Brejnev justifie cette action : quiconque sape le rôle dirigeant du parti, menace l'alliance avec l'URSS et la sécurité de tous les pays alliés à celle-ci. L'Albanie, abritée derrière la Yougoslavie non-alignée, juge qu'il est temps de se retirer du pacte de Varsovie (1968). Les rares PC encore puissants, en Europe occidentale, manifestent leur indignation, non sans souligner que la doctrine Brejnev ressemble d'assez près à la doctrine Monroe (n° 42) telle, du moins que les États-Unis la pratiquent, au 20^e siècle, dans leurs parages caraïbes et centre-américains.

Après l'invasion de la Tchécoslovaquie, le camp est-européen compense quelque peu ses violences militaires par un assouplissement du CAEM. La coordination des plans nationaux est précédée par des débats plus larges. Les prix sont clairement référés aux cours mondiaux. Une banque aide à financer certains investissements d'intérêt commun. Les transferts de technologie cessent d'être gratuits (1971). Mais la raideur des monnaies inconvertibles se prolonge. Le CAEM permet, malgré tout, d'accroître les échanges entre les économies étatiques-socialistes et il cesse de faire obstacle aux échanges entre celles-ci et le reste du monde.

À la fin des années 1970, tandis que le monde semble s'apaiser de tous côtés — sauf au Proche-et-Moyen Orient où l'URSS, privée de sa base égyptienne, n'a d'autre allié que la Syrie (n° 47) — le camp socialiste, encore contrôlé à la manière de 1950, se réduit à quatre États d'Europe centrale — RDA, Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie — et à la petite Bulgarie. Pour le reste, la Roumanie est en coquetterie diplomatique avec les États-Unis ; la Yougoslavie et l'Albanie tentent d'être aussi indépendantes que la Chine ; la Corée du nord partage ses faveurs entre l'URSS et la Chine ; le Vietnam, enfin vainqueur des États-Unis, marque mieux son inclination vers l'URSS, si bien que la Chine tente de lui infliger une leçon militaire (1979) ; et Cuba, faute d'avoir pu consolider quelque révolution américaine ou africaine, demeure loin de Moscou — au propre comme au figuré. Le camp socialiste passerait pour un croquemitaine, n'était son armement croissant. Quant au mouvement ouvrier et démocratique, sa débandade s'achève en Europe, après les vaines conférences internationales des PC à Bruxelles (1974) et à Berlin (1976), tandis que, dans le reste du monde, la situation demeure plus variable mais sans points forts. L'ancienne Internationale communiste est moribonde.

50 — Les révolutions chinoises ; de la Chine

[Retour à la table des matières](#)

L'amitié éternelle que la Chine et l'URSS consacrent par leur traité de 1950 dure peu d'années. Dès 1955-57, les dirigeants russes et chinois multiplient les critiques réciproques. La déstalinisation de 1956 déplaît à Pékin. La campagne chinoise des *Cent Fleurs* (1957) est jugée trop libérale par Moscou. L'aide nucléaire promise par l'URSS, en 1957, mais annulée un an plus tard, apparaît aux Chinois comme l'indice d'une volonté hégémonique et d'une méfiance également impardonnables. Le *grand bond en avant* où la Chine s'élance, en 1958, est critiqué par Moscou. Les entretiens de Khrouchtchev et Eisenhower, en 1959, irritent Pékin. En 1960, les disputes deviennent publiques, au Congrès mondial des PC à Moscou, puis après le retrait soudain de tous les conseillers soviétiques présents en Chine : les entreprises russes en construction y restent en panne. En 1961, Zhou Enlai quitte brusquement le 22^e Congrès du PC soviétique et regagne Pékin, non sans avoir rendu visite au mausolée de Staline. En 1961, encore, tandis que Liu Shaoqi critique vivement Mao Zédong, après l'échec du *grand bond en avant*, la Chine entend désormais *marcher sur ses propres jambes*. En 1963, elle affiche son propre programme international. Sa première bombe nucléaire explose en 1964. Le schisme est désormais accompli. Pendant près de vingt ans l'URSS et la Chine vont se dénoncer l'une l'autre comme *révisionniste* ou *aventuriste*.

L'URSS et la Chine qui ont plus de 11 000 km de frontières communes — Mongolie incluse (15) — frôlent même la guerre à deux reprises : en 1962, à propos des minorités du Xinjiang et surtout, en 1969, lorsque la dispute sur les territoires arrachés à la Chine par les traités du 19^e siècle, conduit aux batailles rangées de l'Oussouri (1969) par lesquelles l'URSS s'emploie peut-être à calmer l'aventurisme dont la Chine fait preuve, loin de là, dans le détroit de Taiwan. Mais les deux puissances évitent finalement la guerre ouverte où elles auraient tout à perdre.

Les dirigeants chinois sont divisés quant à la meilleure façon de *marcher sur ses propres jambes*. Par deux fois, Mao Zédong essaie de transformer la marche en galopade. Le *grand bond en avant* qu'il inspire, après la formation en 1958 des communes populaires, se solde, en 1960 et 1961, par des famines. Écarté du pouvoir, Mao récidive en provoquant, à partir de 1966, une *révolution culturelle prolétarienne* dont le fer de lance est la jeunesse des écoles, bientôt dressée contre le parti. La Chine connaît alors cinq années de propagande simpliste et d'initiatives anarchiques, auxquelles n'échappent que de rares domaines comme les finances extérieures ou l'armement nucléaire. Elle y perd des millions d'hommes, des années d'étude et d'investissement. Elle met cinq autres années à s'en remettre, le temps que l'armée reprenne le contrôle des *brigades rouges* rivales, puis que l'ordre revienne dans les usines, les villes et les sommets du parti.

La confusion est à son comble, en 1971, après la mort du maréchal Lin Biao, dauphin de Mao, désigné comme tel par la constitution, puis dénoncé par une longue campagne de propagande où il est curieusement associé à Confucius. *Pi Lin pi Kong* — à bas Lin (Biao) à bas Kong (= Confucius) — devient pendant deux ans le mot d'ordre que les *gardes rouges* font retentir jusqu'au Tibet — où le protectorat chinois, établi depuis 1720, n'a cependant jamais converti le bouddhisme lamaïste en confucianisme.

Après la mort, en 1976, de Zhou Enlai, auquel le peuple de Pékin rend hommage, puis de Mao Zédong, les tergiversations se prolongent jusqu'à ce que l'équipe dirigeante soit enfin stabilisée, sous la houlette de Deng Xiaoping (1979), survivant de l'époque où Liu Shaoqi avait tenté d'écarter Mao du pouvoir (1961). De 1979 à 1982, Deng préside au démantèlement de 90 % des communes populaires. Les terres sont données à bail aux familles paysannes, pour des durées qui, dès 1984, sont portées à un minimum de quinze ans. Les quotas de grains, de coton et d'autres produits à livrer à la collecte publique sont modérés et leurs prix augmentés de 20 % en moyenne, tandis que les livraisons hors-quota reçoivent un boni de 50 %. Cette stimulation procure un doublement des livraisons de grains entre 1979 et 1984. Simultanément, les règles administratives qui fixent la main-d'œuvre au village et qui organisent les concours villageois aux grands travaux publics sont assouplies de façon telle que l'emploi, dans l'artisanat, les coopératives et les entreprises privées des bourgs ruraux, se développe considérablement. Néanmoins, les travaux d'endiguement et d'irrigation, fortement renforcés pendant la révolution culturelle, demeurent des plus actifs.

L'essor de la production agricole et des industries de consommation libère la Chine des famines et améliore sensiblement le niveau de vie des campagnes et des villes, malgré des hausses de prix qui finissent par dérapier en 1988. En outre, le régime politique auquel les aventures initiées par Mao Zédong avaient souvent donné un tour stalinien, prend désormais une allure centraliste, plus ordonnée et plus paisible. Dès lors, les dix premières années du pouvoir exercé par Deng Xiaoping voient mûrir un très net consentement populaire.

Pour la première fois depuis un siècle, la Chine vit une décennie heureuse, riche de progrès matériels dont bénéficie presque toute son immense population. Elle atteint un niveau de développement comparable à celui du Japon des années 1930 (28), dès le milieu d'une décennie 1980 où l'essor de la Chine est, de loin, la principale novation de l'histoire mondiale.

Encore faut-il se garder de considérer cet énorme pays comme un ensemble homogène qui vivrait, en toutes ses parties, une histoire bien synchronisée. Les minorités ethniques qui occupent 62 % du territoire chinois, mais n'assemblent que 7 % de la population totale, occupent les montagnes et les déserts entourant les plaines fertiles. Certaines sont importantes, tels les Zhuang du Guangxi (14 millions), les Ouïgours du Xinjiang (6 millions), les Tibétains (4 millions) ou les

Mongols (3,5 millions) mais d'autres qui vivent isolées ou mêlées aux précédentes sont parfois minuscules. La Chine se veut plurinationale, elle respecte vaille que vaille les langues et cultures minoritaires, mais la majorité Han contrôle la plupart des postes-clés dans les *provinces extérieures* où vivent les minorités et elle n'hésite pas à réprimer durement les tentatives autonomistes, comme celles du Tibet (1959 et 1987).

Les *provinces intérieures*, occupées par un bon milliard de Han, ne sont pas homogènes pour autant, car les multiples dialectes d'une société encore paysanne à 75 % au moins et la variété des usages locaux tardent à se fondre dans une nation unifiée. L'armée, le parti et l'école, désormais rejoints par une radio omniprésente et par une télévision en rapide extension, ne suffisent pas pour lier en un ensemble unique, un gros milliard d'hommes imparfaitement scolarisés, soumis à une administration qui, de fait, est locale et provinciale beaucoup plus que centrale, et dont l'horizon demeure majoritairement celui du petit pays, centré sur quelques bourgs, au sein d'une province immensément peuplée.

Malgré ses lourdeurs provinciales, la Chine n'est pas autarcique. Elle participe aux échanges internationaux à proportion de sa production, surtout depuis que le rétablissement des relations diplomatiques avec les États-Unis a mis fin au quasi-blocus qu'elle subissait depuis 1949. Ce rétablissement, effectué après la rencontre Nixon-Mao de 1972, a permis à la Chine de relayer Taïwan à l'ONU, puis d'adhérer, en 1980, au FMI et à la Banque mondiale. L'horizon s'est élargi plus encore avec le traité de 1984 par lequel l'Angleterre s'est engagée à remettre Hong-Kong à la Chine, en fin de bail (1997), tandis que Pékin promettait de maintenir pendant cinquante ans un statut économique spécial dans cette enclave redevenue chinoise. D'ores et déjà, la Chine utilise Hong-Kong comme locomotive pour multiplier les sous-traitances et les sociétés à capitaux étrangers, dans les zones industrielles spéciales qu'elle a ouvertes entre Canton et Shanghai.

Depuis l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir (n° 51), la Chine s'est aussi rapprochée de l'URSS, non sans de grandes précautions. Les premiers progrès, d'ordre commercial, ont été rapides, si bien que la liaison ferroviaire directe, via le Xinjiang, dont le projet avait été abandonné en 1962, revient à l'ordre du jour. Pour améliorer les relations diplomatiques entre les deux puissances, la Chine a posé trois conditions — allègements militaires à sa frontière, retrait soviétique de l'Afghanistan, retrait vietnamien du Cambodge — que l'URSS a acceptées et satisfaites. Depuis lors, les relations de parti à parti ont été rétablies entre Moscou et Pékin, en 1989. La Chine est sortie de son long isolement.

La Chine est aussi fière qu'immense. Depuis plus de vingt siècles, son peuple a digéré tous ses conquérants. Ses empires, parfois fractionnés pour un siècle ou deux, se sont sans cesse reformés et souvent agrandis. Une couronne d'anciens barbares à demi sinisés enserre la civilisation des Han, de la Mongolie à la Corée

et au Japon, comme de Taiwan au Vietnam et au Tibet. La Chine veut que tous les Chinois soient respectés, y compris ceux que la misère a dispersés aux 19^e et 20^e siècles dans toutes les îles du sud.

La Chine et le monde s'ignorent également. Les gouvernants de Pékin tâtonnent dans une brume épaisse. L'effectif de la population chinoise leur est connu à quelques 5 % près, mais la marge s'accroît quand les ordres du pouvoir et les désirs des villageois se contredisent par trop. Les événements du village dessinent de vagues ombres dans les tableaux que les provinces font monter vers Pékin ; jusqu'aux dirigeants suprêmes qui ont remplacé la cour impériale dans la symbolique populaire. La Chine est opaque comme l'éléphant est lourd.

La Chine souffre mal l'Europe qui s'est imposée à elle par ses navires, ses canons et ses voies ferrées. Elle craint et méprise le Japon, cet Occident au petit pied qui l'a envahie, mais non conquise. Elle a cru, mais brièvement, que la Russie soviétique pourrait être, de l'Europe, le médiateur utile et amical. Elle a d'autant plus haï Moscou de l'abandonner alors que sa modernisation reprenait à peine.

La Chine est fière et prête une égale fierté aux puissances qu'elle respecte ou craint, si bien que ses récriminations s'expriment d'abord, par une voie oblique. C'est de Bandung et pour le compte de tous les États non-alignés que furent proclamés les principes et indépendance et de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui. C'est aux révisionnistes yougoslaves que furent adressées les remontrances destinées à Khrouchtchev. Les leçons devinrent directes et publiques, quand la Chine jugea qu'il était temps de ravir à l'URSS la direction de la révolution mondiale.

En vain, d'ailleurs, car faute de traditions, la Chine ne sut pas constituer une Internationale. Il est facile de construire une voie ferrée en Afrique orientale, de risquer une révolution en Indonésie, de flatter le Pakistan ou d'armer les Khmers rouges, mais rien de durable ne se construit par de tels coups disparates. La Chine, vieux centre d'un monde ancien, ignore presque tout du monde qui s'est métamorphosé au-delà des mers et des monts. Peut-être trouvera-t-elle chez les Chinois occidentalisés de Hong-Kong, de Taiwan et de Singapour, les truchements dont elle a besoin.

Alors la Chine deviendra la Chine : non plus une langue savante planant sur des dizaines de dialectes ruraux, mais une langue de civilisation populaire ; non plus un bloc de peuples emboîtés par les siècles, mais une société organiquement liée ; non plus une courte élite de mandarins dénommés cadres, mais un peuple devenu souverain ; non plus une tradition, mais une promesse pour d'autres États moins immenses.

51. — Les crises des années 1980.

[Retour à la table des matières](#)

À en juger par leur écho médiatique, les crises qui travaillent tout l'archipel étatique-socialiste, au long des années 1980, culmineront par les massacres chinois et roumains de juin et décembre 1989. En réalité, la geste glorieuse de Timisoara et de Bucarest, mise en scène par des chaînes de télévision mi-piégées, mi-complices, n'a été qu'un coup d'État modérément violent, visant à ravalier le régime politique, plus qu'à transformer l'État et l'économie. Cette gesticulation aurait atteint son but, n'était l'entraînement provoqué par la plupart des sociétés voisines, occupées à défaire leur socialisme étatique.

Les massacres chinois ont été d'une autre nature et d'une autre portée (n° 73). Selon *Amnesty International*, 3 000 étudiants et autres habitants de Pékin participant à l'occupation permanente de la place Tien An Men, ont été massacrés par l'armée, 4 000 manifestants ont été arrêtés, à Pékin et en d'autres villes, et un nombre indéterminé de condamnations à mort a été prononcé après juin 1989. Ainsi a pris fin une crise où, paradoxalement, la Chine a subi les conséquences de ses trois succès imparfaits des années 1980.

Premier succès, d'ordre politique : avant comme après le retour au pouvoir de l'équipe Deng Xiaoping, les manifestations des étudiants et des intellectuels ont été exploitées par cette équipe, pour affermir son pouvoir à l'encontre des nostalgiques de la vieille garde maoïste. En effet, les affiches manuscrites — ou *dazibaos* — qui attirent des foules de lecteurs au long des *murs de la démocratie*, à Pékin, en 1978, puis dans une vingtaine de grandes villes, entre 1979 et 1981, inquiètent plus cette vieille garde, mal remise de la révolution culturelle, que l'équipe Deng Xiaoping qui, déjà, commence à réformer radicalement l'économie chinoise (n° 50). En 1981, une première campagne de rectification vient bloquer un mouvement qui tend à s'emballer. Elle est renouvelée en 1983 et surtout, en 1987, après que les réformateurs rassemblés autour de Hu Yaobang, alors secrétaire général du parti chinois, aient envisagé d'établir une sorte de liberté de la presse. En 1987, Deng Xiaoping fait désigner un nouveau secrétaire général — Zhao Ziyang — pour calmer le jeu politique.

Second succès, d'ordre économique : l'agriculture, puis l'industrie prennent l'élan que l'on sait (n° 50) et le niveau de vie de la Chine entière commence à s'améliorer. Au début des années 1980, les *dazibaos* sont le fait d'étudiants ou d'intellectuels revenus des exils ruraux de la révolution culturelle. La population, dans sa grande masse, s'intéresse davantage aux succès de la réforme économique : l'alimentation s'améliore, les machines à coudre et à laver se banalisent, la télévision se répand. Toutefois l'emballlement de l'économie impose un freinage anti-inflationniste, à la fin de 1988, tandis que de nouveaux appétits, éveillés par un commerce plus libre des livres et des vidéocassettes, commencent à se faire sentir. Les étudiants qui manifestent, en 1989, à Pékin, Shanghai et autres villes,

ne sont plus isolés. L'enterrement de Hu Yaobang, en avril 1989, attire une foule immense, comme celui de Zhou Enlai en 1976 (n° 50), puis les rassemblements de la place Tien An Men se convertissent en meeting permanent, devant les sièges du parti et du gouvernement.

La crise piétine pendant quelques semaines, car l'équipe Deng Xiaoping, si férue de réforme économique, craint les émotions massives dont Mao fit grand usage pour impulser sa *révolution culturelle* et n'ambitionne pas de démocratiser le gouvernement et l'administration de l'immense Chine. Seuls font exception quelques groupes de réformateurs rassemblés — une nouvelle fois — autour d'un secrétaire général du parti qui est évincé à l'heure des massacres. Zhao Ziyang cède ainsi la place à Jiang Zemin, promu de Shanghai à Pékin, par un Deng Xiaoping, âgé de 85 ans, et dont la succession fera rebondir la crise.

Troisième succès, d'ordre diplomatique : les trois conditions imposées par la Chine à l'URSS ayant été satisfaites tant bien que mal en Sibérie (n° 46) comme en Afghanistan et au Cambodge (n° 47), Gorbatchev peut être reçu à Pékin, après qu'aient été renouées les relations de parti à parti entre l'URSS et la Chine. Cette première visite officielle d'un chef d'État soviétique, en Chine, intervient en mai 1989, alors que les manifestations de la place Tien An Men prennent de l'ampleur. Elle donne lieu à des discours aussi polis que prudents, après trente années de rupture ou de méfiance (n° 49). Mais la direction chinoise qui aurait pu savourer sa victoire diplomatique, est en train de perdre la face, tant le protocole est dérangé par les manifestations étudiantes et tant sont nombreux les journalistes accourus du monde entier pour l'occasion. La répression de juin n'en est que plus dure. Mais elle exprime un raidissement du régime et non un effondrement de l'État ou de l'économie : en quoi la Chine se distingue radicalement de l'URSS de 1989.

Confortée par une armée puissante et par une marine présente sur tous les océans, l'URSS brejnévienne semblait sereine. Quand Brejnev meurt, en 1982, l'avenir n'inquiète que de rares minorités : intellectuels dissidents, diplomates avertis des réalités mondiales, officiers attentifs au moral des troupes, cadres policiers conscients de l'écart croissant entre la réalité soviétique et l'image qu'en donne la propagande.

Andropov qui succède à Brejnev, vient de ces marges. Avant de diriger le KBG, il a été ambassadeur en Hongrie, pendant la révolte de 1956. Témoin et acteur de sa répression, il a également observé les succès ultérieurs de Kadar. En URSS, il sélectionne des hommes qui connaissent les réalités du monde et de leur pays. Mais il meurt prématurément et le bureau politique — quasi octogénaire d'âge moyen — désigne un vieillard pour lui succéder. Le jeune Gorbatchev (54 ans) devient secrétaire général, en 1985 seulement.

Sa conviction — semblable à celle du principal dissident soviétique, l'académicien Sakharov, jadis directeur scientifique de l'armement nucléaire — est

que l'URSS en déclin ne sera plus, au début du 21^e siècle, qu'une puissance de troisième ordre. La récolte céréalière qui se hisse rarement au-dessus de 210 millions de tonnes et retombe souvent au niveau moyen de 1973-77 — 190 millions de tonnes — malgré les fournitures accrues d'engrais et de tracteurs ; la production de houille qui plafonne depuis 1970 ; celle d'acier qui stagne depuis 1975 ; celle du pétrole qui culmine, à son tour, vers 1980 ; et les performances médiocres des industries de transformation et de consommation, confirment ce diagnostic. La croissance globale, supérieure à 5 % au début des années 1970, tombe à 3 % au milieu des années 1980 et à 1 % au maximum à la fin de cette décennie, si l'on en juge d'après des statistiques qui deviennent incertaines, dans un pays où la corruption envenime la stagnation. La tendance est cependant claire : depuis le milieu des années 1970, les performances de l'économie soviétique s'amenuisent, son retard technique s'accroît, ses prix administrés sont souvent aberrants, ses commandes administratives dispensent les entreprises de soigner leurs produits pour en assurer la vente.

Le déclin a des causes profondes auxquelles Andropov s'attaque, dès 1982, avec la naïveté d'un policier. Il entend restaurer la discipline du travail, combattre le vol et l'alcoolisme, sanctionner les trafics d'influence. Gorbatchev continue, sans trop d'illusions, d'appliquer certains de ces remèdes. Les contre-performances économiques sont entretenues par une ruineuse course aux armements (n^o 46) et par l'enlèvement militaire en Afghanistan (n^o 47), mais comment opérer de profondes réformes avec un parti dont maints cadres sont assoupis, voire corrompus ? Pour sortir l'URSS du marécage où elle s'enfonce, il décide d'en finir avec les secrets d'État et de parti, comme avec la méfiance silencieuse des citoyens : la *glasnost* — la transparence — n'a pas d'autre sens.

Cette *glasnost* déclenche une véritable révolution culturelle. En 1985-87, le mouvement semble lent et limité. Sakharov, rendu à la vie publique, aide à convertir les dissidents en militants. Les visas d'émigration deviennent moins rares et préparent la forteresse soviétique à l'ouverture des frontières. Les dirigeants de la révolution de 1917, annihilés par Staline, sont réhabilités. En 1987, les radios étrangères cessent d'être brouillées. Les tabous de politique intérieure tombent l'un après l'autre, les débats entre journaux et revues d'orientation variée remplacent les publications clandestines du *samizdat*. En 1988, le millénaire de l'Église orthodoxe est célébré en grande pompe. Puis tout s'emballe en 1988-89, quand les rares associations de 1987 se mettent à foisonner et s'enhardissent jusqu'à prendre l'allure de partis nationalistes ou conservateurs, plus ou moins opposés à un PC dont les tendances, très contrastées, deviennent visibles sur l'écran des téléviseurs, avant de se cristalliser en partis distincts.

Cette révolution culturelle gagne tout le pays, mais débouche difficilement sur une *perestroïka*, car la restructuration ainsi désignée se révèle des plus complexes.

Le nouveau secrétaire général s'efforce de stabiliser son pouvoir par une classique valse de dirigeants. Entre 1983 et 1989, il rajeunit de plus de quinze ans la moyenne d'âge du bureau politique. Par delà les états-majors des armées, des polices et des républiques, des changements plus détaillés touchent à l'organisation même de l'État et du parti. En 1986, un programme annonce les trente-huit lois fondamentales à établir dans les cinq ans et, dès 1990, une bonne part de ce travail est d'autant mieux accomplie qu'un nouveau Soviet suprême est élu, en 1988, selon une formule complexe. Les députés novateurs s'y faufilent de divers côtés : par élection dans les circonscriptions ouvertes à la pluralité des candidatures ou comme représentants d'associations disposant d'un contingent réservé de sièges. Le gouvernement est désormais dirigé par un Président, élu par une chambre permanente que le nouveau Soviet suprême sélectionne en son sein. Khrouchtchev avait projeté, en 1962-64, des réformes moins radicales qui, pourtant, précipitèrent sa chute. Gorbatchev poursuit sa *perestroïka*.

Quand s'ouvre le 28^e congrès du parti, en octobre 1990, la formation politique soviétique est en pleine effervescence. La société civile s'épaissit et s'autonomise. L'État dérive vers un nouveau type, aux contours encore incertains. La scène politique déborde d'activité et se rend mieux visible. Le régime s'éloigne du centralisme poststalinien, grâce notamment à une presse plus libre — mais au statut encore mal fixé. Néanmoins, ce bouillonnement tarde à produire les bénéfices économiques escomptés.

L'artisanat et les coopératives sont revitalisés par une loi de 1986, mais les réticences des soviets locaux brisent souvent leur élan. Deux cent mille de ces entreprises sont créées de 1987 à 1989 et elles emploient 3 % de la population active, cependant que le capitalisme, privé d'autre exutoire, commence à se déployer sous des apparences coopératives.

Contrairement à la Chine, l'URSS demeure toutefois prisonnière de ses kolkhozes et sovkhoses, comme si l'établissement de baux ruraux à long terme, maintes fois annoncé par Gorbatchev, violait un tabou. Dès lors, une production insuffisante continue d'imposer, chaque année, l'humiliante importation de 30 ou 40 millions de tonnes de céréales : l'URSS de Gorbatchev dépense ses rentes pétrolières en achats de grains, comme au temps de la stagnation brejnévienne. La réforme est à peine moins lente, du côté des sociétés mixtes proposées par l'URSS aux États industriels. Malgré divers accords-cadres, l'inconvertibilité du rouble entrave le rapatriement des bénéfices et raréfie les créations. À la fin de 1989, on ne compte que 1 300 entreprises de ce genre, souvent petites et rarement industrielles. La rénovation technique que l'URSS en attend ne s'esquisse guère.

Enfin et surtout, le pouvoir soviétique ne sait comment réformer les entreprises industrielles dont l'État est propriétaire. Les 24 000 d'entre elles dont le budget assure la survie, sont aussi inertes que les autres. La réforme des prix, le remplacement des commandes administratives par la pleine responsabilité des

ventes, la recherche d'une meilleure productivité par resserrement des effectifs sont sans cesse débattus, mais reportés d'année en année. De ce fait, la consommation stagne ou régresse — selon les régions — tandis que les hausses de revenus, accordées aux paysans et à quelques secteurs touchés par des grèves, se dissipent en inflation ou s'accumulent en épargnes inemployables. Seul le recours à des importations massives empêche la pénurie de se convertir en disette ou en émeute.

Tandis que la *perestroïka* tarde à prendre tournure, les relations entre les nationalités se tendent. L'URSS multinationale découvre que les peuples allogènes, hérités de l'empire tsariste, ont gardé une identité collective bien vivace (n° 34) et qu'ils tâtonnent vers un meilleur avenir dans — ou hors — l'Union soviétique. Les tensions sociales éveillées par la *glasnost* et que la *perestroïka* ne sait assouvir, se transposent en luttes entre peuples. Après 1985, les rapports entre Arméniens et Azéris deviennent explosifs, cependant que diverses minorités doivent être évacuées du Kazakhstan où l'on commençait à les massacrer. Les républiques baltes et la Géorgie sont agitées de poussées nationalistes, dont l'exemple finit par contaminer la Moldavie et plusieurs républiques d'Asie centrale. Un bilan, établi durant l'été 1989, dénombre près de 400 000 réfugiés, 300 morts et plus de 5 000 blessés, pour l'ensemble de ces conflits dont l'apaisement n'est pas en vue. En 1990, l'Ukraine, la Biélorussie et la Russie elle-même se joignent au mouvement en se déclarant plus ou moins indépendantes de l'URSS...

Après cinq ans d'une *glasnost* illimitée, l'URSS aborde les étapes les plus difficiles de son éventuelle *perestroïka*. S'il se peut, elle doit réinventer sa fédération, tout en rénovant radicalement son économie et en poursuivant, en tous domaines, le travail de normalisation juridique dont une société complexe a besoin pour policer ses activités, dès lors que les contraintes du centralisme à parti unique ne sont plus de mise (n° 70).

Le *camp socialiste* — rebaptisé *communauté socialiste* par le dernier congrès du parti brejnévien, en 1981, est aussi agité que l'URSS, au long des années 1980, mais d'autre manière. Souvent, l'illusion s'y répand qu'il suffirait de secouer la tutelle soviétique pour faire jaillir des États-Unis et de la CEE une manne salvatrice.

Les pays où l'armée soviétique stationne, se différencient de plus en plus nettement, sauf la Bulgarie où la traditionnelle imitation de l'URSS se manifeste par une *perestroïka* des plus sages, sinon des plus stables. La RDA, fière de ses relatifs succès économiques tente de poursuivre sur sa lancée. Ses familles qui, depuis 1975, comptent en moyenne un demi-enfant de plus que celles de la RFA (33,209), ses salaires supérieurs à ceux de la Hongrie et de l'URSS, ses nombreux diplômés d'instituts techniques semblent garantir sa stabilité, d'autant que le mur de Berlin, érigé en 1961, n'est plus une barrière absolue : chaque année, quelques dizaines de milliers de visas sont délivrés pour les réunions familiales et quelques

centaines de citoyens, trop remuants pour qu'il soit profitable de les garder, se voient conseiller l'exil en RFA. Néanmoins, l'émigration sans visa devient soudain massive, lorsque la frontière austro-hongroise est ouverte, en septembre 1989. En quelques semaines, la RDA, bastion avancé des armées soviétiques, bascule vers la RFA (n° 69).

La Tchécoslovaquie est plus crispée, car le souvenir de 1968 y demeure plus vif que celui des émeutes berlinoises de 1953. Une réforme économique effectuée en 1985 assouplit quelque peu la gestion des entreprises et supprime de nombreux ministères, mais elle ne stimule guère la production, cependant que le régime politique reste figé. Dès lors, la quille tchécoslovaque tombe sitôt après la quille est-allemande.

La Hongrie, relativement libéralisée durant les années 1970, est d'autant plus sensible à la crise économique mondiale (n° 58) qu'elle s'était largement ouverte. Au cours des années 1980, elle commence, non sans peine, à redresser son économie, en révisant ses prix de détail, en créant un impôt sur le revenu et en élargissant son secteur privé, toutes réformes qui s'accompagnent de tensions politiques parfois vives — notamment lors de l'éviction de Kadar, en 1988 — mais non de crises ouvertes. Le parti hongrois perd néanmoins le contrôle de la *perestroïka* ainsi engagée, parce qu'il éclate en tendances inégalement réformatrices, puis se trouve exposé à la concurrence de partis multiples auxquels les élections de 1990 transfèrent le pouvoir.

De son côté, la Pologne tangué de crise en crise, après l'immense succès du syndicat autonome *Solidarité* en 1979-80, suivi par sa répression à la fin de 1981. De longues négociations aboutissent à l'élection, en juin 1989, d'un Parlement où 65 % des sièges sont réservés au PC. Mais comme *Solidarité* emporte tous les autres sièges, un gouvernement de transition est formé en août. Le parti polonais y garde les ministères qu'il juge décisifs (armée, intérieur et diplomatie) mais en vain. Son éviction du pouvoir est parachevée par l'élection qui porte Walesa à la présidence de la République en décembre 1990.

L'évolution est plus diverse dans les pays lointains. Le Vietnam, épuisé par ses guerres, retire ses armées du Cambodge en 1989, comme le souhaite l'URSS. Il finit par imiter les réformes chinoises et redevient exportateur de riz, après avoir été exposé à d'occasionnelles famines, mais il trébuche sur la voie des autres réformes économiques, en attendant les rentes que les recherches *off shore* des compagnies pétrolières internationales lui laissent espérer. Ses réformes politiques tardent plus encore.

De son côté, Cuba quitte l'Afrique (n°47) et mène, en Amérique latine, une politique moins exaltée, mais semble rebelle à toute *perestroïka* interne, malgré les pressions soviétiques. L'URSS et les autres pays du CAEM consacrent, en effet, 80 % de leur aide économique au Vietnam et à Cuba — ainsi qu'au Yémen du sud — mais ce levier économique n'est pas suffisant. Le Vietnam est fidèle à l'URSS,

par crainte de la Chine ; Cuba joue un jeu plus autonome, car la crise de 1962 lui a permis d'apprécier sa valeur géopolitique pour l'URSS (n° 46).

La crise du socialisme étatique n'épargne aucun pays : ni la Yougoslavie et la Roumanie, rebelles à l'URSS de plus ou moins longue date, mais exposées aux mêmes blocages économiques et politiques et aux mêmes tensions nationalistes ; ni la Corée du nord et l'Albanie, isolats plus ou moins autarciques, mais exposés aux pressions politiques et médiatiques de leur environnement.

Les crises des années 1980 ont une dominante commune, dans tout l'archipel étatique-socialiste, qui tient précisément à leur étatisme vaguement socialiste et à ses corollaires : parti unique, régime centraliste, État omni-propriétaire, société civile atrophiée, débats enclos dans les sommets des appareils étatiques et idéologiques. Mais cette dominante ne doit pas cacher d'autres traits beaucoup plus divers et dont l'importance s'affirme : la croissance économique qui se poursuit en Chine ; l'isolement presque parfait de l'URSS ; la réinvention de politiques autonomes en Europe orientale et balkanique, comme au Vietnam et à Cuba. Des sociétés très diverses sortent d'un moule qui n'a pu les uniformiser, ni les coaliser, mais qui les a plus ou moins transformées. Leur avenir, d'abord marqué par cette expérience commune, devra toujours plus à la diversité de leurs lancées propres et de leurs environnements respectifs (n° 74).

Chapitre 11

Le monde sous l'empire du marché

(De 1945-50 à 1990)

« Leurs mères les trieuses, les pères binaires et l'oncle électronique avec son regard d'aigle »

QUENEAU

52 — La révolution informatique

[Retour à la table des matières](#)

Les miracles répétés de la technologie, l'expansion de la production, même après les crises des années 1973 à 1982, et la puissance du marché mondial captent l'attention générale. Plus rapide que la révolution industrielle (n° 27), une révolution informatique bouleverse les moyens de travail. Le machinisme rendu foisonnant, au début du 20^e siècle, par l'usage des moteurs électriques ou à explosion, gagnait en cohérence depuis les années 1930, par l'enchaînement des postes de travail. La reconstruction d'après-guerre permet à l'Europe et au Japon de généraliser les progrès américains les plus récents, après quoi la modernisation industrielle s'accélère, tant la croissance incite au renouvellement du capital fixe. Les machines se diversifient ; les nouveaux matériaux se multiplient par polymérisation, synthèse ou alliage ; la vitesse et la capacité des transports s'accroissent ; l'ambition des travaux publics grandit jusqu'à clore de digues le delta hollandais et souder l'archipel japonais par des ponts et des tunnels.

Le nouveau machinisme déborde de l'âge industriel. Ses mécanismes sont asservis à des commandes automatiques, elles-mêmes guidées par des instructions préprogrammées, par des observations effectuées automatiquement en cours d'opération et par d'éventuelles connexions avec d'autres mécanismes. Le travail humain s'applique aux marges de ces automatismes. Il conçoit, construit et contrôle les machines, les programmes, les connexions.

L'espace-temps du troisième monde capitaliste La révolution informatique

1946 – ENIAC, premier ordinateur	v. 1975 – Développement des centrales nucléaires
v. 1950 – Transistor – Électrification des réseaux ferrés	1977 – Première station spatiale amarrable
1956 – Câble téléphonique transatlantique	v. 1978 – Développement du transfert de données numérisées par ligne téléphonique
1957 – Spoutnik	v. 1980 – Diffusion de la mini-informatique d'usage courant
v. 1960 – L'avion surclasse le paquebot pour le transport des passagers – Raccourcissement des réseaux ferrés en Europe et au Japon (aux États-Unis, dès 1921) – Ordinateur transistorisé	– Hormones de croissance, transferts d'embryons et autres biotechnologies 1981 – Navette spatiale (États-Unis) 1983 – Gazoduc transméditerranéen (Algérie-Tunisie-Italie)
1961 – Premier satellite habité	1986 – Commercialisation internationale des relevés de satellites d'observation SPOT (France)
1965 – Premier satellite de télécommunications	1988 – Câbles transatlantique et transpacifique à fibres optiques
v. 1970 – Le transport routier des marchandises excède le transport ferroviaire – Microprocesseur programmable – Ingénierie biologique	1989 – Lancement de l'étude internationale du génome humain
1972 – Micro-informatique – Satellite d'observation terrestre	1990 – Vol commercial direct Londres-Sydney en 20 h 30

L'ordinateur, né loin de l'industrie à des fins militaires, est d'abord employé au calcul de trajectoires ou de réactions nucléaires, puis élargit ses débouchés vers la facturation, la gestion des stocks, la paie et autres tâches répétitives. Le transistor et le circuit imprimé, bientôt miniaturisés, réduisent son volume et accroissent sa puissance. Parallèlement, l'expérience acquise par la programmation de tâches variées, permet d'étendre en toutes directions les bénéfices du calcul informatique. L'ordinateur est désormais incorporé à toutes sortes d'engins : des machines-outils, des instruments de laboratoire, des biens d'équipement domestique, des jeux, etc.

Les services publics des PTT, les producteurs d'ordinateurs, d'autres sociétés encore, construisent des réseaux de télécommunications pour la transmission de données numériques entre les ordinateurs, les banques de données, les stations de radio ou de télévision et tous autres utilisateurs d'informations numérisées. Des normes techniques diversifiées tentent de découper ces réseaux et les machines qui y accèdent, en segments monopolisés par tel constructeur ou tel exploitant, voire

en marchés protégés au bénéfice d'une industrie naissante, mais ce protectionnisme informatique est vite contourné.

La révolution informatique est loin d'être achevée. En 1987, les machines-outils contrôlées par ordinateur représentaient 40 % du parc japonais, mais 11 % seulement du parc américain. L'ordinateur progresse sur tous les fronts à la fois. Dans le domaine des services, sa souveraineté est bien établie, comme machine à traiter les longues séries d'opérations, comme outil auxiliaire des tâches de création et comme agent de liaison. Sa miniaturisation permet de renouveler l'exploit de la révolution industrielle, en rénovant derechef les outils et machines de l'artisanat et de la paysannerie. Mais c'est dans les laboratoires et les bureaux d'études qu'il exerce le plus d'effets, en rendant concevable l'automatisation de toutes sortes d'opérations, productives ou non, et en rendant inventables les molécules, les semences et tous les autres artefacts d'une productivité sans cesse accrue.

L'informatique transforme la qualification des travailleurs. Ses bénéfices, d'abord réservés à quelques spécialistes, s'épanouissent en métiers nouveaux, pour la conception, la production, la vente, l'exploitation et la maintenance des machines, des logiciels et des réseaux. Puis l'initiation à l'informatique usuelle se généralise, par apprentissage sur le tas ou par formation scolaire. Elle fait désormais partie du rudiment, tandis que les non-initiés deviennent une nouvelle variante de l'illettré, sur le marché du travail, du moins dans les pays industrialisés. En France, 23 % des actifs — hors l'agriculture — se servent d'un ordinateur dans leur travail, au moins de temps en temps, et ce chiffre de 1987 s'applique à une qualification qui, d'ici la fin du siècle, aura déjà gagné la moitié, au moins, de la population active. L'informatique parachève la disqualification des travailleurs de force que le machinisme industriel rejetait déjà parmi les manœuvres et elle réduit les prestiges de l'habileté manuelle, du moins pour les travaux répétitifs, aussi délicats soient-ils. Ainsi, elle donne prime aux formations intellectuelles et techniques, bien mariées par l'école et l'atelier ou le bureau. La force de travail vaut par un savoir-faire où l'accent se déplace vers le savoir, y compris le savoir-apprendre de nouveaux savoir-faire. D'où l'émergence rapide de pays — asiatiques notamment — où l'absence de tradition industrielle est aujourd'hui compensée par une scolarisation pertinente.

L'informatique transforme aussi l'organisation du travail. À l'échelle de l'atelier, elle renforce l'intégration et l'automatisation de la production. À l'échelle du groupe — qui réunit sous un même contrôle un ensemble plus ou moins cohérent d'usines et de services connexes — elle permet de rationaliser la gamme des produits, la gestion des stocks, l'emploi du capital fixe, le recours aux services d'experts, le placement des réserves financières, les stratégies commerciales et la localisation de chacune de ces activités. Elle donne ainsi un élan nouveau aux firmes *multinationales*.

53 — Les *multinationales* et le commerce mondial

[Retour à la table des matières](#)

Ce terme impropre, mais usuel, désigne les *groupes* de sociétés dûment coordonnées, dont l'activité déborde de leur pays d'origine. Après 1945, les *multinationales* ont foisonné au-delà des quelques branches où elles s'étaient d'abord manifestées : le pétrole, les mines, le raffinage des métaux, le commerce des céréales et de quelques produits exotiques. En 1970, encore, les filiales à l'étranger sont souvent d'origine américaine, si bien que les *multinationales* apparaissent comme *une deuxième Amérique*. Un rapport, établi sous la direction de Tinbergen, estime qu'en 1971, 20 % du PIB mondial — hormis les économies étatiques-socialistes — est produit par ces firmes géantes (26). Ensuite, la prééminence américaine s'atténue, tandis que les *multinationales*, issues d'Europe ou du Japon, se multiplient de par le monde. Puis, au long des années 1980, la poussée vers les États-Unis devient ruée et le Japon consent à s'entrouvrir.

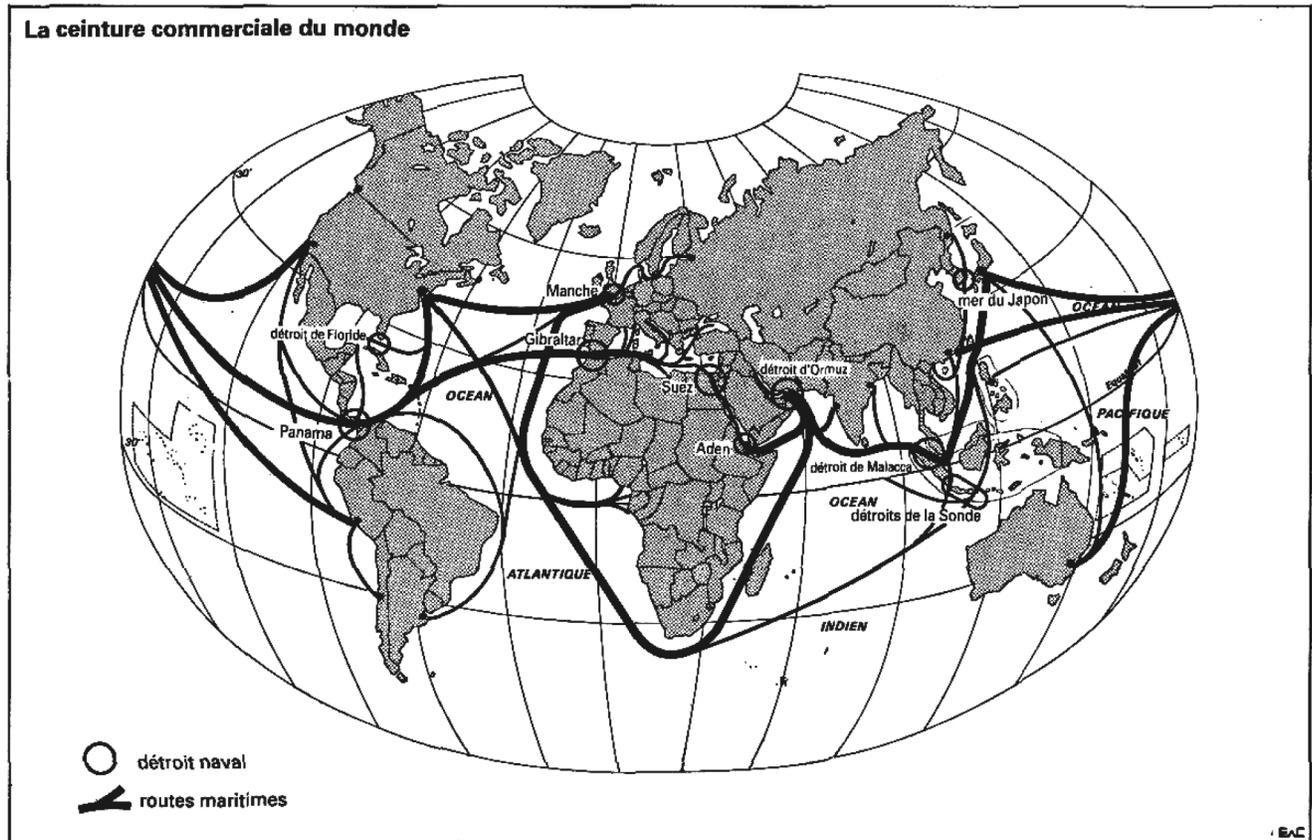
L'imprécision du concept de *multinationales* et la discrétion des statistiques sur l'activité et la localisation des groupes, interdisent de chiffrer avec sûreté leur croissance relative, mais on peut penser qu'en 1990, leur part dans le PIB mondial excède 25 % — y compris les sociétés étatiques-socialistes où elles ont commencé de pénétrer.

Les *multinationales* trônent au sommet de la pyramide des entreprises. Elles sont souvent issues d'une concentration du capital poursuivie de longue date (n° 29) et dont leurs raisons sociales portent trace. En revanche, rares sont les entreprises qui, comme IBM, accèdent à ce sommet par l'accumulation de leurs propres profits, sans absorber leurs anciens rivaux. Le marché mondial des capitaux est ouvert aux *multinationales*, tout comme les pavillons de complaisance et les paradis fiscaux. Les mobilisations de capitaux auxquelles les États européens durent souvent prêter main forte, au 19^e siècle, pour la construction des canaux et des réseaux ferrés, deviennent plus aisément réalisables par ces firmes géantes.

Néanmoins leur richesse provient des productions dont elles modulent les débouchés par écrémage d'un riche marché national, puis par une compétition internationale, souvent couronnée par la fabrication des produits désormais standardisés, dans les pays où la main-d'œuvre industrielle est peu onéreuse. Les *multinationales* jouent également des éventuelles protections étatiques et des facilités offertes par les unions douanières ou les zones franches. Elles s'émancipent des contraintes de leur pays d'origine, pour appliquer leur propre stratégie internationale, si bien que les concurrents, exposés à de telles stratégies, doivent s'internationaliser à leur tour : la mondialisation du capital progresse par branches entières.

La ceinture commerciale du monde

[Retour à la table des cartes](#)



Les *multinationales* gonflent le commerce international par leurs ventes finales, mais aussi par leurs trafics internes qui prennent l'apparence d'un commerce international pour les États ainsi reliés. La CNUCED a pu estimer qu'au milieu des années 1970, le commerce entre les sociétés-mères et leurs filiales majoritaires représentait plus de 30 % du commerce international. Depuis lors, cette part s'est accrue et, de plus, les filiales minoritaires se sont multipliées — pour faire droit aux préoccupations de pays comme l'URSS et la Chine, mais aussi comme le Japon, l'Inde ou le Brésil — si bien qu'en 1990, le commerce des *multinationales* dépasse vraisemblablement les 50 % du commerce international. En stimulant ainsi le commerce transfrontières, les *multinationales* lui ont permis de progresser au rythme de 6,5 % par an, entre 1950 et 1990. À cette allure, le volume du trafic mondial augmente de près de 550 fois en un siècle (n° 28).

La croissance des échanges internationaux est inégalement répartie. Les pays de l'OCDE en assurent les deux tiers, en 1950 comme en 1990, après une pointe à

70 % à la veille de la crise (n° 58). Les pays à commerce d'État — c'est-à-dire les sociétés étatiques-socialistes d'Europe et d'Asie — qui s'étaient hissés, vers 1960-65, jusqu'à 12 % du trafic mondial, déclinent ensuite jusqu'à leurs 8-9 % de 1989 (n° 50). Les autres régions du monde prennent de l'importance au cours des années 1970 et 1980, mais de façon inégale : seuls croissent les échanges des quelques pays asiatiques et latino-américains où l'industrie commence à prendre tournure.

Le commerce mondial use de moyens concentrés. Les deux tiers du trafic maritime — proche de 4 milliards de tonnes en 1989, dont 35 % en pétrole et dérivés — sont assurés par 65 ports dont 12 en Amérique du nord, 8 au Japon et 45 dans la vieille Europe marchande (n° 17), y compris l'immense Rotterdam, leader mondial depuis un quart de siècle, où la logistique des messageries, des terminus à conteneurs et des services annexes ne cesse de s'enrichir.

La croissance du commerce mondial s'est accélérée vers 1958, quand l'intégration européenne et l'extraversion japonaise ont renforcé l'élan dû aux initiatives américaines d'après-guerre. La principale de ces initiatives a permis, en 1947, de fondre en un traité unique les accords bilatéraux par lesquels les principaux pays essayaient de sortir des contingentements hérités des années 1930 (n° 41). Vingt-quatre pays se lièrent ainsi par un accord général sur le commerce et les droits de douane ou *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT). Pour l'application du GATT, une agence permanente s'est installée à Genève. Elle gère les procédures d'arbitrage et assure le secrétariat des négociations pluriannuelles grâce auxquelles les pays membres réduisent les obstacles au commerce entre eux. Ainsi, les 50 pays participant aux négociations de 1963-67 — dites *Kennedy round* — ont élargi le commerce des produits manufacturés. Des pays deux fois plus nombreux ont négocié le *Tokyo Round* (1975-79) et l'*Uruguay Round* (1986-91) grâce auxquels les droits de douane qui avoisinaient 40 % en 1947 sont tombés, en moyenne, à moins de 5 %.

Le succès des négociations tient à leur caractère global. Les pays se consentent des allègements réciproques très divers, dès qu'ils estiment y gagner autant ou plus qu'ils ne risquent d'y perdre. Autrement dit, le GATT poursuit son idéal libre-échangiste en grignotant les obstacles subsistants — ou renaissants, tel l'accord multifibres, né en 1935 pour protéger les industries américaines du textile et de l'habillement, puis étendu à l'Europe en 1961, et sans cesse renouvelé depuis lors, pour les fibres naturelles ou artificielles.

De même, le GATT s'accommode des préférences commerciales, héritées des anciens empires coloniaux et regroupées par la CEE (n° 65). Il admet les préférences nouvelles, lorsqu'elles ont forme d'unions douanières, de zones de libre-échange ou d'intégrations plus poussées. Il tolère les accords d'auto-limitation par lesquels les pays les plus expansifs — comme le Japon — modèrent la croissance de certaines de leurs exportations. Il s'accommode enfin du cordon sanitaire entretenu autour des pays étatiques-socialistes par un comité de l'OCDE

— le *Coordinating Committee* ou COCOM — qui surveille, depuis 1948, les ventes à l'URSS de produits jugés stratégiques et, depuis 1950, le commerce vers la Chine.

Le GATT est aveugle à d'autres réalités encore. Il ne connaît que des pays co-échangistes et ignore les *multinationales*, sauf dans les coulisses de ses négociations. Il ne connaît que des données marchandes et ignore tout des ressorts économiques profonds que les prix enrobent. Ainsi, le contrôle des *multinationales* sur plus de la moitié des importations et des exportations des pays périphériques échappe à sa sagacité, bien que l'écrasement ou la capture des rentes agricoles et minières par les *multinationales* soit l'une des clés du système mondial contemporain. Le GATT n'en a cure.

La rente dérive des anciens modes d'exploitation du sol. Elle garde sa signification ancienne dans les survivances du mode de production latifondiaire (n° 20), mais s'enrichit de déterminations nouvelles lorsque les propriétaires du sol et les États qui les régissent ont à régler l'accès aux ressources naturelles que des exploitants capitalistes convoitent : terres exploitables en plantations, gisements miniers, sites urbanisables, etc. Du rapport de forces qui s'établit entre ces parties prenantes résulte un coût d'accès, c'est-à-dire une rente que les propriétaires et les pouvoirs publics se partagent. Ce coût n'est pas semblable au prix d'un produit normalement reproductible. Il comporte un élément *relatif* aux commodités particulières de la ressource considérée — fertilité des terres, proximité des débouchés, qualité des minerais, etc. — et un second élément commun à toutes les ressources de même nature et qui dépend du niveau absolu de leur demande.

Les rentes absolues et relatives ont des limites objectives. Quand la ressource considérée est abondante, la rente absolue tend vers zéro, après quoi les rentes relatives sont à leur tour réduites, l'exploitation se rabattant vers les sites les meilleurs. La tendance s'inverse quand la ressource est rare au regard de la demande. Mais, en ce cas, l'attrait des produits de substitution — naturels ou synthétiques — s'accroît et finit par modérer la demande et la rente. Il s'opère ainsi des glissements dont l'économie de l'énergie a fourni maints exemples : les *multinationales* pétrolières ont joué de leurs prix, après 1950, pour évincer le charbon, puis leurs prix s'étant relevés par l'effet de l'OPEP, elles ont été, à leur tour, exposées à la concurrence de l'électricité d'origine nucléaire. Toutefois les substitutions sont lentes, car les techniques de production et le capital fixe installé doivent être adaptés aux transformations des sources d'énergie ou à l'introduction de nouvelles matières premières, synthétiques ou naturelles. Les rentes se modifient au même rythme, sauf mouvements spéculatifs sur les produits aisément stockables.

Depuis 1950, les produits à rente ont été soumis à d'amples fluctuations, plus sensibles encore pour les matières vivrières et textiles que pour les métaux et minerais — pétrole inclus — vers lesquels la lourdeur des investissements d'exploitation a souvent attiré des *multinationales*, aptes à défendre leurs

débouchés et leurs rentes. Néanmoins, les guerres et les expansions économiques d'après crises ont généralement permis aux produits rentiers de rattraper le terrain perdu, pour le perdre, derechef, dans l'ordinaire des échanges mondiaux. Ces vastes cycles ont été compliqués par quelques accidents : accords de stabilisation passés entre entreprises productrices et clientes ou entre États producteurs et consommateurs ; nationalisations de mines et de plantations ; ligues d'États producteurs renforçant un cartel d'entreprises productrices, à la manière de l'OPEP.

Géopolitique du pétrole

Naissance et règne du Cartel

Avant 1914 : tensions anglo-hollandaises en Insulinde, résorbée par alliance dans la *Shell* ; concentration aux États-Unis dans la *Standard Oil* ; tensions anglo-russes en Perse. Après 1918, partage des dépouilles germano-turques (n° 42).

1928 : pacte d'Achnecarry entre les principales sociétés mondiales ; prix contrôlés, marchés partagés, concurrence limitée à la prospection. Tensions anglo-américaines autour du Golfe arabo-persique.

1938 : Nationalisation mexicaine.

Après 1945 : triomphe américain dans le Golfe ; échec de la nationalisation iranienne (1951-53). L'URSS et la Chine deviennent exportatrices. L'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) est formée en 1960 et obtient divers relèvements des taxes et royalties versées par les compagnies.

Le Cartel et l'OPEP, ennemis-amis

1973 : forte hausse des prix au départ des puits OPEP ; cette hausse sera renforcée en 1979. L'impact de ces deux « chocs pétroliers » est variable, d'un pays à l'autre, en raison des fluctuations du \$ et de la monnaie nationale, et des substitutions d'autres énergies au pétrole.

Aux États-Unis, le coût net des importations pétrolières (en % du PNB) quintuple de 1973 à 1980, puis régresse de plus de 70 % après 1980. En France, cette charge nette triple de 1973 à 1980, pour retrouver son niveau de 1973, en 1987. Les hausses décidées par l'OPEP s'érodent en peu d'années ; la production des pays hors OPEP (Norvège, Grande-Bretagne, Mexique, etc.) quintuple de 1973 à 1985, souvent sous le contrôle du Cartel et l'OPEP tombe de 54 à 30 % des exportations mondiales. En outre, la guerre Iran-Irak (1980-88) réduit l'influence de l'OPEP sur le marché.

La rentabilité des compagnies du Cartel n'est nullement affectée par les hausses de prix OPEP, ni par les nationalisations opérées par plusieurs pays, dont l'Arabie saoudite.

1990 : Le conflit provoqué par l'occupation irakienne du Koweït (n° 83) a fait rebondir les prix en \$ du pétrole et les fluctuations du \$ vis-à-vis des autres monnaies. On peut douter que ce conflit suffise à orienter le pétrole vers la hausse dûment régularisée que son épuisement potentiel rendrait pourtant souhaitable.

À terme : Les réserves prouvées des pays de l'OPEP exerceront une influence prépondérante sur les prix. En 1990, 65 % de ces réserves se trouvent dans la région du Golfe arabo-persique ; 80 ou 85 % s'y trouveront en 2010, sauf découvertes majeures en d'autres régions

L'efficacité des cartels, des accords de stabilisation des cours ou des ligues étatiques dépend d'une condition difficile à maintenir sur le marché mondial. Il faut pouvoir répondre aux aléas conjoncturels et aux évolutions durables de la demande, par une gestion précise de l'offre. Autrement dit, il faut pouvoir stériliser provisoirement les capacités de production excédentaires et préparer à temps les investissements créateurs de capacités additionnelles. Pratiquement, cela revient à imposer aux principaux pays producteurs des quotas de production — technique parfois utilisée pour le café, le cacao, le sucre, le pétrole, etc. — ou à jouer d'un stock régulateur des prix — comme c'est souvent le cas pour l'étain. Au sein des pays les plus riches, les corporations agricoles réussissent à se discipliner de la sorte — y compris à l'échelle de la CEE. Mais sur la haute mer internationale, un tel ordre n'a pu être maintenu, au mieux, que pour quelques produits, durant quelques périodes point trop brèves. La seule réussite au long cours est celle du diamant où la firme de Beers exerce, pour compte de divers producteurs, un quasi-monopole mondial des ventes. En tous autres domaines, l'indiscipline de producteurs souvent nombreux, toujours dispersés entre plusieurs pays et qui se multiplient quand la conjoncture devient favorable, brise finalement les accords, les cartels et les ligues. La stabilisation des rentes agricoles et minières et l'augmentation programmée de certaines d'entre elles aideraient au développement de maintes sociétés périphériques et stimuleraient la croissance économique mondiale (n° 76) mais elles ne pourraient être obtenues qu'au prix d'une coopération durable des principaux États producteurs et consommateurs et d'une ferme police des *multinationales*.

54 — Les banques et le FMI jusqu'en 1970.

[Retour à la table des matières](#)

Après 1950, le système bancaire des principaux pays capitalistes (n° 41) est souvent imité. Le % banques commerciales sont soumises à une banque centrale que l'État possède ou contrôle et qui opère comme prêteur en dernier ressort et comme émetteur de billets de banque ayant cours légal : l'or n'est plus une monnaie. La banque centrale achète ou vend des titres sur le marché ou escompte une part des crédits qui lui sont présentés par les autres banques. De la sorte, elle assouplit ou resserre la liquidité de ces banques commerciales, c'est-à-dire le volume de leurs ressources prêtables, tout en infléchissant leurs barèmes, selon les taux qu'elle pratique.

Les banques ainsi chapeautées sont parfois spécialisées dans le crédit aux paysans, aux artisans, aux boutiquiers ou, à l'inverse, dans le traitement des grandes affaires : création, contrôle et fusion d'entreprises ; opérations boursières internes et internationales, etc. Le plus souvent, elles se tournent principalement vers le crédit aux entreprises. Le fonctionnement du système bancaire est bordé d'assurances et de contrôles pour protéger les intérêts des déposants et faire respecter les orientations arrêtées par le gouvernement, en matière de monnaie ou

de crédit. En ce dernier domaine, toutefois, les banques centrales ont une liberté d'action d'autant plus grande que l'État se veut plus libéral.

Ce modèle se répand, de l'Amérique latine à l'Afrique et à l'Asie. Il tend à éliminer de ces deux derniers continents, les changeurs, les usuriers et autres banquiers d'ancien style (n° 13). En outre, les banques des États immatures (n° 48), notamment dans les Caraïbes et en Afrique, sont souvent encore des filiales bancaires des anciennes métropoles. Quelques pays tentent de dépasser ce modèle, en faisant des banques les agents directs de politiques explicites. Quand elles sont limitées à des fins très précises — reconstruction, investissements prioritaires, secteurs économiques à développer, etc. — ces initiatives ont du succès. Mais leur généralisation a jusqu'ici échoué : les nationalisations globales de l'appareil bancaire ont été vite dévoyées au Portugal (1974) comme au Mexique (1976) ou en France (1982), faute d'une préparation réfléchie et d'un emploi audacieux. La banque reste une activité éminemment capitaliste.

L'appareil bancaire est prolongé par des bourses où s'échangent des lots de marchandises et, surtout, des titres gagés sur les bénéfiques *futurs* des entreprises (actions), sur leur chiffre d'affaires *futur* (obligations, bons, etc.), sur les budgets *futurs* des États et des autres collectivités publiques (rentes, bons du Trésor, etc.) et sur les revenus que ces entreprises et ces administrations distribueront à *l'avenir* aux familles (créances hypothécaires, crédit à la consommation). La substance des valeurs boursières n'est pas moins aléatoire quand les banques et d'autres intermédiaires financiers mettent en circulation des titres représentant un cocktail des créances précédentes (fonds commun, sociétés d'investissement, etc.) ou spéculant sur les valeurs futures que prendront certaines d'entre elles ou leurs indices boursiers.

Une part croissante des titres qui enflent ainsi la capitalisation boursière — c'est-à-dire le produit (arithmétique) du nombre des titres cotés, de toute sorte, par le cours afférent à chacun d'eux — ne modifie pas les dettes primaires des entreprises, des ménages et des collectivités publiques. Elle forme une bulle financière, sans rapport nécessaire avec les réalités économiques sous-jacentes. L'optimisme des spéculateurs la gonfle, en période d'expansion, par hausse des cours. Quand le vent tourne, le dégonflement rapide de cette bulle financière provoque une crise boursière aux conséquences plus ou moins graves. Celle d'octobre 1929 avait été perçue comme le signal d'une crise majeure (n° 41), mais les *krachs* boursiers ont été rares de 1945 à 1987, c'est-à-dire tant que les bourses ont joué un rôle mineur ou ont bénéficié d'une conjoncture favorable. Longtemps, en effet, le financement boursier de l'économie est resté subsidiaire. À la fin des années 1970 encore, les capitaux collectés en bourse couvraient moins de 10 % des investissements industriels, sauf aux États-Unis.

Dans sa majeure partie, l'accumulation du capital s'opère par trois autres circuits : l'autofinancement, c'est-à-dire le réinvestissement direct des profits non

distribués ; le crédit bancaire ; et les concours des États. Ces derniers ont été importants pendant la période de reconstruction — dommages de guerre, aide Marshall, etc. — et le sont demeurés dans la plupart des grands pays capitalistes, sous forme de crédits préférentiels et de subventions, sans compter les investissements dans les entreprises publiques. Souvent aussi, les États sont intervenus, contre les vieilles prudences des banques commerciales, pour faire allonger leurs crédits par transformation de ressources à court terme en prêts à moyen terme. Au Japon, jusqu'à la fin des années 1960, les entreprises ont elles-mêmes transformé en investissements, le crédit à court terme que leur allouaient les banques. Les banques centrales ont adapté leurs normes à ces nouveaux usages et les États ont fourni des concours et des garanties.

Au total, l'expansion massive des années 1945-74 a été financée sans accidents majeurs, mais au prix de tensions inflationnistes. Difficilement évitables durant les années de reconstruction, celles-ci se sont prolongées, parce que les appareils bancaires, chapeautés par une banque centrale, elle-même influencée par l'État, offrent des facilités. Le crédit à l'investissement ou à la consommation suppose un réglage plus délicat que celui du crédit commercial, ajusté aux flux de production. Le crédit à l'État permet de différer les hausses d'impôts nécessaires à l'équilibre des budgets. Les prix ou les revenus garantis aux paysans, les salaires nominaux trop vite accrus, les marges commerciales excessives, peuvent être entretenus par un crédit trop abondant. De proche en proche, l'inflation nourrie par un crédit mal réglé, peut diluer les tensions sociales, tant que l'environnement international le permet.

Ce sera le cas, jusqu'à la fin des années 1960, grâce au système de Bretton-Woods (1944), au centre duquel figure le *Fonds Monétaire International*. Ce FMI n'a rien d'une super-banque centrale, malgré les vœux de Keynes. Il ne reçoit pas les réserves des banques centrales en dépôts et il ne peut accorder à ces banques des crédits ajustés à leurs besoins. Il leur sert simplement d'assurance mutuelle : chacun des pays membres dispose de droits de vote selon sa cotisation — ou *quota* — laquelle est proportionnée à sa puissance financière. Le *quota*, versé pour un quart en or et pour le reste en monnaie nationale, permet d'effectuer, en cas de besoin, des tirages sur le FMI pouvant aller jusqu'à 125 %, puis à 250 % dudit *quota* et qui atteindront même 600 % de celui-ci avec les interventions élargies d'après 1975. Toutefois ces *droits de tirage* sont subordonnés à des conditions de plus en plus sévères, selon leur quotité. Ils doivent servir à ajuster la balance des paiements et à préserver la parité de la monnaie ou à accompagner une dévaluation autorisée par le FMI. Celui-ci est donc le gardien des parités fixes entre les monnaies, sauf à les corriger par de rares dévaluations.

Ainsi conçu, le FMI ne fournit pas les liquidités supplémentaires que l'expansion du commerce international rend nécessaires (n° 53). Ces ressources proviennent des États-Unis qui règlent en dollars leurs transferts internationaux — aide Marshall, investissements à l'étranger, etc. — tout comme le déficit de leurs

échanges extérieurs. Mais, par un engagement unilatéral, renouvelé en 1947, les États-Unis qui détiennent alors les trois quarts des réserves mondiales d'or, achètent ou vendent de l'or à toutes les banques centrales qui le souhaitent, au prix fixe de 35 \$ l'once : ainsi, le dollar est la devise-clé du système de Bretton-Woods.

Jusqu'à la fin des années 1950, le stock d'or américain se maintient, cependant que les banques centrales accroissent peu à peu leurs réserves. Le FMI intervient surtout pour conforter les monnaies européennes. Après avoir reçu les dollars de l'aide Marshall (n° 57) — et de ses équivalents destinés à la Grèce, à la Turquie et à l'Allemagne — l'Europe continue d'économiser cette monnaie, grâce à l'*Union européenne de Paiements* créée en 1950. Cette UEP établit, entre les banques centrales, un système de compensation assorti de crédits automatiques à remboursement progressif. La *Banque des Règlements Internationaux* (n° 41) gère ce système jusqu'à sa suppression en 1956. Ensuite, les monnaies européennes, dûment ragaillardies, rétablissent leur convertibilité réciproque en 1958. Le *yen* qui est alors une monnaie faible, attendra 1966 pour en faire autant.

Sœur jumelle du FMI, la Banque mondiale — ou, plus exactement, la *Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement* (BIRD) — est dispensée, par l'aide Marshall, de concourir à la reconstruction européenne. Elle consacre ses modestes ressources aux projets d'équipement de l'Amérique latine et de l'Asie, puis double son capital, en 1959, pour faire face à des demandes que la décolonisation multiplie. En 1961, une *Banque Internationale de Développement* vient la renforcer, suivie en 1967 par une *Banque asiatique de Développement* dont le Japon assure la présidence.

Jusque vers la fin des années 1960, l'activité internationale des banques commerciales demeure modeste. Comme les *multinationales* dont elles accompagnent l'essor (n° 52), ces banques sont surtout américaines. En 1970, parmi les dix premières banques mondiales, il n'est que deux anglaises et une italienne pour accompagner les sept américaines entraînées par la *Bank of America* que la riche Californie rend prépondérante. En 1970, les États-Unis possèdent 500 filiales bancaires, sud-américaines pour moitié, mais nombreuses aussi en Europe (20 %) et en Extrême-Orient (16 %). Hors les empires coloniaux, les réseaux bancaires des autres pays progressent par bonds. Au cours des années 1950, ils pénètrent l'Amérique latine. L'Europe est prisée dès les années 1960. Puis vient le tour du Proche et Moyen-Orient, durant les années 1970. Enfin, l'Amérique du nord est envahie au cours des années 1980. Le principal de ces bonds est celui des années 1960, car il coïncide avec une crise du dollar qui ruine le système de Bretton-Woods.

Après le rétablissement de la convertibilité des monnaies européennes, en 1958, le FMI reçoit d'amples appels de fonds, pour faire face aux perturbations que provoquent les mouvements de capitaux à court terme. Ses *quotas* sont accrus de 50 % en 1959, mais cela ne suffit pas. En 1962, les dix principales banques centrales conviennent de mettre à sa disposition, si besoin est, six milliards de \$

supplémentaires. La spéculation se poursuit. De 1964 à 1967, la livre est plusieurs fois mise en péril. Elle dévalue en novembre 1967, avec d'importants concours du FMI. Après une nouvelle augmentation de ses *quotas* (+ 25 % en 1965), celui-ci envisage d'ouvrir aux États des *droits de tirage spéciaux* (DTS) qui s'ajouteraient à leurs *droits de tirage* ordinaires, sous condition d'un vote favorable de l'Assemblée Générale du FMI.

Tandis que cette éventuelle création de monnaie, non gagée par une hausse des *quotas*, est débattue, la spéculation s'attaque désormais à l'or et au dollar, car les réserves des États-Unis tombent au-dessous des engagements du Trésor américain (convertibles en or) : le décalage est de 5 % à la fin de 1967 et de 34 % en mars 1968. Il ne cesse de croître, d'autant que la France cède au fétichisme de l'or, comme au pire des années 1930 (n° 41). Au printemps 1968, les banques centrales laissent glisser l'or de 35 à 42 \$ l'once. En 1973, elles cessent leurs acquisitions à prix ferme. L'or devient une pure marchandise fluctuant au gré du marché.

Le débat sur les DTS s'achève en 1969. Une première allocation, équivalent à 9,5 milliards de \$, est répartie par étapes, de 1970 à 1972, cependant que les *quotas* du FMI sont une nouvelle fois relevés de 25 % en 1970. Après 1973, le FMI élargit encore ses disponibilités en vendant, avec bénéfice, l'or qu'il détient.

De leur côté, les États-Unis émettent des dollars, pour solder les déficits que leur intervention au Vietnam ne cesse d'accroître (n° 47). Les banques commerciales contribuent, elles aussi, à l'enflure des liquidités internationales. Comme une réglementation américaine de 1961 limite la rémunération des dépôts en dollars, les banques londoniennes s'offrent à leur servir un intérêt plus élevé. Les dépôts en *eurodollars* prennent de l'ampleur, d'autant que les banques centrales trouvent cette formule plus appétissante que les bons du Trésor américains. Les banques commerciales, ainsi approvisionnées, octroyant des crédits en dollars lesquels, à leur tour, accroissent les dépôts en *eurodollars*. La création internationale de monnaie bancaire est d'abord lente, mais aucune superbanque centrale ne l'encadre. En mars 1965, il existe à peine 15 milliards *d'eurodollars* ; en 1971, la BRI en dénombre déjà 70 milliards. Dès la décennie suivante, cette boule de neige va engendrer une avalanche.

55 — Le désordre monétaire international après 1970

[Retour à la table des matières](#)

La ruine du système de Bretton-Woods se parachève, au cours des années 1970, par deux mouvements distincts. Le premier, préfiguré de 1969 à 1974 par les changements de parités des grandes monnaies, est finalement avalisé par un accord entre banques centrales : les parités fixes sont abandonnées, les changes flotteront désormais au gré du marché. L'autre mouvement s'amorce à la fin de 1973, avec la hausse décidée par l'OPEP (n° 53).

Les pays pétroliers les moins peuplés ne peuvent dépenser sans délais leurs recettes supplémentaires. Leurs excédents atteignent 60 milliards en 1974, puis déclinent jusqu'à 10 milliards en 1978, mais le ressaut des prix, en 1979, les porte de nouveau à 60 milliards environ, en 1979 et 1980, après quoi ils s'effacent en peu d'années. Pour recycler ces sommes, deux voies principales sont théoriquement ouvertes : celle du FMI et de la BIRD ou celle des banques commerciales.

Le débat n'a pas lieu en termes aussi tranchés, car les banques se jettent sans attendre sur les dépôts de *pétrodollars*, mais il se livre quand même, dans les coulisses du FMI, de façon plus diplomatique. La première voie donnerait au FMI et à la BIRD une capacité accrue d'intervention, moyennant un accroissement du *quota* — et du pouvoir — de pays tels que l'Arabie saoudite, à moins que le FMI se mette à recueillir des dépôts et à amorcer sa conversion en super-banque centrale. Ni les États-Unis, ni leurs partenaires de l'OCDE n'acceptent cette perspective. Le FMI accroît derechef les *quotas*, mais pour tous ses membres, en 1976 (+ 33 %) et en 1978 (+ 50 %), puis il octroie deux nouvelles allocations de DTS et il attend 1981, avant de se résoudre à emprunter à l'Arabie 10 milliards de \$ dont 8 *hors-quota*. Ainsi, en laissant l'Arabie détenir 4 % des voix en son sein — et non 12 % comme il résulterait du total emprunté — le FMI recycle une part minime des excédents pétroliers. Le reste s'engouffre dans les banques commerciales, notamment celles des États-Unis et de Londres, qui emploient cette manne en crédits internationaux. Mais le recyclage commercial des *pétrodollars* débouche bientôt sur une longue crise financière.

Au début des années 1970, il existait quelques rares places *off shore*. Les premières s'étaient établies depuis des décennies, près du rivage des pays riches, mais hors la juridiction d'une banque centrale exigeante. Ainsi, les Bahamas ou Jersey accueillait des banques dont les clientèles aimaient l'ombre. L'essor des télécommunications et de l'*eurodollar* (n° 54) permet de loger de telles banques en des sites plus lointains. Certains des nouveaux États indépendants d'après 1960 se spécialisent de la sorte. D'autres pays, dont la Suisse est le prototype, entourent le secret bancaire de protections telles que leurs banques commerciales

concurrentent les banques *off shore*. Ainsi, le Luxembourg devient le domicile de maints établissements opérant en *eurodollars*. Les frontières de la banque orthodoxe, sous tutelle d'une banque centrale, et de la banque non réglementée, sont bousculées plus encore, lorsque les États-Unis entreprennent de ravir à l'Angleterre la prééminence sur le marché mondial des dollars *off shore* — *eurodollars*, *pétrodollars*, etc. — c'est-à-dire recueillis hors leurs frontières. À cette fin, ils créent, en 1978 et 1981, une frontière imaginaire qui traverse les grandes banques new-yorkaises, pour séparer leurs opérations normales en dollars américains, de leurs opérations en dollars *off shore*. Cette frontière est rendue poreuse par la déréglementation bancaire, tout au long des années 1980. Dès 1985, le Japon établit des facilités un peu moins laxistes que celles des États-Unis. Enfin, l'unification bancaire de la CEE, parachevée en 1991, étend ces facilités à l'Europe entière.

Ainsi s'établit un marché international où le dollar interne et le dollar *off-shore* se changent aisément en n'importe quelle autre monnaie convertible. En outre, la libre transférabilité permet de plus en plus souvent aux résidents des pays à monnaie convertible, d'effectuer des dépôts en devises à l'étranger, voire dans leur pays même.

Par ailleurs, les pays fermés aux banques étrangères se raréfient. L'Iran et quelques autres pays, maintiennent à peu près cette norme, naguère très fréquente, puis abandonnée par l'Arabie saoudite (1982), la Norvège et le Japon (1984), l'Autriche, le Brésil et la Suède (1985). Tout au plus subsiste-t-il, dans ces derniers pays, diverses limitations touchant au nombre des banques admises, aux catégories d'opérations autorisées ou aux prudences et sécurités imposées. Ainsi, la banque devient une activité mondiale, opérant sur le marché mondial des monnaies, du crédit et des placements de capitaux ; bref, sur le marché mondial de l'argent.

Ce marché se bâtit en secouant les hiérarchies bancaires. Les États-Unis, encore prépondérants en 1970 (n° 53) cèdent les dix premières places aux banques d'Europe, puis au Japon qui les a toutes raflées en 1987-88, en attendant de nouvelles redistributions. Les acteurs du marché sont une centaine de grandes banques commerciales, deux centaines d'investisseurs institutionnels — c'est-à-dire de placeurs d'épargne en bourse, telles les compagnies d'assurance et les caisses de retraite — quelques centaines encore de grandes *multinationales* et enfin quelques dizaines d'États et d'organismes internationaux, emprunteurs massifs de capitaux, à quoi s'ajoute une piétaille de quelques milliers d'intervenants mineurs.

Les opérations du marché mondial de l'argent se développent. En 1980, les règlements afférents au commerce international atteignaient près de 8 milliards de \$ par jour, mais les transactions journalières du marché des changes étaient douze fois supérieures. En 1989, le commerce des biens et services fait transférer, en moyenne journalière, plus de 12 milliards de dollars (ou d'équivalents en autres monnaies), mais les transactions quotidiennes du marché des changes atteignent

jusqu'à 500 milliards de \$ (et équivalent). Dans l'écart fluctuant entre les opérations de changes et les transactions commerciales, viennent se loger, aux côtés des achats boursiers, les opérations interbancaires, c'est-à-dire les achats et les ventes effectués par des banques pour nourrir leurs prêts, étaler leurs risques, compenser les garanties ou les engagements à terme qu'elles accordent à leurs clients, etc. Les capitaux flottants (*hot money*) qui fuient une dévaluation menaçante, recherchent un bénéfice de change ou courent vers des placements plus rentables à court terme, se logent dans la masse des transferts quotidiens du marché des changes, sans qu'on puisse les évaluer avec précision, mais leur contribution à l'enflure des opérations n'est pas douteuse.

On prendra mieux l'échelle du marché des changes, si l'on compare ses 300 à 500 milliards de transactions quotidiennes de 1989, avec les quelques 800 milliards d'équivalent-dollar détenus en réserves par l'ensemble des banques centrales, dont un peu plus de 300 milliards par les banques du G7 (n° 58), qui sont censées intervenir de concert pour stabiliser les taux de changes (n° 55). Avec une telle masse de manœuvre, la crédibilité du G7 tient tout entière, dans la volonté politique manifestée par les accords de régularisation pris au Plaza (1985), au Louvre (1987) ou à *Washington* (1988 et 1989), accords à peu près efficaces pendant les quelques semaines où les gouvernements semblent effectivement coopérer, mais qui perdent force au moindre propos divergent d'un quelconque ministre des finances ou gouverneur de banque centrale.

D'où d'amples et aléatoires fluctuations des monnaies. Le dollar est secoué par de fortes baisses — 1970 à 1975 ; 1985 à 1987 ; 1990 à Dieu sait quand — comme par de longues hausses — de 1980 à 1985 ou de 1988 à 1989 — cependant que le mark et le yen se réévaluent de façon presque continue, que la livre, après une accalmie due aux recettes pétrolières de la mer du Nord, redevient vulnérable et que d'autres monnaies, comme le dollar canadien, la lire ou le franc tendent à se raffermir, mais sans garantie d'avenir. À quoi s'ajoutent évidemment les dévaluations énormes des monnaies corrodées par les dettes internationales ou les inflations galopantes (n° 56).

Les banques centrales des principaux pays ont adapté leurs exigences au nouveau rôle international des banques commerciales. En 1975, elles ont convenu, par le *concordat de Bâle*, que la supervision des banques étrangères est de la responsabilité de leur pays d'origine quant à leur solvabilité, et de leur pays d'accueil quant à leur liquidité. En 1978, elles ont précisé que les banques commerciales doivent consolider leurs comptes avec ceux de leurs filiales à l'étranger, afin de soumettre l'ensemble au contrôle de leur banque centrale : l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne ont ainsi été obligées de mieux surveiller leurs filiales bancaires expatriées, notamment au Luxembourg.

Mais, en 1982, la faillite de la banque *Ambrosiano* — italienne et vaticane — qui avait domicilié à Luxembourg la société *holding* dont elle dépendait

formellement, a fait perdre 450 millions de \$ à 250 banques du monde entier. La Banque d'Italie s'est déclarée incompétente et le comité bâlois des banques centrales a confirmé qu'en effet, une banque centrale ne pouvait être considérée comme garant ou comme prêteur en dernier ressort (n° 53) pour des banques opérant à l'étranger.

Dès lors, la Banque d'Angleterre a exigé des banques étrangères opérant au Royaume-Uni, qu'elles s'engagent explicitement à couvrir les éventuelles défaillances de leurs filiales, mais son exemple ne s'est pas généralisé. Un comité bâlois, présidé par l'Anglais Cooke a décidé, en 1988, que les banques centrales exigeraient de toutes les banques commerciales une augmentation progressive de leurs capitaux propres — pour porter ceux-ci à 8 % de leurs engagements — et une limitation des risques par pays et par client, telle qu'aucun risque singulier ne représente une fraction trop importante de ces fonds propres.

Plusieurs des banques centrales, actionnaires de la BRI de Bâle, sont en outre associées au sein du *Système monétaire européen* (SME) créé en 1979, après une première et vaine tentative de 1972 à 1976. Le SME organise, entre ces banques, une coopération moins volatile que celle des accords dits du *Plazza* ou du *Louvre*.

En principe, toutes les monnaies de la CEE concourent, au prorata du PIB de leur pays émetteur, à la composition d'une commune unité de compte dénommée ECU — par abréviation de *European community unit*. Les monnaies qui s'écartent de leur taux de change vis-à-vis de l'ECU de : $\pm 2,5\%$ (ou de : $\pm 6\%$ pour les nouveaux venus comme l'Espagne) doivent réduire cet écart et disposent à cette fin de crédits automatiques, auprès des autres banques centrales associées dans le SME. En fait, les monnaies qui divergent par le haut ne se soucient jamais d'intervenir, si bien que le SME est un système de défense des monnaies faibles, à l'aide de prêts consentis en monnaies fortes, mais aux frais des pays à monnaies faibles. En outre, les éventuelles dévaluations et réévaluations doivent être négociées au sein du SME.

L'effet économique de ce système de parités semi-fixes est d'imposer, aux pays à monnaie faible, une priorité anti-inflationniste, quels que soient leurs taux de chômage ou de sous-utilisation des capacités de production. L'effet politique est de soumettre toutes les monnaies européennes à la prépondérance de la *Bundesbank*. Virtuellement, la CEE est une zone mark.

Les développements plus ambitieux, prévus dès la création du SME en 1979, sont restés lettre morte : les réserves de change n'ont pas été mises en pool, la création d'une banque centrale européenne est demeurée à l'état de projet. Le SME est un mécanisme disciplinaire, non l'outil d'une politique de la monnaie et du crédit qui stimulerait les économies européennes.

Depuis 1979, les monnaies européennes ainsi pilotées ont subi de fréquents changements de parité. Les années calmes ont été celles où les soubresauts du dollar se sont assagis : 1980, 1984 et 1988-89. Pour le reste, l'Allemagne a opéré six réévaluations et les Pays-Bas cinq, cependant qu'à l'inverse l'Italie a dévalué six fois et la France quatre fois, tous les autres pays du SME se logeant entre ces vastes limites.

56 — Les crises bancaires et boursières après 1982 ; du Brésil

[Retour à la table des matières](#)

Alourdis de dépôts en dollars et autres monnaies *off shore*, les banques commerciales et leurs filiales étrangères gonflent d'autant leurs crédits à court et moyen termes. Ces crédits sont internationaux à plusieurs titres : la banque prêteuse et l'emprunteur relèvent d'États différents et le prêt, souvent consenti en \$, même par les banques non-américaines, est assorti d'un intérêt indexé sur le LIBOR, c'est-à-dire sur le taux du marché interbancaire international de Londres. Pour le prêteur, le risque d'insolvabilité est renforcé par un risque-pays : les réserves de change disponibles dans le pays du débiteur permettront-elles à celui-ci d'acheter, à bonne date, les dollars nécessaires au service de sa dette ? De son côté, l'emprunteur est exposé à deux aléas majeurs : l'évolution des taux de change en \$ de sa propre monnaie et les fluctuations du lointain LIBOR. À ces divers titres, son impuissance est complète.

Avant 1980, le risque-pays a concerné quelques pays en révolution (Chine, 1949 ; Cuba, 1959), ou frappés par l'épuisement temporaire de leurs réserves de change (Zaïre, Argentine, etc.). D'où la création, dès 1956, du *Club de Paris* où les débiteurs de la France et d'autres pays européens négocient l'étalement de leurs dettes, quand le FMI n'est pas concerné. Les prêts internationaux des banques et des institutions financières publiques atteignent 50 milliards de \$ en 1970, mais leur total est de 830 milliards de \$, en 1982, lorsque les principaux débiteurs commencent à se déclarer défaillants, à l'instar du Brésil et du Mexique, redevables chacun d'une centaine de milliards de \$.

Au Brésil, depuis 1982, le service de la dette menace de briser un élan pourtant aussi vif que celui de l'Allemagne vers 1880 ou du Japon vers 1960. Le tiers au moins des 140 millions de Brésiliens de 1982, est déjà entraîné par le capitalisme de São Paulo et de Rio de Janeiro tandis que les deux autres tiers s'entassent dans les favelas, s'étalent dans les savanes du Nordeste ou se dispersent au long des routes transamazoniennes et des côtes jadis livrées aux plantations.

Le vieux Brésil, importateur d'esclaves et fournisseur de sucre et de café, de teintures et de coton, puis de caoutchouc, s'est fondu au 20^e siècle dans un

nouveau Brésil enrichi d'immigrants européens et bientôt industrialisé. Jusqu'en 1920, un flux massif d'Italiens et d'Espagnols lui aurait donné l'allure d'une Argentine, n'étaient l'apport continu de Portugais qui ont consolidé son langage et la présence d'un peuple métis, issu de l'esclavage, qui en a fait un apparent continuum anthropologique, où l'argent fait barrière plus que la complexion.

Le jeune Brésil aujourd'hui riche d'une démographie exubérante, s'éloigne à grands pas de ses 18 millions d'habitants de 1900. En 2000, il en comptera sans doute 230 millions dont 40 % de moins de quinze ans. Mais gardera-t-il la lancée d'avant 1982 qui lui a permis d'exploiter pour son propre compte un Minas Geraes riche comme un Katanga ; d'adjoindre à son industrie automobile une aéronautique et une informatique ; de réduire les surcoûts du pétrole en usant d'un carburant où l'alcool tiré de la canne à sucre joue un grand rôle ; de harnacher le Parana d'un barrage géant ; d'étendre ses cultures aux dépens de la forêt, comme le fit l'Europe depuis le 12^e siècle, mais avec les rudes machines du 20^e siècle ; de bâtir, dès 1960, à plus de mille kilomètres des côtes, le Brasilia qui fit rêver Cendrars et d'en faire aussitôt une capitale fédérale de plein exercice ?

Avec un PIB dont le volume croissait à 8 % l'an jusqu'en 1982 — mais qui n'augmente plus que de 3,5 % l'an depuis lors — le Brésil figure au dixième rang des puissances économiques, derrière l'Inde et l'Italie, juste avant le Canada et le Mexique. Mais sa dette internationale le range aux tous premiers rangs mondiaux, avec le Mexique : elle était de 100 milliards de \$ environ en 1982 et, de rééchelonnement en arriérés, elle atteint 117 milliards de \$ enfin 1989.

La production brésilienne augmente encore, mais au prix de dévaluations répétées, de plans d'austérité maintes fois renouvelés et d'une inflation qui a dépassé plusieurs fois la barre des 200 % annuels depuis 1985. La consommation moyenne par tête ne croit plus que de 1 % l'an depuis 1982 : autant dire qu'elle stagne ou régresse pour la majorité de la population, tant le partage du revenu national est inégalitaire en ce jeune paradis du capitalisme.

Paradis où, d'ailleurs, les anachronismes de la propriété latifondiaire et les modernismes productivistes des nouveaux domaines géants se marient pour entretenir les milices privées, cajoler les bons évêques et soutenir les gouvernements militaires. Toutes orientations coutumières au Brésil, même sous le vernis d'une démocratisation qui, depuis 1985, peine à descendre des capitales aux provinces et de la Constitution à la vie quotidienne.

Les défaillances brésiennes et autres sont survenues, après que le LIBOR, entraîné par le gonflement des emprunts des États-Unis, se soit hissé jusqu'à 17 % en 1981, tandis que le dollar, en hausse depuis 1980, continuait de grimper et que, de leur côté, les recettes d'exportation des pays débiteurs — même les exportateurs de pétrole, comme le Mexique — diminuaient sensiblement. Le service de la dette

étrangère représentait, durant les années 1970, quelques 10 à 12 % des recettes d'exportation des principaux débiteurs. En 1982, la proportion, a plus que doublé.

Néanmoins, les défaillances de 1982 n'ont rien eu d'accidentel, si ce n'est leur date. L'endettement croissant et à conditions aléatoires, de pays généralement pauvres, devait nécessairement conduire à une crise, dans un monde où les monnaies divaguent, où les taux d'intérêt sont commandés principalement par l'endettement des États-Unis et où les emprunts internationaux nourrissent la fuite des capitaux. En effet, les 830 milliards de dollars d'encours internationaux de 1982 sont nés d'offres bancaires qui ont permis à des entreprises publiques ou privées, agissant avec ou sans la garantie des États et à ces États eux-mêmes, de s'endetter pour développer leurs activités. Mais, au passage, des gouvernants, des banquiers, des chefs d'entreprise et des hauts fonctionnaires ont prélevé diverses dîmes, exportées surtout vers les États-Unis où elles ont rejoint d'autres capitaux émigrés pour des raisons fiscales, politiques ou spéculatives. En juin 1986, une étude de la *Morgan Guaranty* portant sur 18 pays dont l'endettement total atteignait 451 milliards de \$, a pu estimer que, depuis 1975, 198 milliards de \$ — soit 44 % de cette dette — avaient fui ces pays. Par la suite, plusieurs études du FMI ont évalué les reflux de capitaux à quelques 300 milliards de \$ dont la moitié en provenance de l'Amérique latine. La mesure est difficile, en ce domaine où les données bancaires sont confidentielles et les concepts imprécis, mais on ne se trompe guère en estimant que les fuites de capitaux font refluer vers les pays à monnaie forte et à climat politique favorable, le tiers, au moins, de l'endettement international des pays débiteurs.

Les banques ont tiré de substantiels profits de leurs prêts internationaux. Mais ces crédits ont finalement alourdi leurs bilans. À partir de 1987, les banques américaines ont commencé de provisionner leurs créances devenues douteuses : il leur avait fallu engranger cinq ans de profits supplémentaires — et parfois fictifs — pour dégager les ressources nécessaires à cette fin, sans inquiéter leurs actionnaires par un effondrement de leurs dividendes.

Il est vrai que, simultanément, l'appareil bancaire américain a été exposé à de rudes intempéries internes : faillites de banques texanes, après l'effondrement des prix pétroliers en 1981-82 ; quasi-faillite de la *Continental Illinois*, 8^e banque du pays, renflouée sur fonds publics en 1984 ; longue convalescence de la *Bank of America*, jadis première banque mondiale ; sauvetage de multiples banques agricoles chancelantes, en 1985 -87 ; sauvetage budgétaire des caisses d'épargne déréglementées, lequel coûtera au trésor public plus de 240 milliards de \$ de 1989 à 2000. L'appareil bancaire américain titube, pendant que la crise financière internationale se prolonge.

Depuis 1982, les pays défaillants sont sermonnés par les banques commerciales qui leur ont accordé des délais de paiement et de nouveaux prêts, destinés à payer les intérêts de leurs dettes antérieures — et à nourrir des fuites de capitaux nullement colmatées. Les débiteurs doivent payer, car les remises de dettes, les

réductions d'intérêts et les moratoires donneraient de déplorables exemples et ruinerait le commerce bancaire. Cette logique capitaliste, irréfutable en tant que telle, continuera assurément d'être opposée à quiconque ferait appel à d'éventuelles générosités bancaires.

D'autres principes, légèrement plus souples, ont été appliqués par le FMI, la Banque mondiale, le Club de Paris et les autres instances qui règlent l'emploi de ressources provenant finalement du budget des États prêteurs. Ici, les délais et les rallonges de prêts ont été plus substantiels, mais assortis de conditions drastiques, pour opérer ce que le FMI appelle *l'ajustement structurel* de l'économie, dans les pays surendettés : réduction des importations et développement prioritaire des exportations, suppression des subventions à la consommation comme aux entreprises, hausse des impôts et équilibrage du budget, dévaluation de la monnaie. Aucun argument tiré du chômage, du blocage de la croissance ou des risques d'émeute n'a pu assouplir les raisons des ajusteurs structurels ; aucune considération relative aux fuites de capitaux, ni à la régulation de l'endettement international n'a pu enrichir ces mêmes raisons.

Ainsi traités, les pays surendettés ont accru leur endettement : les 830 milliards de \$ de 1982 se sont hissés au niveau de 1 300 milliards de \$ autour duquel ils oscillent depuis 1988. Dans ce total, la part des banques commerciales a diminué, l'essentiel des apports nouveaux ayant été effectué par la Banque mondiale et d'autres organismes publics. Si bien qu'en 1989, le FMI a accru ses quotas de 50 % tandis que la Banque mondiale augmentait, elle aussi, son capital. Par ailleurs, quelques pays, comme la France ou la Belgique, ont abandonné une partie de leurs créances publiques sur les pays endettés les plus pauvres — c'est-à-dire sur leurs anciennes colonies d'Afrique. Mais, tout bien mesuré, les retours de capitaux, en principal et en intérêts, vers les pays prêteurs ont vite excédé les dons et prêts nouveaux, malgré les retards ou refus de paiement de certains des pays surendettés. Globalement, le reflux net a été proche de 38 milliards de \$ en 1988 et de 43 milliards en 1989. Les refus, il est vrai, sont demeurés rares, à la différence des retards : le principal a été le fait du Pérou et a duré près de quatre ans (1986-90) ; le plus menaçant a sans doute été celui du Brésil, en 1989-90, car une défaillance durable du pays le plus endetté ruinerait maintes banques des États-Unis.

Née du marché, la crise ouverte en 1982 échappe ainsi à la pure logique du capital, pour devenir, enfin, ce qu'elle a toujours été : une crise d'essence politique. Désormais, les États-Unis, fort inquiets quant à la santé de leur appareil bancaire, s'efforcent de mêler de petits sacrifices bancaires et de nouveaux apports de capitaux publics, pour minorer les retards de paiement et éviter que les refus de paiement deviennent contagieux. De telles solutions — bricolées cas par cas et pompeusement dénommées *plan Brady*, du nom du secrétaire américain au Trésor — ont modérément allégé les dettes du Mexique (1989), des Philippines (1990) et de quelques petits pays, avant d'être étendues au Venezuela, à la Pologne et à d'autres États. Soutenues par tous les États prêteurs et acceptées à contrecœur par

leurs banques commerciales, ces interventions procèdent du secourisme plus que de la médecine.

Mais, déjà, leur coût politique est élevé. La hausse des quotas du FMI n'a pu être réalisée qu'en promouvant le Japon au deuxième rang de cet organisme, derrière les États-Unis et devant la RFA, elle-même suivie, de plus loin, par une Grande-Bretagne, hier seconde et soudain condamnée au quatrième rang *ex aequo* avec la France. Quant à leur coût politique futur, il se laisse deviner dans la décote des créances bancaires sur les pays surendettés, car ces créances s'échangent sur un marché secondaire, activé par les banques désireuses d'alléger leurs créances douteuses, moyennant une perte bien définie : en 1986-87, ces créances se vendaient « en moyenne, à près de 70 % de leur valeur nominale ; entre l'été 1987 et le printemps 1989, elles ont glissé en dessous de 40 % de cette valeur...

Tandis que la crise financière se prolonge de la sorte, d'autres circuits du marché international de l'argent sont à leur tour déréglementés, puis déréglés par des crises à répétition. La convertibilité des monnaies et la transférabilité des capitaux sont mises à profit pour interconnecter les bourses nationales, d'autant plus aisément que l'informatique et les télécommunications rendent ces connexions automatiques et instantanées. En outre, de nouveaux titres sont mis en circulation par les banques et d'autres intermédiaires pour permettre aux particuliers de placer leurs disponibilités sur le marché monétaire au jour le jour ; aux banques de vendre leurs crédits (titrisation) ; aux grandes entreprises d'emprunter sans le concours des banques (désintermédiation). La plus récente de ces inventions secoue déjà l'appareil bancaire américain. Il s'agit des *junk bonds* nécessaires aux rachats d'entreprises par leurs propres salariés ou par des *raiders*.

Les *multinationales* s'agrandissent fréquemment en offrant d'acheter en bourse les actions des sociétés qu'elles convoitent. Mais il arrive également que de telles OPA soient présentées par des *raiders* — des pirates — dont l'objectif est de revendre à bon compte les actifs des sociétés qu'ils tentent d'acheter. Quand de tels *raiders* s'associent avec une partie des cadres dirigeant la société convoitée, pour en évincer les propriétaires actuels, cette éviction nécessite des concours bancaires abondants, car les *raiders* et les cadres n'ont pas les moyens de payer les actions qu'ils offrent d'acheter. À leur tour, les banques qui financent de telles opérations entendent réduire au plus vite leurs risques. Pour éteindre leurs crédits initiaux, après la réussite de l'OPA, elles préparent donc des émissions d'obligations, pour le compte de la société nouvellement achetée, obligations gagées sur les richesses latentes ou futures de celle-ci. Obligations hypothétiques, donc, mais qui sont rendues attractives par des taux d'intérêt très élevés : supérieurs de 5 % au taux des bons du Trésor américain, pour les obligations émises en 1989. L'idéal des banques — comme des *raiders* — est d'encaisser au plus vite les commissions et agios substantiels que leur procure une OPA ainsi financée. Mais il faut du temps pour placer les obligations, si bien que les banques émettrices doivent en porter durablement une fraction. Sur les quelques 400 milliards de \$ de *junk bonds* émis

en 1984 à 1989, près de 50 % restent à la charge des banques, en 1989, tandis que les défaillances des sociétés débitrices des obligations vont croissant. Une petite récession de l'économie américaine suffira pour ôter toute valeur à nombre d'entre elles.

Les *junk bonds* étaient trop récents pour compliquer le krach d'octobre 1987 où, en trois jours, les principales bourses mondiales ont vu leurs cotations s'effondrer. Comme en 1929, des anticipations optimistes sur la valeur future des titres se sont soudain renversées et une cascade de baisses est survenue, provoquée en 1929 par une panique en chaîne et accélérée, en 1987, par l'interconnexion mondiale des bourses et par la multiplication des programmes automatisés de gestion boursière, opérant pour le compte des investisseurs institutionnels et des principales banques. Mais le parallèle s'arrête là. En 1929, les appareils bancaires nationaux, non ou mal chapeautés par des banques centrales souvent inexpérimentées (n° 41), ont paniqué autant que les clientèles boursières, si bien que des faillites bancaires multiples ont aggravé la crise, notamment aux États-Unis. En 1987, les banques centrales, mieux averties, ont fourni aux banques commerciales et, donc, aux investisseurs institutionnels, le crédit abondant qui leur a permis d'élargir leurs achats de titres, si bien que la baisse des cours a été assez vite effacée. Mais de nouvelles crises boursières se sont manifestées à plusieurs reprises à Londres, New York, Paris ou Tokyo, depuis 1987 et ont été contenues, puis corrigées par un même traitement.

Ainsi les activités nationales des bourses et des banques s'entrecroisent dans un marché mondial de l'argent où les taux de change fluctuent, sans que les institutions internationales y puissent mais. Les grandes puissances qui affichent périodiquement leur volonté de canaliser ces fluctuations, se montrent irrésolues aux premières tensions vives. Le SME est un peu moins inefficace, de par ses marges étroites et ses automatismes de prêt, mais il ne peut corriger les inflexions qui, pendant des années, projettent le dollar vers les sommets ou les bas-fonds. Ce dollar incertain a d'ailleurs perdu beaucoup de son rôle. En 1983, 72% des prêts internationaux recensés par la BRI étaient stipulés en cette monnaie ; en 1988, il n'en restait que 53 %, cependant que le mark et le yen libellent chacun 10 % des prêts internationaux, le reste relevant de diverses monnaies. Les réserves des banques centrales évoluent de même : le mark et parfois le yen s'y substituent peu à peu au dollar, malgré les réticences de Bonn et de Tokyo, peu désireux de gérer une devise-clé.

Les taux d'intérêt ne sont pas davantage encadrés. Ils oscillent au gré du marché et des inflexions que lui impriment les banques centrales des pays les plus riches, elles-mêmes guidées par des considérations où l'équilibre économique national a priorité. À moyen terme, ces taux sont de plus en plus influencés par l'endettement international des États-Unis qui a fait de ce pays, encore créancier net en 1985, un débiteur net de 533 milliards de \$ à la fin de 1989.

Le marché mondial de l'argent aggrave les tensions inflationnistes dans le monde entier : il donne à l'inflation un troisième ressort. Le premier de ces ressorts tient aux souplesses du crédit qui aident à diluer les tensions sociales (n° 54). La déréglementation des banques et des bourses donne vigueur au second ressort, car elle tend à effacer les différences entre la monnaie et l'épargne, si bien que les banques centrales qui recensent les liquidités monétaires sont obligées de multiplier les compteurs pour les mesurer, afin d'en régler le débit : l'exercice devient une gageure, car d'énormes ressources peuvent basculer de l'épargne vers la monnaie et gonfler d'autant la demande, au grand dam des prix. Le troisième ressort, tendu par le marché international de l'argent, complique plus encore la situation de chaque pays, car ce marché transmet, souvent sans délai, les impulsions inflationnistes d'un pays à l'autre, notamment en diluant dans le monde entier les conséquences des déséquilibres américains ou des krachs boursiers. D'où les poussées inflationnistes qui se multiplient, non seulement dans les pays latino-américains les plus vulnérables, mais aussi dans la riche OCDE.

57 — Trente ans d'expansion ; les unions douanières en Europe

[Retour à la table des matières](#)

Le monde d'après 1945 est incompréhensible, d'un point de vue politique, pour qui ignore l'armement nucléaire et les alliances permanentes, les *non-guerres* centrales et la surdétermination des guerres périphériques (n° 46). Il en va de même, d'un point de vue économique : la novation informatique des outils et du travail (n° 52), l'accumulation du capital en *multinationales* extraverties (n° 53) et la mondialisation corrélative du marché de l'argent (n° 56) éclairent l'histoire de conjonctures nullement hasardeuses.

En Amérique du nord, comme en Europe occidentale, l'expansion économique est énorme, durant les trois décennies d'après-guerre, tandis que l'élan pris, dès les années de guerre, par plusieurs pays d'Amérique latine, tarde à se briser. Pourtant le record des taux de croissance est bientôt battu par le Japon, suivi par quelques pays d'Asie orientale ou méridionale.

Le mouvement imprimé par la guerre à l'économie américaine est transmis à l'Europe et au Japon par d'abondantes aides financières destinées à leur reconstruction. Le plan Marshall, appliqué de 1948 à 1951, est la plus vaste de ces initiatives. Financé par le budget, il transfère, en quatre ans, l'équivalent de 2,5 % d'une année de PNB américain et procure aux États-Unis des débouchés qui facilitent la reconversion de leur économie de guerre. Les États bénéficiaires de l'aide Marshall ou de ses homologues l'emploient diversement : la Grande-Bretagne éponge ses dettes de guerre pour stabiliser la livre ; la plupart des autres pays préfèrent les prêts à des entreprises dont les remboursements sont ensuite repris. Ainsi la France fait du *Fonds de Développement Économique et Social* le

financier de ses plans et l'Allemagne convertit sa *Bank für Wiederaufbau* en une sorte de *Crédit national* (n° 41) finançant à long terme les investissements qu'il juge prioritaires. Cependant les États-Unis affectent 10 % de leur aide à une agence qui contrôle l'emploi de celle-ci et qui est doublée par une *Organisation Européenne de Coopération Économique* (OECE) où les États se font tancer, quand leurs projets déplaisent à l'agence américaine. L'outil survivra à son usage premier : dix ans après la fin du plan Marshall, l'OECE sera rebaptisée OCDE — *Organisation pour la Coopération et le Développement Économique* — mais demeurera un club où les États d'Europe occidentale, rejoints par le Japon, le Canada et l'Australie, continueront d'évaluer leurs politiques économiques respectives et de se faire sermonner par des prêcheurs souvent américains et toujours fidèles au libéralisme économique le plus orthodoxe. N'étaient quelques associés ou observateurs de second rang, comme la Yougoslavie, la Grèce ou le Portugal, l'OCDE en viendrait à symboliser le centre économique du système mondial (n° 68).

L'OCDE importe moins que la CEE — ou *Communauté économique européenne* — issue du traité de Rome (1956) lequel donne naissance à une union douanière, à partir de 1958. Bientôt, d'ailleurs, la CEE absorbe la *Communauté européenne du Charbon et de l'Acier* où la France, l'Allemagne et le Benelux — rejoints par une Italie avide d'acier à bon prix — avaient confondu leurs *Comités des Forges*, dès 1953. La CEE est plus ambitieuse que ce cartel officialisé. Après l'achèvement, en 1962, de son union douanière, elle entend établir entre ses six États fondateurs, avant 1970, une libre circulation des travailleurs, des marchandises et des capitaux. Faute d'atteindre cet objectif, elle le réaffirmera en 1969 : le marché unique doit être réalisé avant 1980. Même jeu en 1986, l'échéance étant, cette fois, fixée à 1993.

La CEE naissante est soumise, en 1959, à une contre-offensive britannique qui se manifeste par la formation d'une *Association européenne de libre-échange* (AELE) où l'Angleterre est rejointe par l'Irlande, la Scandinavie, la Suisse et l'Autriche et qui, en peu d'années, constitue une seconde union douanière. Dès 1963 pourtant, la Grande-Bretagne essaie d'entrer dans la CEE, mais elle n'y sera finalement admise qu'en 1973. L'Irlande et le Danemark l'accompagneront, tandis que le reste de l'AELE établira, avec la CEE, une super-union douanière, limitée aux marchandises non agricoles.

Les unions douanières européennes permettent aux entreprises de s'étaler peu à peu hors leur pays d'origine, tandis que de nombreuses firmes américaines, puis japonaises, les rejoignent : l'Europe occidentale devient la serre des *multinationales*. Cette poussée d'investissements qui relaie la reconstruction, répond à de puissantes demandes : celle des ménages plus nombreux à qui l'industrie vend ses automobiles, ses équipements domestiques et ses logements ; celle des appareils, irrigués par des budgets plus généreux pour l'école, la santé, le tourisme, etc., mais aussi pour des armées maintenues, sur le pied de guerre (n°

46) et pour des novations chères aux États : l'atome, l'espace, l'informatique et les télécommunications ; sans compter la demande des entreprises, elles-mêmes, qui rajeunissent fréquemment leurs parcs de machines et élargissent leurs capacités de production.

Dans ce mouvement d'ensemble, la production de services immatériels s'enfle elle aussi. Aux services — publics ou marchands — destinés aux particuliers ou aux administrations, s'adjoignent des firmes dont l'objet est d'accroître l'efficacité des entreprises (n° 28) : bureaux d'études, agences techniques, conseils en organisation, officines publicitaires, le tout complétant les transports, banques, assurances, etc., dont l'élan est plus ancien. Cette prolifération est telle qu'en 1965, les services représentent la moitié environ du PIB mondial et que les 60 % sont dépassés dès 1990.

Des années 1930 au début des années 1970, le commerce international se hisse de 9 à 14 % du PIB mondial (n° 53), mais les services y tiennent encore peu de place : 5 % à peine en 1975. Les décennies d'après-guerre se caractérisent, dans toute l'OCDE, par un approfondissement des marchés intérieurs et des marchés communs où ils s'assemblent, en Europe.

L'approfondissement des marchés intérieurs résulte de politiques qui solvabilisent la demande : indirectement, en favorisant le plein emploi, le crédit à la consommation, le relèvement des salaires ou des prix agricoles ; et directement, en opérant de multiples transferts au bénéfice des malades, des accidentés, des sans-emploi, des chargés de famille, des pensionnés, etc. Parfois analysées en termes de *welfare* (n° 62), ces politiques peuvent aussi être dites keynésiennes, car elles tendent à renforcer et à régulariser la croissance de la demande effective.

À l'échelle de chaque État, la rentabilisation du capital n'est pas gênée par les impôts et cotisations qui financent les transferts *welfaristes*, tant que les gains de productivité — dus aux équipements publics, aux novations techniques et aux progrès de l'organisation du travail — assurent la croissance de la plus-value relative et que la capture ou la résorption des rentes abonde les profits (n° 53).

Les États jouent un rôle décisif pour rendre compatibles la rentabilisation du capital et la solvabilisation de la demande. Tant que les taux de change bougent peu, que les balances des paiements courants sont à peu près équilibrées et que les transferts internationaux de capitaux demeurent contrôlés (n°54), les États peuvent coordonner les pressions patronales, les revendications syndicales et les projets de leurs administrations. Le triangle patrons-syndicats-administrations, dûment piloté par un État, convertit le marché national en un *espace keynésien*. Non sans variantes, les principaux États d'Europe occidentale, le Japon et les États-Unis satisfont à cette condition au cours des années 1950 et 1960. Puis, quand ils s'en écartent par une mondialisation accrue des échanges (n° 53), vers la fin des années 1960, la vitesse acquise, l'attrait international des marchés communs européens et

l'enflure des budgets américains pour cause de guerre au Vietnam (n° 47), suppléent pendant quelque temps aux défaillances des *espaces keynésiens*.

58 — Quinze ans de crise ; de la CEE à (6/9/10) 12

[Retour à la table des matières](#)

Mais l'économie mondiale perd de son tonus. Les PNB croissent moins vite et parfois même reculent, en 1975 ou au début des années 1980, dans plusieurs pays de l'OCDE. L'investissement productif demeure étale pendant trois ans au Japon et dix ans en France, les autres pays de l'OCDE se dispersant entre ces limites. La décélération du commerce mondial est alarmante : le volume des échanges mondiaux ne croit plus que de 3,5 % l'an, contre 8,1 % avant 1974. Le chômage s'enfle également : en 1973, il frappe entre 1 % (Japon) et 5 % (États-Unis) de la population active, dans l'OCDE ; dix ans plus tard ses limites se sont haussées de 3 % (Japon) à 11 % (France). L'inflation, enfin, cesse d'être une obsession allemande, pour devenir une préoccupation commune. Dans l'OCDE, sa moyenne dépasse 10 % en 1974 et 1975 et ne commence à se rapprocher de 5 % qu'à partir de 1983.

En outre, la géographie industrielle du monde se déforme. La sidérurgie qui plafonne après 1979, à 500 millions de tonnes d'acier par an, n'en produit plus que 49 % dans l'OCDE, en 1986, contre 60 % en 1973. Pour le reste, les pays étatiques-socialistes continuent, peut-être à tort, d'accroître leur part (de 35 à 40 %), cependant que le Brésil, la Corée du sud, l'Inde et quelques autres pays se hissent, tous ensemble, de 8 à 11 %, par une poussée que des nouveaux venus rejoignent chaque année. Les industries du textile et de l'habillement émigraient plus vite encore, n'était l'accord multifibres (n° 53). Les industries toutes neuves de l'électronique et de l'informatique commencent, elles aussi, à se déplacer vers l'Asie du sud-est, comme d'autres branches utilisatrices de main-d'œuvre à qualification moyenne. La crise accélère ces tendances, par l'effet des *multinationales* qui gèrent leurs coûts de production sur un clavier mondial.

Néanmoins, la crise n'épargne pas ces *multinationales*. Celles de l'automobile, de la chimie ou des constructions mécaniques et électriques souffrent tout particulièrement. Pendant une décennie, les délestages de services centraux et de filiales non rentables sont à l'ordre du jour, cependant que l'absorption de rivaux, par fusion ou par OPA, se raréfie. Parfois même les sauvetages prennent la forme de nationalisations, comme en France (1982).

Les États-Unis n'échappent pas à cette nécessité, mais empruntent des voies détournées pour ne pas violer ouvertement leur néolibéralisme : sauvetage de banques (n° 56), accords d'auto-limitation imposés aux exportateurs agressant trop vivement le marché américain, etc. Mais l'attaque, apparemment frontale, des

nationalisations françaises, comme les ruses américaines ou les solutions intermédiaires des autres États de l'OCDE sont peu efficaces. Ces actions défensives ne peuvent raccourcir la crise, car la mondialisation et la déréglementation du commerce des produits et de l'argent se poursuivent de plus belle, si bien que les États détruisent, à qui mieux mieux, leurs panoplies de politique économique. À l'heure de la crise, ils continuent de se désarmer. Les espaces naguère keynésiens deviennent poreux aux échanges extérieurs, aux fluctuations des changes (n° 55) et aux capitaux flottants. Plus périlleuse que jamais, l'inflation acquiert sa troisième dimension (n° 56). Les politiques visant à relancer l'activité et à atténuer le chômage sont désormais subordonnées à une priorité anti-inflationniste.

Origines de la production mondiale (1)				
	1953 (2)	1973	1983	1990
OCDE (dont États-Unis)	62 % (29)	60 % (23)	58 % (21)	58 % (22)
ÉCONOMIES ÉTATIQUES- SOCIALISTES (3) dont URSS	20 % (12)	19 % (11)	17 % (9)	16 % (9)
RESTE DU MONDE	18 %	21 %	25 %	26 %
<p>(1) En % du volume total du PIB mondial, pour l'année considérée. (2) À partir de 1953, les comptes nationaux — calculés couramment ou rétrospectivement — cessent d'être rares. (3) L'ensemble de l'ex-archipel étatique-socialiste est encore pris en compte comme tel, en 1990, mais les données afférentes à cette année sont douteuses.</p>				
<p>Sources : Statistiques OCDE et BIRD ; évaluations diverses pour les économies étatiques-socialistes. Données raccordées selon PPA, à partir de 1973. Résultats arrondis pour souligner leur valeur limitée à l'indication de tendances à long terme.</p>				

Seul le Japon réussit à tirer son épingle du jeu, mais aux dépens de ses concurrents. Les États-Unis procèdent à une relance massive, au prix d'un déficit budgétaire bientôt énorme et d'un déficit des paiements extérieurs qui fait d'eux le principal débiteur mondial (n° 56). Dans leur espace encore à demi keynésien — grâce au rôle international du dollar (n° 54) et à leur faible taux d'échanges extérieurs ils mènent ainsi une politique qui serait tout à fait keynésienne, n'étaient les interventions médiocres de leur banque centrale pour contenir l'inflation interne. En revanche, l'Europe ne réussit pas à modérer les conséquences de la crise.

Prouesses inégales dans l'OCDE				
<i>Le carré européen</i> Les quatre puissances économiques principales de l'Europe occidentale, en % de leur total.				
	1953	1973	1983	1990
République Fédérale d'Allemagne (1)	31	34	33	32
Royaume-Uni	29	24	22	24
France	26	26	38	27
Italie	14	16	17	17
(1) Non compris la RDA				
<i>Le triangle OCDE</i> Les concurrents (actuel et virtuel) des États-Unis, en % de ceux-ci.				
	1953	1973	1983	1990
Japon	11	35	41	43
Communauté économique européenne (2)	83	112	110	104
Sources : OCDE, Séries bases 100 en 1938 et bases 100 en 1980 raccordées ; taux de change remplacés par PPA pour 1973 et années suivantes.				

Ses atouts semblent pourtant décisifs. En 1973, la CEE s'élargit à la Grande-Bretagne et à ses proches. Après 1979, elle coordonne ses monnaies dans le SME (n° 55). Son marché commun, aussi vaste que celui des États-Unis, semble trois fois plus dépendant que le leur, vis-à-vis du reste du monde, mais par une illusion statistique née de l'addition des échanges intra-CEE avec les véritables échanges extérieurs de la CEE. Plus exactement, la dépendance serait voisine de celle des États-Unis — c'est-à-dire faible — si la CEE était effectivement soumise à une politique économique unique et cohérente. Mais en fait, hormis le domaine agricole, aucune politique commune ne pilote les échanges externes d'un marché commun à l'intérieur duquel neuf États jouent chacun leur jeu, sans coordination à la japonaise (n° 65), et presque sans initiatives à l'américaine. À la différence des États-Unis et du Japon, l'Europe est une non-puissance économique. Qui plus est, son marché commun, dûment institutionnalisé, réduit les marges d'action de chacun des États membres, pour tout ce qui touche au dit marché. Une telle impuissance se paie par un surcroît de crise.

Au fil des ans, tandis que la CEE s'élargit à la Grèce (1981), puis à l'Espagne et au Portugal (1986), quelques initiatives tendent toutefois à stimuler les recherches technologiques des entreprises (Ariane, Eurêka, etc.). Les États membres s'engagent une nouvelle fois, en 1986, à parfaire l'unification du marché pour

1993. Mais il faudra attendre le stimulant reflux de l'URSS (n° 51) pour que l'Europe retrouve son élan, à partir de 1990 (n° 79).

Que la vieille Europe, jadis centre d'un monde envahissant et terrain de tant de guerres, ait tiré de ses ruines de 1945 une réconciliation franco-allemande enchâssée dans un marché commun contagieux, semblerait miraculeux, si les alliances militaires de l'URSS et des États-Unis n'avaient engagé cette Europe.

Mais qu'importe ! De cette contrainte, une dynamique est née, lente comme un fleuve de plaine, parfois perdu dans les bras morts de la CED (n° 46) ou de l'AELE (n° 57), souvent étalé dans le marais des élargissements, mais qui a néanmoins formé un Zollverein à 6/9/10/12 participants. Désormais cette nouvelle Hanse des marchands tente de se convertir en une Hanse des États, aussi puissante que l'ancienne Hanse des villes (n° 14) — sinon plus consistante qu'elle.

L'Europe intégrée en marché commun est un canton du marché mondial, tiré de sa banalité par un tarif douanier commun, un pacte commun avec les paysanneries locales, et une aide collective aux anciennes colonies européennes. Pour le reste, les capitaux y sont aussi mobiles qu'ailleurs et les monnaies y foisonnent, coiffées par le SME — capitale Francfort — et par l'eurodollar — capitale Londres. Un marché, donc, des produits et des capitaux, où se prépare pour 1993, une plus grande fluidité des services et de la force de travail. Un marché qui se dit communauté et dont les douze états membres parlent volontiers d'une seule voix, comme les Hollandais du Siècle d'or : pour parler boutique (n° 21).

Un marché, mais certainement pas une patrie. Née comme une Sainte-Alliance anti-communiste des bourgeoisies européennes, l'Europe du (futur) marché commun, s'est bientôt figée dans une alliance plus concrète : celle de l'Atlantique où ses armées nationales sont presque toutes logées, avec armes et bagages — souvent américains — sous un commandement plus américain encore.

Ni drapeau, ni monnaie, ni impôt, ni budget propres ; un Parlement, de ce fait, fantomatique ; un Conseil de Ministres en visite pour représenter leurs États respectifs ; et une Commission permanente, pour exercer les pouvoirs administratifs que le traité de Rome et ses codicilles ont établis vis-à-vis d'un marché commun d'inspiration libérale ; tel est le non-État européen. On peut espérer que, par un renversement dialectique de la meilleure veine, ce non-État deviendra un État confédéral, d'ici quelques décennies. Mais le jour n'est pas proche où la France et la Grande-Bretagne céderont leurs sièges du Conseil de Sécurité à une Europe devenue souveraine.

Non-patrie et non-État, l'Europe marchande n'est pas non plus une culture en fusion, une identité en devenir, une supra-nation où les nations qui naquirent les

premières (n° 34) tendraient à se dépasser. L'Europe compte plus de langues que de monnaies. Elle est un musée de civilisations une encyclopédie de cultures qui s'unifient volontiers, mais à titre rétroactif : Vienne 1900, Berlin 1925, Paris plus souvent encore et bien d'autres foyers, sont ses hauts lieux, quand elle se penche sur son passé. Mais sitôt qu'il s'agit de son avenir, Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg brandissent leurs étendards, tandis que Bruges et Florence hébergent ses rares étudiants. L'Europe est le berceau des Christianismes, des Lumières, des Libéralismes et des Socialismes, mais le meilleur avenir commun qu'on puisse lui souhaiter, à l'échelle des prochaines décennies, est de rendre sa pluralité toujours plus accueillante, d'apprendre à ses Églises, à ses Partis et à ses États les joies laïques de la coexistence pacifique et de brasser les esprits de ses bons peuples par des moyens moins frustes que ses télévisions actuelles.

En Amérique latine et en Afrique où la CEE inspire quelques imitations aux noms somptueux — *Pacte andin, Communauté économique des Grands Lacs*, etc. — mais sans portée pratique, la crise de l'OCDE commence paradoxalement par stimuler l'activité. En effet, les banques gonflées de dollars *off shore* y multiplient leurs prêts (n° 55) et les États de l'OCDE, avides de commandes, adjoignent à ces prêts leurs propres crédits, tout en garantissant les créances de leurs exportateurs contre les défauts de paiement. Ainsi, la crise y est différée jusqu'aux soubresauts de 1982 (n° 56), après quoi ses ravages se mêlent à ceux du surendettement. Hormis quelques pays comme le Brésil, l'Amérique latine et l'Afrique demeurent plongés, depuis lors, dans une crise dont l'issue ne dépend guère d'eux. L'Asie est en moins mauvaise posture, grâce aux déménagements opérés par les multinationales vers Taiwan, Singapour, etc. ; grâce aussi aux effets d'entraînement du Japon sur ces petits pays, comme sur la Corée, la Thaïlande ou l'Indonésie ; grâce enfin, à l'élan conservé par l'Inde et la Chine.

À l'échelle mondiale, les politiques qui favoriseraient une relance générale de l'activité ont été définies, notamment par la CNUCED (1987) qui met l'accent sur la revalorisation des matières premières, c'est-à-dire des rentes (n° 53) ; et par les propositions japonaises et françaises au G7 (1988) qui insistent sur l'extension de l'aide internationale (n° 65).

Le G7 est le Groupe des *sept principales puissances industrielles*. Il a été créé, en 1975, par les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, la RFA et le Royaume-Uni et s'est adjoint le Canada en 1977. Il réunit les chefs d'État, étudie d'excellents dossiers, adopte de fermes résolutions. Mais les politiques nationales, sollicitées par des intérêts distincts et portées par des structures économiques parfois fort différentes (n° 65) ne sont pas rendues plus convergentes, pour autant.

Dès lors, tout au long des années 1980, la crise a pris un tour souvent dramatique en Amérique latine ; elle a maintenu l'Afrique sud-saharienne dans le marasme ; elle continue d'entraver inégalement l'Asie ; elle corrode les efforts chinois et soviétiques (n° 51). Mais elle a fini par s'atténuer dans l'OCDE.

Ici, en effet, la situation économique s'améliore depuis 1983, malgré divers accidents financiers. Ni les escalades et dégringolades du dollar (n° 55), ni les crises boursières d'après 1987, ni la crise bancaire à répétition des États-Unis (n° 56), n'infléchissent cette nouvelle tendance. Les branches industrielles fragiles sont désormais restructurées ou ont émigré. Les multinationales ont fini d'ajuster leurs stratégies et reprennent leurs OPA et leurs fusions, aux États-Unis comme en Europe. Les États ont, pour la plupart, ajusté leurs dépenses à leurs ressources, calmé le crédit et ralenti les hausses de prix. Les opinions publiques, enfin, semblent s'être résignées à un chômage élevé et persistant.

La reprise est acquise, mais à bas régime, en dessous des taux de croissance d'avant 1973, et sans être consolidée par de nouvelles capacités de politique économique, d'une efficacité comparable à celle des politiques anti-crisis des années 1950 et 1960. Qui plus est, les mécanismes qui transforment en crises mondiales les aléas de la conjoncture et les disproportions de l'accumulation capitaliste, continuent d'être perfectionnés, au risque de produire des effets cumulatifs. La dette internationale anémie les pays emprunteurs et les banques prêteuses. Le flottement des changes se poursuit. Les bourses enflent toujours leurs bulles financières. Le ballant des capitaux flottants ne cesse de croître. Les derniers obstacles à l'errance internationale des capitaux et des épargnes sont tombés, en Europe, à la mi-1990. Les trois ressorts de l'inflation demeurent tendus (n° 56). La conférence du GATT, dite *Uruguay Round* annonce une libération internationale des services bancaires, financiers, informatiques, de transport, de télécommunications et autres (n° 53).

Bref, la reprise d'après 1983 n'est qu'une inflexion conjoncturelle, intéressant plus le centre du système mondial que ses diverses périphéries (n° 68). La menace d'inflexions contraires, éventuellement plus profondes que celles d'après 1973, demeure plus grave que jamais.

Chapitre 12

Le monde débordant de nations

(De 1945-50 à 1990)

« Je trouve qu'il n'y a rien de barbare et de sauvage en cette nation, à ce qu'on m'en rapporte, sinon que chacun appelle barbarie ce qui n'est pas de son usage. »

MONTAIGNE

59 — Réseaux dédoublés et nations multiples ; *du Japon*

[Retour à la table des matières](#)

La riche OCDE compte désormais plus d'enseignants que de paysans. Les autres appareils idéologiques s'épanouissent de même, sauf les églises. L'édition adjoint à l'imprimé le son et l'image ; la recherche scientifique, la médecine et la publicité se déploient, les arts et loisirs multiplient leurs formes. Beaucoup de ces appareils sont des entreprises marchandes, voire des *multinationales*, car les produits culturels — c'est-à-dire l'idéologie mise en conserve, pour un usage répétitif — ont un marché des plus expansifs.

Ce foisonnement idéologique est porté par des vecteurs puissants. La télévision sort du laboratoire après 1950. Le transistor banalise la radio vers 1960 et lui ouvre les régions non électrifiées. À partir de 1972, les satellites géostationnaires démultiplient les liaisons téléphoniques et hertziennes. Les cassettes vidéo remplacent les tracts, dès la révolution iranienne de 1979. Le téléphone véhicule des données numérisées qui nourrissent les ordinateurs et se laissent décrypter en paroles, images ou textes. En 1990, huit pays de l'OCDE et l'URSS disposent des trois quarts des lignes téléphoniques en service dans le monde, mais le nombre de ces lignes qui, déjà, dépasse les 500 millions, croît si vite que la planète en sera couverte en peu de décennies.

Ainsi, les familles et les individus isolés vivant au centre du monde actuel, sont pris dans un treillis de télécommunication dont la radio, le téléphone et la télévision sont les canaux les plus usuels. Ce treillis surplombe les liens plus traditionnels du réseau primaire dont les mailles se resserrent, elles aussi, car le travail, l'habitat, la famille, les loisirs et les associations, les entrecroisent sur des distances que l'automobile et le téléphone, mais aussi le rail et l'avion, allongent en toutes directions. Ainsi, l'avion a transporté 1,2 milliards de passagers, en 1990, sur des distances toujours plus allongées, si bien que le réseau primaire déborde des frontières, pour une fraction croissante des populations de l'OCDE.

Ce double treillis de relations a deux significations bien distinctes. Dans les boucles enchevêtrées où les hommes vivent leur vie, le réseau primaire est la forme même de leur *convivance*, l'enveloppe de leur discours social commun, c'est-à-dire du langage, des usages, des pratiques de toute sorte qui spécifient les hommes d'un même peuple (n° 2). La *communication* véhiculée par les vecteurs modernes opère moins profondément. Elle renforce le travail des appareils idéologiques qui infléchissent le discours commun. Elle s'adresse à un vaste public mais en un brouhaha d'émetteurs concurrents, d'actualités périssables et de spectacles rarement neufs. Elle ne remplace ni la famille, ni l'école, ni aucun autre formateur d'habitus, même si elle les perturbe tous.

D'autant que la vie quotidienne ne cesse de se transformer, au centre du système mondial. La restauration collective, la conserve et la surgélation bousculent l'alimentation. L'habillement cumule la banalité unisexe et le luxe ostentatoire. La télévision fonctionne, en moyenne, pendant sept heures par jour — si du moins le niveau auquel les États-Unis plafonnent depuis le début des années 1980 devient la norme générale. L'hygiène, les soins du corps et la santé entrent dans la consommation courante. La domesticité est un luxe qui se raréfie, mais l'appareillage domestique envahit l'habitat. L'automobile procure une liberté d'allure, hors les embouteillages que sa diffusion multiplie. L'avion se banalise.

La scolarité des femmes rejoint celle des hommes, elle-même allongée. La liberté sexuelle et la cohabitation juvénile s'accompagnent d'une dépénalisation de l'avortement. Le mariage est retardé, le divorce plus usité. L'emploi devient presque aussi fréquent dans les deux sexes, la durée du travail s'allège peu à peu. Non sans retards ni blocages, les carrières féminines s'alignent sur celles des hommes.

La perte est ailleurs, au mouvoir des hôpitaux où la vie — allongée par des soins plus efficaces — s'achève presque clandestinement. Les sociétés centrales traitent la maladie comme un scandale et la mort comme une obscénité, mais elles s'accommodent du poids accru des générations âgées. Les écarts des opinions et des mœurs sont soulignés par la coexistence de quatre générations, porteuses de souvenirs et d'espoirs différents. Les nations et les classes où les peuples

identifient leurs collectivités et leurs stratifications perdent elles-mêmes de leur netteté.

Un peuple devient nation quand sa diversité ethnique ou provinciale se folklorise, au bénéfice d'une nouvelle identité commune que l'État promeut par l'action de tous ses appareils propres, sur le territoire qu'il contrôle (n° 34). Dès 1945, cette situation est de règle dans la plupart des pays de l'OCDE, c'est-à-dire au centre du système mondial. En Europe, l'État-nation est partout établi, sauf en Irlande où l'Ulster irrédentiste demeure bridé par l'Angleterre et en Allemagne où la dualité étatique est consolidée en 1949. Les tensions identitaires se cristallisent autour des immigrations de travailleurs et des minorités enkystées. Aux États-Unis, un État-nation plus ouvert à la diversité continue de s'enfler par aspiration d'éléments allogènes et commence à résorber son racisme anti-noir. Les anciens dominions du Canada, d'Australie et de Nouvelle-Zélande poursuivent de même leur maturation nationale, en s'inspirant plutôt du modèle américain, lequel se révèle infructueux en Union sud-africaine où le racisme anti-noir se crispe en *apartheid*. Enfin, le modèle japonais de l'État-nation se révèle résistant, sinon souple, et il inspire la maturation nationale de la Corée du sud et de Taiwan, nonobstant la fragmentation politique des peuples coréen et chinois.

Le Japon est une île, mais non une île peuplée d'individualistes à l'anglaise. Après deux siècles de clôture, il a prélevé en Europe de prudents échantillons de modernité, pour s'autotransformer. Fièremment, il demeure esclave de son homogénéité, faible importateur de main-d'œuvre et fermé aux réfugiés que l'Asie produit en abondance.

Dans ce pays où le sourire exprime aussi la douleur et la gêne, Confucius a été dégradé en prophète d'une obéissance dont la pyramide s'élève jusqu'au divin empereur. Pyramide où les noblesses terriennes et guerrières ont été remplacées, pendant le Meiji, par les non moins respectables élites de l'état-major, des affaires et du pouvoir.

Le Japon n'a parcouru que les premières étapes de la révolution démocratique-bourgeoise. Les réformes du Meiji ont valorisé l'industrie et le commerce. Les réformes américaines d'après 1945 ont libéré les paysans de la propriété latifondiaire, toléré le syndicalisme, dynamisé la presse et donné meilleure apparence au Parlement. Mais la guerre de Corée a permis, dès 1950, de brider les syndicats. L'essor économique a bientôt conforté la fédération d'intérêts qui dirige le gouvernement, à l'enseigne du parti libéral-démocrate. Plusieurs crises seront encore nécessaires pour initier le Japon au pluralisme politique, pour y établir l'égalité des hommes — fussent-ils Anui, Burakuren ou d'extraction coréenne — et pour émanciper les jeunes et, surtout, les femmes.

Malgré ses exploits économiques, le Japon garde un vif souvenir de sa pauvreté. Les horaires excessifs, les congés qu'il serait scandaleux de prendre en leur entier, les épargnes personnelles qui doivent abonder de maigres prestations sociales, y compris à l'heure de la retraite, la déférence et le paternalisme qui sont de mise dans les entreprises performantes où le contrat à vie est de règle, les notes de frais qui gonflent les rémunérations des bons cadres et de leurs dirigeants, hors la vue du fisc, de la famille et des collègues, et maints autres archaïsmes attestent que, sans bien s'en rendre compte, le Japon souffre d'arriération dans ses rapports de production.

Collectivement, il souffre aussi des monomanies successives de ses classes dirigeantes. L'Empire du Soleil levant s'est d'abord voulu empire, comme ses modèles européens. Cette lancée, consacrée par le coup de tonnerre de 1905 — la victoire sur l'empire russe — s'est prolongée par une sauvage conquête de la Chine et par les éclatantes victoires de 1941-42 sur les États-Unis, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la France et les autres détenteurs de bases et d'intérêts dans le Pacifique et l'Asie du sud-est. Puis ce fut Hiroshima...

Ayant relevé ses ruines, absorbé ses nationaux retour d'empire et freiné sa natalité, le Japon s'est lancé sur d'autres rails, avec la même efficacité inattentive aux limites et aux à-côtés d'une trajectoire obstinée. Mais un pays qui importe l'essentiel de l'énergie et des matériaux dont il nourrit son économie, qui répugne à l'investissement mal finalisé, fût-ce dans la recherche scientifique ou les arts et humanités, et qui tarde à adapter sa consommation privée, ses importations, ses contributions internationales et ses comportements financiers à ses capacités effectives, court vers des crises auxquelles rien ne l'a préparé dans sa longue histoire : celles qui proviennent du monde immense, divers et changeant qui s'active là-bas, au-delà des mers.

Le Japon a produit des variantes originales de la nation et du nationalisme, de l'impérialisme à l'ancienne (n° 8) et des multinationales. Il lui reste à donner sa propre réponse à cette question que son rôle de grande puissance l'oblige à résoudre : qu'est-ce que notre civilisation peut apporter au reste du monde, en plus des gadgets électroniques et des charters de touristes ?

Dans toutes les zones périphériques où les États nouveaux ou renaissants foisonnent à partir des années 1950 (n° 47), l'exaltation des nations est de rigueur. La réalité est cependant très diverse. Ces États héritent de populations souvent hétérogènes et leur travail nationalitaire est d'inégale qualité. Surtout, les réseaux primaires qui relient leurs peuples sont très inégalement développés. L'engrappement des pays qui stabilise les ethnies et le maillage de ces grappes provinciales dans un treillis serré qui sous-tend la conversion des ethnies et provinces en une nation, ne peuvent être opérés qu'au prix d'énormes investissements scolaires et urbains, industriels et ferroviaires (ou routiers), etc.

Sinon, la nation demeure un mot creux ou, au mieux, le souvenir d'épreuves partagées le temps d'une guerre dite de *libération nationale*.

Les transformations nationalitaires progressent néanmoins, comme l'atteste notamment la croissance fréquente et rapide de la scolarisation primaire et même secondaire. En revanche, on ne doit pas surestimer la portée des réseaux de communication que les émetteurs relayés par satellite et les récepteurs transistorisés permettent d'étendre sans trop de frais, car la *communication* ainsi établie, ne transforme l'identité des peuples que si elle est renforcée par une *convivance* effective : l'identité collective se vit collectivement.

Le travail nationalitaire des États périphériques n'imité pas souvent le modèle européen. En Amérique latine, les États riches de peuples indiens s'emploient à incorporer dans leurs nations, déjà anciennes mais élitistes, les masses métisses et les isolats indiens, suivant en cela l'exemple du Mexique, mais avec retard (Colombie, Pérou) ou en rechignant (Amérique centrale). Dans les pays où les autochtones sont rares et où l'immigration demeure assez forte (Brésil, Argentine), l'intégration s'inspire davantage du modèle nord-américain, même si les structures administratives sont moins accueillantes à la diversité que celles des États-Unis. Partout, les désenclaveurs d'isolats que sont le camion et l'autobus (11, 215) jouent un grand rôle, renforcé par l'avion et par l'hélicoptère, cher aux militaires. Mais les treillis demeurent lâches, hors les grandes villes et les rares régions industrielles.

Parmi les États indépendants, héritiers de l'empire ottoman les nations mûrissent lentement. En Turquie même, les peuples d'Anatolie se fondent mal, d'autant que la valse-hésitation entre une laïcité moderniste — 1924 pour les collèges et 1939 pour les campagnes — et le retour à l'islam (1982) a modifié le discours de l'État et de son école. La situation est plus nette, sinon plus mûre, du Maroc à l'Égypte, où les luttes décolonisatrices ont dynamisé plusieurs peuples, provincialisés de longue date. De l'Égypte à l'Iran, des États plus jeunes, découpés durant les années 1920 (Irak, Syrie) ou esquissés dans les années 1930 (Arabie saoudite) travaillent, de façon souvent violente à intégrer leurs peuples et à se surclasser l'un l'autre pour bâtir une immense nation arabe. Mais ni la *Ligue arabe* — créée en 1945 et qui assemble vingt-huit États — ni les organisations islamistes ne tracent le cadre de cette nation. La République Arabe Unie, chère à Nasser, n'a rassemblé la Syrie et l'Égypte que de 1958 à 1961 ; les stratégies rivales des partis Baas d'Irak et de Syrie, les foudres du Libyen Kadhafi ou le panislamisme révolutionnaire de l'Iran khomeyniste n'ont pas non plus contribué à l'unification effective des ethnies arabes ou mêlées aux Arabes. Des nations naissent au Proche et Moyen-Orient, mais, comme partout ailleurs, à l'échelle des États. L'État d'Israël, incrusté dans cette région, n'échappe pas au sort commun, car il lui faut amalgamer des éléments de la diaspora, différenciés par des siècles d'existence éparse, entre la Russie et le Maroc ou le Yémen (n° 60).

En Asie, le travail nationalitaire bénéficie parfois de conditions semblables à celles de l'Égypte ou, à tout le moins, du Maroc : des peuples provincialisés par des empires d'assez longue durée forment le noyau de la Thaïlande, du Cambodge, du Vietnam, de la Birmanie, de Java ou de divers États fédérés dans l'Inde (Pendjab, Gujerat, Bengale, etc.). Mais, partout, ces cœurs de nations virtuelles sont entourés ou entremêlés d'ethnies hétéroclites, si bien que les États, brefs comme le Cambodge ou immenses comme l'Inde, ont à forger une nation assimilatrice ou à édifier un système politique plurinational souple et stable. Du Pakistan aux Philippines — et à maintes îles des Océans Indien et Pacifique, alourdis de main-d'œuvre importée pour les plantations ou les mines (n° 32) — cette hétérogénéité est de règle. Elle atteint son maximum dans l'espèce d'immense Caucase asiatique — c'est-à-dire de conservatoire des peuples (n° 24) — qui occupe toutes les chaînes montagneuses, du Guangxi à la Malaisie et du Bhoutan au Vietnam. Là, le travail nationalitaire des États ne mord guère. Des ethnies continuent de se former et de se défaire, au gré des événements ; souvent même, la poussière des tribus résiste aux groupements ethniques un peu durables (n° 10).

La production mondiale de nations souffre d'autres retards du même genre — sinon du même style — dans les pays africains dont l'étatisation a été cassée par une colonisation tardive — principautés du Niger, Madagascar, etc. — ou remodelée par une colonisation plus soucieuse des ressources à capter que des peuples à administrer. D'où les fédérations artificielles — comme le Zaïre ou le Nigeria — et les micro-États découpeurs d'ethnies qui emplissent l'Afrique sud saharienne. Rares sont les Cameroun et autres Tanzanie, capables d'imposer à leur population entière l'impôt, le parti ou la vaccination, sans se heurter à l'opacité ou à la rébellion de maints districts (7,312). La détribalisation demeure un enjeu fréquent. La provincialisation d'ethnies stabilisées et sédentarisées est rendue délicate par la sururbanisation (n° 67). Quant à la maturation de nations, point ne faut l'attendre avant le siècle prochain, au plus tôt.

Hors l'Afrique, les États et micro-États flottant au-dessus de peuples hétérogènes, ne sont pas rares, mais l'insularité ou l'isolement protègent beaucoup d'entre eux, tandis que d'anciens tuteurs coloniaux continuent parfois d'imposer un minimum d'ordre public. Mais des tensions fermentent néanmoins, comme Ceylan, les Fidji, les Comores et bien d'autres pays en portent témoignage.

60. Les peuples pris dans la grille des États

[Retour à la table des matières](#)

L'État est omniprésent, mais non la nation. L'intégration nationale demeure inaboutie, pour la majorité de la population mondiale, à commencer par la Chine, l'Inde ou l'Indonésie. Les peuples qui s'identifient collectivement sous des formes tribales ou ethniques ne peuvent être aisément recensés, car leurs contours sont déformés par l'action des États. Néanmoins, il est clair que le monde actuel compte

encore des myriades de tribus et des milliers d'ethnies, alors que deux petites centaines d'États se proposent de les modeler en nations.

Depuis 1945, de grands évènements ont parfois scandé la maturation de quelques nations : révolutions démocratiques-bourgeoises ou étatiques-socialistes, triomphe de partis nationaux-populaires (27), guerres de décolonisation, etc. Mais de tels évènements ne sont ni des déclis indispensables, ni toujours des accélérateurs efficaces. Tout dépend de l'action qu'exerce ou non l'État, pour hâter et orienter les transformations du réseau primaire.

L'État découpe son (ou ses) peuple (s). À ses frontières, les monnaies et les usages du commerce changent, tout comme les uniformes, les signalisations urbaines et routières, les fêtes et les horaires, etc. L'État fournit des passeports et autres papiers et formulaires. Il spécifie les taxes et impôts, comme les façons policières. Ainsi, les frontières associent des usages particuliers à un espace géopolitique. Elles découpent les peuples dont l'État fait sa population.

L'État guide le façonnage des peuples ainsi découpés, vers une nationalité aussi uniforme que possible, ou vers une gamme de différences acceptées, auxquelles il adapte sa structure administrative. Ce façonnage fait usage de tous les appareils d'État. Il privilégie une langue administrative, fût-ce l'anglais qui, à Singapour ou même en Malaisie, aux Philippines et en Inde, permet d'obvier à la pluralité des langages et aux rivalités des peuples qui les pratiquent. La culture que diffusent l'école et les médias nourrit un imaginaire commun. Dans la durée, ce travail finit par fabriquer des *nationaux*, des hommes qui voient en l'État, non le cadre politique de leur vie publique, mais le foyer de leur communauté, le centre de leur patrie.

Dans les pays où l'État s'adapte à la diversité des peuples qu'il assemble, le travail nationalitaire est moins brutal qu'ailleurs. Le Danemark a su laisser au Groenland une autonomie de bonne qualité ; le Canada accepte la spécificité québécoise ; la Belgique tente de s'équilibrer par une tripartition administrative et culturelle qui fait de Bruxelles l'esquisse d'un éventuel *district fédéral* à l'échelle européenne.

Plus ancienne, l'intégration américaine commence enfin à s'appliquer aux Noirs, depuis les émeutes des années 1960. En 1940, les Noirs ne comptaient que 1 % des élus locaux et fédéraux ; en 1990, ils détiennent 9 % des postes électifs, alors qu'ils totalisent 13 % de la population. Leur sort demeure médiocre en matière d'écoles et de santé, de criminalité et de pauvreté. Mais leur discrimination s'atténue par saccades, tandis que d'autres grumeaux se forment dans la pâte américaine : les Portoricains de New York, les Cubains de Floride et les Mexicains du sud-ouest se heurtent à des obstacles que leur immigration, parfois clandestine, et leur forte identité propre viennent redoubler.

Aux confins des zones d'influence des grandes puissances, les tensions nationalistes prennent un tour violent par crises répétitives. Ainsi de Chypre où le *pacte national* de 1960 a tenu moins longtemps encore que le *pacte national* libanais de 1941 ; de l'Afghanistan, de la Malaisie, du Sri Lanka, de la Birmanie où la diversité ethnique devient parfois explosive ; du nord-ouest de l'Inde, du sud des Philippines et de plusieurs des provinces indonésiennes où les révoltes sont endémiques ; et des diverses régions d'Afrique, chapeautées par des États moins stables encore que ces fédérations asiatiques. À quoi s'ajoutent les tensions, longtemps voilées et souvent plus complexes, dont les sociétés étatiques-socialistes sont le siège depuis que leur crise est devenue patente (n° 51).

Le monde capitaliste d'après 1945 a hérité de deux Irlande, de deux Yémen, d'un Liban imaginativement unifié et de trois Kurdistan virtuels. Il a produit, sitôt après 1945, deux Corée et deux Allemagne (ainsi que deux Berlin), puis en 1974 deux Chypre, juste avant l'implosion du Liban et la soi-disant réunification des deux Vietnam, devenus indépendants en 1954. En 1974, également, deux Belfast ont été à demi disjointes, tandis que les deux Jérusalem découpées, en 1948, ont été sinon réunifiées du moins rassemblées sous la domination d'un seul État. Presque toutes ces brisures ont été surdéterminées par le grand clivage entre l'URSS et les États-Unis (n° 46), mais toutes se sont également nourries des tensions internes à des populations non ou peu homogènes. Ce sont les cicatrices les plus visibles que la grille des États impose aux peuples qu'ils contrôlent, mais non les seules.

Dans un monde plein d'États qui s'emploient à *nationaliser* les peuples qu'ils contrôlent, il existe des peuples ou des éclats de peuples qui échappent, volontairement ou non, à ce travail nationalitaire. Ce sont des réfugiés, chassés par les guerres ou les massacres et qui, temporairement agglutinés aux abords de leur pays d'origine, attendent de pouvoir y retourner (n° 66), à moins que la nécessité ou l'espoir les dispersent au loin. Ce sont aussi des immigrés, masses mobilisées par le marché du travail, où s'expérimentent tous les dégradés du séjour temporaire, de l'installation durable — dans un pays étranger plus ou moins accueillant, voire assimilateur — et du retour triomphant ou nostalgique au pays natal. Ce sont, enfin, des peuples en *diaspora* (n° 34), enrichis de contingents nouveaux par l'exode des Palestiniens, des Libanais, des Vietnamiens, des Cambodgiens, etc.

Massacrés par les Allemands de 1933 à 1945, pourchassés en divers autres pays d'Europe — dont la France — tenus en suspicion par divers États dont la Pologne et la Russie, exilés contraints ou volontaires des pays arabes — hormis le Maroc — les Juifs ont retenu l'attention plus que toute autre diaspora, par suite de l'hécatombe nazie, puis de la création de l'État d'Israël (n° 60). Désormais, ils vivent surtout aux États-Unis (36 %), en URSS (20 %) et en Israël (20 %). Le quart restant est installé pour moitié dans cinq pays — France, Angleterre, Hongrie, Argentine et Brésil — et pour l'autre moitié, dans une vingtaine d'autres États. L'émigration en provenance de l'URSS a été faible jusque vers 1970

(100 000 en tout), puis elle a connu maintes oscillations jusqu'en 1986 (de quelques centaines à 30 000 par an). Depuis lors, elle est pratiquement libre, mais Israël n'en reçoit qu'une fraction car l'attrait des États-Unis et de quelques autres pays concurrence le sien. L'évolution des rapports entre l'État d'Israël et la diaspora juive — américaine, notamment — montre qu'aucun État ne peut s'accoupler sans difficultés à un peuple : des conflits se dessinent quant aux critères de la judéité et quant aux stratégies d'Israël vis-à-vis des pays arabes et au soutien qu'elles méritent. Par contraste avec la minorité inscrite dans l'État-nation israélien, la diaspora juive retrouve sa problématique du 19^e siècle européen : celle d'un peuple organisant son internationalisme, c'est-à-dire son pluri-étatisme (n° 92).

61 — Transformations mondiales des classes sociales

[Retour à la table des matières](#)

La nation unifiée de style français ou japonais ; la nation ouverte à la diversité, avec ses variantes suisse, américaine et autres ; la nation prédominante, parmi d'autres nationalités reconnues comme telles, à la manière soviétique ; la nation assimilant peu à peu ses réserves indigènes, à l'instar du Mexique ; et tous les mixtes et composites de ces divers types nationaux ne constituent jamais des ensembles homogènes. À plus forte raison, les nombreux États d'Afrique, d'Asie et des îles où le travail nationalitaire est loin d'avoir produit ses fruits éventuels, sont lourds de diversités provinciales, de pluralités ethniques encore fluctuantes ou de compétitions tribales aux limites mouvantes, ce qui ne les dispense pas de compter également des migrants ou des réfugiés.

Il n'est donc pas surprenant qu'en tout pays, les identités différentielles où les inégalités sociales se réfractent, soient entremêlées, parfois indissolublement, aux identifications tribales, ethniques, provinciales ou nationales. Les entrelacs de castes et d'ethnies (n° 22), de classes et de nationalités (n° 35) et toutes les autres combinaisons, observées dans les précédents systèmes mondiaux, survivent dans les pays les moins affectés par les transformations dont le 20^e siècle est prodigue. L'examen de ces combinaisons est indispensable, pays par pays, mais il éclaire peu les novations dont le troisième monde capitaliste est le siège, dans sa globalité. Pour percevoir celles-ci, mieux vaut déplacer l'attention vers ce qui — parallèlement à la mondialisation du travail nationalitaire — tend à transformer mondialement les jeux d'identités différentielles les plus neufs, c'est-à-dire les systèmes nationaux de classes sociales (n° 43).

Ces identités différentielles, par lesquelles les hommes cohabitent sous un même État, reconnaissent leurs principales inégalités, sont entretenues par le discours social commun. Elles se modifient peu à peu, à mesure que les transformations majeures de la structure sociale sont perçues par l'opinion commune. Les appareils idéologiques qui s'emploient concurremment à infléchir cette opinion commune, donnent une représentation des transformations sociales

qui est *ou non* exacte et complète, en même temps qu'ils contribuent — systématiquement *ou non* — au travail nationalitaire polarisé par l'État (n° 60). Ainsi, les associations et partis les plus hostiles à l'État s'organisent néanmoins en jouant de ses lois et en maillant son territoire. L'État nationalitaire tire renfort de toutes les activités qui s'inscrivent sur le territoire qu'il contrôle.

Néanmoins, beaucoup d'appareils idéologiques — partis, syndicats, associations, etc. — s'intéressent plus aux effets de la propriété et de la production, de l'administration et de l'enseignement ou des médias, qu'aux démarches globales de l'État. Les représentations et les pratiques qu'ils inspirent dans leurs publics respectifs, contribuent à l'évolution de l'opinion commune. Les classes façonnées par l'infrastructure de l'économie et des appareils se trouvent plus ou moins explicitées par ces représentations et pratiques.

À cet égard, la principale novation d'après 1945 tient à l'ampleur et à la rapidité de transformations *mondiales* dont les effets sont très contrastés à l'échelle *nationale* qui est celle où les identités différentielles interagissent nécessairement. Ainsi, l'expansion extravertie des *multinationales* modifie la composition et l'équilibre des classes dominantes, État par État. Elle extrait des bourgeoisies nationales, les éléments les plus dynamiques dont les centres d'intérêt politiques se dispersent entre plusieurs États et organismes internationaux (GATT, CEE, OPEP, cartels, etc.). De ce fait, les dirigeants des entreprises publiques non ou peu extraverties et, surtout, les chefs d'entreprise moyennes et petites sont survalorisés à l'échelle nationale, notamment dans l'activité politique et dans les conflits du travail.

Les classes salariées se transforment plus encore. La nouvelle géographie industrielle que dessinent les stratégies des *multinationales* et la multiplication des pays où le mode de production capitaliste est désormais bien installé entraînent une forte réduction du poids relatif et absolu de la classe ouvrière en Europe occidentale et en Amérique du nord, sinon déjà au Japon. En outre, les contingents immigrés prennent de l'ampleur dans les industries de ces zones centrales — hormis le Japon. Enfin, plusieurs pays, tels les États-Unis et la Grande-Bretagne — mais non l'Allemagne — ont mis à profit la crise d'après 1974 pour provoquer une relative dévalorisation des salaires. Néanmoins, les classes salariées — c'est-à-dire les tenants des appareils d'État et l'ensemble des salariés du capital — continuent de croître globalement, par renforcement des cadres, ingénieurs et techniciens et, plus encore, par multiplication des employés du commerce, des services et des administrations publiques.

Ces mutations anémient les syndicats, sauf dans les pays où ils gèrent les caisses d'assurance-chômage (Belgique, Danemark, etc.) et dans ceux où leur influence sur l'emploi est bien organisée à l'échelle nationale (Scandinavie, Allemagne, etc.) ou dans certaines branches (États-Unis). Ailleurs, les performances rejoignent celles de la France où, en 1990, seulement 5 à 6 % des

salariés du secteur privé sont organisés en syndicats, d'ailleurs rivaux : ainsi du Japon où la syndicalisation est tombée, entre 1949 et 1989, de 55 % à 27 %. Presque en tous ces pays, les taux de syndicalisation sont substantiels dans les entreprises publiques et les administrations et faibles dans les entreprises privées. Souvent aussi, ils déclinent à mesure que l'on gravit l'échelle des qualifications. En France et en Italie, la crise des PC locaux, devenue patente dès les années 1970, a contribué à la désaffection syndicale. L'essentiel est cependant ailleurs : le syndicalisme est né sur la lancée de la révolution industrielle capitaliste (n° 27) et il n'a pas encore inventé ses formules ou ses relais, adaptés à l'âge de la révolution informatique (n° 52) et de l'extraversion multinationale.

Au centre du système mondial, l'essor du syndicalisme s'opère, paradoxalement, dans une classe paysanne souvent allégée de ses voisins traditionnels : la propriété foncière devient paysanne ou se dilue dans les patrimoines bourgeois et la classe salariée, jamais nombreuse, est relayée par un matériel agricole efficace. La classe paysanne ainsi simplifiée étend ses exploitations et réduit ses effectifs. Dans l'ensemble de l'OCDE, elle mobilisait encore 14 % de la population active en 1960, mais 7 % seulement en 1985 et sa contraction se poursuit. Partout le mouvement tend vers une limite que la Grande-Bretagne préfigure peut-être, avec ses 3 % d'actifs agricoles.

Le syndicalisme paysan est composite. Il mêle les coopératives d'achat (semences, engrais, etc.) et d'utilisation du matériel, aux coopératives de vente parfois maîtresses d'industries agro-alimentaires, aux associations revendicatives, aux caisses de crédit agricole et aux organismes d'assurance ou de mutualité, le tout à doses variables selon les pays. La situation effective des paysans n'est pas la même selon qu'ils contrôlent leurs syndicats et coopératives ou qu'ils en dépendent ; selon l'aptitude de ces organisations à maîtriser ou à remplacer les fournisseurs et les clients capitalistes de l'agriculture ; et, enfin, selon l'influence que ces organisations exercent auprès d'États qui, tous, protègent leurs paysans des fluctuations du marché, en minorant leurs coûts de production, en garantissant certains au moins de leurs prix de vente ou en abondant leurs revenus finals.

Les classes ancrées dans l'artisanat, le commerce de détail et certaines prestations de services, tentent parfois de suivre un chemin parallèle à celui de la paysannerie. Mais en aucun pays leur organisation ne devient massive et durable. Les allergies fiscales et les défenses corporatives ne sont pas des intérêts communs suffisamment stables. Néanmoins, ces classes fluctuantes sont très actives, par intermittence, dans les débats politiques.

Ainsi, la mondialisation de l'économie valorise, dans chacune des sociétés centrales, les classes ou fractions de classes dont l'horizon est le plus court : bourgeoisie nationale plus que *multinationale*, paysannerie et corporations professionnelles dont l'État régit l'activité. Dans ce contexte, les couches les mieux protégées des classes salariées — tenants à statut public, salariés des branches à

fortes conventions collectives — c'est-à-dire les éléments les plus attachés à des situations localement acquises ou à leur État protecteur, sont elles aussi survalorisées dans le jeu politique national (n° 62).

Loin du centre, les statuts et les identités des classes présentent une plus grande diversité, sauf dans les sociétés étatiques-socialistes (n° 49). L'essor mondial des bourgeoisies et des classes salariées à dominante ouvrière est évidemment soutenu par la diffusion du mode de production capitaliste. Là où le capital industriel ne pénètre guère encore, la multiplication des États favorise les classes possédantes et dominantes ancrées sur des terroirs exigus, dans des sociétés irriguées surtout par le capital marchand (7). L'installation de firmes relevant de *multinationales*, introduit dans ce dispositif des éléments hétérogènes — dirigeants, techniciens, commerciaux, etc. — qui sont puissants et dont les articulations locales ne se réduisent plus aux seuls liens d'échanges avec les *compradores* de l'ancien monde colonial et marchand (n° 18). État par État, les configurations sont d'autant plus variées que de nouvelles filières de promotion sociale concurrencent les prestiges traditionnels : les études techniques ou secondaires, les carrières militaires, les fonctions politiques l'emportent sur les recrutements administratifs ou sur les formations religieuses, si prisées dans les précédents systèmes mondiaux. L'armée est souvent le principal des circuits qui conduisent au pouvoir et à la propriété — Égypte, Thaïlande, Indonésie, divers pays d'Afrique et d'Amérique latine — hors les voies classiques du commerce et de la propriété latifondiaire.

L'essor des classes salariées n'est pas moindre, dans les pays où l'industrie rejoint ou dépasse les niveaux d'emploi observés en Europe, au début du 20^e siècle (n° 30) : ainsi du Brésil et du Mexique où, de 1965 à 1990, l'industrie s'est hissée, en pourcentage de la population active totale, de 20 % environ à plus de 30 %. De la Corée à l'Asie du sud-est, ces performances sont rapidement rejointes, tandis qu'à des niveaux plus modestes, l'industrie est désormais présente dans plusieurs dizaines d'autres pays.

Beaucoup d'entre eux revivent l'histoire que connut l'Europe au 19^e siècle, quand les lois limitant le travail des femmes et des enfants étaient absentes ou ignorées par le patronat, faute de syndicats aptes à en imposer le respect. Ainsi, le BIT et diverses organisations humanitaires dénoncent périodiquement l'Inde, le Brésil, le Pakistan, la Turquie, les Philippines et la Thaïlande où 4 à 8 % des enfants de moins de quinze ans sont employés par diverses industries.

Les firmes dispersées par les *multinationales* ne se veulent certes pas exportatrices du syndicalisme. Les usines qui naissent d'initiatives plus locales grandissent, elles aussi, dans des États où les droits de grève et d'association sont à conquérir. Néanmoins, les syndicats se développent un peu partout, par des luttes aussi dures que celles du 19^e siècle européen, mais d'effet plus rapide. Les mines, la métallurgie et les industries lourdes sont leur terreau le plus fertile, mais les syndicats en débordent, généralement par crises saccadées. Ainsi de la Corée où le

syndicalisme est désormais plus vivant qu'au Japon. Néanmoins, en 1990, les trois quarts au moins des travailleurs salariés des diverses périphéries échappent encore à la protection des syndicats et donc de la loi.

Le reflux des paysanneries s'observe également loin du centre. Dans les zones périphériques, il se manifeste avec une force qui décroît à mesure que l'on descend l'échelle des revenus nationaux. Ainsi, les pays que l'ONU range parmi les moins avancés (n° 65) employaient 76 % de leur force de travail dans l'agriculture et l'élevage, en 1965 encore, mais ce taux est tombé à 71 % en 1980, et son déclin se poursuit. Néanmoins, les classes rurales perdent de leur poids sans bien s'en rendre compte. Leurs dialectes et leurs usages sont le conservatoire des ethnies dont la pérennité devient précaire (n° 60). Leurs mœurs coutumières retardent les baisses de natalité (n° 66), mais leur croît démographique est tel que les anciennes solidarités villageoises ne peuvent y tenir. Il faut toute la rigueur du régime centraliste chinois pour freiner, pendant deux décennies, un exode rural qui s'enfle partout ailleurs (n° 66).

Cet exode submerge les classes urbaines sous des éléments nouveaux, trop vite dits *informels*. Dans le premier monde capitaliste, le transit des campagnes vers le salariat industriel déposait déjà un sédiment excédentaire, un *Lumpenproletariat* de travailleurs potentiels. Cette tendance est renforcée, dans les pays en forte expansion démographique où les effectifs évincés des campagnes s'accroissent nettement plus vite que les créations d'emplois urbains. Les nouveaux venus peuplent les bidonvilles, les banlieues ou les taudis des centres urbains dégradés, quand ils ne débordent pas jusque sur les trottoirs de Calcutta ou de Lima. Leurs masses, parfois énormes et souvent croissantes, vivent de travaux de hasard, de récupérations, de charités et de rapines.

Elles se répartissent en groupes *nullement informels* où les liens traditionnels — famille, provenance, etc. — le disputent à des formes adaptatives : bandes juvéniles, communautés caritatives, cours des miracles et même filières marchandes. En effet, aucune frontière ne sépare les travaux de la rue et du bidonville, de la cascade des sous-traitants de l'industrie et du commerce.

Les masses ainsi classées dans les marges misérables des sociétés périphériques perturbent le fonctionnement de celles-ci. Elles maintiennent quasiment hors marché un vaste contingent de consommateurs et de producteurs potentiels. Elles incitent à subventionner prudemment les aliments de base et certains services publics — eau, électricité, transports, etc. — fût-ce en désorganisant la structure des prix, au détriment des productions vivrières (n° 66). Elles forment néanmoins un volant de classes dangereuses — comme disaient déjà les bourgeoisies européennes du 19^e siècle — qui pèse sur l'ordre public des capitales, des ports et d'autres grandes villes. Bref, elles compliquent la structure des classes, déjà si complexe, des formations domaniales-étatiques capitalistes d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique. Souvent, par exemple, les emplois salariés

à temps plein y deviennent une sorte de privilège (27, 66) dont l'accès est contrôlé au bénéfice de clientèles politiques, de syndicats musclés ou d'autres filières tout aussi sélectives.

Dans ces mêmes pays, le poids croissant des jeunes générations (n° 66) fait sentir ses effets bien au-delà des zones touchées par la sururbanisation. La scolarisation souvent incomplète, le déficit des offres d'emplois, la constitution de bandes juvéniles et la vacuité du temps disponible se conjuguent pour donner à ces masses juvéniles une influence très grande — et parfois très brutale — dans la vie sociale. Toutes les crises politiques font jouer ce ressort, toutes les émeutes contre les hausses de prix ou le défaut de ravitaillement en montrent la force.

Les bouleversements que le capitalisme a opérés jadis en Angleterre, puis en Europe, travaillent désormais le monde entier, y compris la zone naguère étatique-socialiste (n° 51). Ces mouvements affectent des populations plus nombreuses que par le passé et en expansion rapide, mais leurs effets sont surtout qualitatifs, car ils interviennent dans un monde où il ne reste plus d'Amériques à conquérir, ni de zones d'ombre abritées des médias ; dans un monde qui ne cesse de se transformer, au grand dam des appareils partisans, savants et religieux dont les dires se périment de plus en plus vite, si bien que certains de ces appareils en viennent à proclamer la disparition des classes sociales, plutôt que d'avouer leur incapacité à en discerner les mutations incessantes.

62 — Régimes politiques et hégémonies : le *welfare*

[Retour à la table des matières](#)

Tandis que tourbillonnent les identités des classes et des peuples, les États les plus riches se parent de représentations simples : ils seraient démocratiques, par opposition aux dictatures ou aux totalitarismes qui se partageraient le reste du monde, n'était leur exemple. De fait, il existe assurément des régimes plus ou moins démocratiques, mais il importe de les étalonner, avant de juger des autres régimes établis de par le monde.

Les régimes démocratiques ne sont pas fondés sur les valeurs qu'ils font fleurir. Ils se déploient plus ou moins, selon les agencements de l'État et de la société civile et selon les rapports établis entre l'une et l'autre. Du côté de l'État, l'extraction des régnants est certes décisive, mais l'organisation des tenants ne l'est pas moins. Du côté de la société civile, l'essentiel se joue par son foisonnement et par la qualité de l'institution parlementaire comme interface principal entre elle et l'État.

Les régnants sont les gouvernants, y compris les hauts fonctionnaires administratifs, militaires, judiciaires, financiers et autres : tout exercent le pouvoir

d'État. La démocratie est d'autant mieux assise que leur choix ne dépend pas du nom, du rang ou même du diplôme ; que l'électorat et l'éligibilité s'ouvrent aux deux sexes ; que le cumul et la répétition des mandats sont réglés de façon à multiplier les élus ; que les régnants sont tous élus ou, à tout le moins, validés par une assemblée élue ; que la périodicité des élections assure l'efficacité exécutive du pouvoir d'État ; et surtout que le contrôle parlementaire et juridictionnel de toutes les décisions de ce pouvoir est détaillé et public.

Les procédures électives ne peuvent jouer qu'un rôle mineur pour le recrutement des tenants — c'est-à-dire des fonctionnaires, magistrats, policiers, etc. — mais les concours spécialisés, peuvent les remplacer si, du moins, leur préparation échappe à la tutelle des écoles et des corporations, comme des partis et des syndicats. En effet, les tenants mobilisent jusqu'à 15 et même 20 % de la population active dans les sociétés du centre, y compris aux États-Unis où la fonction publique fédérale et locale a longtemps été moins garnie qu'en Europe.

Le retard américain s'est réduit en trois bonds ; après 1933, par multiplication des agences, indépendantes des neuf secrétaires d'État de l'époque ; puis au cours des années de guerre, par adaptation du dispositif militaire et administratif au nouveau rôle mondial des États-Unis ; enfin, à partir de 1965, sous la présidence de Johnson, quand le retard américain en matière de *welfare* a commencé d'être résorbé. En tous pays capitalistes, l'effectif croissant des tenants a les mêmes causes, mais à doses variées : armées sur pied de guerre froide, extension des enseignements de tous niveaux, développement du *welfare* et croissance des services publics répondant aux besoins collectifs (transports, communications, aménagement, environnement, etc.).

Un régime est d'autant plus démocratique qu'après avoir objectivé le recrutement des tenants de toute sorte, il soumet leurs carrières, leurs décisions et leurs dossiers à publicité, sans dispenser des contrôles adéquats, ni l'exercice militaire et policier de la *violence légitime*, ni les services secrets, ni les transactions fiscales, les marchés publics, les décisions financières, etc. La multiplication de tels contrôles peut nuire à l'efficacité des appareils d'État, si bien qu'un équilibre est à trouver entre l'action et sa vérification. Mais la démocratie gagne à ce que cet équilibre soit défini par le seul Parlement et soit périodiquement révisé.

La démocratie n'est possible que si la société civile peut s'étoffer librement d'entreprises et d'appareils non ou peu dépendants de l'État ; et si la liberté d'entreprise et la liberté d'association peuvent s'exercer sans s'annuler réciproquement, à charge pour le Parlement d'établir les normes requises à cette fin. Les associations librement établies ont à remplir les fonctions les plus diverses : syndicats, partis, églises et représentation de tous autres intérêts, y compris ceux des étrangers vivant dans la société considérée. La libre circulation des idées et des œuvres garantit la qualité démocratique du régime, si elle échappe

aux injonctions de l'État, mais non à ses aides financières ; si les lois qui la concernent sont adaptées à l'évolution des techniques de communication ; et si l'emprise du capitalisme est plus que contrebalancée par des compensations bien mesurées.

À la jointure d'États lourdement appareillés et de sociétés civiles foisonnantes, les régimes démocratiques sont régulés par un Parlement dont les lois régissent les activités des appareils d'État et protègent les activités inscrites dans la société civile. L'institution parlementaire est d'autant plus démocratique qu'elle émane d'élections préparées par de multiples partis ; qu'elle se détaille en assemblées spécialisées à tous les niveaux plus fonctionnels ; qu'elle est irriguée de demandes explicitées par des associations et *lobbies*, eux-mêmes soumis à publicité ; qu'elle s'adapte, enfin, à l'évolution des fonctions de l'État et des activités dans la société civile, en mobilisant les ressources d'expertise propres à éclairer les délibérations parlementaires et les moyens de communication nécessaires à leur publicité.

Chacune des conditions qui viennent d'être recensées exprime des pratiques observables dans certains régimes démocratiques, mais aucun pays n'affiche leur catalogue entier. En effet, la démocratie ne désigne pas un état de l'organisation politique, mais un processus dont les avancées et les reculs se traduisent par des régimes inégalement démocratiques. Dans cette perspective, les transformations intervenues, depuis 1945, manifestent un progrès des régimes démocratiques, mais en extension plus qu'en qualité. L'Europe occidentale est redevenue tout entière démocratique. Sa lisière méditerranéenne l'a rejointe à partir de 1974 (Grèce, Espagne, Portugal). Simultanément, le Japon a commencé d'assimiler les leçons prodiguées par l'occupant américain, mais tempérées par la guerre de Corée (n° 59).

Néanmoins, la qualité inégale des démocraties de l'OCDE se mesure au retard croissant de l'institution parlementaire. L'Europe, importatrice de travailleurs, ne leur a concédé un droit de vote purement local, qu'à partir des années 1980 et en quelques pays seulement. Elle a laissé se réduire le pouvoir de presque tous ses Parlements, tandis que leur pertinence s'est affaiblie, faute de mobiliser des renforts d'expertise. Cette anémie a souvent été accompagnée d'une réorganisation du pouvoir d'État renforçant et personnalisant son exécutif. Ainsi ont fleuri les régimes plus présidentielistes que parlementaires de France, de Grande-Bretagne, du Japon et de maints autres pays. Mais non des États-Unis, car la division du travail y est demeurée inchangée, au sein du pouvoir d'État, tandis que les capacités du Parlement étaient sensiblement accrues : l'effectif des collaborateurs de la Maison Blanche, celui des assistants parlementaires et celui des comités spécialisés du Congrès ont, les uns comme les autres, pratiquement triplé depuis 1947.

Le fonctionnement des régimes démocratiques suscite souvent un large consentement qui permet d'alléger la contrainte exercée par l'État pour maintenir

l'ordre établi. Autrement dit, la société marche à l'hégémonie plus qu'à la domination. Pour concrétiser cette hégémonie, le monde capitaliste d'après 1945 a donné belle ampleur à des interventions — esquissées notamment sous Bismarck (n° 36) — et que l'on peut appeler *welfare* en s'inspirant du plan établi, en 1944, par l'Anglais Beveridge. L'ensemble des transferts de revenus qui donne au lien social une charge fort substantielle, mérite en effet d'être baptisé *welfare* — ou bien-être — si l'on veut réserver le terme social pour désigner ce qui relève de la société dans la plénitude de ses déterminations économiques, politiques et idéologiques.

Le *welfare* s'est ramifié en institutions et en circuits variables d'un pays à l'autre. Ses assurances sociales, prestations familiales, dépenses sanitaires et autres pensions de retraite peuvent être complétées par des déductions fiscales ou par des dépenses publiques d'habitat, de santé, etc. ; voire par des crédits bancaires à taux bonifiés. On peut néanmoins juger de son ampleur globale en se référant au taux global des prélèvements obligatoires — impôts, taxes, cotisations sociales, etc. — même si ces prélèvements financent, en plus du *welfare*, les dépenses d'équipement et de fonctionnement des administrations et des armées. En effet, les dépenses *hors welfare* ne sont pas d'un poids très différent, d'un pays à l'autre, alors que les écarts en matière de *welfare* peuvent être considérables.

À la fin des années 1980, le record est battu par la Suède où 59 % du PIB est prélevé, puis redistribué. Les autres pays scandinaves, ainsi que la Belgique et les Pays-Bas dépassent le taux de 45 % que la France rejoint. À l'opposé, l'Espagne pratique prélèvement minimum (33 %), mais elle se rapproche rapidement de la moyenne européenne. Le retard est plus net aux États-Unis et au Japon où des prélèvements proches de 30 % attestent du sous-développement du *welfare*, en ces deux pays plus riches que généreux. Leur retard donne du crédit à l'idée que le *welfare* européen est une prime d'assurance contre la contagion du communisme soviétique.

Fondamentalement, les régimes démocratiques ont remplacé l'ancienne hégémonie religieuse par une hégémonie juridique (n° 37), c'est-à-dire par un fonctionnement social agencé en vue de la coexistence et de la compétition pacifiques des conceptions du monde les plus diverses, au bénéfice d'un ordre social, attentif à canaliser les luttes de classes en conflits négociables et à corriger les risques — de chômage, d'accident, de maladie, etc. — qui pourraient envenimer ces luttes.

Loin du centre, de nombreux pays ne peuvent encore établir un régime démocratique, parce que les structures sociales requises à cette fin y sont par trop embryonnaires. Quand le capital marchand (n° 13) n'est guère renforcé par l'industrie, hors les enclaves exploitées par des *multinationales*, la ressource dont l'État peut disposer ne lui permet pas d'entretenir un appareil bureaucratique maillant son territoire ; à plus forte raison, quand les régnants et les tenants

conçoivent leurs fonctions comme une source d'enrichissement personnel ou familial (7). Quand les réseaux primaires de convivance demeurent fragmentés en pays mal engrappés et vaguement interconnectés par un peu d'échanges, les tribus ou les ethnies que l'État assemble — et qui, souvent, en débordent — sont loin encore de l'intégration nationale partout associée aux régimes démocratiques. Dans ces pays à État diaphane, où la société civile est presque vide d'associations explicitant des intérêts communs, l'inaptitude à la démocratie est patente.

Ainsi, dans la plupart des États au sud du Sahara et dans beaucoup d'îles du Pacifique, voire des Caraïbes, les régions ou pays hétéroclites, diversement reliés sous la houlette d'un même État, demeurent soumis à une mosaïque d'hégémonies religieuses, souvent fissurées par les rivalités entre églises et sectes. Seules les rares élites du réseau secondaire et de quelques appareils idéologiques peuvent entrevoir une société plus moderne.

Néanmoins, il existe aussi, loin du centre, des États où les agencements sociaux qui servent de substrat aux régimes démocratiques finissent de s'établir — ou commencent seulement à se dégrader. Tel est notamment le cas de plusieurs États latino-américains. L'Uruguay de 1944 à 1972, l'Argentine, moins nettement, le Chili jusqu'en 1974 étaient les héritiers de démocraties parlementaires assez anciennes (n° 36), mais rendues élitiques par la prééminence de la propriété latifondiaire, puis perturbées par la crise des années 1930. Les secousses de la croissance économique (n° 57), les tentatives révolutionnaires des années 1970 et les répressions soutenues par les États-Unis ont eu raison de ces régimes, jusqu'à ce que, dix ou quinze ans plus tard, l'échec des dictatures militaires ait imposé un regain démocratique que la crise de la dette (n° 56) rend précaire.

La situation est tout autre au Brésil ou au Mexique, tous deux engagés dans une politique d'expansion économique et d'intégration nationale, que la crise de la dette a seulement ralentie. L'un et l'autre pays tardent à déployer un régime démocratique solide, tant l'assainissement des appareils d'État et la libre prolifération des partis et des médias y dérangeraient les intérêts bien assis de la propriété foncière et du capitalisme, mais aussi des églises traditionalistes, de l'état-major brésilien, de l'appareil du parti longtemps unique qui est né de la révolution mexicaine et de divers autres remparts du conservatisme. Néanmoins, en ces deux pays, la société civile s'étoffe, les syndicats se renforcent, les libertés d'association et de presse gagnent du terrain, des partis s'affirment, les résultats des élections commencent à dépendre des électeurs, les Parlements ne sont plus de simples chambres d'enregistrement. Mais la démocratie y est encore loin de sa maturité.

Dans le reste de l'Amérique latine où les percées démocratiques sont plus faibles encore, deux autres régimes politiques s'installent fréquemment. L'un est la dictature militaire éventuellement ornée de civils : ce régime confie à l'état-major ou à une junte, la sélection des régnants, avec ou sans apostille parlementaire ; il se

reconnaît surtout à la contrainte qu'il fait peser sur la société civile, pour bannir ou domestiquer les syndicats et les partis, guider les médias et soumettre les églises et les associations à une surveillance policière.

L'autre régime est populiste — ou national-populaire (27,166). Sans répugner aux contraintes et sans faire grand cas du Parlement, le populisme s'adosse néanmoins à une force massive qu'il agrège en un parti, appuyé de syndicats. Le soutien de cette force est acquis par un dosage variable de *welfare* — dans les quelques pays où les rentes captées par l'État sont substantielles — de développement économique, de soutien des prix agricoles, d'établissement d'un minimum de droit, du travail, etc., le tout brochant sur une exaltation des vertus nationales parfois accompagnée d'un effort de scolarisation, d'hygiène et d'équipement public, bref d'intégration nationale (n° 60).

Ni le populisme, ni la dictature militaire ne s'accompagnent d'une hégémonie juridique. La dictature se passe du consentement général, sauf à exalter les vertus de la patrie. Au contraire, le populisme tente toujours d'élaborer un syncrétisme idéologique où les vertus du peuple sont proclamées, mais où celles du droit et des élections pluralistes n'ont qu'une place mineure. Si bien qu'en fait, les sociétés soumises à ces deux régimes demeurent sous l'emprise d'une hégémonie religieuse, souvent composite, qu'entretiennent les églises et les sectes enracinées localement.

Plus rares sont les tentatives d'établir une hégémonie proprement fasciste, c'est-à-dire d'ancrer dans les profondeurs du discours social commun, la haine *d'ennemis intérieurs* et le respect d'un *principe d'ordre*, plus concret que les dieux des églises. Au reste, l'hégémonie fasciste ne réussit à prendre que sous deux conditions : que le régime politique dure assez longtemps pour afficher des résultats tangibles et qu'il ait prise sur une société assez riche pour que le menu peuple en tire quelques gratifications. Sinon, les tentatives fascisantes s'affadissent, faute de temps et de résultats, comme dans l'Argentine des généraux (1976-83).

En demeurant attentif aux transitions qui s'établissent parfois entre les démocraties parlementaires, les dictatures militaires et les régimes populistes ainsi qu'aux hégémonies — juridiques parfois, religieuses souvent et plus rarement fascistes — qui baignent ces régimes, on peut reconnaître, dans toute l'Asie, comme au Proche et Moyen-Orient et sur le pourtour sud de la Méditerranée, de tels régimes en formes pures ou mixtes et de telles hégémonies, actives ou latentes.

Ainsi de l'Inde qui n'est pas la plus *grande démocratie du monde*, mais simplement un régime démocratique dont la construction n'est pas plus avancée que la transformation capitaliste de l'économie ou que la modernisation de la culture, tant ses composantes élitistes et populistes freinent ces immenses novations. Un régime, donc, où les sédiments millénaires de l'hégémonie religieuse se craquellent à peine et sont loin de laisser place nette pour une hégémonie juridique.

À plus forte raison ne peut-on imaginer que la Corée du sud, les Philippines ou le Pakistan pourraient devenir de nouvelles démocraties, par le miracle de sourires féminins et d'élections moins trafiquées qu'à l'accoutumée ! En ces trois pays, des dictatures militaires, d'inégale vigueur, ont été ébranlées, en 1987 et 1988, mais le poids de la propriété latifondiaire (sauf en Corée), l'affairisme des régnants, la fidélité aux intérêts stratégiques des États-Unis et la lourde main des armées et polices locales demeurent inchangés. Au mieux, une transition s'est ouverte de la dictature militaire vers une éventuelle démocratie.

Les pièges sémantiques ne sont pas moindres en matière d'hégémonie. L'Iran est soumis à une hégémonie religieuse, ragaillardie par le triomphe de Khomeiny en 1979. Mais son régime dictatorial, assis sur le triple réseau des mosquées, des prisons et des milices populaires, a donné à cette hégémonie traditionnelle des connotations populistes et fascistes : populistes, par canalisation de diverses tendances révolutionnaires et par l'effet de charités destinées aux miséreux des villes ; fascistes, par la montée d'une intransigeance belliqueuse dont les oppositions intérieures ont fait les frais autant que l'Irak (n° 47), malgré la survie d'un Parlement non démuné de diversité, ni de pouvoir.

La situation n'est pas moins complexe dans les pays comme l'Irak et la Syrie où un régime de dictature militaire, adossé à un État héritier de la tradition laïque d'Atatürk et de Nasser, s'emploie à moderniser l'économie et à nationaliser la population (n° 60), mais se heurte aux particularismes locaux et à la religion coutumière. D'où un mélange de violences extrêmes — comme le massacre de milliers de *Frères musulmans* à Hama, en Syrie (1982) — et de munificences pour les éléments religieux assagis.

Ainsi, la gamme des hégémonies et des régimes expérimentés en Europe entre les deux guerres mondiales (n°43) s'est exportée dans les dizaines d'États nés de la décolonisation, où elle commence seulement à s'enrichir de variantes.

63 — Les civilisations occidentalisées

[Retour à la table des matières](#)

Parmi les appareils à vocation internationale, les églises perdent de leur influence. Certaines, comme le bouddhisme en Asie du sud-est, sont ravivées pour un temps par le renfort qu'elles fournissent aux luttes anticoloniales ; d'autres, comme l'islam, se mêlent aux élans nationalitaires, ou bénéficient de rentes pétrolières, comme le wahhabisme saoudien et se fragmentent en variantes locales très contrastées. La crise la plus profonde est celle des églises chrétiennes, trahies par un monde dont leur Europe native n'est plus maîtresse. L'église catholique est particulièrement atteinte, parce que son refus du monde industriel (n° 37) et ses

indulgences pour les dictatures vaincues en 1945 (n° 43) la vulnérabilisent. En 1962-65, le concile Vatican II tente de la réconcilier avec son temps, mais, une Église des pauvres, quasiment révolutionnaire, s'esquisse contre l'épiscopat traditionaliste d'Amérique latine, en maints pays. Rome tente un compromis, par l'encyclique *Populorum progresso* de 1967, mais sans grand succès. L'élection, en 1978, d'un nouveau pape d'origine polonaise, met fin à ces tentatives, au nom d'un catholicisme rigoureux. Les agitations exotiques et l'évolution des mœurs sont condamnées avec une vigueur accrue, mais vaine, car l'Italie, l'Espagne et l'Argentine rejoignent la longue liste des pays où le catholicisme perd de son poids. Rome s'enferme dans un nouveau refus du monde moderne, comme au temps du *Syllabus* (n° 37), sans que la modernisation du monde en soit affectée.

Plus récentes, les associations internationales de travailleurs sont plus fragiles que les églises. La Fédération Syndicale Mondiale, constituée en 1946, est déchirée dès 1949 par la guerre froide (n° 47). Ensuite, les crises du communisme, les hésitations du syndicalisme américain et les difficultés des pays de la périphérie anémient les confédérations mondiales. Tandis que les *multinationales* se déploient (n° 53) les syndicats internationaux tardent à les affronter à bonne échelle.

Les *Internationales* politiques ont plus de vigueur. La III^e qui est soumise au contrôle de Moscou depuis la fin des années 1920 (n° 43) survit à sa dissolution officielle de 1943 et déborde du *Kominform* établi en 1947 (n° 49). Elle travaille au développement d'organisations communistes dans les États issus de la décolonisation, non sans maintes déconvenues : prolifération de tendances rivales, comme en Égypte ; compétitions maoïstes durant les années 1960 ; déviations castristes des années 1960 et 1970 ; poussées autonomistes des années 1970. D'une décennie à l'autre, la III^e internationale perd son rayonnement. Elle rejoint au rang des projets pratiquement défunts l'Internationale maoïste, esquissée au cours des années 1960 et l'Internationale trotskiste qui vivote depuis la fin des années 1930. Seule reste en scène la II^e Internationale où les partis socialistes d'Europe sont rejoints par divers partis de la périphérie américaine et asiatique. Mais cette association, rendue américanophile par la crainte du communisme, n'est qu'un club de partis nationaux, non un mouvement international.

Parmi les associations internationales nées depuis 1945, certaines ont acquis une notoriété souvent méritée : ce sont les *Organisations Non Gouvernementales* (ONG) reconnues par l'ONU. Caritatives ou humanitaires, écologistes ou médicales, ces ONG exercent parfois une influence politique — comme *Amnesty International* ou *Greenpeace*. Elles donnent voix à des intérêts communs qui débordent des frontières et qui échappent aux prudences des États. D'autres associations, discrètes comme des maçonneries, sont parfois mises en relief par l'actualité : ainsi du *Club de Rome* et de la *Trilatérale* où de bons esprits patronaux, politiques, intellectuels et même syndicalistes se penchent sur l'avenir du monde.

Il est aussi des entreprises qui exercent, en tant que telles, une influence idéologique internationale, voire mondiale. Les plus anciennes sont les agences de presse, les plus importantes sont les *multinationales multimédias* qui n'ont cessé de grossir et de s'étendre, depuis le début des années 1980, par fusions et rachats, à partir de groupes de presse (Murdoch, Maxwell, etc.) ou d'édition (Bertelsmann, Hachette, etc.) comme à partir de studios de cinéma et de radio. Leurs différences originelles s'effacent dans des ensembles où l'imprimé, l'image et le son se mêlent en produits qui cheminent par tous les canaux disponibles. La presse quotidienne, l'information télévisée ou les vidéocassettes deviennent ainsi les produits d'industries pour lesquelles l'information politique est un segment de marché parmi bien d'autres.

Les États perdent plus ou moins le pouvoir d'enseigner, de distraire et d'éduquer les populations qu'ils contrôlent. Ils s'en inquiètent, mais tardent à trouver la parade. Les censures et les brouillages hertziens deviennent obsolètes. Les licences d'émission se démodent à l'époque des satellites, encore que le contrôle territorial des réseaux hertziens et câblés soit d'une efficacité extensible par coopération interétatique. Quant à soumettre les *multinationales* à une législation internationale ou à les concurrencer dans leurs domaines d'action, par des entreprises publiques ou subventionnées, d'échelle nationale ou internationale, il en est encore peu d'exemples, hors les sociétés étatiques-socialistes.

Parmi les appareils idéologiques à vocation internationale, l'agence spécialisée des Nations Unies en matière d'éducation, de science et de culture occupe une position fluctuante. En 1970, cet UNESCO souhaite qu'un nouvel ordre mondial de l'information soit établi pour contrebalancer l'influence excessive des médias occidentaux. En 1983, elle aide l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à lancer une agence de presse, laquelle périclité rapidement, faute de jouir d'une distance critique vis-à-vis des États africains. En 1984, les États-Unis et la Grande-Bretagne quittent l'UNESCO : les *multinationales multimédias* n'ont pas à craindre le contrôle ou la concurrence de cette institution internationale.

L'activité des appareils idéologiques est favorisée par la réduction du nombre des langues usuelles et par la connaissance mieux répandue des langues étrangères. Tandis que des dizaines d'États nationalisent leurs peuples (n° 60), les langues promues par les écoles et par les médias forment un échantillon privilégié, parmi les milliers de langues parlées et les centaines de langages dotés d'une écriture. À la fin des années 1980, seules vingt-trois langues sont pratiquées par 1 % au moins de la population mondiale, mais leurs locuteurs (naturels ou bilingues) forment, ensemble, plus des deux tiers de cette population. Tel est le cas des principales langues d'Asie : celles de la Chine et de ses voisins coréen, japonais et vietnamien, celles des Indes, ainsi que le javanais et le turc. L'Europe contribue à ce palmarès par ses anciennes langues impériales — hormis le hollandais — à quoi s'ajoutent l'allemand, répandu en Europe centrale, et l'italien, porté par un peuple longtemps

voué à l'émigration. L'Afrique serait absente de ce palmarès, n'était l'arabe qu'elle partage avec le Proche et Moyen Orient et les quelques langues comme le swahili ou le haoussa qui gagnent du terrain. À l'échelle planétaire, la débabelisation est bien entamée.

L'apparement culturel des peuples est également favorisé par les marchandises, à haute charge idéologique, qui sautent les barrières langagières — films, séries télévisées, photos, disques, cassettes, etc. La transmission spectaculaire de l'actualité enrichit ce fonds commun. Quand Hillary escalade l'Everest en 1956, seule la radio rapporte son exploit. Quand la place Tien An Men de Pékin est occupée, en mai 1989, par un peuple d'étudiants que l'armée expulse en juin, le monde entier assiste en direct à ces évènements, sauf dans les pays desservis par des émetteurs censurés. Plus banalement, les championnats sportifs mondiaux et maints festivals se mêlent à ces évènements exceptionnels. Un tronc commun s'établit ainsi dans les diverses cultures populaires. L'ancienne communication internationale entre savants, écrivains ou artistes (n° 33) se développe plus encore au moyen de revues, de colloques, etc., tandis que le public des voyageurs attentifs aux architectures urbaines, des visiteurs de musées et d'expositions, des adeptes de littératures variées, ne cesse d'enrichir ses connexions internationales.

Certes, la majorité de chaque peuple demeure enfermée dans sa langue maternelle, dans ses traditions et dans sa compréhension limitée du spectacle mondial que la télévision banalise. Mais, chacune de ces majorités est travaillée, par dès changements insidieux qui font entrer les peuples en résonance, à leur insu. Ces changements sont associés aux marchandises dont l'usage se banalise. Le blue-jeans et d'autres vêtements, la restauration rapide, la moto et l'auto, mais aussi les services immatériels de l'assurance ou de la banque ont le même effet que la généralisation du calendrier grégorien ou du système métrique. Les hommes des peuples les plus divers incorporent, dans leurs cultures respectives, des pratiques communes. Ils semblent entraînés vers une civilisation potentiellement commune, par un travail multiforme qui homogénéise certaines de leurs consommations et de leurs façons de vivre, qui multiplie leurs échanges culturels, qui enrichit un trésor commun de mythes et de légendes et qui réduit ou contourne les obstacles linguistiques.

L'occidentalisation résume d'un mot l'ensemble des inflexions que le capitalisme imprime au travail civilisateur (n° 10) à l'échelle planétaire. Ce travail peut aussi être détaillé selon ses cheminements principaux, à savoir : *l'industrialisation* de la production ; *l'instruction* qui qualifie la force de travail ; la *consommation* des marchandises produites en série ; l'urbanisation qui s'adapte à l'industrie et à l'usage de ses produits, y compris l'automobile ; la *communication* qui met en circulation les divers produits culturels ; enfin, *l'administration*, au moyen d'appareils bureaucratiques et financiers des sociétés où ces processus civilisateurs se déploient.

Beaucoup de pays découvrent ces cheminements dans un ordre différent de celui qu'ont d'abord expérimenté les sociétés centrales du système mondial. La consommation ostentatoire des produits occidentaux séduit rapidement les classes riches des sociétés non encore industrialisées. La communication à base d'émetteurs radio et de récepteurs transistorisés s'installe bien avant que l'école primaire soit généralisée. L'instruction de quelques élites dans les universités de pays centraux occidentalise leurs besoins plus vite que leurs savoir-faire. Rien n'empêche les urbanistes de tracer — comme à Pékin — de vastes boulevards qui anticipent sur la circulation automobile. Quand ses divers cheminements deviennent tous praticables, l'occidentalisation se déploie, mais non sans des résistances dont les États sont les interprètes, même lorsque leur politique est délibérément modernisatrice.

Jusqu'à présent, la résistance la plus radicale — d'intention sinon d'effet — s'est manifestée en URSS, puis dans tout l'archipel étatique-socialiste (n° 49). En visant à rattraper les performances des sociétés les plus avancées, sans céder aux méfaits de l'accumulation capitaliste, ces pays se sont livrés à une industrialisation et à une urbanisation nullement supérieures à celles de leurs rivales, mais n'ont pu rejoindre leurs performances en matière de consommation. Leurs réussites dans le domaine de l'instruction n'ont pas infléchi de façon originale leur travail civilisateur, d'autant que les modes d'administration expérimentés par leurs PC ont créé plus d'inhibitions que d'initiatives. De ce fait, la communication qu'ils ont essayé de cantonner dans des fonctions principalement propagandistes, a joué contre leur ordre établi. La *Voix de l'Amérique*, *Radio Free-Europe* et *Radio-Liberty* ont permis aux États-Unis de percer le brouillage hertzien et de devenir, à l'expérience, l'une des sources d'information les plus crédibles, en URSS et dans toute l'Europe orientale. Ainsi, est née une soif d'occidentalisation dont les naïvetés sont désormais soumises à l'épreuve des faits (n° 79).

Les résultats sont plus variés dans les autres périphéries où la résistance à l'occidentalisation use parfois de moyens semblables à ceux de l'URSS, mais dispose aussi des ressources plus traditionnelles que procurent les religions non-chrétiennes, les coutumes des peuples encore peu dérangés par le capitalisme et, plus profondément, les habitudes populaires et les savoirs élitiques sédimentés par un travail civilisateur parfois millénaire. Mais autant la conservation des différences était chose aisée dans les anciens systèmes mondiaux quasiment disjoints, autant la modernisation sélective est une entreprise délicate dans un monde désormais unifié.

Paradoxalement, une troisième série de résistances se manifeste au centre du système mondial, c'est-à-dire à la source même de l'occidentalisation. Certes, le progrès de celle-ci n'est contesté globalement que par des oppositions politiques ou écologiques actives mais minoritaires. Par contre des résistances plus spécialisées

se font jour, de façon continue, par le fait des puissances qui se disputent la primauté.

Ainsi, les anciennes métropoles tentent souvent de garder une influence prépondérante dans une partie au moins de leurs empires défaits. La France éduque les élites africaines à Saint-Cyr et à l'ENA ou dans ses universités. Elle soigne ses *Instituts Pasteur* et son *Alliance Française*. Elle s'agace quand le Québec ou le Maroc abusent du *Conseil de la francophonie* pour jouer leur propre jeu. La Grande-Bretagne développe une activité semblable, renforcée par le prestige international de la BBC, encore que Radio-France internationale ait bondi, au cours des dix dernières années, du 22^e au 8^e rang des radios classées selon leur audience internationale. Non sans variantes, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne ont aussi une activité culturelle mondiale de quelque ampleur. L'Europe occidentale surclasserait aisément les États-Unis, si elle faisait masse de toutes ces activités, mais l'addition de ses forces idéologiques est plus difficile que l'intégration de ses capacités économiques.

L'hostilité à l'américanisation culturelle est sous-jacente dans la compétition internationale des foires et expositions : celles du cinéma, à Venise et Cannes ; celles de la mode et du luxe où le duel entre Paris et Milan se prolonge jusqu'à New York et Los Angeles ; celles de la peinture où New York et Londres rivalisent avec Paris, pour la vente sinon pour la création ; et ainsi de suite, d'un domaine à l'autre. À l'heure des bilans, les 8 à 9 000 congrès internationaux annuels privilégient certes les États-Unis, puis la Grande-Bretagne, mais la France qui arrive en troisième position, détient néanmoins le record mondial, ville par ville, Paris devançant Londres et trois autres cités européennes, suivies par New York. En revanche, les États-Unis l'emportent de beaucoup, pour ce qui est des services culturels les plus chers (théâtre, ballet, concert symphonique, etc.) ou des activités prometteuses de la recherche scientifique.

En fait, les compétitions pour la primauté échappent aux États. De plus en plus souvent, elles sont arbitrées par des *multinationales* qui orientent leurs activités — culturelles et autres — selon la rentabilité potentielle des marchés qu'elles visent. L'occidentalisation n'a pas de meilleur véhicule que ces firmes — d'un point de vue quantitatif, s'entend.

Dans toutes les sociétés où la modernisation est à l'ordre du jour, l'héritage culturel est soumis à érosion et à refonte. L'occidentalisation est la forme que prend la modernisation, quand elle laisse libre cours au capitalisme. Mais, comme le montrent déjà le Japon qui fut le premier à emprunter délibérément cette voie et plusieurs autres pays asiatiques qui progressent désormais par de semblables marches forcées, le modèle occidental ne se reproduit pas à l'identique. Il greffe de nouveaux éléments sur des cultures qu'il transforme sans les rénover de fond en comble. Il infléchit le travail civilisateur local, sans se substituer à lui. Tout semble se passer comme si la lente adaptation inventive dont les civilisations américaines,

inspirées par l'Europe, ont fait preuve du 17^e au 20^e siècles, se renouvelait sur un rythme plus rapide. Comme si le film passé jadis au ralenti, se jouait désormais en accéléré.

Autrement dit, l'occidentalisation n'est pas un modèle général. Ses attributs industriels et urbains ne prédéterminent pas une organisation de la famille, ni une évolution des mœurs. Ses vertus administratives peuvent s'appliquer à divers types d'État et de nation. L'instruction et la communication qu'elle réclame n'enferment pas les arts, les lettres et les philosophies dans des voies précontraintes. Enfin, rien n'oblige les modes alimentaires, vestimentaires et d'habitat qui diaprent la consommation, à naître toujours en Europe ou aux Amériques et à s'imposer uniformément. Bref, l'occidentalisation promet plus de syncrétismes que d'uniformité.

Chapitre 13

Le monde de l'impérialisme triomphant

(De 1945 -50 à 1990)

« Frères humains qui après nous vivrez n'ayez les
cœurs contre nous endurcis car, si pitié de nous
pauvres avez, Dieu en aura plus tôt de vous merci. »

VILLON

64 — La valeur entre l'échange et le développement

[Retour à la table des matières](#)

En moins d'un demi-siècle, le troisième monde capitaliste a bouleversé les modalités du travail, les techniques de la production, la gamme des produits et la géographie des usines et des échanges, sans que ses vertus transformatrices soient épuisées pour autant. C'est dire qu'au plus profond des structures économiques, des glissements tectoniques se poursuivent, non sans répercussions dans les structures politiques et idéologiques.

La valeur des produits, longtemps attachée à leur seul usage, s'était déplacée jadis, en quelques siècles hésitants, de l'usage vers l'échange (n° 20), donnant ainsi priorité, non à la singularité d'une marchandise, mais à ses conditions sociales de production. Depuis quelques décennies, un nouveau transfert s'est amorcé, de l'échange vers le développement, c'est-à-dire des conditions sociales moyennes de production des marchandises singulières, vers les conditions sociales globales de production d'un système de marchandises.

Les poussées vers cette globalisation se laissent apercevoir jusqu'ici, à deux échelles distinctes. D'abord celle des *multinationales*, qui organisent la production de toute leur batterie de marchandises, en mêlant aux signaux qu'elles reçoivent du marché — commandes, prix, taxes, douanes, etc. — d'autres informations, tirées

de leurs procédures internes — comptabilités analytiques, pseudo-prix, etc. — et, surtout, de leurs études de marché et de leurs prévisions à moyenne ou longue portée, voire de leurs connexions avec des centres coordinateurs tels le Plan français, le MITI japonais, les meilleures banques allemandes, anglaises ou américaines, etc.

La seconde poussée est celle des États où des efforts systématiques règlent le développement des équipements publics qui conditionnent l'efficacité du capital (n° 28) ; la formation des futures forces de travail ; le développement de la recherche scientifique et de ses applications productives ; et toutes autres actions favorisant l'accumulation du capital.

Les *multinationales* sont loin de travailler toutes au développement cohérent de leurs capacités globales. Les États n'ont pas tous la volonté de coordonner celles de leurs actions qui servent la production. Le développement ne commence à faire sentir sa logique globale que dans les États au sein desquels le capitalisme d'État ou le socialisme étatique sont opérants. Comme les sociétés étatiques-socialistes n'ont pas réussi à normaliser et à déployer les potentialités que la propriété étatique des moyens de production aurait pu leur conférer, la valeur de développement n'a pas connu grand succès chez elles (n° 49). La valeur d'échange a été rejetée aux marges des marchés kolkhoziens, des échanges internationaux et des transactions frauduleuses, mais la valeur de développement n'a pu mûrir, faute d'un système pertinent de formation des prix et des revenus. Le capitalisme d'État a été lui aussi inhibé, mais de tout autre façon.

Pendant les premières décennies d'après-guerre, le *capitalisme* d'État, embryonnaire avant 1939 (n° 41), s'est élargi dans les pays de la (future) OCDE : par l'effet de nationalisations, en Angleterre et en France ; par la confiscation de biens nazis, en Allemagne et en Autriche ; par l'activation industrielle d'instituts financiers, nés de la crise des années 1930, en Italie ; par les effets de la guerre aux États-Unis (armement, atome et, ensuite, espace), etc. D'autres poussées se sont fait sentir hors l'OCDE, à l'occasion de décolonisations (canal de Suez, pétrole algérien, etc.) ou de captures de rentes (nationalisations pétrolières au sein de l'OPEP, nationalisations minières en Amérique latine, etc.).

Puis des contre-poussées, esquissées vers la fin des années 1970, se sont accentuées au cours des années 1980, à l'exemple de la Grande-Bretagne et des États-Unis dont la doctrine néo-libérale a bientôt été relayée par l'OCDE et imposée par le FMI et les banques commerciales aux États endettés (n° 56). Sous cette pression, les pays débiteurs ont parfois vendu des entreprises publiques ou privatisé certains services publics. L'Europe et le Japon ont suivi le mouvement par d'amples discours et de rares cessions, hors l'Angleterre : re-privatisation d'une partie des banques et entreprises nationalisées en France ; privatisation des chemins de fer et du téléphone au Japon (non sans scandales politico-financiers) ; cessions d'actions de *Volkswagen* par la RFA, etc. La privatisation est à la mode,

mais sa portée est mal inventoriée et son avenir douteux : au centre du système mondial, les formations économiques soumises à une prépondérance capitaliste-monopoliste et celles qui mêlent cet élément monopoliste à un puissant capitalisme d'État demeurent en balance parfois indécise.

Ainsi des États-Unis où le poids des agglomérats capitalistes de New York et des Lacs a été renforcé par les ensembles texans et californiens, mais où les commandes massives du Pentagone, de la NASA et d'autres agences ont reçu le renfort de l'IDS (n° 46) ; et où la concurrence européenne et japonaise stimule un regain de projets en haute technologie avec le soutien du gouvernement fédéral. Jamais les États-Unis n'ont pleinement déployé un capitalisme d'État, ni son corollaire welfariste (n° 62) ; mais jamais non plus, depuis 1945, ils n'ont été aussi proches du capitalisme d'État, pour endiguer l'irruption des *multinationales* étrangères.

Au Japon, la situation est tout autre. Le capitalisme d'État y triomphe sans discontinuer, depuis 1945 — et même avant (n° 42). L'occupation militaire américaine a provoqué, ici, une modernisation des banques, une réforme agraire et un démantèlement des monopoles (ou *zaibatsu*). Néanmoins, des manœuvres persévérantes ont évité les prises de participations américaines dans les banques et les industries — hormis le pétrole, l'aluminium et le caoutchouc. Ensuite, une coordination discrète, mais tout aussi persévérante, s'est établie entre les administrations et les monopoles bientôt reformés. Le MITI — acronyme de l'anglais *Ministry of International Affairs and Industry* — a été le foyer de cette coopération, illustrée, en 1955, par un plan de cinq ans pour l'indépendance économique, en 1960, par un plan de dix ans pour le doublement du revenu national, puis par d'autres projets, moins grandioses, mais souvent menés à bien. Le Japon est ainsi passé d'une expansion financée par le crédit bancaire à court terme des années 1960 (n° 54), à une forte épargne à long terme, canalisée vers l'investissement interne et international. Il a corrigé, en deux ans, les déséquilibres nés des hausses pétrolières de 1973. Il s'apprête à étendre ses financements internationaux et sa consommation intérieure, comme il a développé ses *multinationales* et son commerce extérieur : à la manière d'un état-major déployant ses armées. Le Japon demeure le paradis du capitalisme d'État.

À ses côtés, l'Europe occidentale fait curieuse figure. Elle étale ses entreprises publiques dont proviennent de 25 % du PIB (Autriche) ou 23 % (France) jusqu'à 14 % (Allemagne), les autres pays se logeant, pour la plupart, dans cet intervalle. Mais elle n'atteint guère au degré de coopération japonais, malgré les plans explicites à la française et le bouclage réciproque des banques et des groupes industriels, en Allemagne.

Ainsi, le recul manifeste du capitalisme d'État, au bénéfice du capitalisme des monopoles privés, qui caractérise toute la zone OCDE, hormis le Japon, n'est que très partiellement imputable au reflux des secteurs publics et des actions

budgetaires. Cette régression dont les performances médiocres d'après 1973 donnent la mesure (n° 58) est due essentiellement aux restructurations externes, c'est-à-dire aux extraversion des *multinationales* industrielles et bancaires, à l'enflure de leur commerce mondial, à la presque totale liberté des marchés des capitaux. En Europe, le capitalisme d'État est secoué par les tempêtes de la haute mer internationale, sans que les *multinationales* aient, comme les États, vocation à coordonner le développement économique, pays par pays.

PIB/PNB : LE COMPTEUR DES VALEURS D'USAGE

Le produit brut d'un pays est *intérieur* (PIB) quand il agrège toutes les productions réalisées sur le territoire national et *national* (PNB) quand il adjoint au précédent la production des nationaux à l'étranger et en soustrait celle des étrangers sur le territoire national. La distinction PIB/PNB serait très précieuse pour juger notamment des *multinationales*, mais la discrétion des statistiques la rend malaisée : les pseudo-PNB dont des quasi-PIB.

Le PIB représente l'ensemble des *valeurs d'usage*, c'est-à-dire l'ensemble des biens et services produits au cours d'une année donnée. Pour agréger ces valeurs disparates, des techniques statistiques ont été codifiées par les *comptabilités économiques nationales*. Le PIB se calcule en monnaie nationale. Ses variations de *valeur*, d'une année à l'autre, peuvent être réduites à des variations *réelles* (ou : de *volume*) par élimination des variations de prix, c'est-à-dire par référence aux prix de l'année initiale ou à ceux de l'année terminale. Cette dualité est inéluctable : les PIB pondèrent des quantités de valeurs d'usage par des prix ; les indices de prix sont pondérés par des quantités de valeurs d'usage.

Comparaisons internationales

Les PIB de pays différents font usage de repères différents : des monnaies distinctes ; des prix différents et qui varient différemment ; des productions aux structures et aux variations, elles aussi, différentes. Les comparaisons internationales ne peuvent filtrer tous ces écarts. Elles sont donc opérables de façons très variées, avec des résultats très divers.

Les comparaisons internationales les plus significatives concernent les PIB calculés aux prix et aux taux de change (des monnaies nationales en dollars) d'une même année. Toutefois, les changes aberrants d'après 1970 imposent de recourir à une autre méthode qui substitue aux taux de change, des *parités de pouvoir d'achat* (PPA). Le taux de change indique que, pour telle année, 1 \$ s'échange, en moyenne, contre (x) unités de monnaie nationale. Pour cette même année, la PPA signifie que pour acheter ce qui coûte 1 \$ aux États-Unis, il faut dépenser (z) unités de monnaie nationale, dans le pays considéré.

Correctifs internationaux

Pour comparer les niveaux de vie par tête entre deux pays, il n'est pas déraisonnable de corriger l'écart en taux de change (ou en PPA) par des coefficients de redressement proches de ceux qu'indique le tableau ci-contre, c'est-à-dire *croissant à mesure que l'écart en taux de change s'accroît*, en attendant que des études statistiques sur longue période et des PPA ciblées sur d'autres monnaies que le \$ viennent affiner ces correctifs.

PAYS	ET SES COMPARAISONS INTERNATIONALES		
	PIB par tête, pour 1975, calculé...		Coefficient de redressement du PIB par tête en \$ pour en faire un PIB par tête avec PPA du \$ (3) = (2) / (1)
	... en % du PIB par tête des États-Unis, après conversion du dollar...		
	... au taux de change courant	... à un taux, assurant la parité de pouvoir d'achat (PPA) au \$	
(1)	(2)		
États-unis	100	100	1
France	89,6	81,9	0,91
Mexique	20,4	34,7	1,7
Thaïlande	5	13	2,6
Inde	2,03	6,56	3,23

Source : Banque mondiale, *World Tables*, (I, 568)

Au-delà des valeurs d'usage

Quand les États y seront décidés, d'autres compteurs, aussi complexes que celui des valeurs d'usage, devraient être élaborés pour mesurer :

- (1) les *valeurs d'échange*, comme stock annuel d'heures ouvrées par pays, lesdites heures étant pondérée par des qualificatifs de la force de travail (expérience, formation, équipement, etc.).
- (2) les *prises à la nature*, comme stock annuel des consommations de matériaux non reproductibles ou non reproduits et des productions d'effluents et d'autres rejets non dégradables naturellement.
- (3) les *transferts* de valeurs d'usage, de valeurs d'échange et de prises à la nature opérés d'un pays à l'autre.

Il est certain que la conception de ces compteurs sera difficile — comme le fut celle des *comptabilités nationales* — et que leur établissement annuel sera onéreux : mais moins toutefois que l'ignorance présente.

Dans de très nombreux pays d'Asie, d'Amérique latine et même d'Afrique, les formations économiques — elles aussi immergées dans le marché mondial — voient s'affronter trois modes de production prétendant à la prédominance : le capitalisme d'État et les monopoles privés, comme dans l'OCDE, mais souvent aussi, une propriété foncière encore latifondiaire. Si l'on excepte le Japon (1946), la Corée du sud (1949) et Taïwan (1953) où une réforme agraire a été opérée sur

l'instigation des États-Unis, et quelques rares pays d'Amérique comme le Mexique (1936) et le Pérou (1969), où les réformes autonomes ont été plus fragmentaires, le partage des terres entre des paysans parcellaires reste très souvent inaccompli ou ne progresse que lentement. Parfois même, il est contré par des poussées néo-latifondiaires, comme celles qui ont jadis figé l'Argentine (n° 31) et qui travaillent aujourd'hui le Brésil, le Pakistan ou les Philippines. Dans ces pays où la main-d'œuvre agricole demeure abondante, sinon prépondérante, les vulnérabilités anciennes des structures rurales (n° 21) se conjuguent aux tentations populistes d'un capitalisme d'État — attentif aux clientèles politiques et aux populeux bidonvilles (27) — et aux pressions d'un capitalisme privé, parfois féroce (Chili, Colombie, etc.). Ainsi, la croissance économique est exposée aux secousses internationales, comme aux révoltes de campagnes souvent miséreuses et de villes toujours surpeuplées. Ici, aucune transition de la valeur d'échange à la valeur de développement ne peut encore s'amorcer, même dans les pays dont l'élan est puissant, les ressources bien canalisées ou la volonté politique assez ferme (Brésil, Inde, Indonésie, Algérie, etc.). La logique économique prépondérante demeure celle de la valeur d'échange, laquelle tend à s'unifier mondialement.

À l'échelle d'une société donnée, les hiérarchies nationales des revenus et des prix et les conditions sociales moyennes dans lesquelles s'opèrent les productions nationales — durée et intensité du travail, structure et niveau des qualifications de la main d'œuvre, nature et efficacité du capital fixe, commodités offertes par les équipements publics disponibles — sont confrontées à celles de toutes les autres sociétés. Plus exactement, cette confrontation est totale pour les produits des industries déjà mondialisées, comme l'automobile (n° 53) ; elle tend à se généraliser, pour les branches dont la mondialisation est virtuellement acquise, malgré quelques freinages retardateurs : ainsi du textile et de l'habillement ; elle se fait quelque peu sentir, dans les industries dont certains produits seulement sont déjà banalisés, comme la gamme inférieure des matériels électroniques ou informatiques ; et elle demeure latente, pour les branches qui, par protections locales ou par nature — agriculture, bâtiment, et beaucoup de services — échappent encore aux compétitions directes. De ce fait, la batterie nationale des valeurs d'échange par produit est inégalement ajustée aux valeurs d'échange moyennes mondiales ou, pour le dire à l'envers, le champ de l'échange inégal est plus ou moins étendu, pour chaque société considérée isolément (n° 28).

65. — *Multinationales* et États ; l'aide au développement

[Retour à la table des matières](#)

Les *multinationales* ont presque toutes un seul État d'origine. Rares sont les Shell qui se forment à cheval sur deux États aux mêmes traditions marchandes. Leur État natal est une sorte de consul protecteur, tant que l'accoutumance aux firmes étrangères demeure imparfaite sur les marchés extérieurs fraîchement conquis. C'est aussi l'huissier qui ouvre les marchés hermétiques et l'avocat qui défend, dans les négociations internationales, les intérêts communs aux *multinationales* de son ressort. Bref, ces groupes attendent de leur État qu'il soutienne leur cause, fût-ce par recours aux armes. Les États-Unis sont coutumiers de telles interventions, notamment en Amérique latine où ils utilisent plus souvent la CIA que les *marines*. Mais les meilleures affaires sont celles qui se passent de canonnières : dans l'ordinaire des jours, un droit solide vaut mieux que la force armée.

Depuis le début des années 1980, les liaisons entre États d'origine et *multinationales* se distendent, par l'effet des *multinationales* qui déploient une stratégie européenne ou mondiale. Mais cette tendance est encore limitée. En règle générale, les *multinationales* gardent une patrie protectrice. En 1989, 250 groupes détiennent 90 % des actifs français à l'étranger. Extrapolé à l'échelle mondiale, leur exemple suggère que les groupes *multinationaux* pourraient être environ 3 000, mais que les *multinationales* devenues apatrides, par européanisation ou mondialisation véritables, ne sont encore que quelques petites dizaines.

Les relations entre les *multinationales* et les États — dits d'accueil — où elles déploient leurs ventes, puis leurs productions et leurs financements, sont plus diversifiées. Au milieu des années 1970, ces groupes étaient présents dans les unions douanières européennes (n° 57) et prédominants dans quelques pays prometteurs : ainsi, ils assuraient, à l'époque, 30 % des exportations coréennes, 40 % des exportations brésiliennes et 90 % des exportations de Singapour (26). Hormis ce dernier cas, la situation a changé, ne serait-ce que par le développement de *multinationales* proprement coréennes ou brésiliennes, mais aussi taïwanaises, etc. Les modèles se sont diversifiés, entre les pays qui, comme Singapour, s'organisent en zone franche pour *multinationales* et ceux qui, comme l'Inde, soutiennent par priorité les groupes nationaux introvertis ou, comme le Brésil, promeuvent des *multinationales* à ancrage national, sans compter de nombreuses variantes intermédiaires.

On a souvent constaté que beaucoup d'États, réels ou virtuels (n° 48) ont des budgets inférieurs au chiffre d'affaires de maints groupes internationaux, mais ces rapprochements n'ont pas de sens. Seul le *cash-flow* des *multinationales*, c'est-à-

dire leurs rentrées nettes des coûts de production et autres frais généraux, peut être vaguement comparé à un budget. Sous cet angle, les groupes qui surclassent les États un tant soit peu substantiels, demeurent peu nombreux. Au reste, les *multinationales* sont des entreprises attentives, avant tout, aux signaux du marché et à son avenir supputable. Elles n'ont pas une population à demeure, mais un effectif fluctuant. Leur territoire est un réticulaire d'usines et d'autres points d'appui qui rappellent parfois les comptoirs hanséatiques (n° 12). Les effectifs qu'elles ne consacrent ni à la production, ni à la vente, ni aux fonctions connexes, ne souffrent pas la comparaison avec un appareil d'État. Leurs gardiens et leurs milices ne forment pas une armée. Leur diplomatie n'excède guère le champ des négociations commerciales avec des États, des concurrents, des cartels ou des clients. Leur pouvoir, enfin, ne peut être assimilé à un pouvoir d'État, car les *multinationales* ont seulement à connaître de productions et de ventes, ou encore de grèves, de faillites et de prises de contrôle, toutes opérations sans commune mesure avec les révoltes et les guerres qui secouent parfois les États, ni avec leur gestion politique courante. Un MacNamara peut passer brillamment d'un groupe automobile au Secrétariat américain à la Défense, mais il lui faut un Pentagone pour manifester ses talents.

En fait, la dimension politique par laquelle les *multinationales* se spécifient tient plus à leur foisonnement qu'à leur fonctionnement. Ces groupes industriels ou financiers forment objectivement la trame du marché mondial (n° 53). Leurs collusions avec des gouvernements se réduisent à quelques domaines, parce que, du côté des gouvernements, le bâti de colonies est passé de mode et l'extension d'une zone d'influence fait désordre dans le jeu mondial des alliances (n° 48), tandis que, du côté des groupes, les cibles exclusives se raréfient, dans un monde ouvert à des échanges souvent libres et exposé à de vives compétitions entre *multinationales*. Seuls quelques produits comme les armements lourds, les grands travaux publics ou les fournitures d'usines clés-en-mains donnent encore lieu, parfois, à des pressions conjointes d'États et de firmes qui suscitent d'ailleurs des contre-pressions jouant des mêmes armes : le *bakchich* plus que la canonnière. Autrement dit, les diplomates deviennent les auxiliaires des *multinationales* de leur pays, dans des contrées où d'autres diplomates et d'autres *multinationales* jouent même jeu qu'eux.

Les manifestations guerrières de l'impérialisme à l'ancienne (n° 31) n'ont pas totalement disparu, mais de l'éviction de Mossadegh en Iran (1953) à celle d'Allende au Chili (1974) et à divers coups de semonce contre le Libyen Kadhafi (1987) — ces manœuvres, généralement américaines, participent surtout de l'équilibrage — réel ou imaginaire — du système mondial contre une URSS soupçonnée de propulser tous les régimes qui heurtent quelque intérêt américain (n° 48).

Cependant, un impérialisme épuré de ces adhérences anciennes s'affirme avec une force croissante et sa portée devient universelle. Il s'exerce par gravitation, du

fait même de la structure économique mondiale. Son moteur est une accumulation du capital de moins en moins cloisonnée par les frontières d'État. Les États juxtaposés sur cette assise économique en voie de mondialisation, subissent de toutes parts le nouvel impérialisme : les balances commerciales, les mouvements de capitaux, les fluctuations des changes et les anticipations spéculatives des bourses en expriment sans cesse l'effet local. Le nouvel impérialisme prend ainsi la forme d'une *contrainte extérieure* qui s'exerce brutalement, au ras des marchés, et qui trouve une expression plus diplomatique chez ses gardiens spécialisés : le FMI et le *Club de Paris*, pour la bienséance monétaire ; l'OCDE, pour le tableau d'honneur conjoncturel ; le GATT, pour les bonnes manières commerciales.

L'impérialisme prend ainsi l'apparence d'une nature des choses, d'une pure essence du marché. Son renforcement par des moyens politiques devient une redondance plus dangereuse qu'utile. Les banquiers commerciaux l'ont bien compris, lorsqu'ils font mine, depuis 1982, de traiter les difficultés des pays endettés comme des péripéties économiques locales (n° 56), car l'appétissant commerce international de l'argent, qui est l'un des ressorts du nouvel impérialisme, souffrirait des éventuels remèdes politiques qui pourraient être appliqués au surendettement. Leurs réticences touchent à l'essentiel : la *contrainte extérieure* tire sa force de la soumission des États ; s'ils rechignent, sa force contraignante devient un enjeu politique.

Sous-tendu par les firmes multinationales, le champ de forces impérialiste assigne à chaque pays une position qui ne peut varier — outre l'action des *multinationales* déplaçant leur accumulation de capital — que par les politiques des États *territoriaux*. Au degré zéro de ces politiques figure le néo-libéralisme, dont l'idéal est un parfait *laisser-faire, laissez-passer*. Les sociétés ainsi gouvernées évoluent au gré de *forces du marché* dont elles deviennent le pur objet. Le FMI s'efforce de guider les pays surendettés vers cet idéal.

Un cran plus haut se placent les pays qui, sur la haute mer internationale, prennent le sillage d'un État ou de quelques *multinationales* bien lancés : ainsi de Singapour, après sa sécession d'avec la Fédération malaise (1965). Un tel choix requiert une politique systématique pour développer par priorité la formation des futurs travailleurs et la qualité des équipements publics (n° 31). Ses résultats dépendent de la vigueur des *multinationales* ou des États pris comme pilotes — et des capacités manœuvrières de l'État local. Plus vastes et plus divers que Singapour, la Corée du Sud et Taiwan ont suivi cette voie depuis trois bonnes décennies et accèdent à de plus vastes possibilités.

Les politiques économiques pratiquées par l'Italie ou la France se différencient des précédentes par l'avance déjà prise et, en certaines périodes, par des poussées de capitalisme d'État parfois bien ciblées (n° 64). Mais, en France, la dernière de ces poussées s'est inversée, depuis 1984, en une internationalisation accélérée des flux de marchandises et de capitaux qui est d'une dangereuse ambiguïté : elle sera

couronnée de succès, si l'internationalisation se convertit en une européanisation, par un ressaisissement politique de la CEE (n° 58), faute de quoi, la France s'expose à perdre de son avance ancienne, à un rythme qui dépendra du reste du monde et non d'elle.

L'Allemagne utilise mieux ses atouts — une dose moyenne de capitalisme d'État, une sous-traitance discrète en RDA — parce qu'elle valorise sans cesse sa position au cœur de l'accumulation capitaliste : elle est l'un des tout premiers fournisseurs mondiaux de machines-outils, d'usines chimiques et biotechniques et d'autres biens d'équipement sans cesse perfectionnés, produits par une main-d'œuvre technique qui est, elle-même, objet de soins constants. En outre, les bénéfices de cette position, en termes de balance des paiements, de niveau des changes et de flux de capitaux, sont gérés avec un soin jaloux, pour la plus grande force d'une monnaie qui domine le SME (n° 55).

En partant d'une situation moins favorable, mais en jouant d'un capitalisme d'État aussi discret que tenace (n° 64), le Japon a fait mieux que l'Allemagne. Dès 1975, il est devenu, par certains côtés, l'égal de celle-ci ; en 1990, il est, en plusieurs domaines, le compétiteur pressant des États-Unis.

L'originalité potentielle de quelques pays, vastes comme le Brésil et l'Indonésie, voire immense comme l'Inde, est plus grande encore, car leurs efforts semi-protectionnistes ne s'appliquent pas, comme au siècle de List, à un monde de petits marchés nationaux, très partiellement interconnectés et dotés de firmes capitalistes encore courtes, si bien que l'éventuelle atteinte de performances comparables à celles de l'Allemagne ou du Japon — ces anciens disciples de List (n° 30) — serait un immense exploit (n° 80). Ces grands pays ont pour atout la disposition d'un *grand espace économique* (n° 32) à l'échelle des capacités productives du dernier 20^e siècle.

Un même effet d'échelle s'esquisse en Europe occidentale, mais il demeure à demi virtuel, faute d'un pouvoir apte à couronner la CEE par une politique économique. Économiquement unifié et politiquement acéphale, le grand espace européen n'est pas un pur avantage, c'est aussi une béance (n° 58).

L'OPEP explore une autre politique à contre-courant du champ de forces impérialiste. En effet, cette ligue d'États pétroliers a inversé, partiellement et pour un temps, la dépréciation des rentes (n° 53) donnant ainsi, à quelques États, des chances d'accumulation qui ont parfois été mises à profit (Venezuela, Algérie, Indonésie, etc.) et d'autres fois dilapidées, notamment par l'Irak et l'Iran en guerre de 1980 à 1988.

L'autocentrage est le degré ultime des politiques qui essaient de compenser le champ de forces impérialiste. Une telle déconnexion peut être l'effet d'un *cordon sanitaire* encerclant une révolution victorieuse (URSS, Chine, Cuba) ou résulter

d'un choix plus volontaire. Elle est difficile à maintenir, hors les sociétés étatiques-socialistes occupant de grands espaces économiques. Même en celles-ci, l'éclusement des influences économiques externes s'est finalement rompu, par l'effet des crises internes du socialisme étatique (n° 51), nonobstant la persévérance chinoise (n° 73).

Prises dans leur ensemble, les politiques économiques qui tentent de résister au champ de forces impérialiste, se définissent comme des écarts. La hiérarchie des puissances, des niveaux de vie et des taux de croissance que l'impérialisme soutient, n'est pas immobile. Elle est déformée par une accumulation du capital, elle-même orientée par les stratégies des *multinationales* bancaires et industrielles. Là-dessus, les États peuvent greffer leurs actions propres. L'écart né de leurs politiques se manifeste par une accélération (à la japonaise) ou par une accentuation (à l'allemande) de telle tendance que dessine déjà leur environnement international. Mais ce peut être aussi un écart plus marqué, visant à former un espace économique plus grand (CEE), plus autonome (URSS, Chine, etc.), mieux protégé (Inde, Chine encore), ou à faire prévaloir des priorités autres que celles dont le marché est le vecteur (économie de guerre, *welfare*, etc.). Ainsi, le troisième monde capitaliste a fait naître une tension originale entre un impérialisme, réduit à sa puissante pureté économique, et une recherche, plus politique qu'économique, d'écarts corrigeant cet impérialisme. Le bilan de la période 1945-90 consacre assurément le triomphe de l'impérialisme, mais la tension persiste et l'expérimentation des écarts s'enrichit de variantes nouvelles.

L'aide aux pays dits *en voie de développement* aide-t-elle ceux-ci à résister au champ de forces impérialiste ? Engendre-t-elle un écart significatif ? Ou prolonge-t-elle l'asservissante ambiguïté des dépenses effectuées naguère par les métropoles dans leurs colonies (n° 37) ?

Au sein de l'OCDE, un *Comité de l'aide au développement* (CAD) recueille les déclarations des États donateurs. Ses statistiques juxtaposent des aides privées, des aides financières — prêts à bas taux d'intérêt ou à durée exceptionnelle — et surtout des aides publiques où les subventions budgétaires, et les aides alimentaires se mêlent aux aides militaires et aux prestations de coopérants diversement insérés dans les administrations ou les armées locales.

L'aide permet aux pays aidants de consolider leurs zones d'influence, de stabiliser les débouchés de leurs firmes et de servir des intérêts politiques plus circonstanciels. Elle peut aussi être utile aux pays aidés, mais sous des conditions qui sont loin d'être toujours remplies.

L'aide est pertinente quand elle atténue ou corrige les pressions que les pays aidés subissent par le fait du marché mondial : captures de rentes agricoles ou minières et aléas des prix à l'exportation (n° 53) ; endettements d'un volume et d'un coût excessifs (n° 56). Mais, nulle puissance n'assiste les pays aidés, pour canaliser

les *multinationales* bancaires ou pour nationaliser leurs ressources minières, ce qui aiderait à éradiquer ces vulnérabilités marchandes. En fait, les occasionnels mécanismes de stabilisation des cours — comme le *Stabex* de la CEE — atteignent leur limite, par épuisement des ressources financières, dès qu'un aléa majeur secoue le marché.

L'aide peut encore être utile aux pays aidés, lorsqu'elle tend à différencier les règles du GATT en leur faveur. Ainsi, le système des préférences commerciales que la CNUCED a demandé, en 1964, a été ratifié par le GATT. L'abolition des restrictions tolérées par le GATT, au titre de l'accord multifibres, irait évidemment dans le même sens, mais les pays aidants ne sont pas prêts à déprotéger leurs industries du textile et de l'habillement (n° 53).

Sont utiles, enfin, les aides qui renforcent la cohérence des pays aidés : en confortant leur autosuffisance alimentaire, plutôt qu'en multipliant les secours ; en consolidant leurs actions de formation, en priorité par la formation de formateurs ; en accroissant l'effectif des médecins et des administrateurs d'extraction locale ; en favorisant le bâti d'infrastructures locales où, sauf exceptions — dues, par exemple, à la puissance des fleuves à juguler, au Bangladesh — les capacités locales de main-d'œuvre, devraient l'emporter pour la construction et la maintenance, sur les commodités des entreprises internationales de travaux publics.

Une telle adaptation aux besoins et aux capacités des États aidés n'est pas la caractéristique principale des aides allouées depuis 1945. Jusqu'aux décolonisations des années 1960, l'aide a semblé devenir un enjeu soviéto-américain, lorsque l'Égypte a reçu de l'URSS un financement pour le barrage d'Assouan, après un refus de la Banque mondiale. Quelques autres initiatives soviétiques, comme le financement d'une aciérie en Inde, puis les répliques américaines, de l'Afghanistan à la Corée et à Taiwan, ont confirmé cette tendance, mais pour peu de temps. Faute de ressources, l'aide de l'URSS a pris une nette coloration militaire — hormis l'échange sucre-pétrole à prix stabilisés qui rompt l'isolement de Cuba.

Du côté de l'OCDE, l'aide recensée par le CAD correspond, en 1960, à 0,5 % du PIB des pays aidants. En 1973, elle atteint à peine 0,34 % de ce PIB. La *Conférence des Nations Unies pour la Coopération et le Développement* (CNUCED) s'efforce de persuader l'opinion publique des pays riches, que l'aide devrait atteindre, chaque année, 1 % de leur PIB. Néanmoins, l'aide se maintient au voisinage de 0,35 % du PIB, malgré le renfort apporté à la CNUCED, après 1975, par l'ONUDI — *Conférence des Nations-Unies pour le Développement Industriel* — à quoi Paris ajoute, à partir de 1981, une *Conférence des Pays les Moins Avancés (PMA)* également engagée dans la recherche d'un nouvel ordre économique international (26). Par ces voix diverses, la demande s'affine. L'aide des pays riches devrait atteindre 1 % de leur PIB, dont 0,7 % au titre des aides publiques, parmi lesquelles 0,15 % à 0,20 % devraient être destinés aux *pays les*

moins avancés dont l'ONU a arrêté la liste en 1979 : l'Afrique au sud du Sahara et six pays épars (Afghanistan, Haïti, Laos, Samoa et les deux Yémen).

Mais ces appels n'ont guère d'écho, en Allemagne, aux États-Unis et en d'autres puissances. L'aide s'enfle, certaines années, mais hors le CAD, grâce à l'Arabie et à la Libye qui distribuent jusqu'à 2 ou 3 % de leur PIB ; par l'effet également d'une *Agence internationale pour le Développement (AID)*, ouverte, peu après la première CNUCED, par la Banque mondiale, pour octroyer des prêts sans intérêts, d'une durée de 35 à 40 ans. Mais les ressources de l'AID dépendent de ses 34 pays donateurs ; en 1989, elle a distribué 5 milliards de soit 10 % environ des sommes recensées par le CAD.

En fait, la performance du CAD demeure voisine de 0,35 % des pays aidants, malgré l'adoption par les États-Unis d'un *Plan pour les Caraïbes* (1983), aux promesses mal tenues, et malgré le renfort du *Fonds de coopération économique* créé en 1988 par le Japon. Mais ce 0,35 % recouvre de fortes disparités. La Hollande et les pays scandinaves avoisinent régulièrement le 1 % ; la France frôle le 0,5 % — et dépasse même le 0,7 % si l'on tient compte des transferts vers ses départements et territoires d'Outre-Mer — la RFA s'en tient à 0,4 %, le Royaume-Uni à 0,3 % et les États-Unis à 0,2 %, etc. L'inégalité n'est pas moindre du côté des bénéficiaires, entre les pays africains qui reçoivent souvent de 7,5 à 15 % de leur PIB, si ce n'est plus ; les pays d'Amérique centrale et Israël où l'aide atteint jusqu'à 10 % du PIB ; et les bénéficiaires moins bien servis, parmi lesquels figurent les pays les plus peuplés du monde : Inde, Indonésie et Chine où l'aide est de l'ordre de 0,4 à 0,5 % du PIB. Seuls font exception, le Pakistan (2 %) par où transite l'aide militaire aux Afghans anti-soviétiques et le Bangladesh, éternelle victime des crues et des typhons.

L'aide reste ainsi d'une extrême ambiguïté. Entre les manœuvres de guerre froide et les tentatives charitables, entre les primes d'assurance garantissant la tranquillité des *multinationales* et les survivances d'empires coloniaux, entre les solidarités face aux catastrophes naturelles et les essais parfois pertinents de développement économique, elle oscille sans cesse, selon les stratégies des pays aidants, sans que les pays aidés sachent convertir leurs aspirations diverses en revendications cohérentes.

66. L'exubérance démographique des périphéries ; *du Mexique*

[Retour à la table des matières](#)

La plus efficace des aides au développement est celle qui permet aux pays immenses et pauvres, de ralentir rapidement leur croissance démographique. Mais les concours de cette sorte sont modestes et contestés. Ils atteignent environ 200 millions de \$ par an et proviennent, pour une bonne moitié, d'un Fonds spécial des Nations unies, alimenté par des cotisations volontaires, le reste étant distribué par diverses ONG. Les États-Unis qui fournissaient 25 % des ressources du Fonds, s'en sont retirés en 1984, par hostilité envers l'avortement et ils tardent à revenir sur cette décision.

Durant les années 1950, l'exubérance européenne s'achève avec le rattrapage des naissances différées par la guerre (n° 44). À l'inverse, la croissance démographique, déjà soutenue, de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine s'accélère nettement. Mais la grille mondiale d'États, forgée par la décolonisation, interdit les extraversion massives comme celles de l'Europe aux 18^e et 19^e siècles. Désormais les États sont exposés à des risques d'implosion, quand leur démographie devient trop pressante.

L'Europe retrouve sa position ancienne. En 1990, elle n'assemble plus que 9 % de la population mondiale — ou 15 % si on lui adjoint toute l'URSS. À cette même date, l'Asie se hisse vers les 65 % qui furent longtemps sa norme (n° 32), mais elle n'y atteindra qu'au 21^e siècle. Les Amériques, calmées au nord, mais exubérantes au sud, groupent en permanence 14 % d'une population mondiale qui ne cesse de croître. La nouveauté s'observe en Afrique où les peuples grandissent rapidement, un siècle après les dernières ponctions esclavagistes : en 1990, ils constituent déjà plus de 12 % du total mondial.

De 1950 à 1990, la population mondiale fait plus que doubler : 5,3 milliards contre 2,5, quarante ans plus tôt. Le gain de 1,9 % par an, semble se ralentir au cours des années 1980. Il serait tombé à 1,8 % l'an, mais l'inflexion est encore douteuse, tant les statistiques sont de qualité inégale, d'un pays à l'autre. Recenser la population est un exercice que l'Europe et l'Amérique du nord pratiquent avec une approximation de l'ordre de 1 %, mais la marge d'erreur peut atteindre 5 % ou plus, pour l'Inde ou la Chine, sans compter les trop nombreux États — africains notamment — où les estimations démographiques relèvent de la divination ou, au mieux, de l'extrapolation de données partielles ou étrangères. La prudence commande donc de s'en tenir aux évaluations bien recoupées et aux tendances validées à moyen ou long terme.

Ces réserves n'empêchent pas de souligner l'énormité des suppléments annuels de population, à l'échelle mondiale : 42 millions en 1950, 94 millions en 1990. Hier, une France supplémentaire chaque année, aujourd'hui un Mexique et demain un Brésil, car le ralentissement des taux de croissance qui semble acquis, s'accompagnera, longtemps encore, d'excédents annuels des naissances sur les décès, qui augmenteront à la mesure des générations en âge de procréer. Un même contraste s'observe quant aux âges de la vie. Dans tous les pays expansifs, la population des moins de 15 ans s'enfle démesurément — jusqu'à représenter 51 % du total au Kenya. Mais, à l'opposé, l'espérance de vie s'allonge en moyenne mondiale, elle dépassait à peine les 30 ans, vers 1940 elle atteint déjà 63 ans et elle continue de progresser vite, par élimination des surmortalités infantiles et par densification des systèmes sanitaires.

Dans les populations en augmentation rapide, l'urbanisation est à considérer en propre, car sa lancée, naguère dépendante de l'industrie, du commerce et de l'administration, devient plus autonome. Elle se nourrit du croit démographique que les campagnes ne peuvent retenir, sauf contraintes rigoureuses, comme celles que la Chine a imposées à ses villages, au moins jusqu'à la fin des années 1970. En 1950, les villes de plus de 5 000 habitants groupent 30 % de la population mondiale ; en 1990, elles en rassemblent 45 % et le mouvement s'accélère. Tandis qu'en Afrique et en Asie, la population urbaine dépasse de peu les 25 % — en Chine, 20 % seulement — l'Amérique latine, urbanisée à 63 % rejoint presque le niveau de la riche OCDE où près des deux tiers de la population vivent en ville (4).

La multiplication des villes millionnaires est plus significative encore : il y en avait 11 en 1900, elles sont 225 en 1980, dont la moitié dans les différentes périphéries. Vingt deux d'entre elles dépassent les 5 millions d'habitants, cinq excèdent les 10 millions, rejoignant ainsi les villes immenses où d'anciens empires rassemblaient 1 à 3 % de la population planétaire de leur temps (n° 1). Les Rome sont nombreuses, mais souvent dépourvues d'empire nourricier (4,598). New York se maintient au premier rang, mais Tokyo-Yokohama suit de près et l'Europe est loin derrière : Londres au septième rang, Paris au onzième. Les villes géantes sont en Chine, aux Indes ou en Amérique latine.

31 millions d'habitants à Mexico en 2000 ? L'hypothèse pourrait être démentie, mais les 19 millions d'habitants de 1990 sont bien réels — à un million près, peut-être, tant le décompte en est malaisé. Ainsi, l'agglomération a sextuplé en quarante ans. Elle dépasse Shanghai, mais ressemblerait plutôt à Los Angeles — avec ses oasis luxueuses et ses longues coutures autoroutières — n'étaient les bidonvilles qui l'allongent de partout.

Mexico détient le record mondial de la pollution atmosphérique. Son haut plateau, coupé des vents dominants par un arc de montagnes hautes de plus de 5 000 mètres, est couvert d'une chape de smog que, seules, les pluies de printemps

diluent à peu près. Un jour de 1987, des milliers d'oiseaux de passage sont morts d'un coup. Mais, chaque année, un gros demi-million d'arrivants nouveaux s'installe dans des campements sauvages où l'adobe, l'eau et l'électricité finissent par normaliser leur misère.

Dans un monde qui s'enrichit d'un équivalent-Mexique par an, le Mexique s'agrandit, lui-même, chaque année, d'un équivalent-Paris. Il comptait moins de 14 millions d'habitants en 1900 et en 1920 encore, après avoir perdu, un million d'hommes au feu de sa révolution et par émigration aux États-unis. Un siècle plus tard le Mexique de 2020 achèvera sa transition démographique avec une population décuplée. La baisse de natalité, sensible dès 1965 dans les classes riches ou cultivées, puis dans les villes, a gagné les campagnes, y compris les communautés indiennes où vivent encore 10 % de la population. L'espérance de vie des Mexicains était inférieure à 30 ans au début du siècle ; elle dépasse désormais 68 ans. Mais le Mexique demeure un pays jeune où 42 % de la population a moins de 15 ans. Et aussi un pays à demi vide où la densité moyenne est de 45 habitants au km².

Longtemps assoupi, le Mexique des domaines immenses et des richesses minières, a été secoué par sa révolution de 1911, puis stimulé, au temps de Cardenas, par la réforme agraire et la nationalisation du pétrole. Alors commence l'expansion majeure des années 1940 à 1980 où une croissance annuelle de 6 à 7,5 % est soutenue par d'efficaces priorités budgétaires : l'éducation, la santé et l'investissement. Le réseau scolaire et universitaire et la sécurité sociale gagnent par bonds, cependant que les villes voient fleurir les bibliothèques, les musées somptueux et, bientôt, les chaînes de radio et de télévision, aussi denses et mercantiles — sinon aussi informatives — qu'aux États-Unis.

En effet, après deux décennies de révolution grandiloquente, puis de révolte des Cristeros — ces paysans du centre-ouest guerroyant contre les gouvernements impies — les mouvements révolutionnaires des villes et des campagnes ont fini par s'amalgamer avec les clientèles des nouveaux notables locaux et avec les clans politiques de la capitale fédérale, à l'enseigne d'un Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Les présidents promus tous les six ans par ce parti font alterner le populisme réformateur — dont Cardenas fournit l'exemple optimal — et l'affairisme prébendier qui dilapide une partie de la rente pétrolière, sauf à massacrer, de temps à autre, les militants paysans et ouvriers qui s'émancipent par trop et les étudiants qui cultivent les souvenirs de la révolution. De massacre en assouplissement, le régime perdure, grâce, notamment aux ressources nouvelles que lui procurent, pendant toutes les années 1970, la découverte de gisements pétroliers énormes, les hausses de prix de l'OPEP (n° 57) et les crédits abondamment offerts par les banques internationales.

Puis la terre tremble : non point de 1986, quand la candidature du fils de Cardenas rend délicate l'élection (frauduleuse) du président désigné par le PRI ;

ni même en 1985, quand un séisme ensevelit 30 000 Mexicains sous les décombres des immeubles de la capitale les plus rongés par la mordida ; mais en 1982, quand le Mexique qui partage avec le Brésil le record mondial de l'endettement, devient, comme lui, quasiment insolvable (n° 56). Incapable de convertir sa dette en force de négociation et de rapatrier les capitaux mexicains qui s'abritent aux États-Unis, le pays n'a d'autre remède qu'une longue cure d'austérité. De 1982 à 1990, sa production demeure presque stagnante, son inflation se hisse à 150 % l'an, avant de retomber vers 20 ou 30 %, et son revenu par tête s'effondre, tandis que l'appareil d'État est dégraissé et que les entreprises publiques non pétrolières sont peu à peu privatisées. La misère populaire et le chômage seraient immenses, n'était l'exutoire nord-américain : légalement ou non, les Mexicains affluent au nord du Rio Bravo — lequel est plus connu sous sa désignation yankee de Rio Grande.

Le Mexique est désormais le plus grand pays hispanique du monde. Son identité nationale imbibe jusqu'aux dernières communautés indiennes et continue de s'affirmer contre les gringos, pourtant enviables, des États-Unis où les Mexicains émigrés reconstruisent, dans les terres texanes et californiennes qui leur furent ravies, de 1836 à 1848 (n° 31) une sorte de nouveau Mexique en exil, mal fondu dans le melting pot américain.

En de nombreux pays, les villes deviennent trop grandes quand leur enflure résulte d'une vive croissance démographique, renforcée par un puissant exode rural. Leur situation s'aggrave quand l'élan économique est faible. Alors, le chômage, les travaux de survie, la mendicité, le vol et la prostitution deviennent le mode de vie d'une part importante de leur population (n° 61). Le déficit des équipements publics, de l'encadrement administratif, des installations scolaires et sanitaires, des appareils religieux et politiques empêchent de résorber des bidonvilles qui ont néanmoins plus d'attrait que les campagnes où l'eau, l'électricité et même la nourriture font plus encore défaut, tant il est vrai que les villes immenses, prudemment approvisionnées par des gouvernements craintifs, souffrent moins des disettes que les campagnes arides. L'enflure urbaine est particulièrement dramatique dans les pays sans tradition étatique, sans élan économique et sans culture bien ancrée. Le Caire, Mexico ou São Paulo souffrent de graves tensions, mais moins que Kinshasa, Karachi ou Lagos.

Partout, l'ancien régime démographique où des taux très élevés de natalité et de mortalité s'équilibraient à peu près (n° 44) cède la place à de nouveaux régimes. Le plus expansif est celui où la mortalité diminue vite, tandis que la natalité garde son élan traditionnel ou même s'accroît, au bénéfice de meilleures conditions sanitaires ou alimentaires. En 1990, toute l'Afrique est dans ce cas, d'où sa croissance comprise entre 3 % et 3,5 % l'an. De la Turquie au Bangladesh, le flanc sud-ouest de l'Asie enregistre une croissance à peine moindre.

Hors cet espace africain ou musulman, la transition vers un nouvel équilibre est plus avancée, car la modération des taux de natalité devient sensible. L'Inde, l'Indonésie — pourtant islamisée — et toute l'Asie du sud-est voient leurs taux annuels de croissance décliner vers 2,5 % ou 2 % par an. Le freinage est plus net encore, en Chine et en Amérique latine, où des taux inférieurs à 1,5 % l'an s'observent déjà. Enfin, la transition s'achève en URSS, même si l'hétérogénéité des peuples s'y accompagne de nets différentiels démographiques. En moyenne, l'URSS croît encore de 1 % l'an, alors que l'Europe, en toutes ses composantes, et l'Amérique du nord oscillent autour de 0,5 %, non sans enregistrer parfois des déficits des naissances sur les décès, notamment en RFA, en Hongrie et au Danemark. Au prix d'avortements massifs, autorisés par une loi de 1948 et bientôt imposés par une forte pression étatique, puis coutumière, le Japon a rejoint, en quelques décennies, les normes démographiques du centre européen et américain, c'est-à-dire le nouveau régime démographique où les naissances et les décès tendent à s'équilibrer.

L'accord des démographes du monde entier est presque unanime depuis une quinzaine d'années : la transition est un mouvement universel, seul son rythme est inégal. La réserve est prudente, car ce rythme dépend d'évolutions sur lesquelles la démographie ne projette aucune lumière, qu'il s'agisse de l'organisation politique, dans l'Afrique des pseudo-États (n° 48) ou de l'adaptation des mœurs, dans l'aire musulmane (n° 63).

Des famines se produisent, de façon récurrente, dans plusieurs pays africains — Éthiopie, Soudan et zone sahélienne — ainsi qu'au Bangladesh. De façon plus occasionnelle, elles ont aussi frappé certaines régions de l'Inde, de la Chine et du Vietnam, c'est-à-dire de pays dont l'unification alimentaire — par un réseau convenable de transport, de stockage et de distribution — s'est parfaite tardivement. Élargissant l'inventaire des pénuries, le *Conseil mondial de l'alimentation*, réuni à Pékin en 1987, a dénombré 5 à 700 millions de mal nourris, soit 10 à 14 % de la population de référence (1985). *L'Organisation mondiale de la santé* qui ne sépare pas la malnutrition des maladies qui lui sont habituellement liées, aboutit de son côté à un total plus élevé, de l'ordre de 20 % de la population mondiale, pour 1989.

Toutefois, la malnutrition et les maladies associées ne peuvent être imputées aux insuffisances de la production alimentaire mondiale, sinon locale. Les *révolutions vertes* qui se sont succédées, ces dernières décennies, par l'emploi de semences sélectionnées, de pesticides et d'engrais, par le quasi-triplement des terres irriguées, ont permis aux productions céréalières de croître plus vite que la population. Depuis 1960, le rendement à l'hectare a doublé pour le riz et triplé pour le maïs et le blé. Dans toutes les zones de grande production — Europe, Amérique du nord, Argentine, etc. — le freinage des productions excessives devient la règle commune, pour alléger le financement des stocks d'excédents. En outre, d'importants pays où le risque de famine semblait naguère très grave, sont devenus

exportateurs, à commencer par le Brésil, l'Indonésie ou la Thaïlande. La Chine, puis le Vietnam ont rejoint, depuis quelques années, le peloton des pays aptes à l'autosuffisance alimentaire. D'autres États très peuplés — comme le Pakistan, le Bangladesh ou le Nigeria — ne pourront de sitôt se suffire à eux-mêmes. En revanche, l'URSS est, depuis 1972, l'un des principaux importateurs de grains, mais sa carence prendra fin quand pourront être prises les décisions politiques dont son efficacité agricole dépend (n° 51).

Les disettes peuvent être provoquées par des aléas climatiques — encore que les sécheresses du Sahel et les inondations du Bangladesh n'aient rien qui puisse surprendre — mais elles résultent, surtout, de carences nullement naturelles : déficits de la collecte et de la distribution alimentaire ; absence de silos ; médiocrité des transports ; spéculations marchandes ; politiques de prix défavorables aux cultures locales. À quoi s'ajoutent, parfois, les désordres dus aux guerres et guérillas, l'insolvabilité des pays condamnés à l'importation et les défaillances de l'aide internationale.

Autrement dit, les carences alimentaires ne résultent pas d'une sous-production. Elles proviennent de défaillances politiques, par incurie ou incapacité des États locaux (26), éventuellement compliquées par les aléas des concours internationaux et les ruses des puissances prépondérantes. L'agronomie et l'agriculture, dont les performances ne se sont jamais démenties, n'ont aucune responsabilité en la matière.

Depuis 1946, l'ONU s'est dotée d'une agence spécialisée, la *FAO — Food and Alimentation Organization* — renforcée ultérieurement par un *Programme alimentaire mondial*. Cette agence inventorie les ressources, favorise les coopérations internationales et stimule les programmes d'aide et de stockage qui parent aux disettes. Ses rapports sont tendus avec les cinq *multinationales* — Cargill, Continental, Dreyfus, André et Bunge — qui contrôlent, selon les pays, 80 à 90 % des exportations de céréales, car le commerce des grains, livré à lui-même, déprécie les productions locales traditionnelles, au bénéfice des céréales nobles, et peut concourir à la dégradation des prix locaux et, donc, des productions. Les tensions sont vives, également, avec les États protecteurs de ces multinationales, lesquels n'apprécient guère les immixtions de la FAO dans les politiques de stockage ou de conservation des patrimoines génétiques, ni ses conseils en vue du développement local des silos, des routes et des cultures vivrières, aux lieu et place des cultures d'exportation destinées à la table des pays riches. De ce fait, la coopération internationale a une faible valeur préventive, en matière alimentaire. Elle pallie les disettes, plus qu'elle n'en prévient le retour. Alibi des incuries politiques locales, la famine est aussi l'alibi des protectionnismes paysans du centre, comme si les excédents européens ou américains étaient l'ultime remède contre elle, alors qu'en réalité ces excédents compensent tardivement les disettes, mais dispensent les États des efforts qui préviendraient leur retour.

67. Tensions démographiques internationales

[Retour à la table des matières](#)

Insuffisamment attentifs aux évolutions démographiques à moyen et long terme, les États manifestent, en revanche, une vigilance extrême envers les mouvements à court terme. Les réfugiés et les immigrés retiennent toute leur attention, comme si ces flux, occasionnels ou durables, comptaient plus que le stock fondamental des populations.

En 1945, l'Europe est pleine de réfugiés. Les armées et les prisonniers de guerre regagnent leurs pays d'origine, tandis que 13 millions d'Allemands sont refoulés de Russie, de Tchécoslovaquie, de Pologne et d'autres pays et que 4 à 5 millions de Polonais refluent des territoires abandonnés à l'URSS, vers les nouveaux territoires, à l'est de la ligne Oder-Neisse. Dans les Balkans et en Russie, les mouvements sont moins massifs, mais nombreux. En Asie, 5 millions de soldats et de colons japonais refluent vers leur archipel, puis d'énormes migrations se croisent, aux frontières de la partition indienne : à l'ouest, 4 à 5 millions d'hommes en chaque sens ; à l'est, le (futur) Bangladesh est quitté par un million d'hommes tandis qu'en sens inverse un demi-million fuit l'Inde ; le tout, sur fond de batailles et de massacres dont les victimes sont évaluées, de façon imprécise, en centaines de milliers, si ce n'est en millions.

Vers 1948, ces soubresauts s'apaisent, mais la réinsertion des populations déplacées prend du temps. L'Allemagne qui retrouve le chemin de la richesse et le Japon dont le dynamisme se déplace de la guerre vers l'économie, ne finissent de résorber leurs chômeurs d'après-guerre qu'à la fin des années 1950.

Cependant, la production de nouveaux réfugiés se poursuit. La guerre qui accompagne la naissance d'Israël, provoque, en 1948, un exode de Palestiniens qui incite l'ONU à créer une organisation de secours dont les camps abritent, en 1990 encore, quelques centaines de milliers de Palestiniens, en Jordanie et dans les territoires occupés, en 1967, par Israël. Cette agence spécialisée ne se fonde pas dans le *Haut Commissariat pour les Réfugiés* qui est établi par l'ONU en 1950 et dont les interventions, beaucoup plus brèves, se déplacent au vent des conflits, selon les ressources que les États lui procurent par cotisations volontaires.

En Europe, hormis les séquelles de la révolte hongroise de 1956, les réfugiés procèdent surtout de divers irrédentismes : Allemands fuyant de RDA vers la RFA, Juifs soviétiques transitant vers les terres promises d'Israël et des États-Unis ; Magyars de Transylvanie, réfugiés en Hongrie ; Turcs de Bulgarie refluant vers Istanbul ; tous mouvements auxquels la crise des sociétés étatiques-socialistes donne une particulière vigueur, à la fin des années 1980 (n° 51).

En Asie, les transferts sont plus massifs. Au Proche et Moyen Orient, outre les effets des guerres israélo-arabes, le Liban devient, après 1975, le foyer d'exodes divers, mais cumulatifs, tout comme les divers segments du Kurdistan. Deux ou trois ans après sa révolution de 1979, l'Iran connaît à son tour des départs massifs. Simultanément, la guerre déverse le quart ou le tiers des Afghans vers le Pakistan. L'ensemble indien, ainsi affecté, a déjà recueilli quelques dizaines de milliers de Tibétains, en 1959 et, de façon plus brève, 8 à 10 millions de réfugiés du Bangladesh, en 1971. Désormais, les réfugiés y proviennent surtout du Sri Lanka. Plus à l'Est, l'Indochine apporte ses lourdes contributions, en plusieurs vagues, après 1975, au départ du Vietnam et du Cambodge.

La décolonisation de l'Afrique provoque, elle aussi, des reflux — dont le principal sera celui du gros million de Français d'Algérie, en 1962. Mais la production africaine de réfugiés résulte, surtout, des guerres d'après 1974. L'Éthiopie et ses confins — Ouganda, Soudan, Rwanda, etc. — sont les plus affectés, mais aucune région n'est indemne : ainsi le Sénégal et la Mauritanie voient se croiser leurs réfugiés respectifs en 1989.

Seules les Amériques sont plus paisibles, encore que les îles caraïbes comme Haïti ou, parfois, Cuba et les petits États de l'isthme central démentent cette tendance, quand leurs guerres civiles enveniment par trop une misère souvent aiguë.

En flux et reflux incessants, les réfugiés des dernières années 1980 sont évalués à environ 20 millions, pour le monde entier, dont 14 millions assistés comme tels par le *Haut Commissariat*. Celui-ci veille, en effet, à limiter la durée de ses interventions, à favoriser le retour des réfugiés dans leur pays d'origine, dès que la situation militaire ou politique le permet, et à recaser le solde dans un pays d'accueil. Mais ses diligences se heurtent à deux difficultés — outre l'insuffisance occasionnelle de ses ressources : les manœuvres d'État qui, comme la Somalie en 1988-89, essaient de pérenniser l'assistance à des réfugiés, pour partie imaginaires ; et l'accueil trop mesuré de maints pays. À ce dernier titre, les États s'inscrivent entre deux limites extrêmes : celle du Canada, généreusement ouvert et qui travaille à l'intégration de réfugiés nombreux et divers ; et celle du Japon, pratiquement fermé à tout apport allogène.

Tandis que les réfugiés encombrant maintes régions de la périphérie, les États centraux s'inquiètent d'un afflux de travailleurs immigrés qu'ils jugent excessif, dès que la conjoncture économique se dégrade ou que l'intolérance populaire se durcit pour quelque autre raison. Cependant, la zone centrale qui est importatrice de main-d'œuvre ne cesse de s'élargir, par l'inversion de courants anciens. De nombreux pays d'Europe, que l'accumulation primitive du capital à investir et du travail à salarier, combinée à l'exubérance démographique du 19^e siècle, avaient rendus exportateurs de familles entières, deviennent, par suite de leur croissance

économique propre et de leur nouvel équilibre démographique à basse natalité, des importateurs nets de force de travail. Après avoir rapatrié une part au moins de leurs anciens émigrés, ils s'ouvrent à des apports extérieurs qu'ils tentent souvent de limiter aux seuls travailleurs actifs, afin d'empêcher l'agglutination de colonies étrangères durables et de garder la possibilité de régler le flux et le reflux des immigrés, selon la conjoncture. Mais, avec le temps, une part des immigrés prend racine, des familles entières s'installent, puis s'intègrent en deux ou trois générations et, de leurs pays d'origine, des flux additionnels d'immigrants arrivent, riches d'espoirs et d'illusions ou contraints par la misère.

L'inversion est complète, dans les pays qui, comme la Suisse, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et bien d'autres nourrissent longtemps l'émigration vers les Amériques (n° 32). Elle touche également les pays qui, comme la France ou la Hollande, exportèrent beaucoup moins des leurs. Partout l'immigration nette l'emporte. L'Espagne, elle-même, qui compte encore, en 1989, 1,7 millions de nationaux travaillant hors ses frontières, est désormais touchée et le Portugal ou la Grèce, ragaillardis par leur intégration dans la CEE, évolueront de même. On peut même s'attendre à ce que le Japon, si hermétique soit-il, finisse par aspirer des renforts de main-d'œuvre que les 1,5 millions d'émigrés japonais, fixés notamment au Brésil et aux États-Unis, ne pourront guère fournir.

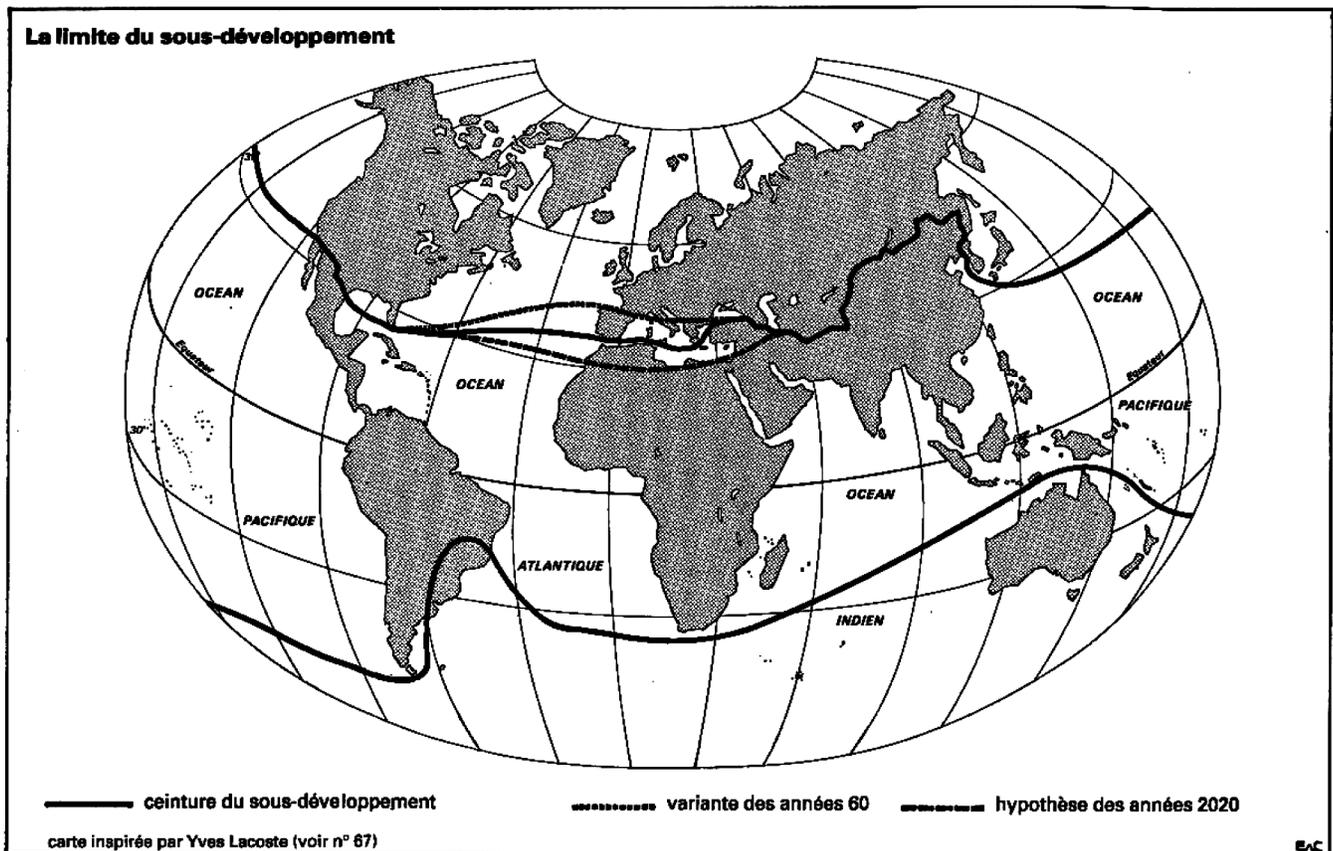
Les courants migratoires ont pour moteur principal le marché du travail. Mais la puissance de ce moteur ne dépend pas seulement des embauches souhaitées par les entreprises. Elle est également stimulée par les changements identitaires, induits par l'évolution de la population active (n° 61). En effet, il vient un moment où certaines activités sont délaissées par la main-d'œuvre nationale et occupées, massivement ou exclusivement, par des travailleurs immigrés. Ce glissement s'étend, peu à peu, des travaux agricoles et miniers les plus pénibles, aux fonctions industrielles les moins qualifiées et aux services — domestiques ou collectifs — jugés sales ou mesquins par la population autochtone. Ainsi, voit-on, en Europe occidentale ou nordique et aux États-Unis, les filières d'immigration gagner peu à peu les tâches subalternes du nettoyage urbain, des transports publics, des services hospitaliers, etc., d'où les travailleurs nationaux refluent délibérément. Ce mouvement est freiné dans les pays où des syndicats puissants imposent des salaires élevés et des conditions d'activité décentes qui retiennent les travailleurs autochtones. Il est, au contraire, accéléré dans les pays où une politique délibérée d'immigration — de type canadien — fait de ces métiers relativement simples, les étapes initiales de l'intégration.

En 1990, les 12 pays de la CEE, comptent 13 millions de travailleurs immigrés, dont 5 millions seulement proviennent de pays extra-communautaires : Yougoslavie, Turquie, Maghreb. À quoi s'ajoute plus exceptionnellement, un probable million supplémentaire de transfuges mal recensés, en provenance des pays étatiques-socialistes en crise (n° 51). Aux États-Unis, les immigrés légaux ou clandestins sont 20 millions environ. Leur effectif est important, également, au

Canada, au Venezuela et surtout au Brésil, tandis que l'Amérique centrale — îles et Mexique inclus — est source d'émigration. Enfin, l'Afrique et l'Asie sont surtout, en ce siècle, des terres d'émigration, à deux exceptions près : Singapour où des contingents malais et chinois, mais aussi philippins et thaïs, s'agrègent peu à peu aux 2 millions d'habitants déjà assemblés ; et la péninsule arabe où 1,5 millions d'immigrés yéménites, égyptiens et palestiniens — renforcés, le temps d'un chantier, par divers contingents pakistanais et coréens — s'emploient à convertir les richesses des émirats et de l'Arabie saoudite en villes, en autoroutes et, parfois même, en usines. En revanche, les grandes migrations africaines vers le Nigeria pétrolier n'ont à aucun moment ressemblé à celles de l'Arabie, d'autant que Lagos et d'autres villes ont expulsé, en 1985, 700 000 immigrants en situation plus ou moins illégale.

La limite du sous-développement

[Retour à la table des cartes](#)



Les politiques d'immigration prennent leur signification la plus actuelle au long des principaux tronçons de la frontière du sous-développement repérée par Lacoste*. Ici, les déséquilibres démographiques et économiques du système mondial se font sentir avec une force croissante.

La frontière nord du Mexique, prolongée par les bras de mer séparant les Caraïbes des États-Unis, accuse deux contrastes : les taux de croissance démographique sont quatre fois plus élevés au sud qu'au nord, tandis qu'à l'inverse, le PIB moyen par habitant est douze fois plus élevé au nord. En outre, les limites terrestres et maritimes des deux espaces sont coupées par de multiples liaisons routières et maritimes, et survolées par une multitude d'avions commerciaux ou touristiques. Enfin, le nord est riche de colonies hispaniques qui, de Miami à Los Angeles, offrent une assise solide aux nouveaux venus. Les services américains de l'immigration contrôlent difficilement cette frontière poreuse.

Le tronçon méditerranéen qui s'étire de Gibraltar à Istanbul est plus complexe, car il sépare de multiples États, diversement liés entre eux. Le différentiel démographique est énorme, avec des taux de croissance en moyenne, neuf fois plus élevés au sud qu'au nord ; l'écart des PIB par tête est lui aussi important, le nord étant cinq fois plus riche que le sud. La Méditerranée se réduit parfois à d'étroits bras de mer, et elle est sillonnée de lignes navales et aériennes, cependant que, dans tous les pays industriels du nord, des colonies de travailleurs venus du sud offrent leurs points d'appui. À vrai dire, cette frontière méditerranéenne s'est formée récemment, à mesure que la CEE entraînait le sud européen dans son sillage. En 1970 encore, la frontière véritable passait au long des Pyrénées, coupait l'Italie entre Rome et Naples et rejoignait, dans les Balkans, les limites, alors solides, du *camp socialiste* (n° 49). Mais, précisément, le système mondial se définit non point par un équilibre, mais par un devenir géopolitique (n° 68).

On peut également s'interroger sur le tracé du tronçon asiatique. Actuellement, la frontière de 13 000 km (Mongolie comprise) qui sépare l'URSS de la Chine, bien que bordée de part et d'autre par des zones souvent désertiques, permet néanmoins de repérer des écarts démographiques localement très forts, mais qui se réduisent, en moyenne, à des taux de croissance deux fois plus élevés au sud qu'au nord, cependant qu'à l'inverse, le nord soviétique semble doté d'un PIB par tête douze fois supérieur à la moyenne chinoise. Mais la véritable limite des hautes pressions démographiques passe en URSS même, où elle sépare les républiques d'Asie centrale de la République russe en ses multiples ramifications sibériennes (n° 51).

Reste la frontière australienne où, par-delà les semi-déserts d'Australie et de Nouvelle-Guinée, la Nouvelle Zélande et le sud-est australien contrastent avec

* Yves Lacoste — *Géographie du sous-développement*, 5^e édition, PUF, 1989 (p. 126).

l'Asie sud-orientale dont la croissance démographique est deux fois plus forte et le revenu par tête quinze fois moins élevé. Mais, comme l'atteste le faible écart des taux démographiques, l'Australie mène une politique d'immigration presque aussi active que celle du Canada, depuis que la tentation de l'*Australie blanche* a été surmontée, au cours des années 1970.

Aucun déterminisme ne condamne les quatre zones principales où les surpressions contraires de la démographie et de l'économie sont fortes et durables, à devenir pour autant les zones les plus conflictuelles de la planète. Mais il est clair que leur importance va croître.

68 — Un jeu d'espaces intriqués

[Retour à la table des matières](#)

De 1945-50 à 1989-90, le troisième monde capitaliste a gardé sa charpente d'origine — les États-Unis et l'URSS se tiennent en respect ; les frontières des blocs tardent à s'effacer ; les guerres centrales sont évitées, mais les guerres périphériques gagnent en autonomie ; les empires coloniaux ont éclaté en États-nations dont beaucoup peinent à devenir nation, ou même État ; l'accumulation du capital se poursuit en accélérant les mutations techniques, en multipliant les firmes multinationales et en surclassant les performances des pays étatiques-socialistes.

Les 3 milliards d'hommes supplémentaires qui ont plus que doublé la population mondiale de 1945, ont néanmoins assoupli le système mondial. Presque toutes les sociétés et bon nombre d'États ont travaillé à se moderniser, en suivant les voies ouvertes par l'Europe au 19^e siècle, tout en se défendant d'une occidentalisation trop complète (n° 63). La gestion de cette contradiction a produit quelques succès nationaux et beaucoup de non-alignements, tout en hiérarchisant nettement les puissances (n° 48).

Ainsi, sans rien perdre de sa structure spécifique, le monde s'est transformé, au rythme d'une histoire politique unifiée par les interactions étatiques (n° 47) et d'une histoire économique portée par un marché de plus en plus mondial (n° 53). Son histoire culturelle, foisonnante comme les peuples qui la vivent et comme les civilisations qui apparentent ces peuples, ne s'est pas unifiée de même, mais le système mondial a néanmoins gagné en synchronisation, jusque dans l'ordre idéologique, si bien que les transformations de portée planétaire, intervenues en tous domaines, depuis 1945, s'ordonnent assez clairement en trois étapes de validité générale.

La première étape est un après-guerre qui s'achève vers 1956, quand l'équilibre nucléaire devient patent. Les anciennes colonies liguées à Bandung (1955), le 20^e congrès du PCUS qui consacre la déstalinisation potentielle d'une aire communiste largement étalée et les batailles de Budapest et de Suez où la discipline des deux

blocs s'affiche sans fard, en marquant le terme. Durant cette étape, la liste des marchés nationaux contrôlés par des États indépendants s'allonge aux dépens des empires coloniaux qui survivent néanmoins. Les principaux territoires qui se détachent de ceux-ci — y compris l'Inde et le Pakistan d'après la partition — sont plus vastes que jamais. Comme l'Indonésie ou les Philippines — et, plus tard, la Malaisie ou même le Nigeria et le Zaïre — ils sortent de l'ère coloniale, après avoir été façonnés ou étoffés par quelque puissance européenne. La stabilité des frontières entre États devient un postulat mondial.

La seconde étape dure près de vingt ans, le temps que la télévision rejoigne la radio, dans sa souveraineté mondiale. Elle s'achève dans un monde *retourné* où la Chine est reconnue par les États-Unis (1972) ; où la suprématie de l'URSS s'effondre, dans son camp comme dans l'Internationale ; où les États-Unis, toujours surpuissants, couronnent dix ans de crises morales par le scandale du Watergate (1972-74) et par leur retrait du Vietnam (1973 et 1975) ; et où l'expansion économique du centre s'enraye par suite d'une crise financière et économique.

Durant cette étape, les empires coloniaux disparaissent, à quelques bribes près, mais les marchés nationaux qui leur succèdent sont des plus variés. Rares sont les vastes États qui prennent force comme grands espaces économiques (n° 64), mais nombreux sont les Tchad et les Mali immenses et désertiques ou les Zaïre et les Soudan qu'un peuplement abondant ne consolide guère. Plusieurs dizaines d'États nouveaux, géants ou minuscules, ne sont en fait que des royaumes ou des principautés, si l'on en juge par leurs capacités effectives et non par la dénomination de leurs régimes. Dès lors, la hiérarchie des États s'accuse (n° 48). Partout, même dans l'Afrique sud-saharienne où beaucoup d'États sont des agglomérats de petits *pays*, ponctués de ports ou de villes bientôt enflés, le respect des limites héritées de la colonisation renforce le postulat des frontières intangibles. L'ONU qui étend les eaux territoriales de 3 à 12 miles conforte cette tendance (1973) que l'Europe sanctifie par l'accord d'Helsinki (1975).

La troisième étape est une époque de crises dont les rebonds s'achèvent par la crise générale du socialisme étatique (n° 51). En temps réel, le monde se raccourcit par l'effet des satellites de télécommunications et des avions qui relient toutes les villes importantes en moins de 24 heures. Les États dont la souveraineté est ainsi limitée, couvrent la planète entière et travaillent presque tous à se moderniser, mais ils sont cahotés par de multiples secousses : crise de l'économie centrale, de 1973 à 1982 ; crise des pays endettés, depuis 1982 ; tensions récurrentes des monnaies et des bourses ; crise prolongée des pays étatiques-socialistes ; crises des régions où les guerres et les guérillas s'éternisent, malgré les incitations pacifiantes tardivement prodiguées par les États-Unis et l'URSS.

Pour juger de ce, que le centre est devenu depuis 1945, plusieurs approches sont possibles. L'une est d'observer les remaniements de la hiérarchie des puissances, depuis la prééminence solitaire des États-Unis, au sortir de la guerre,

jusqu'à la considération croissante dont cet État doit faire preuve vis-à-vis du G7 qui se réunit périodiquement depuis 1974 (n° 48). Mais l'essentiel est de repérer les logiques qui résultent de la structure même du système mondial, afin d'explicitier leur portée spatiale.

Cette recherche interdit de surévaluer le rôle nodal des villes, aussi riches soient-elles. Le principal marché financier peut se déplacer, de Londres vers New York et demain vers Tokyo, sans que le monde en soit recentré, d'autant que d'autres villes exercent simultanément leur prééminence — ou leur compétition — en maints autres domaines : le négoce alimentaire (Chicago), le commerce pétrolier (New York, Rotterdam), le marché du livre (Francfort), de la mode vestimentaire (Paris, Milan), etc. (n° 62).

Le centre du monde noue toutes ces villes et les États qu'elles innervent, en un système spatial dont l'enveloppe externe est aujourd'hui dessinée par l'OCDE, ce club des pays où le capitalisme s'épanouit et des pays déjà entraînés par son essor, à la façon de banlieues liées à la ville qui les agglomère (n° 58). L'organisation interne de ce centre est un enchevêtrement de zones spécialisées à rayon variable : zones industrielles de pointe — par leur poids, leur nouveauté, leur créativité — d'où se déploient les tentacules mondiaux des *multinationales* ; zones d'affaires où les services d'ingénierie, les banques, les assurances, etc., offrent leurs prestations les plus sophistiquées ; zones savantes où les centres de recherche et les universités émérites se concentrent ; zones de création intellectuelle, littéraire, artistique, cinématographique, etc., dont les productions alimentent les réseaux de télécommunication et d'autres circuits plus traditionnels ; zones de richesse, de luxe, de dépense ostentatoire, d'excellence architecturale, etc. L'intrication de ces zones est complexe, d'autant que des frontières — d'États, d'aires langagières ou culturelles, etc. — se superposent à elles, si bien qu'aucun pays ne peut être tenu pour pleinement central. Tous ont leurs provinces reculées et leurs arrière-pays retardataires qui constituent, en somme, leur périphérie interne — si l'on peut risquer cette formule qui doit plus au jeu de go qu'à l'étymologie.

En 1945, le centre se réduit aux États-Unis et au Canada des Grands Lacs. Dès le début des années 1950, la Suisse et la Suède, stimulées par leurs années de neutralité, s'y joignent en compagnie de l'Angleterre, de la France et des Pays-bas belges et hollandais dont la reconstruction est achevée pour l'essentiel. Quelques années plus tard, l'Allemagne fédérale et l'Italie du nord étendent cette zone centrale. Puis, au début des années 1970, l'inclusion du Danemark et de l'Italie méridionale est acquise, après quoi l'Espagne du nord et l'Autriche sont à leur tour captées, tout comme la Norvège et la Finlande. À la fin des années 1980, l'Irlande, le Portugal, la Grèce et la Yougoslavie sont les seuls membres européens de l'OCDE (n° 58) dont la position demeure essentiellement périphérique. Mais le centre déborde déjà vers d'autres continents : l'Australie et la Nouvelle-Zélande participent de son élan — et plus encore le Japon.

Le centre mérite son nom parce qu'il fait sentir, dans le monde entier, son influence décisive. Sa logique économique domine le marché mondial. Sa logique idéologico-politique — dite de l'État-nation (n° 37) — sous-tend les poussées d'occidentalisation comme les contre-poussées (n° 63).

En revanche, le centre ne s'identifie pas à la richesse ou à l'industrie. Les États dotés d'une faible population et d'une forte rente pétrolière peuvent dépasser, de beaucoup, le PIB par tête des États centraux, sans que le Koweït ou Brunei deviennent, pour autant, des éléments du centre : il leur manque une économie largement développée, un appareil d'État riche de traditions bureaucratiques et une culture suffisamment modernisée, toutes caractéristiques qui, d'ailleurs, peuvent s'acquérir en quelques décennies, si la rente pétrolière est judicieusement employée et si l'environnement international des riches oasis ne les empêche pas de se *centrer* pleinement. De même, le développement de l'industrie, dans les pays asiatiques inspirés par l'exemple japonais ou dans les zones les plus vives du Brésil ou du Mexique, ne suffit pas pour entraîner ces pays vers le centre. Encore faut-il que leur population soit portée, dans sa très large majorité, vers les types d'activités, les niveaux de revenus, les formes de scolarisation et les normes de vie (urbaine, administrative, etc.) qui attestent que l'industrie n'est pas un isolat subordonné, mais bien une caractéristique profonde de la société concernée.

Le centre du système mondial va s'étendre encore, en absorbant sa périphérie la plus immédiate ou en incluant ceux des pays lointains qui sauront s'obstiner dans leur modernisation. Mais il y aura moins d'élus que d'appelés, parmi les bénéficiaires des rentes pétrolières, les États en voie d'industrialisation, les pays étatiques-socialistes à la recherche de voies nouvelles (n° 51) et les autres contrées périphériques que de nouvelles opportunités pourraient favoriser. En effet, le centre est, par nature, un club élitique dont l'entrée est sévèrement gardée. Les dénivellations que l'accumulation du capital entretient (n° 64) la hiérarchisation des États (n° 48) et les décalages accumulés en matière de recherche scientifique et de scolarisation (n° 62) interdisent d'espérer que le système mondial en vigueur puisse tendre spontanément vers une moindre inégalité entre les peuples. Les logiques qui sous-tendent le monde actuel ne peuvent pas entraîner une diffusion mondiale de l'avance centrale.

La logique de la valeur d'échange — parfois enrichie des premiers bourgeonnements de la valeur de développement (n° 64) — guide partout la marche des économies. Partout également, la logique de l'État-nation oriente les politiques des États et canalise les aspirations des peuples (n° 60). Mais ces deux logiques sont de portée contradictoire. Leurs chocs prennent une allure économique, quand les tensions éclatent entre les *multinationales* — ou leurs États d'origine — et les États dits d'accueil qui essaient de résister à certaines au moins des conséquences de cette *contrainte extérieure* (n° 65). Ils prennent une forme plus idéologique — ou culturelle — dans les sociétés où les ressources de la tradition sont mobilisées contre des modernisations jugées par trop étrangères (n°

63). Leur apparence devient tout à fait politique, quand les espoirs des peuples délaissés, les aspirations et les frustrations des jeunes générations, les mutations des classes dominées et la gamme complète des autres mouvements sociaux se manifestent en crises aiguës, voire violentes.

Comme ses deux prédécesseurs, le troisième monde capitaliste a produit plus d'inégalités, d'injustices et de misères qu'il n'en a corrigé. Sa seule supériorité tient au fait qu'il a inhibé les guerres centrales, obligeant, de ce fait, à découvrir d'autres façons de gérer les contradictions internationales.